Léon de PONCINS

HISTOIRE DU COMMUNISME

de 1917 à la deuxième guerre mondiale

Diffusion
de la Pensée Française

HISTOIRE DU COMMUNISME

La Contrerévolution a déjà à son actif de nombreux ouvrages très bien faits qui exposent tout ce qu'il faut savoir sur l'idéologie marxiste-léniniste.

Par contre, l'histoire du communisme international, son action conquérante en Russie puis dans le monde depuis 1917, n'ont jamais, à notre connaissance, fait l'objet d'une étude d'ensemble.

Les quelques ouvrages qui existent en langue française sur ce sujet ont été écrits par les communistes eux-mêmes ou par leurs sympathisants, et l'on sait avec quelle maestria ces gens-là savent manier le mensonge et travestir l'Histoire.

Pour connaître la vérité sur l'histoire du communisme, il fallait jusqu'à ce jour en rechercher les fragments dans des ouvrages de doctrine ou dans de multiples publications périodiques, et quelles que fussent leurs qualités, cette dispersion était très préjudiciable aux adversaires du marxisme.

C'est cette lacune qu'a voulu combler la Diffusion de la Pensée Française en publiant une nouvelle édition remise à jour de *L'Enigme communiste,* suivie à bref délai d'une deuxième partie qui la complétera jusqu'à nos jours

Diffusion
de la Pensée
Française

L'auteur

Léon de PONCINS

Exploitant agricole, né à Civens (Loire) le 3 novembre 1897. Spécialisé dans l'étude des mouvements révolutionnaires contemporains, et convaincu de l'influence des sociétés secrètes sur les grands bouleversements politiques et sociaux, L. de PONCINS a consacré à ce problème plusieurs ouvrages qui eurent un certain retentissement à l'étranger où ils furent traduits dans plusieurs pays (Grande-Bretagne, Allemagne, Portugal, Espagne, Italie, Hongrie, Bulgarie, U.S.A., Brésil). Le premier parut en 1928 sous le titre *Les Forces secrètes de la Révolution*. Vinrent ensuite une quinzaine de livres dont *Christianisme et Franc-Maçonnerie* (1969), *Top Secret, secrets d'Etat anglo-américains* (1972) et *La Franc-Maçonnerie d'après ses documents secrets* qui vient de faire l'objet d'une récente réédition (1972). Dans l'entre-deux guerres, L. de PONCINS dirigea une revue internationale, *Contre-Révolution* (1937-1939) et collabora à divers journaux : *Le Jour, Le Figaro, L'Ami du Peuple, Le Nouvelliste de Lyon,* etc., ainsi qu'à des revues françaises et étrangères. Les documents publiés dans ses livres et ses articles ont suscité des interpellations parlementaires en Roumanie et en Suisse, et furent à l'origine de mesures d'ordre public prises au Portugal. En octobre 1965, L. de PONCINS intervint personnellement au Concile au sujet du fameux vote sur la question juive. Il fit paraître sous sa signature une brochure dont les exemplaires, imprimés en français et en italien, furent distribués à Rome même, aux Pères conciliaires.

(Extrait du *Dictionnaire de la politique française* (Tome I) — Henry COSTON — B.P. 92-18 Paris 18e.)

HISTOIRE DU COMMUNISME

de 1917 à
la deuxième guerre mondiale

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Editions Bossard, Paris

LES FORCES SECRÈTES DE LA RÉVOLUTION, première édition, 1928 (épuisé). — Deuxième édition, 1929 (épuisé).

Editions de la Revue française, Paris

REFUSÉ PAR LA PRESSE, 1931 (épuisé).

Editions Beauchesne, Paris

TEMPÊTE SUR LE MONDE, 1934 (épuisé).
LE PORTUGAL RENAIT, 1939 (épuisé).
S.D.N., SUPER-ÉTAT MAÇONNIQUE, 1936 (épuisé).
LA MYSTÉRIEUSE INTERNATIONALE JUIVE, 1936 (épuisé).
LA GUERRE OCCULTE (en collaboration avec Malynski), 1936 (épuisé).
HISTOIRE SECRÈTE DE LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE, 1937 (épuisé).
LA FRANC-MAÇONNERIE CONTRE LA FRANCE, 1941 (épuisé).

Editions du Mercure de France, Paris

LE PLAN COMMUNISTE D'INSURRECTION ARMÉE, 1939 (épuisé).
ISRAËL DESTRUCTEUR D'EMPIRES, 1942 (épuisé).
LES FORCES OCCULTES DANS LE MONDE MODERNE, 1943 (épuisé).

Nouvelles Editions Latines, Paris

ESPIONS SOVIÉTIQUES DANS LE MONDE, 1961 (épuisé).

Editions The Britons, Londres

JUDAISM AND THE VATICAN, 1967.

La Librairie Française, Paris

INFILTRATIONS ENNEMIES DANS L'ÉGLISE, 1970 (en collaboration avec Edith Delamare, G. de Couessin, J. Bordiot, G. Virebeau).

Diffusion de la Pensée Française, Chiré-en-Montreuil

LA FRANC-MAÇONNERIE D'APRÈS SES DOCUMENTS SECRETS (4e édition), 1972.
CHRISTIANISME ET FRANC-MAÇONNERIE, 1969.
TOP SECRET, SECRETS D'ÉTAT ANGLO-AMÉRICAINS, 1972.

Entre 1928 et 1968, des traductions de plusieurs ouvrages de Léon de Poncins ont été publiées dans les pays suivants : Angleterre, Allemagne, Espagne, Portugal, Italie, Hongrie, Bulgarie, Etats-Unis et Brésil.

Léon de PONCINS

HISTOIRE DU COMMUNISME

de 1917 à la deuxième guerre mondiale

(2e édition de l'Enigme communiste)

Diffusion de la Pensée Française
Chiré-en-Montreuil, 86190 Vouillé

Si vous désirez suivre régulièrement la parution soit des prochains titres publiés dans cette collection, soit des éditions ou rééditions d'ouvrages de Léon de Poncins ; si vous désirez acquérir les livres disponibles du même auteur, il vous suffit d'écrire et de passer vos commandes à :

« Diffusion de la Pensée Française »
Chiré-en-Montreuil, 86 190-Vouillé

La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective », et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants-droits ou ayants-cause, est illicite » (alinéa 1er de l'article 40).
Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code Pénal.

© 1973, Diffusion de la Pensée Française et Léon de Poncins

AVANT-PROPOS

DE LA PREMIÈRE ÉDITION (1942)

Ce livre traite avant tout du communisme dans son aspect russe et international, car il représente la menace la plus immédiate, mais notre étude s'étend au marxisme en général (Ire, IIe et IIIe Internationales) dans les différentes phases de son évolution et dans ses rapports avec les grands courants modernes : démocratie, capitalisme, fascisme, etc.

Nous avons essayé de faire de cet ouvrage, fruit de quinze années d'étude et de recherches, une sorte de petite encyclopédie du communisme, réunissant en un volume tout ce qu'il importe de connaître sur cette vaste question.

Jusqu'à présent, il n'existait rien de tel en France et il était nécessaire, pour se faire une opinion, de lire plusieurs centaines de livres écrits en toutes langues, parfois difficiles et onéreux à se procurer.

Nous avons jugé inutile d'alourdir des textes déjà abstraits par des commentaires trop détaillés, notre effort s'est surtout porté sur le choix des documents frappants, présentés dans un ordre clair et logique et ceux qui se seront aventurés dans le maquis de la littérature communiste pourront témoigner que ce n'est pas chose aisée.

Nous nous sommes basés presque exclusivement sur des écrits originaux émanant du Parti ; nous y avons, en outre, joint une documentation inédite et particulièrement importante sur l'activité clandestine des communistes en France pendant et après la défaite.

On y trouvera, entre autres, les directives secrètes de propagande du Comité central du Parti communiste qu'il importait de faire connaître, car elles font ressortir la duplicité des manœuvres soviétiques.

Nous pouvons garantir de façon formelle l'authenticité absolue des documents. Depuis 1928, nous nous efforçons de faire la lumière sur les divers mouvements subversifs et aucune réfutation n'a pu être formulée contre nos travaux.

Forts de cette référence et de notre totale indépendance nous présentons aujourd'hui L'Enigme communiste *avec la conviction que cette nouvelle publication répond à un besoin immédiat. Nous espérons que tous ceux qui ont à protéger le pays contre le danger communiste y trouveront la documentation nécessaire.*

Pour vaincre un ennemi redoutable, il est essentiel de bien le connaître, d'avoir en main son plan d'attaque et de s'en pénétrer, c'est une condition préalable de succès.

Comme pour ses précédents ouvrages ce livre a été constitué par la documentation personnelle de l'auteur et avec ses ressources propres, sans appui d'aucun organisme officiel ni d'aucun parti de quelque pays que ce soit.

Le titre L'Enigme communiste *n'a pas été choisi dans un but publicitaire, mais parce qu'il répond à une réalité que nous démontrerons au cours de cet ouvrage.*

Le marxisme professe une doctrine apparente, mais, derrière cette façade envahissante, il y a une doctrine secrète dont le sens occulte a longtemps échappé aux observateurs ; la plupart des écrivains qui ont traité ce sujet nous en donnent une image fausse parce que soit ignorance, soit prudence, ils n'ont pas osé aborder la question sous cet aspect éminemment dangereux.

Si l'on ne tient pas compte de ce fait capital, on ne comprendra rien au communisme qui cache trop souvent une préméditation froide et rationnelle sous une façade d'aberrations apparentes.

Comment expliquer les aspects contradictoires de Marx qui tantôt, comme dans Le Manifeste, *se montre impressionnant de logique sinistre et glacée et tantôt, comme dans* Le Capital, *demeure volontairement incompréhensible et fumeux ?*

Comment expliquer qu'un homme qui sorte des utopies aussi délirantes que la suppression de l'Etat, par exemple, soit capable de créer un réseau mondial d'organisations clandestines redoutables par leur méthode, leur discipline et leur implacabilité ?

Comment concilier cette haine apparente du capitalisme avec certains textes de Lénine dans lesquels il préconise son développement comme stade préalable et nécessaire à l'éclosion du communisme ?

Mais nous n'en finirions pas de soulever des contradictions de ce genre auxquelles l'ouvrage répondra dans son ensemble.

Nous offrons donc au lecteur une étude très complète du communisme et des ramifications internationales du grand mouvement révolutionnaire qui ébranle le monde moderne jusque dans ses fondements.

Léon de PONCINS.

NOTE CONCERNANT LA PREMIÈRE ÉDITION DE CET OUVRAGE

La première édition de ce livre, parue sous le titre de « L'Enigme communiste » eut une existence difficile et de courte durée. La rédaction était pratiquement achevée en 1939 lorsque la guerre éclata. Par suite des difficultés inhérentes à la guerre, la défaite et l'occupation, à la séparation de la France en deux zones (j'étais réfugié en zone sud non occupée et mon éditeur était resté à Paris, en zone nord) le livre ne parut qu'à la fin de 1942 pour mis en vente en 1943, édition limitée à la zone occupée.

L'année 1943 était peu propice à ce genre d'ouvrage et sa diffusion fut restreinte. En 1944, j'eus des ennuis très sérieux ; arrêté par la police allemande, un de mes amis et collaborateurs, ex-officier colonial, mutilé de 1940, échappa en tuant d'une balle de revolver en plein cœur un officier de Gestapo, ce qui ne facilita pas mes rapports avec l'occupant. L'on ne pouvait pas me relier à ce drame, mais ma secrétaire était directement compromise et, relevant à peine d'une opération, il fallut précipitamment la mettre à l'abri des recherches.

Je n'étais pas en bons termes avec certains éléments de Vichy (Laval, Déat, Doriot, la Milice, etc.) ; en délicatesse avec les Allemands, en butte à l'hostilité déclarée des gaullistes, ma position était difficile. Elle devint franchement intenable à la « libération », si l'on peut appeler ainsi sans ironie cette période sinistre de véritable guerre civile où toutes les armes étaient d'un seul côté.

En septembre 1944, je devins pendant trois semaines prisonnier d'un maquis qui opérait en Touraine, dans la région de Loches et qui est resté célèbre par ses crimes : le maquis Lecoze dont le chef était un repris de justice titulaire de nombreuses condamnations, un homme de sac et de corde. Grâce à une série de circonstances

quasi miraculeuse, je réussis à en sortir vivant et par la suite le trop fameux Lecoze fut arrêté par l'autorité militaire, jugé par un conseil de guerre, condamné à mort et fusillé, cas probablement unique dans les annales de la libération où l'assassinat était alors considéré comme hautement patriotique.

A peine libéré du maquis Lecoze, j'arrivai à bicyclette à Paris que les Allemands venaient d'évacuer devant l'avance des armées anglo-américaines et je me mis aussitôt à la disposition de mon chef de réseau militaire, le colonel Olivier, chef du réseau Jade-Amicol. Mais j'allais de Charybde en Scylla et tombai en pleine épuration, une épuration souvent sanglante. Là, on me dit aussitôt : malheureux ! cachez-vous en vitesse car, si vous vous faites prendre avec vos écrits sur les questions maçonniques, juives et communistes, votre compte est bon et on ne vous reverra jamais vivant. Le réseau m'établit sans délai un état civil neuf, avec tous les papiers officiels parfaitement en règle, cartes d'alimentation, etc...

Le réseau Jade-Amicol avait sa direction à Londres, animé par un amiral anglais et le colonel français Olivier (d'où le nom de Jade Ami-col). C'était une organisation purement militaire qui opérait tout à fait indépendamment des milieux gaullistes. Grâce à ma longue expérience des services secrets de renseignements, je m'adaptai sans difficulté à la vie clandestine et vécus ainsi quelques mois dans une oisiveté forcée, au milieu d'une France en proie à l'abomination d'une épuration révolutionnaire qu'on ne peut qualifier de guerre civile car toutes les armes étaient d'un seul côté.

Les partis de gauche, communistes en tête, qui avaient la haute main sur l'épuration s'en donnaient à cœur joie et se débarrassaient de leurs adversaires politiques sous couleur de patriotisme.

Durant cette période, tous mes livres furent saisis et détruits par ordre d'un comité soi-disant national d'épuration littéraire, composé en fait d'une majorité de communistes.

L'Enigme Communiste qui n'avait guère eu le temps d'être diffusée et dont il restait un stock important fut la première victime de cette mesure copiée sur les mœurs nazies. C'était-là une perte d'autant plus sensible qu'il était clair que je n'aurais pas la possibilité de rééditer ce gros volume avant longtemps. En fait, il me fallut attendre vingt-huit ans avant de le voir reparaître.

Quant à moi, la première fièvre sanglante d'épuration commençant à s'apaiser, je me remis progressivement à vivre d'une vie presque normale jusqu'au moment où, à l'automne de 1945, je fus découvert par un hasard malencontreux et arrêté par la police judiciaire, place de la Madeleine à Paris. Après une longue et minutieuse

enquête, mon cas fut soumis à un juge d'Instruction qui m'expédia incontinent à Fresnes où mon avocat me retrouva finalement. Depuis quinze jours ,j'avais totalement disparu sans qu'on sache ce que j'étais devenu, aussi mes amis étaient-ils très inquiets et s'attendaient au pire, car une disparition en ces périodes troublées était quelque chose de très inquiétant.

La célèbre prison de Fresnes, comme toutes les autres maisons d'arrêt de France, était alors bondée de prisonniers politiques incarcérés au régime du droit commun ; ce n'était pas une villégiature de rêve, mais c'était quand même mieux que le trou à rats du dépôt et je n'avais plus comme compagnons de cellule des souteneurs ou autres repris de justice, mais des détenus politiques, ce qui faisait toute la différence du monde.

J'étais inculpé d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat, c'est-à-dire de trahison — article 75 du code, un numéro qui restera gravé dans la mémoire de beaucoup de Français — et l'acte d'accusation portait principalement sur la publication de mon livre « L'Enigme Communiste » dont celui-ci est une réédition exacte. La thèse de l'accusation était la suivante :

« En 1942, c'est-à-dire en pleine guerre et en pleine occupation, vous avez publié un livre qui est une critique violente du communisme. Or, à cette époque, la Russie communiste, notre alliée, était engagée dans une lutte à mort contre l'Allemagne hitlérienne, notre ennemi commun. Vous avez ainsi rendu un service signalé à la propagande allemande, service dont la valeur de vos écrits aggrave l'importance. C'est là un acte de trahison caractérisé. »

Mais j'avais eu quelques mois pour constituer un dossier de défense très complet, dossier déposé chez mon avocat et celui-ci entra aussitôt en action. Je n'étais donc pas très inquiet, car j'avais des arguments très solides basés sur des faits indiscutables et cette précaution m'évita probablement de longs mois de séjour à Fresnes.

En résumé, ma défense se ramenait à ceci.

Les faits suivants ont été établis par l'enquête et vous êtes obligés de les admettre :

1 — Je n'ai jamais appartenu à aucun parti politique et ne me suis jamais mêlé de politique au sens électoral et parlementaire du terme.

2 — Je n'ai occupé aucun poste dans le gouvernement de Vichy ; je n'en ai brigué aucun et ai refusé courtoisement ceux qu'on

me proposait. J'avais cependant, et j'ai conservé, une grande estime pour le maréchal Pétain, dans son rôle écrasant de défenseur d'une France abandonnée de tous et occupée par un ennemi impitoyable après une défaite dont il n'était pas responsable.

3 — Au point de vue collaboration, je suis inattaquable et vous ne pouvez pas relever un seul fait à ma charge. Je précise que je n'ai aucune hostilité contre l'Allemagne, contre l'armée allemande ou contre le peuple allemand, mais je suis un traditionaliste et n'ai aucune sympathie pour le Nazisme. Je ne suis donc pas anti-allemand, mais anti-hitlérien. C'est là une distinction importante et je pense m'être clairement exprimé sur ce point dans mon dernier livre « Top Secret ».

4 — Accessoirement, ma vie privée ne donne prise à aucune critique et mes livres sont rédigés grâce à mes ressources personnelles ; je suis donc ausi indépendant qu'il est possible de l'être et j'écris sous ma propre responsabilité.

5 — Le seul élément d'accusation que vous pouvez relever contre moi reste donc la publication de mes ouvrages consacrés aux problèmes de subversion.

Aujourd'hui, sous la pression des communistes revenus en force dans le sillage de De Gaulle, vous m'accusez de trahison pour avoir publié « L'Enigme Communiste ».

Or, il s'agit là d'une étude objective, basée presque exclusivement sur des textes d'auteurs communistes classiques. Est-ce donc un crime de trahison que de reproduire des textes communistes de Marx, Engels, Lénine, Trotsky, Staline, Neuberg, Dimitrov, etc...

Vous m'accusez aujourd'hui d'être un traitre et vous considérez implicitement les communistes commme étant les meilleurs alliés des patriotes français, mais leur patriotisme est un patriotisme de camouflage dont la peinture récente est à peine sèche. Jusqu'en 1941, les communistes russes étaient les alliés inconditionnels de l'Allemagne hitlérienne avec laquelle ils avaient signé l'accord de 1939 qui déclencha la guerre, une guerre dont nous avons été la grande victime. Ils sont devenus, bien malgré eux, des patriotes français quand Hitler se retournant contre eux, les attaqua par surprise le 21 juin 1941. J'estime que mon vieux patriotisme de traditionaliste français est plus ancien et plus solide que le patriotisme caméléon des communistes russes.

Ces arguments, dont je résume brièvement l'essentiel, avaient ébranlé l'accusation qui au début me voyait déjà fusillé sans histoire ni complication, mais, dans l'atmosphère empoisonnée de 1945, ils n'auraient pas suffi à me tirer d'affaire ; rappelez-vous qu'à cette époque l'ex-généralissime Weygand, libéré d'un camp d'internement allemand était en état d'arrestation, alors que le chef communiste, Maurice Thorez, déserteur de 1939, était ministre d'Etat ! Weygand, un traitre, et Thorez, héros du patriotisme français, ce serait bouffon si ce n'était pas tragique.

Mais pour le moment, il s'agissait de sortir au plus vite de Fresnes et on y entrait beaucoup plus facilement qu'on n'en sortait.

Je parlai alors de mon appartenance aux services secrets de l'armée : 2ᵉ Bureau de Paris en 1939/40, collaborateur des services secrets de l'armée clandestine ensuite, agent actif du réseau Jade-Amicol enfin. Ce réseau était commandé par le colonel Olivier à qui le commandant Boucher, directeur du Musée Carnavalet et l'un des chefs du 2ᵉ Bureau de Paris en 1939/40 m'avait présenté et recommandé. Je donnai quelques indications sur mes activités au cours de cette période et j'apportai les preuves de ce que j'avançais.

C'était là un élément nouveau et totalement imprévu, car, seuls, quelques très rares amis intimes et collaborateurs, connaissaient mes activités dans ce domaine ; un élément nouveau qui modifiait radicalement les données du problème, en ce qui me concernait. Décidément, j'étais un drôle de « traître » et parmi tous les écrivains accusés de collaboration, j'étais un cas à part, probablement unique en son genre.

Du coup, mes accusateurs étaient démontés et ne savaient plus bien comment s'y prendre pour me faire condamner.

Je n'avais d'ailleurs utilisé qu'une partie des éléments de défense que je possédais, réservant la grosse artillerie pour la suite, car je prévoyais bien que l'affaire ne faisait que commencer et que j'aurais encore à me défendre par la suite.

En tout cas, profitant de l'élément de surprise ainsi introduit dans mon procès, j'arrachai avec l'aide de mon avocat ma mise en liberté provisoire, ce qui était un résultat stupéfiant pour une époque où l'on moisissait pendant des mois en prison.

Je me retrouvai donc libre, au moins provisoirement, mais tous mes livres avaient été détruits ; deux sur trois de mes éditeurs mis en prison, et il me fallut vingt-cinq ans avant de retrouver un éditeur qui accepta de me publier à nouveau. Les éditeurs, et on les comprend, avaient été terrorisés par l'épuration et redoutaient comme la peste des livres aussi névralgiques que les miens dont il n'y avait que des ennuis à attendre.

Un mot enfin pour en terminer avec mes aventures d'épuration.

Mes démêlés avec la justice n'avaient fait que commencer avec le communisme ; ils reprirent de plus belle ensuite et durèrent quatre ans et demi d'une lutte âpre et difficile (spécialement au sujet de la question juive) une lutte où tous les éléments de pouvoir étaient aux mains de mes adversaires.

La bataille s'acheva en 1949. A cette date, je comparus à Paris devant un de ces tribunaux du peuple, instaurés à la «libération, » jugeant sans appel. Après trois jours de débats, je fus enfin intégralement acquitté.

Mais cela est une autre histoire, comme disait Kipling, et je ne la mentionne succinctement ici que pour expliquer mes vingt années de silence forcé en tant qu'écrivain.

***

Mon livre était déjà composé à l'imprimerie lorsque j'ai eu connaissance d'un article de M^e^ Isorni paru dans le numéro de juin d' « Ecrits de Paris ».

Maître Isorni y annonce la parution en septembre prochain, aux Editions Flammarion, d'un livre de Pétrus Faure consacré au procès du maréchal Pétain, sous le titre d' « Un Procés Inique », livre dont Maître Isorni a écrit la préface. Pétrus Faure, je le rap pelle, est un vieux parlementaire d'extrême gauche et il a été membre du jury qui a condamné Pétain à mort. Voici un passage de l'article de Maître Isorni expliquant l'intérêt et la portée de cet ouvrage :

« Le livre de Pétrus Faure est un acte historique exceptionnel, pour ne pas dire unique. Vingt-sept ans après le procès de Philippe Pétain, le plus grand de notre Histoire par l'ampleur des événements sur lesquels il prononce et par la personnalité de l'accusé, tant en raison de sa gloire universelle et du caractère tarpéien de son existence que de son âge, un juge proclame que la décision qui a été rendue, à laquelle il a participé, constitute un « verdict inique » et que le juge paraît criminel alors que le criminel est innocent. Il libère sa conscience. Pour l'honneur de Philippe Pétain, dit-il et pour celui de la France, ce verdict doit être revisé. En deux cent cinquante pages, c'est la plainte désespérée du moine au pied du bûcher de Jeanne : « Nous avons brûlé une sainte ».

« Ce qui donne à son acte sa qualité remarquable, c'est que non seulement il émane d'un juge, mais que ce juge fut désigné pour avoir été un adversaire de celui qu'il aurait à juger. Ainsi a-t-il connu l'affaire telle qu'elle est apparue à l'audience de jugement alors qu'il en connaissait dès avant les dessous. Il a connu le complot noué à Alger entre Charles De Gaulle et le parti communiste, qui devait amener la condamnation à mort. Pour De Gaulle, le prix du complot était le silence sur la trahison du parti à la déclaration de guerre, sur le rôle de Thorez, le silence aussi sur l'approbation de l'armistice et de la fraternisation du parti avec l'occupant — non de tous ses militants — avant que l'Allemagne ne fasse la guerre à L'U.R.S.S.

« La référence que fait souvent Pétrus Faure au rôle des communistes dans la création de la Haute Cour permet de souligner ici une des révélations décisives de son livre : le pacte secret du général De Gaulle avec le parti communiste, conclu en 1943 à Alger. On a parfois soutenu que, dans un grand concert d'imprécations, De Gaulle avait fait le jeu des communistes, que ces derniers avaient fait, malgré un anti-gaullisme irrité, celui de De Gaulle. Ce n'est pas douteux. A l'origine, n'y eut-il pas ce lien de complicité qui les unissait et les attachait ; la condamnation à mort de Pétain, le silence sur l'action du parti en faveur du pacte germano-russe et ses suites ?

« Le mot de Pétrus Faure " sur les profiteurs de ce régime " prend également toute sa portée. C'est par le principe de cette condamnation qu'ont été légitimés les massacres de la Libération, l'épuration, les institutions politiques de la IV^e^ et de la V^e^ Républiques. A quoi s'ajoutent l'inchiffrable somme d'intérêts politiques, sociaux et économiques, l'organisation nouvelle de la presse écrite ou parlée, maîtresse absolue de l'opinion, la défense opiniâtre des situations nouvellement acquises. Tout un monde s'est construit sur un mensonge et a construit sur ce mensonge un ordre nouveau ».

Ce texte se passe de commentaires, car il est assez clair par lui-même. On savait depuis longtemps que De Gaulle était parvenu au pouvoir avec l'aide des communistes, mais il n'existait pas à ma connaissance de documents précis sur l'accord secret conclu entre eux. Pour la première fois, Pétrus Faure va en publier un ; ce sera là un document d'une portée considérable, car il explique bien des choses, y compris même accessoirement mon arrestation, mon emprisonnement et les poursuites judiciaires dont j'ai été l'objet pour avoir publié « L'Enigme communiste ».

J'attends avec impatience la parution de cet ouvrage.

Léon de PONCINS.
(Juin 1973)

AVANT-PROPOS

DE LA DEUXIÈME ÉDITION

L'ouvrage que nous publions aujourd'hui est la réédition du livre de Léon de Poncins, L'Enigme communiste, *paru en 1942.*

Cet ouvrage, épuisé depuis longtemps, n'a rien perdu de son intérêt malgré les nombreuses et excellentes études qui ont été faites depuis sur ce sujet.

En effet, Léon de Poncins s'est attaché non seulement à étudier l'idéologie marxiste-léniniste, mais encore à montrer l'action, la pratique du communisme, et tout ceci de la façon la plus indiscutable qui soit, c'est-à-dire avec des références constantes aux témoignages des communistes eux-mêmes. Nous pensons que pour bien comprendre les développements actuels du communisme, il est indispensable de savoir comment, dès les origines, la doctrine marxiste-léniniste contenait explicitement l'exposé de sa future stratégie mondiale (2^e, 3^e et 4^e parties) et comment son action en U.R.S.S. et en France, de 1917 à 1942, dévoile les différentes tactiques qu'il emploie dans les pays conquis ou à conquérir (1^{re}, 5^e et 6^e parties).

L'auteur a supprimé lui-même quelques paragraphes qui n'étaient pas indispensables à la compréhension de l'exposé ; nous avons, pour notre part, ajouté avec son accord, un extrait d'un de ses propres articles paru dans un périodique français (1^{re} partie), et la dernière partie de la conclusion.

L'indispensable mise à jour qui exposera l'histoire et les conquêtes du communisme après 1942 sera faite dans un deuxième ouvrage intitulé Histoire du communisme de la deuxième guerre mondiale à nos jours * *qui donnera ainsi à nos lecteurs une connaissance complète du sujet.*

Christian LAGRAVE.

* A paraître prochainement.

PRÉFACE DE LA IIe ÉDITION

En guise de préface à cette deuxième édition, je ne saurais mieux faire que de citer quelques extraits des mémoires du général Gehlen qui fut pendant ving-cinq ans chef du B.N.D., le service de renseignements de la République fédérale allemande, après avoir été le chef des S.R. de l'armée allemande pour l'ensemble du front russe, le célèbre et déjà légendaire général gris dont nul ne conteste la compétence. Ces textes expliquent et justifient la raison d'être de cette réédition.

« De page en page, nous dit Gehlen dans ses mémoires [1], je me suis efforcé de montrer la menace rouge qui n'a cessé de filtrer à travers mon récit. Parmi les événements évoqués, il n'y en a guère qui n'aient eu pour origine, plus ou moins directe, le grand conflit opposant le monde libre au monde communiste : il a grandement influé sur nos existences depuis des dizaines d'années et continuera d'affecter longtemps notre avenir.

« Les contradictions politiques entre l'Est et l'Ouest se doublent d'un conflit constant d'idéologies, auquel personne n'a le droit ni le moyen d'échapper. Il se déroule parfois en silence, mais souvent il est mené au grand jour et à la face du monde, à tous les niveaux de l'existence humaine et dans tous les domaines d'activité.

« En Europe occidentale, les gardiens de tout ce qui nous est cher et sacré combattent en premier lieu avec les armes de l'esprit, afin de nous défendre contre l'influence destructrice de l'idéologie communiste, en particulier dans les secteurs où le communisme progresse vers ses nouveaux objectifs. Puissent ceux qui ont la mission de sauvegarder la paix et la liberté dans le monde

1. Reinhard Gehlen — Mémoires — Ed. Presses de la Cité, Paris, 1972. Traduit de l'allemand.

ne jamais se lasser d'exhorter les indécis, les découragés, les déçus et les intoxiqués !

« Les fondements théoriques et idéologiques du communisme demeurent inchangés, et cela, je tiens à le souligner tout spécialement. Aujourd'hui comme hier, ce sont eux qui déterminent toutes ses actions politiques, sur le plan pratique. Je m'efforcerai de montrer leurs étroites relations et les divers aspects du communisme international, dans la poursuite d'un but immuable : susciter la « révolution mondiale », ou, pour employer les termes de la propagande communiste, « répandre sur l'humanité les bienfaits du socialisme ». (p. 253-254).

Obsédés par leur haine aveugle de l'Allemagne hitlérienne, les démocraties occidentales au premier rang desquelles l'Amérique, ont volontairement fermé les yeux sur le danger mortel du communisme et pourtant les avertissements, terrible Mané, Thécel, Pharès des temps modernes, étaient clairement visibles sur le mur.

« L'application des décisions prises à la conférence de Yalta avaient déjà indiqué que la terreur et la destruction accompagneraient le communisme partout où il progresserait en vue de dominer le monde. Nous eûmes en quelques années la preuve définitive que telle serait une des principales conséquences de la politique extérieure soviétique : cet épisode fut le violent renversement de Benès qui marqua en juin 1948 la transformation de la Tchécoslovaquie en « démocratie populaire », c'est-à-dire communiste. Vingt ans plus tard, alors que ma carrière touchait à son terme, les Russes empêchèrent les Tchèques et les Slovaques de « progresser à leur manière vers le socialisme » et de choisir la liberté s'ils le désiraient. Je vois une confirmation convaincante et incontestable de la permanence de la politique soviétique, dans le fait que le début et la fin de mon activité, à la tête du Service de renseignements allemand concernant l'étranger, ont coïncidé avec des coups violents portés à un pays virtuellement sans défense, pour le convaincre qu'il ne pouvait pas échapper à son destin.

« Ce qui est arrivé aux Tchèques et aux Slovaques, aux Hongrois, aux Polonais et à nos compatriotes d'Allemagne orientale a suscité une condamnation durable qui aurait dû réveiller la conscience des nations. Or, aujourd'hui, trois ans à peine après la dramatique invasion militaire de la Tchécoslovaquie, tout cela est à peu près oublié. Ce qui fut un emploi caractérisé de la force brutale est maintenant présenté, par l'adroite propagande des communistes, comme une mesure naturelle, bien compréhensible,

et rendue nécessaire pour « sauvegarder des intérêts » dans le bloc oriental » (p. 255).

« On a souvent méconnu la continuité de la politique extérieure soviétique. Une thèse, soutenue par de nombreux hommes politiques influents, jusque dans les sphères gouvernementales, nous a pratiquement stupéfiés : les desseins politiques des Soviétiques sont impénétrables, assure-t-on, et même illogiques. J'avoue n'avoir jamais pu comprendre que l'on puisse émettre de bonne foi une telle opinion. Au contraire, j'ai toujours maintenu, et je continue à le faire, que la politique communiste en général et la politique extérieure soviétique en particulier se caractérisent par une continuité presque aveuglante et une persévérance sans égale. Bien plus, les hommes d'Etat communistes sont tellement convaincus du bien-fondé des doctrines soviétiques qu'ils annoncent leurs objectifs et intentions avec une franchise presque brutale. Ils ont en cela un curieux point commun avec Adolf Hitler, qui lui aussi ne faisait pas un secret de ses buts.

« Le rôle dominant joué par l'idéologie soviétique est en général oublié ou méconnu. Cependant, j'ai la conviction que seule une connaissance approfondie et étendue de l'adversaire peut nous protéger contre des décisions erronées. Nous avons besoin de connaître la mentalité des peuples soviétiques et de leurs alliés, ainsi que les doctrines du marxisme-léninisme, car les communistes voient en elles le moyen non seulement d'expliquer la situation actuelle du monde, mais encore de la bouleverser. Si violentes que soient aujourd'hui les protestations de nombreux « experts » en la matière, il n'en demeure pas moins vrai que l'idéologie communiste est aujourd'hui comme hier la base essentielle sur laquelle se fondent toutes les décisions importantes des dirigeants de l'empire soviétique : elle est et sera toujours le manuel auquel ils se réfèrent pour déterminer leurs actions.

« En Occident, beaucoup d'analystes politiques nous assurent que « l'âge des idéologies » est passé, et que par conséquent la virulence de la théorie de la révolution mondiale est sur son déclin, si même elle n'est pas encore éteinte. Il en résulte, dit-on, que désormais la politique extérieure communiste poursuit des buts totalement indépendants de son idéologie. Cela nous permet de conclure, assure-t-on, que nous pouvons « normaliser » nos relations avec les Etats communistes, et par-dessus tout avec l'U.R.S.S.

« Selon quantité de « soviétologues » occidentaux, les deux systèmes sociaux hétérogènes sont en train de devenir convergents : cette conviction dément donc que l'enseignement virulent de la

révolution mondiale, selon la doctrine marxiste-léniniste, soit un facteur dominant de la politique extérieure soviétique... » (p. 257).

« Je ne nie certes pas, ajoute Gehlen, que le marxisme et le léninisme modernes soient très éloignés des thèses classiques de Marx et de Lénine, mais tant que le contraire n'aura pas été prouvé, nous devrons présumer que l'idéologie communiste continuera d'être le facteur dominant qui conditionnne la politique communiste (p. 262) et l'idée de la révolution mondiale restera toujours l'élément moteur qui oriente les activités du communisme dans le monde. Si ce but « stratégique » reste immuable, les moyens « tactiques » d'action sont extrêmement souples et s'adaptent partout aux circonstances du lieu et du moment. Actuellement, sur le plan politique pratique, la propagande théorique a été remplacée par une tentative visant à créer de nouveaux « Fronts populaires », ou des groupements de ce genre, dans un délai plus ou moins proche. Cela montre d'ailleurs, d'une manière aussi nette, les problèmes qui se poseraient aux partis sociaux-démocrates ou autres mouvements qui s'intitulent « progressistes », s'ils acceptaient la main amicale qu'on leur tend et espéraient survivre à cette association.

« Un des thèmes les plus importants du marxisme-léninisme est que le conflit entre le capitalisme et le socialisme (c'est-à-dire le communisme) constitue un antagonisme permanent, ne saurait être interrompu, et par conséquent se terminera tôt ou tard par la suffocation ou la destruction du capitalisme. Celui-ci est, dit-on, déjà affaibli, en sorte que les conditions de la lutte sont dès maintenant favorables au triomphe final de son adversaire (p. 266).

« Tous les moyens sont bons pour y parvenir et notamment la « détente » dont les communistes jouent en virtuoses, car pour les communistes le mot détente n'a pas le même sens que celui que lui attribuent les occidentaux. La détente — un état de choses dépourvu de tension — est considéré par les Soviétiques comme un concept purement relatif ou n'ayant qu'une durée limitée. La détente... ne durera que dans la mesure où elle servira les intérêts des communistes. La dure réalité du fait nous est souvent rappelée par la persistance du conflit idéologique, de l'agitation qu'il engendre et des campagnes de propagande. Au sens communiste du terme, la détente est une arme qui fait partie de l'arsenal des tactiques politiques, et qu'on peut exploiter à son profit, tout comme celle de plus gros calibre appelée la coexistence.

« Parmi les nombreuses possibilités qu'elle offre, par exemple favoriser l'instauration d'un Front populaire, développer les relations commerciales, etc... la détente crée un meilleur climat, propice à des opérations offensives tendant à « pénétrer les esprits » des peuples vivant en régime capitaliste. A ce propos, il est intéressant de noter que, dans leurs déclarations les plus importantes, les communistes s'adressent aux peuples eux-mêmes et non à leurs gouvernements respectifs. Cette distinction, mûrement pesée, provient de ce qu'ils caressent un espoir : ils pensent qu'une fois informés des bienfaits que le socialisme peut dispenser — tels que la paix et le progrès — les peuples contraindront eux-mêmes leurs gouvernements à accéder aux exigences communistes. (p. 267)

« Il me faut donc, insiste Gehlen, réfuter l'affirmation, maintes fois répétée dans tous les milieux, selon laquelle les communistes ont considérablement modifié leurs objectifs. S'il y a eu des changements dans les méthodes qu'il emploie pour atteindre ses buts, le communisme demeure aussi dangereux aujourd'hui qu'hier, et cela ne saurait être mis en doute. Il continue à menacer le monde libre, il désire toujours conquérir nos peuples et nous incorporer dans son système d'hégémonie. Rien n'indique si peu que ce soit, que ces ambitions seront modifiées dans un avenir prévisible.

« Au cours des dernières années, il y a eu de plus en plus de polémiques dans le public, sur la question de savoir si la politique extérieure soviétique est toujours fondée sur l'idéologie, ou si elle sert d'abord les intérêts impérialistes et nationalistes de l'U.R.S.S. A mon avis, une telle controverse est aussi vaine que stérile, puisque la politique extérieure soviétique sert à la fois ces deux intérêts (p. 258).

« S'il est certain que les dirigeants soviétiques ont, depuis longtemps, compris les dangers que leur ferait courir un conflit militaire mondial, il est non moins vrai qu'ils cherchent (et réussissent) à obtenir des succès par « d'autres moyens ». Cette évidence est sans cesse confirmée à nos yeux par une constatation presque quotidienne : les moyens employés à cette fin sont renouvelés à tout moment et selon les circonstances. J'ai tenu dans ce chapitre à mettre en lumière quelques-unes des principales méthodes grâce auxquelles les communistes parviennent à exercer leur influence sur d'autres peuples et à saper leurs capacités de résistance. Ainsi, tous ces concepts — l'idéologie, la coexistence (telle que les Soviétiques la conçoivent), la normalisation des relations, la lutte pour la paix, la détente, le désarmement total, etc..., sont mis en œuvre contre nous et jouent chacun leur rôle, en vue de la « phase créatrice ultérieure » de la « lutte permanente ». La déconcertante diversité de ces concepts est à la mesure d'une autre variété, non

moins troublante : il s'agit de la quantité d'organisations et de services existant dans le monde entier et dont l'unique mission consiste à mettre en pratique ces théories communistese (p. 273-274).

« L'incroyable diversité d'associations, d'organisations de bureaux et de bases dont dispose le communisme international constitue une menace extrêmement grave. Il faut tenir compte de tous les liens qui unissent ces organisations, et de leurs facultés de s'entremêler les unes aux autres, voire même à fusionner. J'ai à peine besoin d'ajouter que cet entrelacement des outils, employés par les agents du communisme international, est ce qui rend si difficile aux hommes politiques et aux citoyens de faire la lumière sur des opérations particulières, ou d'apprécier à sa juste valeur le danger énorme qui pèse sur le monde libre...

« En vérité, les dirigeants communistes doivent éprouver une satisfaction profonde à constater combien leurs efforts subtils et opiniâtres sont aidés par notre propre naïveté (qui touche à la bêtise) et notre ignorance politique. Beaucoup de politiciens (auxquels il faut ajouter une quantité d'industriels, d'experts en économie et de journalistes) semblent avoir une soif insatiable de contacts avec les diplomates communistes. Leurs interlocuteurs, en bons fonctionnaires communistes, ont été formés pendant des années et connaissent à fond les problèmes de renseignement ; il n'est donc guère surprenant que nos compatriotes, peu soucieux en général de considérations de sécurité, se laissent facilement prendre à leur jeu. Nos adversaires témoignent d'un réel génie dans l'application de ces tactiques, à l'égard de leurs amis comme de leurs ennemis. J'ai à peine besoin d'ajouter que, pour dresser une digue à ce flot dangereux qui ne cesse de nous envahir, il faut à la fois éclairer l'opinion et exiger un minimum de discipline, car trop souvent nous voyons des personnes étourdies aider l'ennemi, sans le vouloir ou même le savoir.

« Je citerai encore le philosophe chinois Sun-tse qui, cinq siècles avant notre ère, écrivait dans son traité sur les Règles de la subversion politique et psychologique :

« Il n'y a pas de plus grand art que celui de détruire la résistance de l'ennemi sans combat sur le terrain. La tactique directe de la guerre n'est nécessaire que sur le champ de bataille, mais seule la tactique indirecte peut conduire à une victoire réelle et durable.

« Démolissez tout ce qui a de la valeur dans le pays ennemi. Compromettez les émissaires des grandes puissances dans des entreprises criminelles ; sapez leur situation et détruisez leur réputation

par n'importe quelle méthode, afin de les ridiculiser aux yeux de leurs compatriotes.

« Ne repoussez aucun concours, même celui des gens les plus vils et méprisables. Bouleversez l'œuvre de leur gouvernement par tous les moyens dont vous pouvez disposer.

« Suscitez la discorde et les querelles parmi les citoyens du pays ennemi. Dressez les jeunes contre les vieux. Employez tous les procédés pour détruire leurs armes, leurs approvisionnements, ainsi que la discipline des forces ennemies. Avilissez les vieilles traditions et les divinités vénérées. Soyez généreux en promesses et en récompenses, pour acheter des renseignements et des complices. Envoyez vos agents secrets dans toutes les directions. Ne lésinez pas sur l'argent ni sur les promesses, car ces semences rapporteront de riches récoltes. »

« Ces règles nous apparaissent comme un ensemble de principes qui, à mon avis s'appliquent pratiquement, sans modification ni réserve, à chacun des aspects que j'ai évoqués de l'activité et de la subversion pratiquées par les communistes dans le monde.

« A l'heure actuelle, la politique communiste se présente à nous sous une forme presque parfaite dans sa version soviétique ; elle a un caractère absolu, elle englobe toutes les activités humaines, elle emploie pour parvenir à ses fins tous les moyens imaginables, et elle exploite n'importe quelle catégorie d'individus. Il y a beaucoup de vrai dans le dicton selon lequel ce qui profite à l'Union soviétique ne peut jamais nuire au mouvement communiste, et inversement, le triomphe du communisme en un quelconque point du globe sert du même coup les intérêts de l'U.R.S.S. en tant que puissance impérialiste mondiale ».

Lorsqu'en Octobre 1917, les bolchevistes s'emparèrent du pouvoir à St Pétersbourg, le ministre de Hollande, Monsieur Oudendyke, qui représentait alors les intérêts anglais en Russie [1] envoya à Londres un rapport dont voici le passage essentiel :

« Le rapport précédent fait ressortir la nature extrêmement critique de la situation actuelle. Le danger est actuellement si grand que j'estime de mon devoir d'attirer l'attention du gouvernement anglais et de tous les autres gouvernements sur le fait que si l'on ne met pas immédiatement fin au bolchevisme en Russie, la civilisation du monde entier en sera menacée. Ceci n'est pas une exagération, mais une question de fait... Je considère que la suppression immé-

1. A la suite du meurtre à l'ambassade même de leur attaché naval, le gouvernement anglais avait rompu les relations diplomatiques avec la Russie.

diate du bolchevisme est la plus grande tâche qui importe actuellement au monde ; elle s'avère plus importante même que la guerre qui continue à faire rage ; et si le bolchevisme n'est pas étouffé dans l'œuf il est appelé à se répandre sous une forme ou sous une autre en Europe et dans le monde entier, car il est organisé et dirigé par des juifs qui n'ont pas de nationalité et dont le seul objet est de détruire, dans leur propre intérêt, l'ordre des choses existant. La seule manière d'écarter ce danger serait une action collective de la part de toutes les grandes puissances.

« Je suis aussi d'avis qu'aucun appui ne devrait être donné aux autres partis socialistes russes et particulièrement aux socialistes révolutionnaires dont la politique est actuellement de renverser les bolchevistes, mais dont les buts sont en réalité les mêmes : c'est-à-dire d'établir le règne du prolétariat à travers le monde... étant donné son importance. Je prie qu'on télégraphie intégralement ce rapport aussitôt que possible en chiffre secret au ministère des affaires Etrangères de Londres [1].

C'est là un document extraordinaire qui dénote de la part de son auteur une clairvoyance exceptionnelle et une vision prophétique de l'avenir ; fait d'autant plus remarquable, qu'à l'époque, tous les leaders des démocraties occidentales vivaient dans l'euphorie de la révolution russe et se félicitaient bruyamment de la chute du tzarisme, ce résidu anachronique et abhorré de la barbarie médiévale. A leurs yeux, la Russie vivait l'aube d'une période radieuse et allait jouir librement des bienfaits d'une démocratie progressiste. Quelle mortelle illusion !

Lorsqu'il lança son appel au secours, cri d'alarme angoissé et désespéré, Oudendyke avait clairement conscience de l'avenir sinistre que présageaient les sombres journées d'Octobre 1917 à Pétrograd, appel angoissé car il savait qu'il ne serait pas écouté et qu'aucun des leaders démocrates n'avait le moindre soupçon, la plus petite prémonition du désastre qui allait s'abattre sur la Russie pour s'étendre progressivement au monde entier, exactement comme il l'avait annoncé ; nous allions entrer dans une période apparemment inépuisable de guerres et de révolutions, une nouvelle et gigantesque guerre de cent ans. Devant cette catastrophe, une des plus grandes de l'histoire universelle, on se rappelle cette phrase terrible

1. Ce rapport fut publié dans le Livre Blanc officiel en avril 1919 (j'en ai donné la photocopie dans l'édition originale sur grand format). On avait commencé à le distribuer au Corps Diplomatique lorsque subitement les envois furent arrêtés. Une nouvelle édition du Livre Blanc fut faite dans laquelle tous les passages ayant trait au rôle juif avaient été supprimés.

de l'Evangile : « C'est à présent votre heure, celle de la puissance des ténèbres ».

Il y a à ce sujet une thèse communiste classique :

— la Première Guerre Mondiale a amené le triomphe du communisme en Russie, sur la sixième partie du globe terrestre.

— la Deuxième Guerre Mondiale amènera le triomphe du communisme dans le reste du monde.

Et les événements sont en train de justifier ce point de vue, car la dernière guerre a amené un accroissement effrayant du communisme, en puissance et en étendue ; il suffit d'ouvrir un journal quotidien pour s'en rendre compte.

« La Seconde Guerre Mondiale, nous dit Gehlen, a permis à l'U.R.S.S. de réaliser presque tous les rêves expansionnistes des Tzars ».

Et même bien au-delà, car aujourd'hui la Russie soviétique dispose, outre son armée, d'une flotte et d'une industrie incomparablement plus puissantes que celles du Tzarisme ; elle domine en maître la moitié de l'Europe et au moindre signe de révolte ses chars déferlent sur le pays : Budapest, Prague, Dantzig, etc... Le communisme est maître souverain de l'immense Chine, de la Corée et du Viet-Nam du Nord ; il est solidement implanté à Cuba et au Chili ; il occupe des positions stratégiques sur le pourtour sud de la Méditerranée et il pénètre profondément en Afrique ; il fomente des émeutes noires aux Etats-Unis ; il dispose de puissants partis en Italie et en France. Il possède un réseau d'espionnage à côté duquel celui des Tzars n'était qu'un jeu d'amateurs...

Inutile de prolonger cette énumération ; la présence universelle du communisme est visible aux yeux de tous ;

« Je pense, nous dit Gehlen, que tous mes lecteurs estimeront avec moi que ce colossal accroissement de la puissance de l'U.R.S.S. aurait dû inquiéter quiconque se souciait de l'avenir du monde libre. Or, la vérité m'oblige à dire que la plupart des gouvernements sont demeurés sourds aux avertissements les plus motivés : c'est un exemple saisissant d'incapacité politique de la part des Occidentaux qui n'ont pas réussi à déceler à temps les plans et objectifs d'un ancien allié devenu un adversaire. » (p. 304).

et Gehlen continue :

« Je ne méconnais pas le fait que les communistes ne constituent pas un bloc monolithique. Il y a au sein du système communiste des signes de tension et des divergences théoriques. Il y a aussi des erreurs de jugement, des fausses manœuvres, des échecs, en sorte

que parfois le mouvement communiste mondial semble aussi désuni et sujet à des crises graves que l'Alliance atlantique. Les politiciens communistes sont comme les autres humains ; ils peuvent se tromper et ils le montrent...

« Il ne faut donc ni méconnaître ni surestimer ce fait.

« Entre autres, le parti communiste, monolithique sous la poigne de fer de Staline, a éclaté depuis lors en dissidences : Trotskysme, Titisme, Castrisme, et surtout la dissidence Maoïste qui dresse la Chine en rivale et en adversaire du communisme russe.

« Devant certains échecs spectaculaires, le Kremlin, toujours opportuniste, a modifié ses méthodes tactiques et a abandonné la politique de violence agressive que Staline avait pratiquée depuis la fin de la guerre pour revenir aux méthodes dérivées du front populaire qui lui avaient réussi au cours des années trente.

L'effondrement du blocus de Berlin et l'échec de l'avance communiste en Corée du Sud ont marqué la fin d'une époque ; elle fut caractérisée par une stratégie et une tactique politiques de tout le mouvement communiste tendant à étendre son empire par des moyens agressifs. Staline en tira des conclusions radicales, et celles-ci furent respectées par ses successeurs, de Khrouchtchev à Brejnev. Il mit immédiatement fin à l'offensive stratégique et s'attacha à consolider son empire en accroissant ses forces. Depuis le début de 1950, nous avons assisté au développement d'une politique générale communiste ayant la caractéristique essentielle suivante : s'efforcer de faire sortir de leur isolement les partis communistes étrangers ne participant pas au pouvoir, et parvenir le plus possible à coopérer avec les forces « progressistes ». Le but commun est de créer un nouveau front populaire, grâce auquel les Etats-Unis seront peu à peu chassés d'Europe et isolés dans le monde, sans qu'on ait à se mesurer directement avec eux. En ce qui concerne son propre empire, l'U.R.S.S. tient avant tout à assimiler complètement ses satellites et à promouvoir en toute hâte la solidarité politique des masses, par la mise en œuvre d'un programme accéléré d'éducation sociale, politique et idéologique. Naturellement, l'exécution d'un tel plan n'est pas toujours facile. Il y a eu, et il y aura encore, des troubles et des échecs au sein du bloc communiste, comme ce fut le cas le 17 juin 1953 en Allemagne de l'Est, et plus récemment à propos de la crise tchécoslovaque de 1968. Mais telle est la ligne générale qui a été suivie sans discontinuer jusqu'à ce jour (p. 307).

« Par cette mesure, les Soviétiques sont convaincus qu'avec le temps ils finiront par prendre tout le pouvoir, grâce à leur organisation supérieure. L'exemple de Cuba, où Castro s'est d'abord présenté comme un simple réformateur social, avant de glisser peu à peu dans une totale dépendance des communistes, semble démontrer le bien-fondé des espoirs soviétiques. C'est pourquoi, nous devons suivre avec la plus grande attention les inquiétants événements qui se produisent au Chili et dans d'autres pays, où les communistes ont déjà mis la main sur les rênes du gouvernement.

« A la question de savoir si l'U.R.S.S. est devenue moins dangereuse, je ne peux que répondre avec force par la négative. Elle n'est pas une puissance statique, uniquement préoccupée de problèmes de défense et d'entretien de ses possessions. Elle est bien davantage une puissance mondiale, politiquement dynamique et agressive, qui ne se laissera arrêter par rien pour atteindre ses objectifs et les conserver. Les nombreuses allusions publiées au cours des derniers mois, et tendant à faire croire à un « changement sincère » de la politique soviétique, sont absolument dépourvues de fondement. On ne peut y voir qu'une spéculation pure et simple. Les méthodes et tactiques employées par les Soviétiques dans leurs campagnes ont été perfectionnées, mais ce qui demeure inchangé, c'est la volonté de s'attaquer à tout ce que nous avons de plus cher, en particulier à notre liberté de pensée et d'action.

« Certes, nous ne devons pas nous refuser à traiter avec l'Est, mais nous devons être résolus à poursuivre nos négociations, durant une longue période de temps, en nous gardant de toute illusion et sans proposer la moindre concession. La mentalité soviétique est telle que nos interlocuteurs ne comprendront jamais des pourparlers dans lesquels nous ne formulierions pas, avec force et clarté, des exigences s'opposant aux leurs ; un tel comportement de notre part sera toujours considéré avec la plus grande méfiance par les Russes. La bonne méthode pour négocier avec eux est de commencer par présenter une liste de demandes maximales, sans jamais perdre de vue le minimum au-dessous duquel notre refus entraînerait automatiquement la rupture des négociations (p. 326).

« Il n'y a pas de temps à perdre. Une obligation est impérative. Nous devons prouver que Manouilsky, chef du Kominform pendant des années, se trompait quand il écrivait en 1931, dans sa « déclaration fondamentale » : ... Les pays capitalistes sont tellement abrutis et décadents qu'ils contribueront avec joie à leur propre destruction. Ils seront trahis par leur ardent désir de rechercher notre amitié. Et dès que leur garde sera abaissée, nous les écraserons sous notre poigne de fer. »

Léon de PONCINS — juin 1973.

RÉSUMÉ DE LA DOCTRINE SOCIALISTE

Le socialisme marxiste

Il y a eu, depuis le XVIIIe siècle, un grand nombre de systèmes socialistes fort divers mais un seul a réussi à s'imposer définitivement après avoir éliminé tous les autres, celui du Juif Karl Marx.

C'est pourquoi le socialisme actuel est qualifié de marxiste et que l'on parle indifféremment du socialisme ou du marxisme.

Le socialisme marxiste est une organisation révolutionnaire, à ramifications mondiales, au service d'une doctrine élaborée par Karl Marx vers 1848, complétée au point de vue tactique par Lénine de 1905 à 1917.

Les fidèles du marxisme se divisent en deux grands groupes révolutionnaires, tous deux solidement organisés : la IIe et la IIIe Internationale.

Tous deux se revendiquent de Karl Marx et ne diffèrent pas quant aux principes fondamentaux du marxisme. Ils divergent sur certains points d'interprétation et surtout sur les méthodes d'action, sur les moyens pratiques de mettre la doctrine en application. Il s'agit uniquement d'une querelle entre frères ennemis.

Les tenants de la IIe Internationale mettent leur confiance dans des méthodes d'évolution qui doivent pénétrer les mœurs et les institutions.

Les tenants de la IIIe Internationale croient uniquement au succès d'une révolution terroriste dirigée par des techniciens professionnels du complot.

Ces deux tendances ont coexisté dès le début mais la divergence s'est accentuée au cours de la grande guerre au point de dégénérer en scission. Les partisans des deux groupes s'intitulèrent respective-

ment alors : mencheviks et bolcheviks, ce que l'on peut traduire par modérés (mencheviks) et extrémistes (bolcheviks).

Les bolcheviks dirigés par Lénine et Trotsky, ayant réussi à s'emparer du pouvoir en Russie par la révolution d'octobre 1917, prirent le nom officiel de Parti communiste et intitulèrent Etat soviétique le gouvernement qu'ils constituèrent en Russie.

Une fois maîtres du pouvoir les communistes créèrent la IIIe Internationale, tandis que les socialistes restaient groupés sous le nom de IIe Internationale.

La IIe et la IIIe Internationale ont des ramifications dans le monde entier et coexistent en entretenant des rapports qui subissent des vicissitudes variées, allant de querelles violentes à une collaboration plus ou moins étroite (Front populaire, etc.). Toutefois le Parti communiste disposant des ressources considérables de l'Etat soviétique profite pour le moment d'un avantage matériel sur ses compères de la IIe Internationale.

Les branches françaises des IIe et IIIe Internationales s'intitulent respectivement : Parti S.F.I.O. (Section française de l'Internationale ouvrière) et parti S.F.I.C. (Section française de l'Internationale communiste) par abréviation P.C. (Parti communiste).

Résumé de la doctrine socialiste selon ses théoriciens officiels

L'essence du marxisme est le matérialisme économique.

Il veut le bonheur de l'humanité sur terre par une meilleure répartition des richesses.

La civilisation actuelle est viciée par suite d'une honteuse inégalité des richesses et de l'exploitation de la masse des hommes par une minorité d'entre eux.

Pour détruire cette inégalité, il faut transformer la civilisation actuelle d'essence bourgeoise.

Selon Karl Marx toute civilisation n'est que la conséquence du système économique en vigueur à l'époque. Transformons donc le système économique et la civilisation sera régénérée automatiquement par le fait même.

En quoi le système économique est-il mauvais et comment faut-il le transformer ? Le mal est le capitalisme. Le remède est la transformation de la propriété privée en propriété collective, l'Etat devenant seul détenteur des richesses ; seul maître de leur répartition et de l'organisation du travail.

La division de l'humanité en classes sociales a été jusqu'à aujourd'hui un instrument d'oppression et l'histoire de l'humanité n'est que l'histoire de la lutte des classes.

La suppression complète des classes est la condition indispensable à la transformation de l'humanité ; supprimons les classes et le bonheur régnera désormais dans une humanité apaisée.

Aux yeux des socialistes le prolétariat est la classe sainte, la classe élue par qui l'humanité future doit être régénérée, après destruction violente des autres classes considérées comme des oppresseurs et des entraves au progrès.

Mais comme les classes supérieures ne s'y résignent pas, il faut les détruire radicalement par une terreur sanglante, implacable, et scientifiquement organisée.

Le marxisme et la technique industrielle

Maîtres du pouvoir, les chefs marxistes comptent réaliser leur programme non seulement par une transformation fondamentale du Système économique, mais encore par un développement industriel intensif (plan quinquennal, etc.) qui prend les formes suivantes :

— culte de l'américanisme et de la machine,
— primauté de l'industrie sur l'agriculture.

Le matérialisme de Karl Marx se basant sur l'économique comme source de toute civilisation et de tout droit, le développement de la vie économique du monde devient l'idéal suprême.

Selon Marx, il suffit qu'il atteigne un niveau suffisant pour que l'homme échappe aux injustices sociales des civilisations révolues, et les progrès de la technique industrielle feront disparaître les maux inhérents à la société et à la nature humaine.

Le capitalisme amorça cette évolution en développant la science et la technique : le communisme doit la réaliser intégralement.

« Le socialisme, écrit Trotsky, est le régime de la production planifiée pour la satisfaction la meilleure des besoins de l'homme. »

(La Révolution trahie.)

Conformément à la thèse de Marx qui dit :

« Le développement des forces productives est pratiquement la

condition première absolument nécessaire (du communisme), pour cette raison que l'on socialiserait sans lui l'indigence et que l'indigence ferait recommencer la lutte pour le nécessaire et par conséquent ressusciter tout le vieux fatras.

« La base matérielle du communisme, écrit encore Trotsky, doit être dans un si haut développement de la puissance économique de l'homme que le travail productif, cessant d'être une charge et une peine, n'ait besoin d'aucun aiguillon et que la répartition des biens donnés en constante abondance n'exige d'autre contrôle que ceux de l'éducation, de l'habitude, de l'opinion publique... »

Seul un développement intensif du machinisme peut permettre d'arriver à ce résultat et la machine devient la nouvelle idole.

Le plan quinquennal a été le moyen pratique d'industrialiser la Russie.

Son but immédiat, formulé par Staline, était de rattraper puis de dépasser le développement industriel du capitalisme. Pour cela on a mis en œuvre des techniques copiées de l'industrialisme américain et allemand : stakhanovisme, etc.

Dans ce domaine de la technique planifiée, nous retrouvons les thèses fondamentales du socialisme : destruction de la propriété privée et rôle proéminent du prolétariat industriel.

a) La propriété privée est à détruire car elle s'oppose à une planification mondiale ;

b) Seul le prolétariat peut être organisé révolutionnairement et techniquement selon les nécessités d'une économie planifiée.

Dans ce culte de l'industrialisme et de la machine nous retrouvons un point de vue commun au capitalisme américain et au communisme russe.

Le socialisme marxiste contre toute tradition et toute religion

Le socialisme se prétend scientifique et proclame cette transformation nécessaire et certaine comme une fatalité historique du développement de l'humanité.

Etant matérialiste par essence, le socialisme nie toute tradition et toute vérité transcendante : le droit, la morale, la justice n'existent pas en soi. Seule existe la morale de classe : est bon et juste tout ce qui sert à la révolution prolétarienne.

Par le fait même, le socialisme est internationaliste puisqu'il pose des principes communs à l'humanité au-dessus du cadre des nationalités.

Etant matérialiste, il entre en conflit avec toutes les religions par suite d'une irréductibilité fondamentale de doctrine. « La religion, dit le socialisme, est l'opium du peuple. »

Etant internationaliste, il se heurte particulièrement à l'Eglise catholique qui est, elle aussi, universaliste. Trotsky, alors au faîte de sa puissance, a fort bien exprimé la chose en disant : « Une seule personne pourrait me comprendre et me combattre efficacement, le Pape, car nous procédons des mêmes principes mais en sens inverse. »

Conséquence logique de cette conception totalitaire : la collectivité prolétarienne ou l'Etat — qui la représente en fait — doit prendre en main non seulement l'organisation économique du monde, mais encore la vie privée des individualités. Des institutions périmées comme la famille bourgeoise, par exemple, doivent disparaître, en régime socialiste, au bénéfice de l'Etat, seul maître de l'éducation des enfants.

Dans cette abolition de la division de la société en classes, l'Etat, lui-même, doit ultérieurement disparaître. L'Etat n'a été jusqu'à présent qu'un instrument d'oppression de certaines classes contre d'autres. Par suite de la disparition des classes l'Etat n'aura plus de raisons d'être et plus tard disparaîtra de lui-même. Le Paradis sur terre sera alors intégralement réalisé.

En attendant, la masse, entité quasi métaphysique dont découle toute légitimité, doit s'incarner dans des chefs. Ceux-ci gouvernent en despotes absolus mais au nom de la masse car ils sont sensés mieux savoir qu'elle-même ce qu'elle désire et ce qui lui est bon.

C'est donc, en fait, une infime minorité de révolutionnaires professionnels qui gouverne par la terreur une masse amorphe et désagrégée.

La prise du pouvoir : condition préalable indispensable à la réalisation du programme marxiste

Il ne suffit pas d'avoir un programme, il faut le réaliser et comme une critique même pertinente de la société capitaliste ne suffit pas à la renverser, le communisme s'assigne comme objectif n° 1 la prise du pouvoir par tous les moyens.

Ainsi que le dit Staline : « Peut-on perdre de vue que pour refaire le monde il faut avoir le pouvoir ?... Car, que peuvent faire des gens, eussent-ils les meilleures intentions du monde, s'ils ne sont pas capables de poser la question de la prise du pouvoir et s'ils n'ont pas en main le pouvoir ? »

Dans ce but, le communisme a mis au point une technique scientifique de la révolution mondiale maniée de main de maître par des organisations terroristes internationales sous la direction de professionnels de la conspiration (Komintern, etc.).

Son but principal est d'attiser le désordre partout où il se trouve.

Les deux thèses tactiques fondamentales du Parti sont jusqu'à la deuxième guerre mondiale :

1. Transformation de toute crise économique en crise révolutionnaire ;

2. Transformation de toute guerre nationale en guerre civile.

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE

I. Histoire du communisme.

II. Histoire de la Tchéka et du Guépéou.

I

HISTOIRE DU COMMUNISME

Le principal doctrinaire du socialisme moderne est le Juif allemand Karl Marx.

Karl Marx est né en Rhénanie en 1818. Dès 1845 il est déjà le révolutionnaire déclaré, attaché à un but unique : élaborer la meilleure doctrine, la meilleure technique de la subversion. Expulsé d'Allemagne, Karl Marx se fixe à Bruxelles, puis à Londres où il rédige ses deux ouvrages fondamentaux : *Le Manifeste du Parti communiste*, qui date de 1847, et *Le Capital.*

« *Le Manifeste du Parti communiste*, écrit M. Albert Rivaud, est la Bible, le Bréviaire de la Révolution à l'état pur, de la subversion en soi. Livre affreux, le plus atroce peut-être qu'un sophiste ait jamais composé, où chaque ligne insulte et salit hypocritement tout ce que les hommes ont aimé : famille, patrie, religion, pitié, honneur, loyauté.

« Marx est entièrement indifférent à la vérité objective de ses affirmations. Il s'agit seulement de détruire ce qui est. Deux moyens d'y parvenir : la guerre et la propagande, c'est-à-dire une autre guerre livrée aux idées et aux sentiments. Deux moyens complémentaires, également classiques, mais que le marxisme porte d'emblée à leur perfection. »

Marx n'élabore pas seulement en effet la théorie de la révolution, il est le révolutionnaire en action, le conspirateur international occulte, l'inspirateur invisible de quantités d'agents révolutionnaires.

« Le patriotisme et la religion font surtout les frais de la critique marxiste ; Juif, banni de partout, Marx a naturellement " l'esprit international ".

« La propagande ignore les frontières, elle prend tous les visages, elle s'exerce en tous pays. Partout elle choisit le langage adapté à ceux qu'elle veut toucher. Elle exploite toutes les occasions de faire du mal à l'adversaire bourgeois. Elle prend parti pour des thèses opposées suivant les circonstances et l'opportunité. Antimilitariste, anticlérical en tel pays, Marx n'hésite pas ailleurs à se prononcer pour l'armée et pour la religion. Il se fait chauvin à l'occasion, s'il peut mieux nuire sous le masque du patriote exaspéré. Car les idées, les faits n'ont de valeur qu'au service de la révolution. »

Dans toutes ces critiques, l'esprit messianique de révolution et de destruction se dissimule sous les apparencees d'une phraséologie scientifique et ce sont deux Juifs qui vont nous dévoiler involontairement le secret de l'œuvre de Karl Marx.

Tout le monde en effet s'est étonné de l'obscurité des thèses du *Capital*, se demandant comment un document aussi aride et aussi illisible avait pu enflammer le monde ouvrier. Or, nous dit un écrivain révolutionnaire juif, A.-S. Rappoport, qui joua un rôle occulte important dans le déclenchement de la révolution russe, il faut pour réussir qu'une « doctrine politique soit obscure, de la sorte « chacun lui prête le sens qui répond à ses désirs ». Aussi sommes-nous fondés à en conclure que l'obscurité du *Capital* a été soigneusement préméditée par Karl Marx.

Il est un second point très important, qui complète le premier, et que fait ressortir un autre écrivain révolutionnaire juif, A. Rosenberg, qui fut de 1917 à 1927 un dirigeant du Parti communiste allemand :

« Marx ne partit point du prolétariat, de sa misère et de sa détresse, de la nécessité de libérer cette classe, pour aboutir à la conclusion que le seul moyen d'y parvenir est la révolution. Il parcourut le chemin exactement inverse... en cherchant les moyens permettant de réaliser la révolution, Marx trouve le prolétariat.

« Marx et Engels publièrent à Cologne, en 1848 et 1849, *La Nouvelle Gazette Rhénane*, qui s'intitulait : " Organe de la démocratie. " C'était le journal le plus hardi, et vigoureux de ton, dont disposaient les démocrates allemands.

« Mais ce n'était point un journal ouvrier au sens habituel de ce mot. Les intérêts particuliers des ouvriers, intérêts professionnels, et de classe, l'occupaient à peine. Une politique ouvrière, au sens exclusif du mot, fut menée en 1848 et 1849 à Berlin et à Leipzig, par Stephan Born ; à savoir « une politique s'appuyant sur les questions de salaires, d'heures et de conditions de travail, pour définir la situation de la classe ouvrière au sein de la démocratie et surtout au sein de la société bourgeoise.

« Born était bien membre de la Ligue des communistes, mais il travaillait indépendamment de Marx et d'Engels, et son activité fort méritoire, animée d'un authentique esprit révolutionnaire, ne trouvait auprès de Marx aucune considération.

« L'organisation en parti n'avait aux yeux de Marx que la valeur d'un moyen pratique, permettant de mieux agir sur l'ensemble de la classe ouvrière.

« Engels a exprimé clairement cette pensée dans une lettre à Marx. Il écrivait le 13 février 1851 : N'avons-nous pas agi depuis plusieurs années comme si notre parti n'existait pas, comme s'il n'était qu'une cohue de gens sans valeur, qui n'avaient pas la moindre idée des mobiles profonds de notre action ?

« On voit clairement ici, ajoute Rosenberg, que le marxisme fut alors insufflé à la classe ouvrière du dehors. »

(A. Rosenberg, *Histoire du bolchevisme*.)

Parallèlement à l'œuvre de Marx, deux autres partis s'en rapprochaient beaucoup au point de vue doctrine et menaient une action révolutionnaire analogue, les Partis de Lassalle et de Liebknecht.

L'année 1871 vit le grand soulèvement ouvrier de la Commune de Paris. Marx n'était en aucune façon à l'origine de ce soulèvement, et ses promoteurs n'étaient pas marxistes, mais dans leurs méthodes révolutionnaires de combat (système des otages, etc.), Marx vit un enseignement tactique utile et réussit par la suite à s'annexer aux yeux de l'opinion publique la Commune qui devint depuis lors le modèle de tous les socialistes révolutionnaires.

Après l'échec de la Commune, le centre de l'activité révolutionnaire se transporta en Allemagne et en Russie. L'Allemagne devint la patrie des sociaux-démocrates, qui constituèrent par la suite la IIe Internationale ; la Russie devint la terre d'élection des terroristes révolutionnaires, d'abord anarchistes et populistes, puis progressivement marxistes, sous les deux formes de menchévisme et de bolchevisme. Au début du XIXe siècle, en effet, la Russie s'industrialisait rapidement et le capitalisme y faisait des progrès rapides, créant un terrain favorable au développement des idées révolutionnaires.

C'est alors que parut et monta l'étoile de Lénine, de son vrai

nom Oulianov, Russe d'ascendance mongole, né en 1870 à Simbirsk, Sibérie [1].

Deux solutions s'offraient alors au parti révolutionnaire : ou bien le socialisme russe serait un parti ouvrier se proposant comme tâche d'améliorer la situation sociale du prolétariat, ou bien le socialisme russe serait une société secrète de conspirateurs professionnels ayant comme but la révolution mondiale.

C'est cette dernière tendance qui fut imposée progressivement par Lénine.

Si Marx fut le prophète juif, messianique, nébuleux et confus, Lénine fut le tacticien génial qui savait frapper la foule par des conceptions simples, des arguments brefs et qui avait, d'autre part, un sens prodigieux, presque divinatoire de l'opportunité.

Pour Lénine, le pouvoir est le but suprême, le programme est le moyen d'y arriver et les idées sont des instruments d'action. Avec lui le bolchevisme repose sur un noyau de révolutionnaires professionnels, de techniciens de la conspiration qui constituent l'armature du parti et du régime. Le bolchevisme de Lénine est une science pratique de la révolution qui complète, et, parfois, se substitue à la métaphysique de Marx.

En 1903, eut lieu à Londres, au cours d'un congrès de socialistes-révolutionnaires, la scission du parti en bolchevistes et menchevistes, qui devait se maintenir jusqu'à la révolution d'octobre 1917. Lénine dirigeait le Parti bolcheviste alors que Trotsky était, à l'époque, dans les rangs des menchevistes.

En 1904, le Japon attaqua sans avertissement la flotte russe à Port-Arthur, et, en 1905, la Russie fut finalement battue, sur terre à Moukden et sur mer à Tsou-Shima.

La défaite souhaitée par Lénine, selon une thèse depuis célèbre, favorisait le déclenchement de la révolution. Celle-ci éclata le 9 janvier 1905 au cours du fameux dimanche noir, lors d'une marche des grévistes, organisée par le Pope Gapone qui était un vulgaire agent provocateur. Après la ville, la campagne se leva et au printemps les troubles paysans ensanglantèrent la vaste Russie. En juin, la révolte s'étendit à l'armée et à la flotte menée par l'équipage du cuirassé *Potemkine.*

La signature de la paix permit cependant au tsarisme de mater la révolution qui avait été très sanglante. Mais le tsar dut abandonner une partie de ses prérogatives et instituer un parlement ou

1. Depuis 1972, à la suite de recherches effectuées dans les papiers d'état civil de Simbirsk, l'on sait que Lénine était d'ascendance juive par sa mère.

douma qui apporta beaucoup de désordre et d'instabilité dans le régime russe.

Un grand homme d'Etat survint peu après, Stolypine [1] qui entreprit de substituer au régime communautaire agricole du Mir le régime de la propriété privée. Grâce à lui, un grand nombre de cultivateurs devinrent propriétaires exploitants en Russie et en Sibérie et, si le temps lui avait été laissé, il est probable que tous les ferments de révolution auraient graduellement disparu en Russie ; mais il fut assassiné à Kiev et le tsarisme ne trouva aucun véritable homme d'Etat pour lui succéder.

L'agitation et le terrorisme reprirent de plus belle jusqu'à la Grande Guerre qui apparemment mit fin aux désordres jusqu'à la révolution de mars 1917. Au cours de la guerre les socialistes-révolutionnaires dans la plupart des pays, notamment en Allemagne, votèrent les crédits militaires et ne sabotèrent pas la marche des opérations. Seul, le Parti bolcheviste, sous l'impulsion de Lénine, travailla activement à la défaite de son propre gouvernement. Lénine était convaincu que la révolution sortirait de la guerre de il y travailla activement, défendant mordicus la thèse que, dans une guerre impérialiste, le devoir de la social-démocratie est de provoquer la défaite de son propre gouvernement et de transformer la guerre nationale en guerre civile.

« Pour comprendre l'attitude de Lénine pendant la Grande Guerre, il n'y a donc qu'un seul point de vue possible, le réaliste, à savoir : l'intérêt de la révolution, et, spécialement, celui de la révolution russe. Lénine réclama la défaite de son propre gouvernement, le gouvernement tsariste, non point parce que celui-ci était mauvais ou parce que la guerre qu'il faisait était injuste, mais parce que sans cela la révolution n'eût pas été possible. »

« Les bolcheviks, lisons-nous dans *L'Histoire du Parti communiste*, n'étaient pas de simples pacifistes, soupirant après la paix et se bornant à faire de la propagande en sa faveur, comme la majorité des social-démocrates de gauche.

« Les bolcheviks formulèrent le mot d'ordre de " transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ". Ce mot d'ordre signifiait que les travailleurs, y compris les ouvriers et les paysans armés et revêtus de la capote de soldat, devaient tourner leurs armes contre leur propre bourgeoisie et renverser son pouvoir, s'ils voulaient se débarrasser de la guerre et obtenir une paix équitable.

1. Nous avons exposé en détail l'œuvre de Stolypine dans un ouvrage publié aux éditions Beauchesne en collaboration avec Malynski, *La Guerre occulte.*

« Contre la politique menchevik et socialiste-révolutionnaire de la défense de la patrie bourgeoise, les bolcheviks préconisèrent la politique de " défaite de son propre gouvernement dans la guerre impérialiste ". Cela voulait dire qu'on devait voter contre les crédits de guerre, créer des organisations révolutionnaires illégales dans l'armée, encourager la fraternisation des soldats sur le front et organiser l'action des ouvriers et des paysans contre la guerre, en transformant cette action en insurrection contre son gouvernement impérialiste.

« Lénine estimait au surplus que ce n'était pas seulement les révolutionnaires russes, mais aussi les partis révolutionnaires de la classe ouvrière de tous les pays belligérants qui devaient pratiquer la politique de défaite de leur gouvernement impérialiste. »

(A. Rosenberg, *Histoire du bolchevisme*.)

La guerre se prolongeant, les socialistes, adversaires de l'Union sacrée, gagnèrent progressivement de l'influence et se réunirent à trois reprises dans des conférences internationales pour se concerter sur une action commune. La première conférence eut lieu en 1915 à Zimmerwald en Suisse ; la deuxième eut lieu en 1916, à Kienthal, également en Suisse. Parmi les principaux délégués signalons les Juifs Kautsky et Liebknecht ainsi que la Juive Rosa Luxembourg pour l'Allemagne, Lénine, Zinoviev (Juif), Litvinof (Juif), Martov (Juif), Axelrod et Trotsky (Juif) pour la Russie. Lénine et Zinoviev représentaient les bolcheviks, Martov et Axelrod les mencheviks, Liebknecht et Rosa Luxembourg les spartakistes, Trotsky, qui n'était plus menchevik mais pas encore bolchevik, son propre groupe. Lénine ne réussit pas à imposer son point de vue qui paraissait encore trop outrancier. Les bolcheviks d'ailleurs ne représentaient encore qu'un groupe insignifiant et nul ne pouvait prévoir alors qu'ils l'emporteraient bientôt en Russie.

Le 8 mars 1917, la révolution russe éclata, prenant tout de suite des proportions inquiétantes. Le tsar abdiquait le 15 en faveur de son frère, le Grand-Duc Michel. Celui-ci se récusait, laissant le gouvernement provisoire des Lvof, Goutchkof, Milioukof, Kerensky maître des destinées de la Russie. C'était un gouvernement de démocratie bourgeoise qui devint de plus en plus socialiste-révolutionnaire sous la direction de l'avocat Kerensky. Les bolcheviks ne jouèrent aucun rôle dans cette première révolution qui fit cependant couler déjà beaucoup de sang. Dans la flotte, à Helsingfors, Cronstadt et Odessa, ce fut une vraie boucherie. L'amiral en chef Nepenin fut assommé et son corps traîna trois jours dans les ruisseaux, exposé aux insultes de la foule. L'amiral Viren qui commandait à Cronstadt fut brûlé vivant. Partout l'anarchie montait et gagnait les campagnes.

En avril l'Allemagne avait envoyé de Suisse en Russie le fameux wagon plombé renfermant Lénine et son état-major de révolutionnaires internationaux. L'Entente avait répliqué en laissant passer son complice Trostky qui arriva à New York accompagné d'une bande de révolutionnaires internationaux. Arrivé en Russie il se joignit aux bolchevistes et, de concert avec Lénine, commença une vaste agitation révolutionnaire pour la prise du pouvoir.

Bientôt les partis modérés furent balayés, seuls restèrent en présence les socialistes et les bolchevistes (appelés quelquefois alors maximalistes) dirigés respectivement par Kerensky et Lénine. En juillet 1917 il y eut un premier soulèvement bolcheviste qui échoua après de sanglants combats de rues. Il n'y eut pas de sanctions et Kerensky protégea en sous-main les principaux chefs bolchevistes. Lénine émigra temporairement en Finlande, Trotsky fut complaisamment autorisé à rester à Pétrograd avec si peu de contrainte qu'il annonça publiquement que ses doctrines ne différaient pas de celles de Lénine.

Devant la menace bolcheviste, l'opinion publique réclamait des mesures énergiques et faisait appel au général Kornilov, comme dictateur éventuel. Lorsque Kornilov s'approcha de Pétrograd, Kerensky fit alliance avec les bolchevistes contre lui et fit arrêter le général qui ne s'attendait pas à une pareille trahison. Des massacres généraux d'officier suivirent et le général en chef Douhkonine fut écharpé par des soldats mutinés. Ces derniers quittaient le front en foule et rentraient chez eux avec leurs armes pour partager les terres. Le 10 octobre, au cours d'un conseil de guerre secret auquel prirent part Lénine (Russe), Sverdlof (Juif), Trotsky (Juif), Zinoviev (Juif), Kamenev (Juif), Staline (Russe), Sokolnikov (Juif), Ouritsky (Juif), Djerjinsky (Polonais), Lomov, Bubnov, on décida que le moment d'agir était venu et les bolchevistes s'emparèrent définitivement du pouvoir, presque sans résistance. Lénine et Trostky jouèrent dans tout cela un rôle prépondérant. Lénine décidant de l'heure avec son sens extraordinaire de l'opportunité, Trotsky en temps qu'organisateur du coup de main et animateur du comité militaire révolutionnaire.

L'un des premiers soins des bolchevistes fut de signer la paix de Brest-Litovsk avec l'Allemagne ; les négociations furent dirigées par Trotsky. C'était évidemment là une manœuvre risquée car l'Allemagne définitivement victorieuse n'aurait certainement pas laissé subsister à ses portes le foyer révolutionnaire russe ; mais

d'une part l'impuissance militaire des soviets était totale, d'autre part Lénine et Trotsky mettaient toute leur confiance dans le prochain déclenchement de la révolution allemande pour neutraliser la puissance militaire de l'Allemagne. Effectivement la défaite militaire, puis la révolution allemande de novembre, libérèrent la Russie du danger allemand.

Mais tout danger n'était pas écarté, car des volontaires russes s'étaient formés en armée blanche sous le commandement des généraux Youdenitch, Denikine, Wrangel et de l'amiral Koltchak. Trotsky fut nommé général en chef et mena la lutte sur les différents fronts. La guerre fut conduite avec la plus extrême férocité et dura jusqu'en 1920. Sans soutien extérieur et sans liaisons entre elles, les armées blanches furent successivement battues. Koltchak fut livré aux bolchevistes par les Tchécoslovaques et fusillé à Omsk en Sibérie (février 1920).

Libéré de tout danger extérieur, le gouvernement soviétique, après avoir fondé la IIIe Internationale [1], s'attela à la tâche intérieure d'instaurer progressivement le régime communiste dans toute la Russie en même temps qu'il favorisait de toutes ses forces l'extension de la révolution dans le monde par le Komintern.

Le communisme réussit finalement à se maintenir au pouvoir par une terreur sanglante probablement sans précédent dans l'histoire du monde. Ce fut l'œuvre de la police politique secrète appelée d'abord Tchéka puis Guépéou, fondée par le Juif Ouritsky et le Polonais Djerjinsky.

Des centaines de milliers d'hommes et femmes de toutes classes furent massacrés, et le terrorisme devint partie inhérente du régime ; ses victimes doivent se monter aujourd'hui à plusieurs millions.

L'un de ses épisodes les plus affreux est le massacre de la famille impériale de Russie dans les caves de la Maison Ipatief, à Iékatérinenbourg, le 18 juillet 1918. Le Juif Jacob Sverdlof (depuis assassiné) qui occupait à Moscou l'un des plus hauts postes de la hiérarchie communiste en fut l'instigateur, les tchékistes juifs Yourovsky et Golostcheguine, les exécutants. (La ville d'Iékatérinenbourg s'appelle officiellement depuis lors Sverdlosk.)

1. La IIIe Internationale fut créée officiellement à Moscou en mars 1919 sous la direction de Lénine, de Sverdlof et de Zinoviev.
Le Parti communiste français y adhéra officiellement au Congrès de Tours (1921) sous les auspices des deux émissaires soviétiques : le Juif Abramovitch et la Juive allemande Clara Zetkin.

Pendant ce temps, au-dehors, une grande vague révolutionnaire, partie de Russie, passait sur l'Europe et il s'en fallut de peu que le bolchevisme ne régnât jusqu'aux bords du Rhin.

Le communiste juif Bela-Kun instaura en Hongrie une dictature sanglante qui dura plusieurs mois (1919). En Allemagne des soulèvements très violents balayèrent le pays sous la direction du Parti communiste, alors qualifié de spartakiste, dont les principaux chefs étaient un Juif et une Juive : Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg. Tous deux furent tués en 1919 à Berlin au cours de la révolution.

A Munich, les Juifs Kurt Eisner et Lévine furent successivement maîtres du pays et il fallut envoyer une armée contre eux pour reconquérir la capitale de la Bavière. Dans la Ruhr, le soulèvement était dirigé par Max Hölz. La révolution dura de longs mois, on peut même dire plusieurs années mais, en fin de compte, ne réussit pas à prendre définitivement le pouvoir. Kurt Eisner fut assassiné par le comte Arco. Lévine fut pris et fusillé. Max Hölz, incarcéré, fut échangé contre d'autres prisonniers et se réfugia en Russie où il disparut lors de la grande épuration de 1931.

En Autriche, les marxistes juifs du type de la IIe Internationale, Julius Deutsch et Otto Bauer, régnèrent sans conteste jusqu'à l'arrivée du chancelier Dollfuss qui écrasa définitivement le marxisme lors du soulèvement armé de 1934.

En Italie, le drapeau rouge flottait un peu partout mais, comme dans la plupart des pays latins, le socialisme eut plutôt une forme anarchiste et syndicaliste. Il fut définitivement écrasé en 1921 lors de la prise du pouvoir par les fascistes. En bref, après des soulèvements très violents, le mouvement communiste échoua progressivement un peu partout en dehors de Russie et le gouvernement soviétique, qui avait fondé de grands espoirs sur la révolution mondiale, en fut réduit finalement à ne compter que sur lui-même.

En 1924, Lénine mourut après une longue maladie et le Parti, privé de son autorité suprême, commença à se déchirer en dissentiments intérieurs.

A la mort de Lénine, quatre hommes se disputent sa succession : le Géorgien Staline et les trois Juifs Zinoviev, Kamenev et Trotsky. Pendant trois ans et demi, de 1922 à la fin de 1925, ce fut la troïka Zinoviev, Kamenev, Staline qui détint le pouvoir malgré une âpre opposition dirigée par Trotsky.

La lutte Trotsky-Staline, qui dura des années, marque un grand tournant de la politique soviétique : c'est la lutte de deux tempéraments opposés et de deux tactiques : « Révolution Permanente »

de Trotsky contre « Socialisme dans un seul pays » de Staline.
Trotsky est le type du Juif messianiste, le révolutionnaire-né.

« Le socialisme, écrit Maurice Muret, tel qu'il a été prêché en Allemagne par l'Israélite Ferdinand Lassalle, et codifié par l'Israélite Karl Marx, est en quelque sorte — à voir les choses de haut — une façon de catholicisme selon l'idéal juif, dressé en adversaire en face du catholicisme romain. »

Trotsky en est le représentant parfait. Il a dit au général de Montmarin, alors membre de la mission militaire française en Russie, de qui je tiens ce propos :

« Une seule personne peut me comprendre et me combattre efficacement : le Pape, car il procède du même principe universaliste, mais en sens inverse. »

Juif cosmopolite, la Russie ne l'intéresse pas en tant que Russie, mais seulement comme base de départ de la révolution mondiale.

Joseph Djougachvili, dont le surnom de Staline signifie « l'Homme d'Acier », par contre, est le paysan caucasien obstiné et rusé, le réaliste obscur mais opiniâtre qui s'attache avant tout au travail pratique. La doctrine n'a jamais été son fait, et, quand il écrit, il se borne à citer interminablement Lénine. Il fut un des plus anciens bolchevistes inscrits au Parti et se signala au début par des expropriations de banques, soit des attaques à main armée grâce auxquelles le Parti se procurait des ressources financières. La sanglante attaque à coups de bombe du trésor de Tiflis est restée célèbre (juin 1907). (Signalons à ce propos que le juif Wallach Litvinov fut arrêté à Paris où il était venu écouler les billets volés.) Exilé en Sibérie, à la suite de cet attentat, Staline s'en évada six fois et fut cinq fois repris. La dernière fois, c'était en 1917, il fut délivré par la révolution russe [1].

Libéré en 1917, Staline prit part aux délibérations importantes

1. Entre parenthèses ce fait montre à quel point la justice du tsar était paternelle : voilà un révolutionnaire, exilé à la suite d'une attaque à main armée, particulièrement sanglante, qui peut impunément s'évader six fois de Sibérie tout en étant repris cinq fois ! On peut d'ailleurs en dire autant de presque tous les chefs révolutionnaires russes. La plupart des bolchevistes, entre autres, ont été arrêtés à une époque ou à une autre sans que leur carrière d'agitateurs en ait été sensiblement entravée. Cependant le tsarisme était en droit d'exercer une répression sévère car le nombre de ministres et de hauts fonctionnaires qui furent tués au cours d'attentats de 1900 à 1917 dépasse l'imagination. On trouvera par exemple beaucoup de détails, à ce sujet, dans le livre du général Spiridovitch, *Histoire du terrorisme russe* (Payot, Paris).

du Parti mais y joua un rôle obscur et personne, certes, n'aurait pu prévoir alors l'avenir qui lui était réservé.

Lénine étant tombé malade, la question de la succession se posa. Ici écoutons l'historien G. Welter :

« ... en 1922, Staline se fait nommer secrétaire général du Parti communiste et il abandonne tout emploi officiel dans le gouvernement. Son nouveau poste semble effacé, mais répond parfaitement au but qu'il se propose. Il va pouvoir y appliquer ses qualités paysannes, y mûrir longuement ses projets et mettre des années à les réaliser, tourner les obstacles plutôt que les affronter et recourir à la perfidie lorsqu'il ne lui reste aucun autre moyen d'action.

« Le plan de Staline était simple et, dans les conditions du régime soviétique, il était génial. Il consistait à faire la conquête non pas du sommet, mais de la base de cette pyramide que constitue en Russie le Parti au pouvoir. Impuissant dans le domaine des idées, il ne pouvait songer à remplacer le pape disparu ; sans grand prestige dans les masses ouvrières et dans l'armée, il était incapable, à la tribune, de rivaliser avec Trotsky, avec Zinoviev ou même avec Kamenev. Mais par contre, grâce à ses nouvelles fonctions, il lui était facile de se ménager des appuis dans " l'appareil " du Parti, dans cette bureaucratie qui, sous tous les régimes, finit peu à peu par détenir le véritable pouvoir.

« Mieux que tous ses rivaux, visionnaires impénitents, Staline, avec son gros bon sens, avait flairé où était la source réelle du pouvoir et compris par quelles manœuvres on pouvait s'en emparer. Il s'en empara, puis, taupe infatigable, il se mit à creuser longuement des sapes, où, successivement, vinrent s'effondrer ceux qu'il voulait dévorer.

« C'est cette activité souterraine, dictée par la soif du pouvoir et dirigée contre ses frères d'armes, qui forme le trait le plus déplaisant du caractère de Staline. Elle le met à part de cette longue lignée d'intellectuels que nous avons vu se battre le visage découvert et pour des principes. »

Grâce à un travail de sape incessant, Staline épura le Parti des adversaires qui lui étaient hostiles, et se débarrassa progressivement de tous ses rivaux, bolchevistes de la première heure, comme Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Boukharine, Rykov, etc. Cette épuration continuelle alla en croissant jusqu'aux fameux grands procès de 1937-1938.

En décembre 1937, au XV[e] Congrès du Parti, l'opposition fut écrasée et cent des principaux opposants, parmi lesquels beaucoup de Juifs, exclus du Parti, exilés ou emprisonnés.

Trotsky fut exilé de Russie ; il se réfugia d'abord au Turkestan puis en Turquie et en France où une banale contravention de motocyclette fit découvrir sa présence ; finalement il se retira au Mexique, où il tenta de fonder la IVe Internationale ; il y fut assassiné en août 1940, sur l'instigation de Staline.

A partir de 1928, Staline est le dictateur incontesté, et, considérant que la révolution internationale a momentanément échoué, il se consacre à la Russie où il est libre de faire ce qu'il veut.

Il y lance le plan quinquennal qui doit transformer la Russie de pays agricole en pays industriel capable de rattraper et de dépasser au point de vue production les pays capitalistes les plus avancés, tels que l'Amérique et l'Allemagne. Cette industrialisation s'accompagne de la collectivisation forcée des campagnes sous forme de kolkhozes et de sovkhozes.

Le premier plan quinquennal fut réalisé de 1928 à 1933 et l'industrialisation continua ensuite à un rythme accéléré. D'énormes usines furent construites dans le Donetz, en Oural et en Sibérie car, selon la doctrine officielle, le socialisme se développe avec l'industrialisation. Cette transformation se heurta à une vive opposition des campagnes qu'on réduisit par une répression terrible et des déportations en masse dans les régions glacées du Nord.

Fondamentalement pratique et opportuniste, Staline ne se laisse pas embarrasser par les obstacles de doctrine et, mis en face de la réalité, il abandonne sans hésiter des points importants du credo communiste toutes les fois qu'il le juge nécessaire. Beaucoup de Juifs, Trotsky en tête, lui ont souvent reproché de trahir ainsi l'esprit de la révolution, mais Staline s'en défend, notamment dans sa « Lettre à Ivanov » que nous citons par ailleurs. Et d'ailleurs s'il s'est débarrassé d'un certain nombre de Juifs tels que Trotsky, Zinoviev, Kamenev, il en garde d'autres tels que Kaganovitch et Livinov qui occupent après lui les postes les plus importants.

C'est surtout une différence de tactique qui les sépare : Staline n'abandonne pas l'idée d'une révolution mondiale mais considère qu'elle n'a aucune chance pour le moment et attend que revienne l'occasion favorable. En attendant il s'efforce de réaliser le communisme en Russie et constitue une armée gigantesque prête à agir lorsque ce sera nécessaire. Il considère en effet qu'une nouvelle guerre mondiale est inévitable et que le monde y a déjà été entraîné imperceptiblement à partir du jour où le Japon a attaqué la Chine. D'où la nouvelle et double orientation de sa politique : à l'intérieur, industrialisation et centralisation ; à l'extérieur, politique d'accord partiel avec les Etats occidentaux, entrée à la Société des Nations et nouvelle tactique du Front populaire destinée à contaminer par le dedans des pays qu'on n'a pas réussi à enlever de front.

L'industrialisation de la Russie s'accompagne d'une centralisation du pouvoir aux mains de Staline et d'un renforcement de la dictature policière ; mais en face des réalités, Staline fait volte-face sur bien des points de la doctrine communiste :

Dans l'industrie : retour aux trusts, salaire aux pièces, adoption du stakhanovisme, qui est la forme russe de la taylorisation et du fordisme américain.

Dans l'agriculture : retour à une propriété privée partielle et à une forme de kolkhoze assez semblable à l'ancien régime du « Mir » russe.

Dans l'armée : retour aux grades, aux décorations, à la hiérarchie, bref à toutes les caractéristiques du capitalisme abhorré, mais théoriquement, cette fois, au service de la révolution.

En deux mots le communisme russe aboutit au capitalisme d'Etat, sous la férule d'un dictateur qui dispose d'un pouvoir absolu, dont il use sans ménagements.

A l'étranger, Staline doit faire face aux conditions nouvelles, soit : échec de la révolution mondiale qui avait ébranlé l'Europe de 1918 à 1920 et montée d'un adversaire aussi nouveau qu'inattendu, le fascisme italien, allemand, espagnol, etc.

Le jeu diplomatique est mené par le Juif Litvinov, l'ancien criminel de droit commun. Son grand succès fut l'entrée des Soviets à la Société des Nations ; en 1934, il y fut reçu en grande pompe par le franc-maçon tchèque Bénès, artisan de cet accord, et cette réception symbolise bien l'alliance du judaïsme, de la franc-maçonnerie et du communisme.

Le jeu révolutionnaire est mené par le Bulgare Dimitrov, chef du Komintern, organisateur du terrible attentat de la cathédrale de Sofia, rendu célèbre ensuite par le procès de l'incendie du Reichstag ; il possède certaines des qualités de Lénine : clarté, netteté, sens de l'opportunité, et inaugure la tactique du Front populaire en France, en Espagne et ailleurs ; c'est la méthode dite du « Cheval de Troie » qui consiste à pénétrer dans la place sous un déguisement pour saper par l'intérieur les pays qu'on n'a pu entamer du dehors.

« Le Komintern envoya ses agents aux quatre coins du monde. Il fomenta des insurrections populaires et des soulèvements militaires en Extrême-Orient et en Occident. Et finalement, tous ses efforts ayant échoué, il adopta en 1935 une nouvelle tactique, celle du Front populaire. C'est dans cette dernière période, avec les armes

nouvelles du camouflage et des compromis, qu'il obtint les plus grands résultats, pénétra dans les organes de l'opinion et même dans les institutions gouvernementales des grandes nations démocratiques

[G.-V. Krivitsky — « Agent de Staline »]

Le Front populaire désorganisa la France sous la présidence du Juif Léon Blum et prépara le désastre de 1940. En Espagne, il aboutit rapidement à une sanglante guerre civile qui dura deux ans et demi, de 1936 à 1938, laissant le pays exsangue et ruiné de fond en comble.

Pendant ce temps, en Russie, la dictature de Staline devenait plus tyrannique et plus sanglante.

Le 1er décembre 1934, un chef soviétique, Serge Kirov, fut assassiné à Léningrad dans des circonstances mystérieuses. Cet assassinat donna à Staline la possibilité tant désirée de se débarrasser de ses adversaires et il marqua le début d'une recrudescence de terreur ; c'est ce meurtre qui fut à la base des procès sensationnels de haute trahison qui décimèrent toute la vieille garde bolcheviste.

Le 24 août 1936, 16 accusés de marque, dont Zinoviev et Kamenev, furent condamnés à être fusillés et aussitôt exécutés. Un second procès suivit bientôt, celui du groupe Radek - Piatakov - Sokolnikov ; 17 accusés furent condamnés à mort, Radek et Sokolnikov bénéficièrent d'une commutation de peine. Durant tout le cours de l'année 1937, des arrestations en masse, des déportations, et des exécutions en série balayèrent la Russie et décimèrent les rangs du Parti. En juin, retentit le coup de foudre qui décapita l'état-major et frappa le pays d'épouvante : sous l'inculpation d'espionnage, sous prétexte d'avoir « violé leur serment militaire, trahi leur patrie, trahi les peuples de l'U.R.S.S., trahi l'Armée rouge », le maréchal Toukhatchevski, les généraux Yakir, Kork, Oubo-révitch, Eideman, Feldman, Primakov Gamarnik et Putna, tous réputés « héros de la guerre civile », tous plusieurs fois décorés du Drapeau rouge, furent jugés à huis clos, condamnés à mort sans témoins ni défense, exécutés en quarante-huit heures. (De ces 9 généraux, 3 étaient juifs : Yakir, Gamarnik et Feldman.)

En mars 1938, le procès Boukharine - Rykov - Jagoda amena la condamnation à mort de 18 nouveaux inculpés. Des milliers d'autres exécutions font des coupes sombres dans les rangs du Parti, Staline procède avec méthode, passant du Parti à l'armée, de la police à la diplomatie, du centre à la périphérie, de l'industrie à l'agriculture, de la presse à la statistique, du commerce à la littérature. En outre des millions de détenus sont envoyés dans des camps de concentration.

Sur ces entrefaites, la tension internationale s'aggravait et, en prévision d'une guerre menaçante, les démocraties occidentales envoyèrent des représentants en Russie pour tenter de conclure un accord militaire avec Staline. Celui-ci fit traîner les négociations en longueur, puis le 23 août 1939, la nouvelle éclata sur le monde : Staline venait de signer un accord avec Von Ribbentrop, ambassadeur d'Hitler. Le 2 septembre l'Allemagne envahissait la Pologne, sur quoi l'Angleterre, avec la France à sa remorque lui déclaraient la guerre. Le conflit mondial était déclenché et la Russie, forte de l'accord germano-russe, occupait de son côté les pays baltes et une partie de la Pologne.

Le 30 novembre, l'Armée rouge tentait d'envahir la Finlande mais celle-ci résista victorieusement et en mars 1940, Staline dut se résigner à traiter.

La politique d'alliance germano-soviétique parut sur le moment assez mystérieuse mais, depuis les événements de 1941, son explication est assez simple. Staline, comme nous le montre si clairement le général Krivitsky dans son passionnant ouvrage *Agent de Staline* [1], redoutait Hitler, avait peur de l'Allemagne et n'avait aucune confiance en la puissance militaire des démocraties (en quoi il n'avait pas entièrement tort, ainsi que l'avenir se chargea de le démontrer). Une nouvelle guerre mondiale devait détourner de lui la menace militaire de l'Allemagne et du Japon en même temps qu'elle devait créer un terrain favorable à un nouveau déchaînement révolutionnaire : selon la thèse communiste classique, le bolchevisme russe est sorti de la première guerre mondiale, la seconde doit amener le triomphe généralisé du communisme.

Deux conditions étaient nécessaires pour atteindre ce but : contribuer au déclenchement de la guerre mondiale mais rester soigneusement à l'écart de la bagarre pendant que les autres pays s'épuiseraient réciproquement ; au besoin aider alternativement les deux camps pour prolonger la durée de la lutte. Par l'accord germano-russe, Staline a rempli la première de ces deux conditions, mais le 22 juin 1941 l'Allemagne, prévenant ses desseins, envahissait la Russie, et les armées du Reich l'attaquaient sur un front de 2 500 kilomètres.

1. Le général Krivitsky, ancien chef des services de renseignements soviétiques pour l'Europe occidentale, abandonna les Soviets pour sauver son existence au moment de la grande épuration de 1938. Il se réfugia en Amérique où il fut assassiné à Washington le 11 février 1941.
Ses révélations parurent en Amérique et furent traduites en français sous le titre *Agent de Staline*. Il y annonçait plusieurs mois à l'avance l'accord germano-russe.

II

HISTOIRE DE LA TCHÉKA ET DU GUÉPÉOU

Dès l'avènement du bolchevisme (octobre 1917) la terreur rouge régna et les matelots de Cronstadt ouvrirent son ère. Il n'y avait plus de sanctions ni de police et la populace déchaînée put s'abandonner impunément à ses pires instincts.

Mais il restait encore beaucoup de noyaux d'opposition dans les différents partis et les diverses couches sociales ; Lénine sentait que, dans de pareilles conditions, son pouvoir était menacé et il comprit que, pour l'asseoir, il avait besoin de la terreur.

« La voie de la terreur, disait-il, est la seule qui s'ouvre à nous et nous ne pouvons l'éviter. Vous imaginez-vous que, sans la terreur révolutionnaire brutale et sans ménagement il nous soit possible de vaincre ?... »

Et le 7 novembre 1917, Lénine signa le décret qui instituait une commission extraordinaire (en russe Tcheresvitchnaïa Komissiïa, d'où abréviation de Tchéka) pour combattre la « contre-révolution, le sabotage et tous manquements au service ». Les attributions n'étaient que vaguement formulées : la Tchéka devait avant tout soulager le tribunal révolutionnaire à qui incombaient jusque-là les charges de la justice politique. Ce n'est qu'à la fin décembre qu'elle s'organisa péniblement et s'installa dans les bâtiments de l'aristocratique institution Smolny ; elle fut chargée, avec Lazis, de faire face partout à l'action contre-révolutionnaire et disposa de tous les moyens pour faciliter sa tâche. Le centre de cette activité devient Pétersbourg et la direction en revint à Moses Ouritsky, Juif originaire des environs de Kiew connu des milieux révolutionnaires russes, ancien secrétaire recueilli chez Plekhanov, ex-menchevik, mais qui n'avait réussi nulle part à s'imposer comme chef.

Il avait enfin trouvé sa voie. Installé dans le somptueux palais du ministre de l'Intérieur, il fit défiler devant lui, avec une douce

jouissance, tous les personnages de marque de l'ancien régime et devint le grand Inquisiteur de Russie ; il passait son temps à signer des lettres de cachet.

Mais, en réalité, la Tchéka faisait encore piteuse figure devant les petits complots qui se tramaient un peu partout. Par exemple, les socialistes révolutionnaires, ayant entrepris « l'expropriation du trésor soviétique », soulevèrent en une seule opération près de 5 millions.

La Tchéka ne voulant pas sombrer dans le ridicule décida de redoubler de rigueur. Il n'y avait dans la terreur ni plan ni méthode d'ensemble : on exécutait au petit bonheur. Ouritsky exigea que la sûreté de l'Etat fut assurée par des exécutions en masse, systématiquement organisées, qui suppléaient provisoirement aux moyens techniques insuffisants.

Tant de meurtres n'allèrent pas sans soulever dans l'opinion publique une violente haine contre Ouritsky et le 30 août il fut abattu d'un coup de revolver alors que, descendant de l'auto impériale dont il se servait, il entrait dans le palais de l'Intérieur. Le même jour, une étudiante polonaise, Dora Kaplan, commit un attentat sur la personne de Lénine. Celui-ci s'en tira avec une légère blessure au bras.

Les bolcheviks décidèrent alors de faire un exemple pour écarter à l'avenir toute récidive. Un Polonais, Djerjinsky, fut chargé de la répression. Sur un de ses ordres toutes les tchékas de province eurent à verser « un impôt de sang » supplémentaire en réparation. Cela signifiait qu'une partie des détenus serait exécutée selon le pourcentage prescrit et que les survivants seraient gardés en otages en prévision de futurs attentats. Dans l'opinion de Djerjinsky cette procédure substituait à l'anarchie de meurtre arbitraire et improvisé ce système automatique et d'effet certain. En fait, dès cette époque, il n'y eut plus le moindre attentat.

L'office central de la Tchéka quitta alors Pétersbourg pour s'installer à Moscou.

Mouvements spontanés russes : les anarchistes et Makhno contre les bolcheviks

La terreur bolcheviste, outre l'Armée blanche et le soulèvement socialiste qu'elle suscita, déclencha, au sein même de la révolution, d'autres réactions qui furent passées sous silence. Tel semble bien

être le cas de la guerre du drapeau noir qui mérite cependant d'être contée et qui fut la réponse spontanée du prolétariat russe aux organisations tchékistes.

L'on avait pu croire, au début de la révolution, que le drapeau noir des anarchistes flotterait aux côtés du drapeau rouge des bolcheviks. Les anarchistes avaient joué un grand rôle depuis 1905 et on peut dire qu'ils avaient préparé les voies aux soviets : durant dix ans « ces purs » jetèrent des bombes, assassinèrent, extorquèrent des fonds, innovèrent « la terreur impersonnelle », se divisèrent en petits groupements : anarchistes, individualistes, maximalistes, communistes, syndicalistes, terroristes, etc., tous les moyens leur semblant bons pour inculquer aux masses le sens égalitaire et la négation du pouvoir. Le drapeau noir était devenu le centre ou ralliement de quiconque aspirait à une existence libre et sans frein mais justifiée en théorie, genre d'individus qui ont toujours abondé en Russie.

Au début, durant les journées d'octobre, ils firent cause commune avec les bolcheviks et combattirent au premier rang. Mais les bolcheviks entrant en uniques vainqueurs au Kremlin se proclamèrent seul parti prolétarien et, de ce fait, déclaraient la guerre aux anarchistes.

Après la conquête de Moscou les anarchistes essayèrent d'instaurer un ordre social dénué de toute contrainte ; on rencontrait leurs figures pittoresques, leurs longs cheveux flottants. Ils dormaient, selon leur tradition, sur des caisses de dynamite, prenant dans les magasins et dans les banques, sur simple présentation de bombes, tout l'argent et les objets dont ils avaient besoin. Leur emblème noir était hissé sur les quelques palais où ils s'installaient pour discuter interminablement, boire, passer de bonnes nuits.

A l'occasion ils se faisaient sauter entre eux ou faisaient sauter autrui ; c'était le sel de l'existence, leur bonheur était sans mélange. Les bolcheviks eux-mêmes, n'ayant pas encore acquis leur pleine maîtrise, faisaient, à côté des anarchistes, figure de bourgeois, et ils avaient pour eux la sympathie de toutes les classes, car c'était bien l'image que le peuple russe se faisait de la révolution, et l'on restait convaincu que ces négateurs du pouvoir étaient appelés à réaliser l'idéal nettement antiétatiste des masses populaires.

Mais cette popularité portait ombrage aux bolcheviks. Le 12 avril 1918, les troupes tchékistes, renforcées par l'artillerie, cernèrent les vingt-cinq palais occupés par les anarchistes. Ceux-ci se défendirent désespérément, mais, grands experts dès qu'il s'agissait d'instaurer le désordre, ils n'étaient pas de taille à lutter contre un corps relativement discipliné. Ils durent capituler et le lendemain tous les chefs anarchistes étaient dans les cachots de la Tchéka. Les bolcheviks étaient d'ailleurs un peu embarrassés quand ils tentèrent de justifier de l'arrestation de ces « purs ». On ne pouvait les accuser de contre-révolution. En fin de compte, ils furent condamnés à mort sous l'inculpation de banditisme... Ils n'acceptèrent pas le jugement, firent grève de la faim dans leur prison ; on parlementa longuement et Djerjinsky finit par les relâcher pour les envoyer en pays capitalistes.

Les anarchistes essayèrent de se venger : ils pillèrent un jour la Banque d'Etat, firent des soulèvements et finirent par être cette fois fusillés pour de bon. Leurs camarades ripostèrent en jetant des bombes sur le bâtiment des soviets de Moscou. Ils projetèrent un moment de faire sauter le Kremlin et de mettre à sac toutes les banques ; il arriva même, pour échapper aux tchékistes qui les cernaient dans leur centrale anarchiste de Moscou, qu'ils se firent sauter avec l'édifice. Des centaines des leurs périrent encore dans les caves de la Tchéka. Ils quittèrent alors Moscou pour transporter leurs bombes en Ukraine où la guerre civile sévissait et se mêlèrent à un des plus vastes soulèvements que la Russie connut. C'était une coalition de cosaques, dirigées indifféremment, par le paysan Makhno, contre les blancs et contre les communistes. Ils voulaient un Etat égalitaire d'où toute autorité serait bannie. Le brigandage s'alliait à la mystique anarchiste et aux procédés traditionnels de luttes agraires. Pendant trois ans, le « Petit Père » Makhno régna sur une étendue aussi importante que celle de la France. Et comme ses sentiments anarchistes étaient purs entre tous, il fit battre monnaie avec cette inscription sur les pièces : « Les imitations et les falsifications ne sont pas punies. » Il n'était qu'un chef de bande, mais de bandes décidées à se battre et qui surent disloquer l'Armée blanche bien plus efficacement que les armées rouges régulières. Moscou n'en tint pas compte et quand Wrangel et ses soldats quittèrent la Crimée, le camarade Bela-Kun (Juif), chef de la Tchéka, arriva avec mission précise d'écraser ce qui restait de la bourgeoisie et des anarchistes ukrainiens ; « Petit Père Makhno » définitivement battu quitta la Russie.

*Le massacre des Romanov **

Parmi les innombrables crimes de la Tchéka, le plus tristement célèbre est l'assassinat des membres de la famille impériale. Le

tzar avait été arrêté le 21 mars 1917, six jours après son abdication, sur l'ordre du gouvernement de Kerensky. En août, il fut relégué à Tobolsk, en Sibérie, où il fut étroitement emprisonné avec sa famille.

En novembre, lorsque le régime bolcheviste s'empara du pouvoir, la détention du tzar devint moralement et matériellement très dure.

En avril 1918, un agent secret, Yacovlev, vint chercher le tzar pour l'emmener seul à Moscou. Nicolas II en conclut que Yacovlev venait le chercher de la part des Allemands pour signer le traité de Brest-Litovsk. « *Alors*, s'écria-t-il, *ils veulent que je signe le traité de Brest-Litovsk ! Je me ferai plutôt couper la main.* »

Il semble douteux que les Allemands eux-mêmes aient pu arracher le tzar à la haine bolcheviste, s'ils l'avaient tenté, mais cela n'enlève rien à la valeur morale de l'acte du tzar qui signait ainsi définitivement son arrêt de mort.

Cela, nous Français, nous ne devons jamais l'oublier.

Le tzar fut donc emmené — toujours prisonnier — par Yacovlev. Son train fut arrêté à Omsk par le soviet local qui obéissait aux instructions de Moscou et dirigé sur Iékatérinenbourg où le tzar fut interné dans la maison Ipatieff, officiellement connue depuis sous le nom de « *Maison à destination spéciale* ». Sa famille vint bientôt l'y rejoindre accompagnée de quelques fidèles et tout le monde fut soumis jour et nuit à la surveillance étroite des gardes rouges de la Tchéka. Plusieurs fois d'ailleurs, il fallut les changer car le tzar par sa dignité et sa bonté les transformait de farouches révolutionnaires en hommes sur lesquels la Tchéka ne pouvait plus compter.

Les responsables du meurtre d'Iékatérinenbourg

Sa fin approchait et nous allons rapidement passer en revue les principaux protagonistes du drame. Ils sont au nombre de quatre : Jacob Sverdloff, Bieloborodoff, Isaac Golostcheguine et Yankel Yourovsky. Ces deux derniers avaient tout pouvoir sur place. Golostcheguine comme commissaire militaire chef de la région de l'Oural et Yourovsky comme envoyé spécial de la Tchéka

* Note de l'éditeur : Les paragraphes concernant le massacre des Romanov sont empruntés à un article de l'auteur, paru dans l'*Ordre français* n° 113, sous le titre « L'Affaire Anastasia et le dossier d'Iékatérinenbourg ».

chargé de la surveillance — et de l'assassinat — du tzar. Ils obéissaient aux ordres directs de Sverdloff avec lequel ils étaient reliés par fil téléphonique direct jusqu'à Moscou. Sverdloff, alors tout-puissant comme président du Comité exécutif central, Sverdloff, bolcheviste de la première heure, président du conseil secret des douze grands chefs bolchevistes, qui dans la nuit du 23 octobre arrêta les dernières dispositions pour la prise du pouvoir soviétique.

Golostcheguine était l'ami intime et l'homme de confiance de Sverdloff. Selon les témoins qui les ont connus, Golostcheguine et Yourovsky étaient de ces hommes que le sang n'arrêtait pas. Yourovsky, Golotscheguine et Sverdloff étaient juifs.

Pendant que Yourovsky restait sur place, Golostcheguine alla à Moscou prendre les ordres de Sverdloff et en revint le 14 juillet 1918.

Dans la nuit du 16 au 17 juillet 1918 toute la famille impériale et sa suite furent massacrées dans les sous-sols de la maison Ipatieff.

L'un de ceux qui assistèrent à ce massacre, le garde rouge Medviedef fait prisonnier par l'armée Koltchak raconta la scène.

« *Le 16 juillet vers 7 heures du soir, Yourovsky m'ordonna de ramasser les revolvers de toutes les sentinelles. Je les apportai à Yourovsky dans la chambre du commandant... Il me dit : aujourd'hui nous allons fusiller toute la famille. Il m'ordonna d'informer à 10 heures les sentinelles qu'elles n'avaient pas à s'alarmer si elles entendaient des coups de feu.* »

Yourovsky à la tête de son équipe de tchékistes composée surtout de Lettons vint réveiller le tzar et sa famille vers minuit, lui annonçant que devant l'avance des armées blanches on allait les évacuer. Tous se levèrent, s'habillèrent et une heure après environ sortirent de leurs chambres. Ils ne semblent pas avoir prévu le sort qui les attendait ; ils descendirent l'escalier, Nicolas II portant lui-même le tzarevitch très malade. Ils furent ainsi conduits dans les sous-sols. Yourovsky fit apporter trois chaises sur lesquelles s'assirent l'impératrice, le tzar et le petit prince héritier. Les autres restèrent debout. Il y avait là le tzar, le tzarevitch, la tzarine, les quatre grandes-duchesses Olga, Tatiana, Marie et Anastasia ; le doc teur Botkine, la femme de chambre Demidova, le valet de chambre Troupp et le cuisinier Kharitonoff, en tout onze personnes.

Yourovsky s'approcha alors brusquement du tzar et lui dit : « *Nicolas Alexandrovitch, les vôtres ont essayé de vous sauver, mais ils n'y ont pas réussi, nous sommes dans l'obligation de vous fusiller.* » Puis il tira sur le tzar, qui, d'après les témoins, fut

tué sur le coup. Le petit tzarévitch blessé gémissait par terre. Yourovsky l'acheva de plusieurs coups de revolver et un massacre général s'ensuivit. La grande-duchesse Anastasia fut la plus longue à mourir. La femme de chambre Demidova essaya de s'enfuir en se protégeant d'un coussin, elle fut renversée et tuée à coups de baïonnette.

Le premier tzar quitta le monastère Ipatieff, à Iékatérinenbourg, pour monter sur le trône de Russie. Son ultime descendant revint mourir à la maison Ipatieff, à Iékatérinenbourg. La sombre et grandiose destinée des Romanoff venait de se terminer dans cette nuit terrible.

Les cadavres des martyrs d'Iékatérinenbourg sont détruits par ordre de la Tchéka.

Les cadavres furent palpés et dépouillés de tous leur bijoux. On descendit quelques draps dans lesquels on mit les corps des victimes, qui furent ainsi transportés dans un camion où ils furent entourés et recouverts de drap gris de soldat. Sous la conduite de Yourovsky et de ses tchékistes, l'auto gagna la forêt voisine au lieu dit « Les Quatre Frères », près du village de Koptiaki. Un cordon de sentinelles barra tous les chemins. Là les corps furent découpés en morceaux à coups de hache, arrosés d'acide sulfurique et d'essence et brûlés. Leurs restes, mélangés de cendre, furent enterrés très profond dans un puits de mine abandonné et recouverts de terre.

Le lendemain, Sverdloff fut le premier à annoncer aux membres du Comité exécutif central de Moscou le sort de la famille impériale. Il venait de recevoir le télégramme chiffré suivant :

« *Moscou-Kremlin à Gorbounoff, secrétaire du Conseil des commissaires du peuple : Faites savoir à Sverdloff que toute la famille a eu le même sort que son chef. Officiellement, elle périt pendant l'évacuation.* »

(Sverdloff, d'ailleurs, ne survécut pas longtemps, il fut assommé par des ouvriers au cours d'une grève.)

La nuit suivante, les princes de la famille impériale furent massacrés à Alapaievsk, sur l'ordre d'Iékatérinenbourg, obéissant aux instructions de Moscou. Le grand-duc Serge Mikhaïlovitch, le

princes Jean, Constantin et Igor Constantinovitch, le prince Wladimir Paley, la grande-duchesse Elisabeth Féodorovna, les serviteurs Th. Remige et V. Jacovlevna furent assommés et jetés au fond d'un puits. On les acheva à coups de grenades.

De son côté, le grand-duc Michel, frère du tzar, fut tué à Perm dans des circonstances restées encore aujourd'hui inconnues.

Six mois plus tard, le 29 janvier 1919, les derniers survivants de la famille impériale furent assassinés dans la forteresse Saint-Pierre-et-Saint-Paul, à Pétrograd. Ce sont les grands-ducs Paul Alexandrovitch, Dmitri Constantinovitch, Nicolas Mikhaïlovitch et Georges Mikhaïlovitch.

Tous les membres de la famille impériale qui se trouvaient en Russie avaient été massacrés. Les serviteurs qui leur étaient restés fidèles le furent également. C'est ainsi que la comtesse Hendrikova fut fusillée à Perm et le matelot Nagorny, dont nous avons tous vu les photos portant le tzarévitch, fut exécuté à Iékatérinenbourg.

La ville s'appelle aujourd'hui Serdlovsk, mais personne ne peut effacer de sa mémoire que là s'est accompli l'un des plus grands crimes de l'histoire universelle, et il en reste un reflet sanglant à l'horizon d'Iékatérinenbourg.

Koltchak occupe Iékatérinenbourg.

Devant l'avance de l'armée Koltchak, les bolchevistes, leur crime accompli, évacuèrent Iékatérinenbourg les 19-20 juillet. Le 25, Iékatérinenbourg fut prise par l'armée de Sibérie et les Tchèques. Une garde fut mise à la maison Ipatieff et la pièce du meurtre mise sous scellés.

Dès qu'il fut certain que la famille avait été tuée, une enquête officielle fut ordonnée. Il y avait alors en Sibérie, sous les auspices des alliés, un gouvernement provisoire composé en grande partie de socialistes révolutionnaires, dont le siège était à Omsk. Le ministre de la Justice était un avocat appelé Starynkevitch, qui avait été exilé en Sibérie sous le tzar. Il fit toutes sortes de difficultés pour entraver les recherches, en confia l'enquête à quelqu'un que rien ne qualifiait pour cela. Aussi elle piétina pendant des mois. Finalement, l'amiral Koltchak ayant pris les pouvoir, fit venir le juge d'instruction Nicolas Sokoloff, qui lui avait été signalé comme un homme remarquable ; Sokoloff fit plus de mille kilomètres, dont une partie à pied, à travers une Sibérie en révolution pour

arriver à Iékatérinenbourg, où Starynkevitch essaya de le faire assassiner. Il fut soutenu dans son enquête par Koltchak et aidé par M. Gilliard, ancien précepteur du tzarevitch, et par Robert Wilton, correspondant du *Times*.

Grâce à cette enquête supérieurement menée, les restes de la famille impériale furent découverts ; ainsi que toutes les circonstances du meurtre. Un dossier historique indiscutable et écrasant fut rassemblé et publié plus tard à Paris, aux éditions Payot.

Bilan de la Tchéka de 1917 à 1923

Furent exécutés : 25 évêques, 1 215 ecclésiastiques, 6 575 professeurs ou membres de l'enseignement, 8 800 médecins, 54 850 officiers, 260 000 hommes de troupes, 10 500 agents de police, 48 000 gendarmes, 19 850 fonctionnaires, 344 250 intellectuels, 815 000 paysans, 192 000 ouvriers.

La terreur rouge fit donc en tout 1 761 065 victimes ; tel est du moins le bilan de la première période de la terreur organisée.

Fondation du Guépéou

La Tchéka s'appliqua à détruire l'ennemi à l'intérieur jusque dans ses racines, ce fut le nettoyage par le vide. Elle y réussit parfaitement ; la vieille Russie ne subsiste plus qu'à l'état de traces qui vont s'effaçant. Elle a été, en somme, une lutte à mort sur le plan national.

Le rôle du Guépéou qui lui succéda est de porter le message bolcheviste au-delà des frontières de Russie, de préparer la lutte finale sur le plan international et de diriger, dans cette voie, avec toutes les règles de la technique, les forces expansives de son idéologie. C'est le dernier stade de la conspiration mondiale inaugurée en 1903 sous la forme du bolchevisme. L'époque des massacres en série a pris fin, tout au moins dans la première partie, avec la résistance intérieure. Il n'est plus nécessaire, pour tenir l'ordre intérieur, de fusiller tout le monde ; ce qu'il importe c'est que chacun en Russie vive avec l'idée qu'il peut chaque jour être fusillé et le Guépéou s'est parfaitement entendu à faire pénétrer

cette idée dans la tête du moindre citoyen de l'Union ; il a ainsi créé et entretenu dans tous les milieux la psychose du Guépéou.

La fin de la guerre civile et l'expulsion des débris de l'Armée blanche (Wrangèl) sont à la fois le couronnement et la conclusion de la Tchéka. Après l'évacuation de la Crimée, Bela-Kun fit exécuter, dans la seule péninsule, 120 000 hommes. « La Commission extraordinaire » perdit sa raison d'être : tous les ennemis étant pratiquement réduits, une ère nouvelle commençait donc ; c'est le moment où le bolchevisme songea à nouer des relations avec l'étranger et, pour cela, il fallait faire disparaître jusqu'au nom sanglant de « Tchéka ». Celle-ci sentait elle-même le besoin de faire peau neuve et elle fut dissoute par le Comité central avec cet ordre du jour : « Elle n'a pas tenu assises contre l'ennemi : elle l'a anéanti. Elle n'a fait grâce à personne : elle a réduit en poudre quiconque était de l'autre côté de la barricade. »

Le 15 novembre 1923, sur l'instigation de Djerjinsky, le Comité central exécutif de l'U.R.S.S. publia à *l'Officiel* la loi promulguant règlement de « L'Administration politique étatiste-unifiée », par abréviation O.G.P.U. (ou Guépéou).

Une des premières mesures prises par le Guépéou fut de placer des microphones dans les bureaux personnels des commissaires du Peuple. Le directeur de la nouvelle institution restait le camarade Djerjinsky. Le lugubre bâtiment de la Loubianka de Moscou se décora d'une enseigne neuve O.G.P.U. Le même cérémonial se répéta dans les tchékas de province et le tour fut joué ; ainsi s'ouvrit le règne de la bureaucratie et la maison Loubianka avait désormais l'aspect d'un ministère quelconque ; 2 500 employés y travaillaient.

Après la fondation du Guépéou et la reconnaissance des soviets en Europe, Djerjinsky fit adopter l'installation d'une section du Guépéou dans toutes les légations, posant ainsi les assises fondamentales de l'activité du Guépéou à l'étranger. Il continuait à signer des arrêts de mort et à donner des ordres dont il exigeait la stricte exécution. Mais à la longue, sa personne entachée du sang de trop de victimes gênait le gouvernement de Staline. C'était la période des ambassades, du bolchevisme article d'exportation et Djerjinsky devenait un personnage visiblement compromettant. On le nomma chef des transports et le public n'entendit plus parler de lui. En fait, on l'avait rétrogradé. Il essaya de revenir en surface en combattant le trotskisme, ce qui lui rendit une part d'influence qu'il mit au service du Politbureau, et il fut pour beaucoup dans la victoire de Staline.

Mais un jour qu'il se permit de critiquer un acte de Staline, la

disgrâce s'abattit sur lui définitivement. Ce Géorgien, maître absolu de la Russie, estimait que l'ère des discussions entre camarades était close. Il ne répondit à son discours que par un gros mot aussi bref qu'énergique, le despote lançait la foudre. Djerjinsky pâlit, essaya de se lever et retomba sur sa chaise : il mourut le même jour brisé sous le coup. Cet homme qui avait sacrifié des centaines de milliers de victimes, répandu des flots de sang sur un territoire vaste comme le sixième du monde, assisté sans émotion à d'affreuses tortures, mourut sous l'insulte de son chef.

Epurations staliniennes

La défaite politique de Trotsky en 1923, celle de Zinoviev en 1925, celle de leur coalition en 1927, celle de Boukharine en 1929 ont jalonné l'ascension de Staline. L'année 1937 marquera la phase culminante d'une terreur sans précédent dans l'histoire.

Avec du recul, l'affaire Kirov prend le sens d'un événement capital ; de toute évidence, il s'agissait là d'une péripétie dans les luttes intestines de la haute société soviétique entre coteries concurrentes, dont l'une avait su armer ou guider le bras d'un jeune communiste fanatique.

117 exécutions capitales ordonnées par « le grand chef bien-aimé » après le drame, puis la déportation de 100 000 Pétersbourgeois complétèrent le bilan. C'est en vérité l'anéantissement de plusieurs générations bolchevistes qu'il entreprend posément de sang-froid, à dater de l'affaire Kirov, après de minutieux préparatifs décelant son intention de ne rien laisser au hasard. Il sait que de tous côtés on le hait, on souhaite sa chute, on le voue à mille morts. Jamais il ne pourra se concilier les bolcheviks de la « vieille garde », et ceux de la relève le méprisent et le maudissent en lui rendant les hommages de rigueur. Avec des renseignements épars qui se coordonnent, le danger se dessine aux yeux de Staline. C'est alors que naissent en lui et prennent corps deux desseins complémentaires afin de jeter du lest et serrer la vis ; à la fois un dérivatif énorme et une répression atroce.

Les déportations massives de Léningrad correspondent à des mesures analogues dans toute la Russie ; on « nettoie » les institutions. Une épuration en règle du Parti ayant pris fin en 1934, une autre lui succéda en 1935, sous prétexte de « vérification

des pièces » d'identité politique et à peine terminée, sera suivie d'une troisième en 1936, « lors du renouvellement des cartes » pour ne parler que de celles-là. Chacune aboutit à quelque 300 000 exclusions, soit environ 1 million en trois ans, le tiers des effectifs totaux évalués à près de 3 millions en 1934.

En mai 1935, il supprima la Société des vieux bolcheviks ; le mois suivant il dissout l'Association des « Anciens prisonniers politiques ». En février 1936, il liquide l'Académie communiste ; en agissant ainsi, il se libère de bien des scrupules et renie un héritage dont il s'affirmait naguère le gardien fidèle.

Vers la mi-juin 1936, on apprend la mort de Maxime Gorki.

Vers la mi-juillet 1936, Khandjian, secrétaire du Parti en Arménie, créature de Staline, se suicide à son tour. A la mi-août, les arrestations inexplicables se multiplient et c'est l'annonce d'un procès public intenté à 16 communistes d'un prétendu « centre terroriste trotsko-zinoviétiste ». Il s'agit dans ce procès de deux proches compagnons de Lénine, les plus discrédités : Zinoviev et Kamenev, véritables cadavres politiques tirés de l'isolateur de Vekhnie Ouralsk, pour servir de mannequin devant le tribunal, et de leurs sauveurs Evdokimov, Bakaïev, Reingold et de plusieurs anciens trotskistes ralliés à Staline, Smirnov, Mratchkovski, Dreitzer, Ter-Vaganian. Tomski, autre vieux compagnon de Lénine, se suicide ; en quatre jours les autres sont condamnés par ordre et mis à mort. On liquide le passé.

Trois mois après Novosibirsk, un procès analogue de 9 inculpés aboutit à 9 condamnations à mort, à 6 exécutions capitales. Au début 1937 (fin janvier) s'ouvre le procès du prétendu centre antisoviétique trotskiste. Parmi les 17 figurants se trouvent d'anciens trotskistes, depuis longtemps repentis, comme Piatakov, Radek, Sérébriakov, Drobnis, Bogouslavski, un dont la rupture avec l'opposition est récente : Mouralov, un ancien « droitier » : Sokolnikov ; seuls Radek et Sokolnikov sauvèrent leur tête en annonçant des révélations obliques sur l'état-major rouge.

Deux semaines après l'exécution de Piatakov, commissaire adjoint à l'Industrie, son chef immédiat Ordjonikidzé, commissaire en titre, disparaît de mort subite.

Au cours du mois de mai 1937 les effets du pouvoir exorbitant de Ejov commencent à se faire sentir en une recrudescence de terreur : arrestations en masse et exécutions en série font revivre en pire les heures les plus sombres de la guerre civile.

Le dernier jour de mai, Ian Gamarnik, commissaire adjoint à la Guerre et chef politique de l'Armée, se suicide ; on remanie les hauts cadres, les généraux sont visés. Un heurt implacable met aux

prises la police et l'armée. La chute de Jagoda ouvre une nouvelle phase. En juin l'on décapite l'état-major et le pays est frappé d'épouvante. Le maréchal Toukhatchevski, les généraux Iakir, Kork, Ouborevitch, Eideman, Feldman, Primakov et Putna, tous réputés « héros de la guerre civile », tous plusieurs fois décorés du Drapeau rouge, tous classés adversaires de Trotsky et partisans de Staline, sont jugés à huit clos, condamnés à mort sans témoins ni défense, exécutés en quarante-huit heures. L'année 1937 marquera comme un indicible cauchemar dans le souvenir des Russes contemporains du carnage méthodique entrepris par Staline sous l'empire de la peur.

Des organismes dirigeants du Parti formés du vivant de Lénine, il ne restait pour ainsi dire, vingt ans après octobre, que Trotsky à Mexico et Staline à Moscou. Trotsky a été assassiné finalement à Mexico en 1940.

Ont péri ou disparu, en 1938, presque tous les 80 membres du Conseil de la Guerre constitué en novembre 1934 (30 généraux, maréchaux et amiraux). On évalue dans l'armée et dans la flotte les victimes à plus de 30 000.

Ont péri ou disparu tous les principaux chefs et sous-chefs du Guépéou parmi lesquels plusieurs noms célèbres : Messing, Trilisser, Peters et Lazis.

Ont disparu, après deux commissaires adjoints aux Affaires étrangères, les ambassadeurs, ministres, plénipotentiaires aux conseils généraux : Iouréniev, Bogomolov, Arossiev, Davtian, Rosenberg, Antonov-Ovséienko, Tikhméniev, Iakoubovitch, Bekzadian, Arens ; Brodovski, Podolski, Ostrovski, Asmus. Deux ont sauvé leur vie en restant à l'étranger : A. Barmine et W. Krivitsky ; ce dernier vient d'être trouvé assassiné dans une chambre d'hôtel à Washington le 10 février 1941.

Ont disparu les derniers survivants de « l'Internationale communiste » : Hélène Stassova, Piatnitski, Bela Kun, Eberlein, Remmelé, Warski, Waletski, Dombal, Borodine.

Ont péri pour la plupart ou ont disparu les dirigeants de toutes les prétendues Républiques fédérées : ceux de la Russie blanche, ceux de l'Ukraine, ceux de l'Ouzbékistan, ceux du Tadjikistan, ceux du Turkménistan, ceux de la Kirghizie, ceux de la Carélie, ceux de la Transcaucasie et de l'Azerbeidjan, ceux de l'Arménie.

La Géorgie, patrie de Staline, semble avoir été la plus éprouvée, une mention spéciale lui est due (plus de 42 noms pour son propre compte).

On a donc procédé, semble-t-il, avec méthode, passant du Parti

à l'armée, de la police à la diplomatie, du centre à la périphérie, de l'industrie à l'agriculture, de la presse à la statistique, du commerce à la littérature.

Au témoignage de Liouchkov, chef du Guépéou de Sibérie orientale, 40 000 personnes auraient été exécutées sous la suspicion gratuite de complot au cours de la période où a été votée « la Constitution la plus démocratique du monde ». Un de ses collègues du Transsibérien, Petrov, évalue à 5 millions le nombre des détenus dans les camps de concentration, alors qu'en 1934, W.H.C. Chamberlin, dans son livre, *Russia's Iron Age*, rapportait que 300 000 prisonniers étaient parqués dans les camps de concentration sibériens et que 2 millions de personnes ont été privées de liberté sans l'ombre d'un jugement durant les quatre ans du premier plan quinquennal. Krivitsky, assimilé au grade de général dans son service, déclare que le nombre des arrestations (décembre 1937) s'élevait à 300 000 en mai 1937 et a dû atteindre 500 000 à la fin de l'année. En juillet 1938, le courrier socialiste estime à 7 millions le nombre des détenus dans les camps de concentration. Le nombre des arrestations se montait, selon les statistiques de la police, à 37 milllions au cours des cinq dernières années.

Ajoutons qu'une troublante série de questions se pose depuis le procès de Jagoda. Plusieurs assassinats de personnalités ayant été présentés comme suicides. On peut se demander de quoi est décédé Tovstoukha, secrétaire de Staline ? Pourquoi le suicide d'Allilouieva, femme de Staline ? Peut-on admettre comme mort naturelle celle de Catherine Djougachvili en 1937, mère de Staline, celles de Lounatcharski (1933), de Tchitcherine (1936), d'Anna Elizarova (1935) et de Marie Oulianova (1937), sœurs de Lénine, celle de Kroupskaïa (1939), veuve de Lénine ? L'étrange laboratoire du Dr Kazakov n'aurait-il servi qu'en deux ou trois circonstances ? Les décès de Menjinski (1934), Krassine, Djerjinsky et de Lénine sont-ils normaux ? Krassine en savait long sur Staline et ne le tenait pas pour un aigle. Djerjinsky aurait pu être un secrétaire général du Parti plus loyal que Staline. Son successeur au Guépéou, Minjinski, a été tué par Jagoda, qui a été lui-même supprimé par Ejov, lequel à son tour, a été liquidé par Béria, tous chefs du Guépéou. Et il y a encore le cas bizarre de Frounzé, commissaire à la Guerre, mort en 1925 d'une opération chirurgicale déconseillée par les médecins et ordonnée par Staline ; Pilniak, qui rédigea une nouvelle littéraire à propos de ce drame, a été arrêté et déporté.

Pour tout résumer, il n'y aura jamais de statistiques rigoureusement précises, mais le chiffre des victimes de la Tchéka et du Guépéou se monte certainement à plusieurs millions.

Une abondante littérature, de valeur inégale, a été publiée sur ce suj Voici une petite sélection d'ouvrages sérieux qui couvre les différe aspects et les multiples activités de la police secrète et de la terre rouge en Russie.

1) S. P. MELGOUNOV : « La terreur rouge en Russie », Paris, Pay (1927).
Cet important ouvrage rédigé par des socialistes révolutionnaires, co tient une documentation très complète.

2) Nicolas SOKOLOFF : « Enquête judiciaire sur l'assassinat de la Fami impériale de Russie », Paris, Payot (1924).
Enquête officielle faite sur l'ordre de l'Amiral Koltchak et supérieu ment menée par un homme remarquable, le Juge d'instruction N. Sokolo Ce dernier, réfugié et mort en France, est enterré dans un petit village Sologne.

3) TROTSKY : « Défense du terrorisme ». — C'est un ouvrage classiq dont il y a de nombreuses éditions.

4) Général Sanchez SALAZAR (chef du Service secret mexicain) : « Ai fut assassiné Trotsky », Ed. Self, Paris (1948).

5) Général W. ANDERS : « Katyn », (Ed. France-Empire). — C'est l'étu la plus complète du massacre des officiers polonais á Katyn. Le géné Anders fut le chef de l'armée polonaise reconstituée lors de la défaite l'Allemagne et dissoute ensuite par Staline.

6) Général Bor KOMOROVSKI : « Histoire d'une Armée secrète », Par Les Iles d'Or, Diffusion Plon (1952). — Histoire dramatique du sou vement de Varsovie que Staline laissa délibérément écraser par les Al mands car il ne voulait pas d'une renaissance nationale polonaise. L général Bor Komorovski, chef de l'Armée secrète polonaise dirigea s place le soulèvement jusqu'à sa capture par les Allemands.

7) Robert CONQUEST : « La Grande Terreur », : Paris, Stock (1970). Les purges staliniennes des années trente.

8) Boris LAWITSKY : « L'Inquisition rouge » — Paris, Robert Laffo (1968). — Histoire générale des différentes polices soviétiques.

9) Ronald SATH : « Smersch », Paris, Stock (1970). — L'organisati secrète terroriste popularisée par les romans de Yan Fleming.

10) Vincent BRUGÈRE TRÉLAT : « Budapest », Paris. La Table Ron (1966). — Histoire très complète du soulèvement de Hongrie écrasé p les chars russes.

11) Arthur London : « L'Aveu », Paris, Gallimard (1968). — La terre policière en Tchécoslovaquie.

12) Signalons enfin qu'Arkady STOLYPINE aidé par une petite équipe collaborateurs prépare actuellement un important ouvrage en 4 volum intitulé « Histoire secrète de la Police Soviétique ». — Cet ensemb paraîtra en automne aux Editions de Cremille à Genève. Etant donné personnalité de l'auteur, fils du célèbre Premier ministre russe assassiné Kiev, son talent d'écrivain, sa connaissance du sujet et l'étendue de s sources de renseignements, cette collection sera un évènement dans littérature contrerévolutionnaire et l'ouvrage le plus complet qui ait pa jusqu'à ce jour.

DEUXIÈME PARTIE

LA DOCTRINE

I. Le communisme veut détruire la société actuelle.
II. La dictature du prolétariat.
III. Le communisme et la question paysanne.
IV. Le communisme a des visées universelles.
V. La révolution russe, début de la révolution mondiale.
VI. Le mensonge, la haine, la terreur.
VII. Le communisme contre toute tradition.
VIII. Le communisme contre toute religion.
IX. Le communisme contre la famille.
X. Le communisme et la guerre.
XI. L'U.R.S.S. patrie du prolétariat.
XII. Le communisme et les colonies.
XIII. Incompatibilité entre le communisme et la démocratie.
XIV. Incompatibilité entre le communisme et le nationalisme.
XV. Le communisme utilise toutes sortes de compromis. Il se sert du nationalisme et de la démocratie pour des buts révolutionnaires.
XVI. Le communisme contre l'artisanat et le petit producteur.
XVII. Transformation de toute crise économique en crise révolutionnaire et transformation de toute guerre nationale en guerre civile.
XVIII. IIe et IIIe Internationales.
XIX. La nouvelle tactique du Front populaire.
XX. Lettre à Ivanov.

I

LE COMMUNISME VEUT DÉTRUIRE LA SOCIÉTÉ ACTUELLE POUR LA REMPLACER PAR LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Le communisme veut prendre le pouvoir politique au nom de la masse prolétarienne et transformer l'organisation économique du monde en organisation socialiste dans laquelle la propriété privée sera abolie et l'Etat restera seul possesseur des moyens de production et de distribution des richesses.

Citons Staline :

« La dictature du prolétariat est le pouvoir révolutionnaire s'appuyant sur la violence contre la bourgeoisie.

« L'Etat est aux mains de la classe dominante une machine destinée à écraser la résistance de ses adversaires de classe. »

Bref : « La dictature du prolétariat est la domination du prolétariat sur la bourgeoisie, domination non limitée par la loi, s'appuyant sur la violence, et jouissant de la sympathie et du soutien des masses laborieuses et exploitées. »

Selon Lénine :

« La révolution prolétarienne est impossible sans la destruction violente de la machine d'Etat bourgeoise et son remplacement par une nouvelle. »

Et Staline conclut :

« *La victoire de la dictature du prolétariat signifie l'écrasement de la bourgeoisie, la destruction de la machine d'Etat bourgeoise, le remplacement de la démocratie bourgeoise par la démocratie prolétarienne. Voilà qui est clair.*

« Les soviets sont la nouvelle forme d'organisation du prolétariat par laquelle ce travail colossal peut être accompli »

(Staline, *Doctrine de l'U.R.S.S.*)

Citons enfin ce passage de Lénine, qui résume la question :

« *La lutte de classe est l'essentiel dans la doctrine de Marx.* On l'écrit et on le dit, du moins, très souvent. Mais... borner le marxisme à la lutte des classes, c'est le tronquer, le mutiler, le réduire à ce qui est acceptable pour la bourgeoisie. *N'est marxiste que celui qui étend l'aveu de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la dictature du prolétariat.* La différence la plus profonde entre le marxisme et le petit (ou le grand) bourgeois ordinaire est là »

Lénine, *L'Etat et la Révolution*).

II

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT D'APRÈS LÉNINE

« La dictature du prolétariat, si l'on traduit, en un langage plus simple, cette expression latine scientifique, historique et philosophique, signifie ceci : *seule une classe déterminée, à savoir les ouvriers urbains et, en général, les ouvriers industriels des fabriques et des usines, est capable de diriger toute la masse des travailleurs et des exploités dans la lutte pour le renversement du joug capitaliste*, au cours même de ce renversement, dans la lutte pour le maintien et la consolidation de la victoire, dans l'œuvre de fondation du régime social nouveau, socialiste, dans toute la lutte pour la suppression complète des classes.

« Telle est la théorie de la dictature du prolétariat formulée par Lénine. »

(Staline, *Doctrine de l'U.R.S.S.*)

III

LE COMMUNISME ET LES PAYSANS

Voici la thèse de Lénine telle que nous l'expose Staline :

« *La question fondamentale du léninisme, son point de départ est la question de la dictature du prolétariat, des conditions de son établissement et de sa consolidation. La question paysanne, question de la recherche d'un allié pour le prolétariat dans sa lutte pour le pouvoir, n'en est qu'un corollaire.*

« Néanmoins ce fait ne lui enlève rien de son importance pour la révolution prolétarienne. C'est à la veille de la révolution de 1905 que la question paysanne a commencé à attirer sérieusement l'attention des marxistes russes. La question du renversement du tsarisme et de la réalisation de l'hégémonie du prolétariat imposait alors au parti la recherche d'un allié pour le prolétariat dans la révolution bourgeoise imminente.

« Le léninisme reconnaît que, parmi la majorité de la paysannerie exploitée, il existe des capacités révolutionnaires et qu'on peut les utiliser dans l'intérêt de la révolution prolétarienne. L'histoire des trois révolutions russes confirme entièrement ses déductions sur ce point.

« De là, la nécessité de soutenir les masses rurales laborieuses dans leur lutte contre leur exploitation et leur oppression. *Cela ne signifie pas, certes, que le prolétariat doive soutenir tous les mouvements paysans. Il doit soutenir ceux qui facilitent directement, ou indirectement le mouvement émancipateur du prolétariat, profitent à la révolution prolétarienne, contribuent à faire de la paysannerie une réserve et une alliée de la classe ouvrière* »

(J. Staline, *Le Léninisme théorique et pratique*).

IV

LE COMMUNISME A DES VISÉES UNIVERSELLES. SON BUT SUPRÊME EST D'ÉTENDRE LA RÉVOLUTION BOLCHEVISTE AU MONDE ENTIER

Citons Staline :

« *Mais renverser le pouvoir de la bourgeoisie, et instaurer le pouvoir du prolétariat, dans un seul pays, ce n'est pas encore assurer la pleine victoire du socialisme.*

« Ayant consolidé son pouvoir et entraîné la paysannerie à sa suite, le prolétariat du pays victorieux peut et doit édifier la société socialiste. Mais cela signifie-t-il qu'il arrivera par la même occasion à la pleine victoire, définitive, à la victoire du socialisme,

« Evidemment non. Pour cela, *il est nécessaire que la révolution triomphe au moins dans quelques pays. Aussi la révolution victorieuse a-t-elle pour tâche essentielle de développer et de soutenir la révolution dans les autres pays.* Aussi la révolution du pays victorieux ne doit-elle pas se considérer comme une grandeur se suffisant à elle-même, mais comme un auxiliaire, comme un moyen d'accélérer la victoire du prolétariat dans les autres pays.

« Cette pensée, ajoute Staline, Lénine l'a exprimée en deux lignes, en disant que la tâche de la révolution victorieuse consiste à faire le " maximum de ce qui est réalisable dans un seul pays, pour le développement, le soutien, l'éveil de la révolution dans tous les pays ". »

Et Staline ajoute, citant Karl Marx :

« Il est à peine besoin de démontrer qu'il est absolument impossible d'accomplir ces tâches à bref délai, de réaliser tout cela en quelques années. *C'est pourquoi il faut considérer la dictature du prolétariat, le passage du capitalisme au communisme, non comme une période éphémère d'actes et de décrets éminemment révolutionnaire, mais comme toute une époque historique remplie*

de guerres civiles et des conflits eextérieurs, d'un opiniâtre travail d'organisation et d'édification économique, d'offensives et de retraites, de victoires et de défaites.

« *Vous aurez dit Marx aux ouvriers, à traverser quinze, vingt, cinquante années de guerre civile et de batailles internationales.* »

(Staline, *Doctrine de l'U.R.S.S.*)

V

LA RÉVOLUTION RUSSE N'EST QUE LE POINT DE DÉPART DE LA RÉVOLUTION MONDIALE

Dès le début, Lénine assignait au Parti la tâche de :

« Faire en sorte que la révolution russe soit non pas un mouvement de quelques mois, mais un mouvement de nombreuses années ; qu'elle n'aboutisse pas seulement à de menues concessions de la part des détenteurs du pouvoir, mais au renversement complet de ce pouvoir.

« Et si l'on y parvient, continue Lénine, *alors l'incendie révolutionnaire embrasera l'Europe* ; l'ouvrier européen, las de souffrir de la réaction bourgeoise, se lèvera à son tour, et nous montrera " comment on s'y prend " ; alors l'essor révolutionnaire en Europe exercera sur la Russie un choc en retour et, d'une époque de quelques années révolutionnaires, fera une époque de quelques dizaines d'années révolutionnaires. »

VI

LE COMMUNISME NE RECULE DEVANT AUCUN MOYEN : SES TROIS PRINCIPAUX SONT LE MENSONGE, LA HAINE ET LA TERREUR

Le mensonge

Il faut savoir mentir, a dit Lénine :

« Se lier d'avance, dire tout haut à un ennemi qui, pour l'instant, est mieux armé que nous, si nous allons lui faire la guerre et à quel moment, c'est bêtise et non ardeur révolutionnaire. Accepter le combat lorsqu'il n'est manifestement avantageux qu'à l'ennemi c'est un crime, et ceux qui ne savent pas procéder par " louvoiement ", accord et compromis, pour éviter un combat reconnu désavantageux sont de pitoyables dirigeants politiques de la classe révolutionnaire.

« *Il faut savoir consentir à tous les sacrifices, user même — en cas de nécessité — de tous les stratagèmes, user de ruse, adopter des procédés illégaux, se taire parfois, celer parfois la vérité*, à seule fin de pénétrer dans les syndicats, d'y rester et d'y accomplir, malgré tout, la tâche communiste. Sous l'ancien régime tsariste, jusqu'en 1905, nous n'eûmes aucune " possibilité d'action légale ", mais quand le policier Zoubatov organisait ses réunions et ses associations ouvrières réactionnaires, pour traquer et combattre les révolutionnaires, nous y envoyions des membres de notre Parti (et je me souviens, parmi ceux qui remplirent de semblables missions, de l'ouvrier pétersbourgeois Babouchkine, militant remarquable, fusillé en 1906 par les généraux du tsar) qui devenaient nos agents de liaison avec la masse à l'influence des gens de Zoubatov. Agir de même est naturellement très difficile dans les pays de l'Europe occidentale, pénétrés de préjugés constitutionnels,

démocratico-bourgeois, légalistes, bien enracinés. Mais on peut et on doit y réussir et procéder systématiquement. »

(Lénine, *La Maladie infantile du communisme.*)

La haine

Dans *La Maladie infantile du communisme*, Lénine cite une lettre du communiste écossais Gallacher, qu'il commente ainsi : « L'auteur de cette lettre déborde de la haine prolétarienne la plus généreuse contre " les politiciens de classe " de la bourgeoisie (haine, d'ailleurs compréhensible et sympathique aux yeux non seulement des prolétaires, mais aussi aux yeux de tous les travailleurs, de toutes les " petites gens " pour employer ici l'expression allemande). *Cette haine d'un représentant des masses opprimées et exploitées est en vérité le " commencement de la sagesse ", la base de tout mouvement socialiste et communiste et de son succès.* Mais l'auteur oublie visiblement que la politique est une science et un art qui ne descendent pas du ciel tout faits, qui ne sont pas donnés gratuitement ; et que le prolétariat, s'il veut vaincre la bourgeoisie, doit former ses " politiques de classe ", ses politiques prolétariens, et qui ne soient pas inférieurs à ceux de la bourgeoisie. »

(Lénine, *La Maladie infantile du communisme.*)

La terreur

Dans une lettre au social-démocrate hollandais Domela Nieuwenhuys, Marx écrivait le 22 février 1880 :

« Un gouvernement socialiste ne peut se mettre à la tête d'un pays s'il n'existe pas de conditions suffisantes pour qu'il puisse prendre aussitôt les mesures voulues et épouvanter la bourgeoisie de façon à gagner les premières conditions d'une politique conséquente. »

Dès le début, la terreur a été considérée comme une arme indispensable à la victoire du communisme : La doctrine n'a jamais varié sur ce point.

« *Dissimuler aux masses*, écrit Lénine, *la nécessité d'une guerre*

acharnée, sanglante et exterminatrice, comme but immédiat de l'attaque future, c'est se tromper soi-même et tromper le peuple. »

(Lénine, *Les leçons de l'insurrection de Moscou.*)

Citons le jugement suivant d'Engels sur la Commune :

« La révolution est incontestablement la chose la plus autoritaire qui soit possible. *La révolution est un acte, par lequel une partie de la population impose sa volonté à coups de fusils, de baïonnettes, de canons, c'est-à-dire par des moyens extrêmement autoritaires. Le parti qui a vaincu est dans la nécessité de maintenir sa domination au moyen de la terreur* que ces armes inspirent aux réactionnaires. Si la Commune de Paris ne s'était pas appuyée sur l'autorité du peuple armé contre la bourgeoisie, est-ce qu'elle aurait tenu plus d'un jour ? Ne sommes-nous pas en droit, au contraire, de blâmer la Commune d'avoir trop peu usé de cette autorité ?

« Tant que le prolétariat, ajoute Engels, a besoin de l'Etat, il en a besoin, non pas dans l'intérêt de la liberté, mais pour écraser son adversaire. »

Et après avoir cité ce passage d'Engels, Lénine ajoute :

« A quoi bon la dictature, du moment qu'on a la majorité ? Marx et Engels nous l'expliquent :

« Pour éviter la résistance de la bourgeoisie.

« Pour frapper de terreur les réactionnaires.

« Pour maintenir l'autorité du peuple armé contre la bourgeoisie.

« Pour que le prolétariat puisse abattre par la force ses adversaires. »

Paroles confirmées par Staline :

« La dictature du prolétariat surgit non pas sur la base de l'ordre de choses bourgeois, mais au cours de la démolition de celui-ci... la dictature du prolétariat est le pouvoir révolutionnaire s'appuyant sur la violence contre la bourgeoisie.

« Celui qui affaiblit tant soit peu la discipline de fer dans le Parti du prolétariat, écrit Staline, aide en réalité la bourgeoisie contre le prolétariat. Les éléments opportunistes du Parti, ajoute-t-il, voilà la source du fractionnisme.

« Les ouvriers embourgeoisés, dit Lénine, aristocratie ouvrière, parfaitement petite-bourgeoise par son genre de vie, par ses salaires, par toute son idéologie, sont le principal appui de la IIe Internationale. Ce sont de véritables agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe des capitalistes, de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme. »

Et Staline ajoute :

« Ces groupes petit-bourgeois apportent dans le Parti l'esprit d'hésitation et d'opportunisme, l'esprit de désagrégation et d'incertitude. Ils sont la source de désorganisation du Parti, qu'ils sapent du dedans. Faire la guerre à l'impérialisme, en ayant de tels " alliés " à l'arrière, c'est s'exposer à essuyer le feu des deux côtés, à l'avant et l'arrière. Aussi, la lutte sans merci contre de tels éléments et leur expulsion du Parti sont-elles la condition préalable du succès de la lutte contre l'impérialisme.

« Si notre Parti a réussi à créer son unité intérieure, et l'incomparable cohésion de ses rangs, c'est tout d'abord parce qu'il a su se purifier à temps de la souillure de l'opportunisme, parce qu'il a su expulser hors du Parti les liquidateurs et les menchevistes. La voie du développement et du renforcement des partis prolétariens passe par leur épuration des opportunistes et des réformistes, des social-impérialistes, et des social-chauvins, des social-patriotes et des social-pacifistes. Le Parti se fortifie en s'épurant des éléments opportunistes. »

(Staline, *Doctrine de l'U.R.S.S.*)

La terreur n'a donc jamais cessé d'être une nécessité vitale de tout régime communiste. *Elle s'exerce non seulement à l'extérieur mais à l'intérieur même du Parti* et les multiples exécutions d'amiraux, de généraux et de grands chefs bolcheviques, nous montrent que Staline sait la manier avec fermeté.

VII

LE COMMUNISME CONTRE TOUTE TRADITION

> « Les vrais conducteurs des peuples sont ses traditions...
> « ...Les traditions représentent les idées, les besoins, les sentiments du passé. Elles sont la synthèse de la race et pèsent de tout leur poids sur nous »
>
> (GUSTAVE LE BON, *Psychologie des foules*).

Citons ce passage de Lénine que Staline nous donne en 1938 comme étant une doctrine fondamentale de l'U.R.S.S. :

« *La dictature du prolétariat est une lutte opiniâtre, sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative contre les forces et les traditions de la vieille société.* »

(Lénine, *La Maladie infantile du communisme.*)

Et Karl Marx nous dit de son côté :

« La révolution communiste est la rupture la plus radicale avec le régime traditionnel de propriété ; rien d'étonnant si, dans le cours de son développement, *elle rompt de la façon la plus radicale avec les idées traditionnelles.* »

(Karl Marx, *Le Manifeste communiste.*)

En août 1914 Barbusse écrivait :

« Cette guerre est une guerre sociale qui fera faire un grand pas — peut-être le pas définitif — à notre cause. Elle est dirigée contre nos vieux ennemis infâmes de toujours : le militarisme et l'impérialisme, le Sabre, la Botte, et j'ajouterai : la Couronne... »

Et plus loin il ajoutait :

« Dans le chaos abstrait qui t'environne, tu trouves des notions acquises. Elles ne viennent pas du fond de toi ; tu les as acceptées par docilité. Tu y crois parce qu'on t'a dit d'y croire, ou même simplement parce qu'on y a toujours cru avant toi et autour de toi. Leur seule autorité, leur seule preuve, c'est d'avoir subsisté.

« Ce n'est pas une raison suffisante. Débarrasse-toi des soi-disant vérités qui, non évidentes par elles-mêmes, te sont imposées comme une sorte d'héritage...

« " Ce sont des traditions ! " te dira-t-on. " C'est la tradition sacrée, la tradition nationale ! " ajoutera-t-on.

« *Rejette les traditions qui ne sont que des traditions, même si tu les as jadis adorées. Ce sont des mots vides de sens, des mots funestes.* Le progrès, c'est la force qu'on a pour s'affranchir de ces tentations-là. L'esclavage, le servage, la torture étaient dans les traditions nationales des nations qui les ont abolies. Révolte-toi contre l'obéissance passive, aveugle, sourde et muette au passé. N'accepte pas cet ordre qui t'enjoint de tourner le dos à l'avenir et de reculer. *Apprends à haïr le mot de tradition. Tu comprendras un jour que c'est la maladie profonde de la société...*

« *Tu entendras dire encore : " Il faut une religion à la masse. " Repousse ce blasphème contre la vérité.*

« *Non, il ne faut pas de religion.* Quand bien même les religions ne se détruiraient pas elles-mêmes, à l'examen d'un cerveau sain, par leur multiplicité et leur hostilité réciproque, elles sont dangereuses à faire intervenir dans la conduite des hommes, parce que absurdes et discutables ; et ce qu'on base sur elles est compromis et menacé par leur fragilité.

« Elles présentent aussi un autre péril...

« Regarde autour de toi, partout. Lis deux journaux opposés, écoute deux orateurs. Tu verras que le parti religieux est toujours, sans exception aucune, dans le bloc de la réaction et du retour au passé, pour la simple raison que la religion vit d'autorité et non de lumière, qu'elle a besoin, pour se maintenir, de l'asservissement qu'elle appelle " l'ordre ", de l'acquiescement obscur ; et aussi parce que ses représentants ont un intérêt personnel à conserver des privilèges et des avantages temporels contraires à la libération des multitudes...

« Une clarté universelle se réveille. Les peuples se nettoient des anciens régimes qui vivaient d'eux et les pourrissaient. Il y a plusieurs années qu'il ne reste plus au monde un seul pouvoir personnel absolu. *Le branle de démolition donné par la Révolution*

française, gloire splendide et ineffaçable de notre pays, se continue à mesure que les hommes sont de plus en plus nombreux à ouvrir les yeux. On ne veut plus de ces tyrannies obscurément consenties où la pensée pliait depuis des âges. Le monde élimine ses erreurs ; il se guérit. »

(Henri Barbusse, *Paroles d'un combattant.*)

VIII

LE COMMUNISME CONTRE TOUTE RELIGION

Socialisme et religion

Citons Lénine :

« *La religion est un aspect de l'oppression spirituelle qui pèse toujours et partout sur les masses populaires* accablées par le travail perpétuel au profit d'autrui, par la misère et la solitude. La foi en une vie meilleure dans l'au-delà naît tout aussi inévitablement de l'impuissance des classes exploitées en lutte contre les exploiteurs, que la croyance aux divinités, aux diables, aux miracles, etc., naît de l'impuissance du sauvage en lutte contre la nature. La religion, berçant de l'espoir d'une récompense céleste celui qui peine toute sa vie dans la misère, lui enseigne la patience et la résignation. Quant à ceux qui vivent du travail d'autrui, elle leur enseigne à pratiquer la bienfaisance ici-bas, leur offrant ainsi une justification aisée de toute leur existence d'exploiteurs, leur vendant à bon compte des cartes de participation à la félicité céleste. *La religion est l'opium du peuple.* La religion est une espèce grossière d'eau-de-vie spirituelle dans laquelle les esclaves du Capital noient leur être humain et leurs revendications pour une existence tant soit peu digne de l'homme.

« Mais l'esclave qui a pris conscience de sa condition et s'est élevé à la lutte pour son affranchissement, cesse déjà, à moitié, d'être un esclave. *L'ouvrier conscient d'aujourd'hui, formé par la grande industrie usinière, instruit par la ville, écarte avec mépris les préjugés religieux, laisse le ciel aux prêtres et aux Tartufes bourgeois et s'attache à la conquête d'une meilleure existence sur la terre. Le prolétariat moderne se rallie au socialisme, qui*

combat par la science les fumées de la religion, organise l'ouvrier dans la lutte véritable pour une meilleure condition terrestre et le libère de la croyance en la vie future.

« *Pour ce qui est du parti du prolétariat socialiste, la religion n'est pas une affaire privée.* Notre parti est une association de militants conscients, de combattants d'avant-garde pour l'émancipation de la classe ouvrière. Cette association ne peut pas et ne doit pas rester indifférente à l'inconscience, à l'ignorance ou au sombre fanatisme sous la forme de croyances religieuses. Nous réclamons la séparation complète de l'Eglise et de l'Etat, afin de combattre les ténèbres de la religion, avec des armes purement et exclusivement idéologiques : notre presse, notre propagande. Mais nous avons fondé notre association ; le parti ouvrier social-démocrate de Russie entre autres, pour combattre précisément tout bourrage de crânes des ouvriers par la religion. Pour nous, la lutte des idées n'est pas une affaire privée ; elle intéresse l'ensemble du Parti et du prolétariat.

« S'il en est ainsi, pourquoi ne nous déclarons-nous pas athées dans notre propagande ? Pourquoi n'interdisons-nous pas aux chrétiens et aux croyants l'accès de notre Parti ?

« La réponse à cette question fera ressortir la différence très importante du point de vue de la démocratie bourgeoise et de celui de la social-démocratie sur la religion.

« *Notre programme repose tout entier sur une philosophie scientifique et notamment sur une philosophie matérialiste.* L'explication de notre programme comprend donc nécessairement aussi l'explication des véritables causes historiques et économiques du travail d'intoxication religieuse. Notre propagande comprend nécessairement celle de l'athéisme ; la publication à cette fin d'une littérature scientifique que le régime autocratique et féodal a proscrite et poursuivie sévèrement jusqu'à ce jour, doit retenir, dès maintenant, une des branches de l'activité de notre parti. Dès lors, nous aurons probablement à suivre le conseil qu'Engels donna un jour aux socialistes allemands, à savoir : de traduire et de diffuser parmi les masses la littérature athée des encyclopédistes fran- du XVIIIe siècle. »

(Lénine, *Novaiajizn (La Vie nouvelle)*, n° 28, 16/3, décembre 1905.)

De l'attitude du Parti ouvrier à l'égard de la religion

« *La religion est l'opium du peuple* », *cette sentence de Marx constitue la pierre angulaire de toute la conception marxiste en matière de religion.* Religions et Eglises modernes, organisations religieuses de toutes sortes, le marxisme les considère toujours comme des organes de réaction bourgeoise, servant à défendre l'exploitation et à abrutir la classe ouvrière.

« Et cependant, Engels a condamné maintes fois les tentatives de ceux qui, désireux de se montrer " plus à gauche ", voulaient introduire dans le programme du Parti ouvrier la franche reconnaissance de l'athéisme dans le sens d'une déclaration de guerre à la religion. En 1874, parlant du fameux manifeste des réfugiés de la Commune, des blanquistes émigrés à Londres, Engels traite de sottise leur tapageuse déclaration de guerre à la religion ; il affirme que cette déclaration de guerre est le meilleur moyen d'aviver l'intérêt pour la religion et d'enrayer son dépérissement effectif.

« Engels exigeait que le Parti ouvrier travaillât patiemment à l'œuvre d'organisation et d'éducation du prolétariat, œuvre aboutissant au dépérissement de la religion, au lieu de se jeter dans les aventures d'une guerre politique contre la religion.

« *La tactique du marxisme à l'égard de la religion est profondément conséquente et mûrement établie par Marx et Engels,* ce que les dilettantes ou les ignorants prennent pour des flottements n'est que la résultante directe et inéluctable du matérialisme dialectique. Ce serait une grosse erreur de croire que " la modération » apparente du marxisme, à l'égard de la religion s'explique par des considérations dites " tactiques " comme le désir de " ne pas effaroucher ", etc. Au contraire, la ligne politique du marxisme, dans cette question également, est indissolublement liée à ses bases philosophiques.

« *Le marxisme est le matérialisme. A ce titre, il est aussi implacablement hostile à la religion que le matérialisme des encyclopédistes du XVIIIe siècle ou le matérialisme de Feuerbach.* Voilà qui est indéniable. Mais le matérialisme dialectique de Marx et d'Engels va plus loin que les encyclopédistes de Feuerbach, dans l'application de la philosophie matérialiste au domaine de l'histoire, au domaine des sciences sociales. *Nous devons combattre la religion. C'est l'a b c de tout le matérialisme et, partant, du marxisme. Mais le marxisme n'est pas un matérialisme qui s'en tient à l'a b c. Le*

marxisme va plus loin. Il dit : Il faut savoir lutter contre la religion ; or, pour cela, il faut expliquer, dans le sens matérialiste, la source de la foi et de la religion des masses. On ne doit pas confiner la lutte contre la religion dans une prédication idéologique abstraite ; on ne doit pas la réduire à une prédication de cette nature, il faut lier cette lutte à la pratique concrète du mouvement de classe visant à faire disparaître les racines sociales de la religion.

« *C'est là qu'il faut rechercher aujourd'hui les racines les plus profondes de la religion. " La peur a créé les dieux ". La peur devant la force aveugle du capital,* aveugle parce que ne pouvant être prévue des masses populaires, qui, à chaque instant de la vie du prolétaire et du petit patron, menace de lui apporter et lui apporte la ruine " stable ", " inattendue ", " accidentelle ", qui cause sa perte, qui le transforme en mendiant, en pauvre, en prostituée, le réduit à mourir de faim — voilà les racines de la religion moderne que le matérialisme doit avoir en vue, avant tout et par-dessus tout, s'il ne veut pas demeurer un matérialiste de classe préparatoire. Aucun livre de vulgarisation n'expurgera la religion des masses abruties par le bagne capitaliste, assujetties aux forces destructives aveugles du capitalisme, aussi longtemps que ces masses n'auront pas appris à lutter de façon cohérente, organisée, systématique et consciente contre ces racines de la religion, contre le règne du Capital sous toutes ses formes. »

(*Proletari,* « Le Prolétaire », n° 45, 26/13 mai 1909.)

Morale communiste et morale religieuse

« Mais la morale communiste existe-t-elle ? Y a-t-il une moralité communiste ? Certes, oui. On se représente souvent que nous n'avons pas de morale à nous, et la bourgeoisie nous reproche souvent, à nous communistes, de nier toute morale. C'est là une façon d'escamoter les idées, de jeter la poudre aux yeux des ouvriers et des paysans.

« Dans quel sens nions-nous la morale, l'éthique ?

« Mais dans le sens que prêche la bourgeoisie qui déduit la moralité des Commandements de Dieu. Nous disons naturellement, à ce propos, que nous ne croyons pas en Dieu, et nous savons bien que le clergé, les propriétaires fonciers, la bourgeoisie invoquent la Divinité pour défendre leurs intérêts d'exploiteurs. Ou bien, au lieu de déduire la moralité des Commandements de l'éthique, des Commandements de Dieu, ils la déduisent de phrases idéalistes ou semi-idéalistes qui, en fin de compte, ont toujours également la plus grande ressemblance avec les Commandements de Dieu.

« *Nous répudions toute moralité provenant d'une inspiration étrangère à l'humanité, étrangère aux classes sociales. Ce n'est, disons-nous, que mensonges, duperies, c'est bourrer le crâne aux ouvriers et aux paysans dans l'intérêt des propriétaires fonciers et des capitalistes.*

« *Nous disons que notre moralité est entièrement subordonnée aux intérêts de la lutte de classe du prolétariat*[1]. *Notre moralité se déduit des intérêts de la lutte de classe du prolétariat.*

« C'est pourquoi, nous disons : la morale considérée en dehors de la société humaine n'existe pas pour nous ; c'est un mensonge. *La morale pour nous est subordonnée aux intérêts de la lutte de classe du prolétariat.* »

(Lénine.)

La lutte de Staline contre la religion

(Réponse donnée en 1927 par Staline à une question posée par la délégation ouvrière américaine)

Question posée par la délégation. — Nous savons que certains bons communistes ne sont pas tout à fait d'accord avec le Parti communiste qui exige que tous les nouveaux adhérents soient athées, le clergé réactionnaire étant actuellement écrasé. Dans l'avenir, le Parti communiste pourrait-il demeurer neutre à l'égard de la religion qui soutiendrait la science dans son ensemble et ne s'opposerait pas au communisme ? Pourriez-vous autoriser dans l'avenir des membres du Parti à professer des convictions religieuses, si celles-ci n'allaient pas à l'encontre de la loyauté envers le Parti ?

Réponse. — Cette question renferme quelques imprécisions. D'abord je ne connais pas de ces « bons communistes » dont

1. C'est dans ce sens, par exemple, que Lénine, *s'exprimant* dans son ouvrage *La Maladie infantile du communisme,* écrit en 1920 : « Il faut être prêt à tous les sacrifices, user même, s'il faut, de tous les stratagèmes de ruse, de méthodes illégales, être décidés à taire, à celer la vérité, à seule fin de pénétrer dans les syndicats, d'y rester et d'y accomplir, malgré tout, la tâche communiste. »

parle ici la délégation. Il n'est guère probable, d'une façon générale, que de tels communistes existent dans la réalité. Ensuite, je dois déclarer que, pour s'en tenir à la question des formalités, nous n'avons pas de conditions d'admission au Parti, qui imposeraient au candidat l'athéisme. Nos conditions d'admission au Parti sont celles-ci : reconnaissance du programme et des statuts du Parti, soumission absolue aux décisions du Parti et de ses organismes dirigeants, cotisation, adhésion à l'une des organisations du Parti.

Un des délégués. — J'ai lu très souvent que des membres étaient exclus du Parti parce que croyant en Dieu.

Staline. — Je ne puis que répéter ce que j'ai déjà dit sur les conditions d'admission au Parti. Il n'en existe pas d'autres chez nous.

Est-ce à dire que le Parti soit neutre à l'égard de la religion? Non. Nous faisons et continuerons de faire de la propagande contre les préjugés religieux. D'après les lois de notre pays, tout citoyen a le droit de professer la religion qu'il veut. C'est affaire de conscience individuelle. Précisément pour cela nous avons réalisé la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Mais, en réalisant la séparation de l'Eglise et de l'Etat et en proclamant la liberté confessionnelle, nous avons réservé en même temps à chaque citoyen le droit de lutter, par la persuasion, par la propagande et l'agitation, contre telle ou telle religion, contre toute religion. *Le Parti ne peut être neutre en matière de religion ;* il fait de la propagande contre les préjugés religieux de tout ordre, parce qu'il est pour la science, et que les préjugés religieux vont contre la science, toute religion étant chose contraire à la science. Des cas comme celui des darwinistes condamnés récemment en Amérique sont impossibles chez nous, parce que le Parti fait une politique qui défend par tous les moyens la science. Le Parti ne peut pas être neutre à l'égard des préjugés religieux, et il fera de la propagande contre ces préjugés, car c'est là un des moyens sûrs de ruiner l'influence du clergé réactionnaire qui soutient les classes exploiteuses et prêche l'obéissance à ces classes. *Le Parti ne peut être neutre à l'égard des propagateurs de préjugés religieux, à l'égard du clergé réactionnaire qui empoisonne la conscience des masses travailleuses. Avons-nous écrasé le clergé réactionnaire ? Oui. Le malheur c'est qu'il n'est pas encore entièrement liquidé. La propagande antireligieuse est le moyen qui doit achever la liquidation du clergé réactionnaire.* Il arrive parfois que tel membre du Parti gêne le plein développement de la propagande antireligieuse. Et si l'on exclut du Parti de tels membres, cela est très bien, car il ne saurait y voir de place dans les rangs de notre Parti pour de tels « communistes. »

(Staline, *Doctrine de l'U.R.S.S.*.)

IX

LE COMMUNISME CONTRE LA FAMILLE

Trotsky, dans *La Révolution trahie*, nous dépeint l'esprit qui inspirait la législation bolcheviste.

Citons Trotsky :

« La révolution d'octobre tint honnêtement parole à l'égard de la femme... *(Elle) tenta héroïquement de détruire l'ancien " foyer familial "* croupissant, institution archaïque, routinière, étouffante dans laquelle la femme des classes laborieuses est vouée aux travaux forcés de l'enfance à la mort. *A la famille, considérée comme une entreprise fermée, devait se substituer, dans l'intention des révolutionnaires, un système achevé de services sociaux :* maternités, crèches, jardins d'enfants, restaurants, blanchisseries, dispensaires, hôpitaux, sanatoria, organisations sportives, cinés, théâtres, etc. *L'absorption complète des fonctions économiques de la famille par la société socialiste, liant toute une génération par la solidarité et l'assistance mutuelle, devait apporter à la femme, et dès lors au couple, une véritable émancipation du joug séculaire.* Tant que cette œuvre n'aura pas été accomplie, quarante millions de familles soviétiques demeureront, dans leur grande majorité, en proie aux mœurs médiévales, à l'asservissement et à l'hystérie de la femme, aux humiliations quotidiennes de l'enfant, aux superstitions de l'une et de l'autre. A ce sujet, aucune illusion n'est permise. Et c'est justement pourquoi les modifications successives du statut de la famille en U.R.S.S. caractérisent le mieux la nature véritable de la société soviétique et l'évolution de ses couches dirigeantes. »

X

LE COMMUNISME ET LA GUERRE

« Être pour la « défense de la Patrie », c'est trahir le prolétariat et légitimer la guerre »

(Lénine,
La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky).

« Autant les guerres réactionnaires et, en particulier, les guerres impérialistes (parmi lesquelles celle de 1914-1918 qui, du côté de la France également, est impérialiste : le traité de Versailles en est une preuve évidente) sont criminelles et destructives, *autant sont justes et légitimes les guerres révolutionnaires.* »

(Lénine, *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky.*)

« L'Internationale communiste doit porter une attention particulière à la préparation systématique de la lutte contre les dangers de guerre impérialiste...

« Répandre les mots d'ordre essentiels de l'Internationale communiste ; poursuivre chaque jour un travail d'organisation dans ce sens et en combiner obligatoirement les formes légales et illégales ; poursuivre un travail organisé dans l'armée et la flotte, telle doit être l'activité des Partis communistes.

« *Les mots d'ordre fondamentaux de l'Internationale communiste doivent être les suivants : transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, défaite de " son propre " gouvernement impérialiste, défense par tous les moyens de l'U.R.S.S. et des colonies en cas de guerre impérialiste contre elle* » (Programme de l'Internationale communiste).

« Dans le cas où une nouvelle guerre impérialiste mondiale éclaterait... *les communistes s'efforceront d'entraîner les adversaires de la guerre, organisés dans la lutte pour la paix, à la lutte pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile contre* la bourgeoisie pour le renversement du capitalisme...

« Le VII[e] Congrès de l'Internationale communiste, en fixant les tâches des Partis communistes et de toute la classe ouvrière en temps de guerre, s'en rapporte à la thèse proposée par Lénine et par Rosa Luxembourg et adoptée par le Congrès de Stuttgart de la II[e] Internationale d'avant-guerre : " Si la guerre est néanmoins déclarée, il est du devoir des travailleurs de lutter pour la faire finir promptement et, tendant tous leurs efforts, de *mettre à profit la crise économique et politique provoquée par la guerre pour soulever le peuple et précipiter la ruine de la domination de classe capitaliste.* "

« Dans l'étape historique actuelle, alors que, sur un sixième du globe, l'Union soviétique défend le socialisme et la paix pour l'humanité tout entière, *les intérêts les plus vitaux des ouvriers et des travailleurs de tous les pays exigent que la politique de la classe ouvrière, la lutte pour la paix, la lutte contre la guerre impérialiste avant et après le déclenchement de la guerre, soient menés sous l'angle de la défense de l'Union soviétique.*

« Si le déclenchement d'une guerre contre-révolutionnaire contraint l'Union soviétique à faire marcher l'Armée rouge ouvrière et paysanne pour la défense du socialisme, les communistes appelleront tous les travailleurs à contribuer par tous les moyens et à n'importe quel prix, à la victoire de l'Armée rouge sur les armées impérialistes.)

VII[e] Congrès mondial
de l'Internationale communiste 1935.
Résolutions prises sur le rapport du camarade Ercoli.)

XI

L'U.R.S.S., PATRIE DU PROLÉTARIAT

« Les ouvriers n'ont pas de patrie » (*Manifeste du Parti communiste,* de Karl Marx et F. Engels).

Citons à nouveau le programme officiel de l'Internationale communiste :

« *Les ouvriers doivent s'organiser en... une armée internationale unique des prolétaires de tous les pays, formée indépendamment des frontières d'Etat, des différences de nationalité, de culture, de langue et de race, de sexe et de profession.*

« Pays de la dictature du prolétariat et de l'édification du socialisme, pays des immenses conquêtes de la classe ouvrière, de l'union des ouvriers et des paysans et d'une nouvelle culture en marche sous le drapeau du marxisme, l'U.R.S.S. devient nécessairement la base du mouvement universel des classes opprimées, le foyer de la révolution internationale, le facteur le plus grand de l'histoire du monde.

« *Le prolétariat de tous les pays trouve pour la première fois dans l'U.R.S.S. une véritable patrie* et les mouvements coloniaux un puissant centre d'attraction.

« *Le prolétariat international dont l'U.R.S.S. est la seule patrie,* le rempart de ses conquêtes, le facteur essentiel de son affranchissement international, a pour devoir de contribuer au succès de l'édification du socialisme dans l'U.R.S.S. et de la défendre par tous les moyens contre les attaques des puissances capitalistes.

« *A l'inverse de la II[e] Internationale social-démocrate où chaque parti se soumet à la discipline de " sa propre " bourgeoisie nationale et de sa " patrie ", les sections de l'Internationale communiste ne connaissent qu'une discipline, celle du prolétariat international*

qui assure la lutte victorieuse des ouvriers de tous les pays pour la dictature mondiale du prolétariat. »

« Jamais encore — écrit de son côté Dimitrov — comme en ces jours de brigandage fasciste, les masses populaires des pays socialistes n'ont senti avec autant de force et de profondeur combien sont indissolubles les liens qui les unissent au grand pays du socialisme. Les peuples voient dans l'U.R.S.S. le rempart de leur lutte pour la liberté et l'indépendance, l'incarnation de leurs aspirations séculaires. »

(G. Dimitrov, *Front unique du prolétariat international et des peuples contre le fascisme* [*B. E.*], Paris, 197.)

Et il conclut sur cet appel :

« Ouvriers et ouvrières de tous les pays ! Serrez vos rangs autour de l'U.R.S.S., grand pays du socialisme vainqueur !

« Les millions de travailleurs du globe, en alliance indissoluble avec les peuples du puissant Etat socialiste, sont une force invincible.

« Vive l'U.R.S.S., la grande patrie socialiste des travailleurs de tous les pays !

« Vive le Front populaire contre le fascisme, la guerre et le capitalisme !

« Vive la victoire de la révolution prolétarienne mondiale ! »

XII

LE COMMUNISME SOUTIENT PAR TOUS LES MOYENS LE SOULÈVEMENT DES PEUPLES COLONIAUX CONTRE LA MÉTROPOLE

Citons le programme officiel de l'Internationale communiste (I. C.) :

« Au point de vue de la lutte contre l'impérialisme et de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière, les révolutions coloniales et les mouvements de libération nationale jouent un rôle immense...

« Le prolétariat de tous les pays trouve pour la première fois dans l'U.R.S.S. une véritable patrie et les mouvements coloniaux un puissant centre d'attraction...

« *La lutte révolutionnaire dans les colonies, les semi-colonies et les pays dépendants constitue, du point de vue de la lutte mondiale du prolétariat, une des plus importantes tâches stratégiques de l'Internationale communiste.*

« Cette lutte suppose la conquête sous les drapeaux de la révolution, des plus grandes masses de la classe ouvrière et des paysans des colonies, conquête impossible sans une étroite collaboration entre le prolétariat des nations oppressives et les masses laborieuses des nations opprimées.

« Tout en organisant la révolution contre l'impérialisme, sous le drapeau de la dictature du prolétariat, dans les puissances dites " civilisées ", l'Internationale communiste soutient toute résistance à la violence impérialiste dans les colonies, dans les semi-colonies et dans les pays dépendants (exemple : l'Amérique latine) ; elle combat par la propagande toutes les variétés de chauvinisme, tous les procédés impérialistes employés à l'égard des races et des peuples subjugués, grands et petits (attitude à l'égard des nègres, de la main-d'œuvre jaune, antisémitisme, etc.) ; elle soutient la lutte de

ces races et de ces peuples contre la bourgeoisie des nations oppressives...

« *Les partis communistes doivent, dans les pays de l'impérialisme, venir systématiquement en aide aux mouvements révolutionnaires émancipateurs des colonies, et, de façon générale, aux mouvements des nationalités opprimées.*

« Le devoir de prêter à ces mouvements le concours le plus actif incombe en premier lieu aux ouvriers du pays dont la nation opprimée dépend politiquement, économiquement ou financièrement.

« *Les partis communistes doivent reconnaître hautement le droit de séparation des colonies et préconiser cette séparation, c'est-à-dire l'indépendance des colonies envers l'Etat impérialiste. Ils doivent reconnaître le droit de défense armée des colonies contre l'impérialisme (droit à l'insurrection et à la guerre révolutionnaire), et préconiser et appuyer cette lutte par tous les moyens.* Les Partis communistes ont le même devoir à l'égard de toutes les nations opprimées.

« Dans les colonies et semi-colonies, les Partis communistes doivent combattre opiniâtrement l'impérialisme étranger tout en préconisant obligatoirement le rapprochement et l'alliance avec le prolétariat des pays impérialistes ; *lancer, répandre et appliquer ouvertement le mot d'ordre de la révolution agraire en soulevant les grandes masses de paysans pour le renversement du joug des propriétaires fonciers et en combattant l'influence réactionnaire et médiévale du clergé, des missions et d'autres éléments analogues* »

(Programme de l'Internationale communiste adopté par le VI^e Congrès mondial le 1er septembre 1928 à Moscou.)

« *Le Parti communiste français,* écrit André Marty, *compte parmi ses pages les plus glorieuses... 1925 avec la grève générale du 12 octobre contre la guerre de brigandage au Maroc et en Syrie et le soutien des peuples de ces pays dans leur lutte libératrice* »

André Marty, « Pour la paix par la défense de l'U.R.S.S. ». Discours du 14 août 1935 au VII^e Congrès mondial de l'Internationale communiste).

XIII

INCOMPATIBILITÉ TOTALE ENTRE LE BOLCHEVISME ET LA DÉMOCRATIE

Citons Lénine :

« Le signe, l'élément indispensable de la dictature, c'est l'écrasement par la force des exploiteurs, comme classe et, par suite, la violation de la " démocratie pure ", c'est-à-dire de l'égalité et de la liberté, à l'égard de cette classe.

« *Le prolétariat ne peut triompher qu'à condition de briser la résistance de la bourgeoisie et d'écraser par la force ses adversaires et, là où il y a " écrasement par la force ", il n'y a pas de liberté, partant, pas de démocratie.*

« Donc, il faut être un réactionnaire, un ennemi de la classe ouvrière, un mercenaire de la bourgeoisie, pour se complaire actuellement à peindre les charmes de la démocratie bourgeoise et à bavarder sur la démocratie pure, en invoquant un passé qui a fait son temps. La démocratie bourgeoise a été un progrès par rapport au Moyen Age et il fallait en faire usage. Mais actuellement elle est insuffisante pour la classe ouvrière. Ce n'est pas en arrière qu'il faut regarder, mais en avant, et la démocratie bourgeoise doit faire place à la démocratie prolétarienne. Si, pour accomplir le travail préparatoire à la révolution prolétarienne, à l'instruction et à la formation de l'armée prolétarienne, nous avons pu et même dû nous tenir dans le cadre de l'Etat démocratique bourgeois, maintenant que nous en sommes venus aux " batailles décisives ", renfermer le prolétariat dans ce cadre, c'est trahir la cause prolétarienne, c'est agir en renégat.

« Nous, marxistes révolutionnaires, nous n'avons jamais eu le culte de la démocratie " pure ", c'est-à-dire bourgeoise.

« Nous, marxistes révolutionnaires, nous n'avons jamais tenu au peuple des discours comme ceux des kautskistes de tous les

pays, qui rampent devant la bourgeoisie, s'adaptent aux parlements bourgeois, dissimulent le caractère bourgeois de la démocratie actuelle et se contentent de demander son élargissement et son perfectionnement.

« Nous n'avons cessé de dire à la bourgeoisie : ... nous exigeons l'élargissement de votre démocratie bourgeoise en faveur de ces masses, afin de les préparer à la révolution qui vous renversera, vous, exploiteurs. *Et si vous faites mine de résister à notre révolution prolétarienne, nous vous écraserons impitoyablement, nous vous enlèverons vos droits politiques ; bien plus, nous vous refuserons le pain, car, dans notre république prolétarienne, les exploiteurs n'auront pas de droits, ils seront privés d'eau et de feu,* parce que nous sommes des socialistes véritables et non pas des socialistes d'opérette à la Scheidemann et à la Kautsky »

(Lénine, *La Révolution prolétarienne.*)

XIV

INCOMPATIBILITÉ TOTALE ENTRE LE BOLCHEVISME ET LE NATIONALISME

Citons Lénine :

« Le prolétariat combat pour le renversement de la bourgeoisie impérialiste par la révolution ; la petite bourgeoisie lutte pour perfectionner par voie de réforme l'impérialisme auquel elle s'accommode en se subordonnant à lui...

« *Etre pour " la défense de la patrie ", c'est trahir le prolétariat et légitimer la guerre... Et comme la guerre reste impérialiste, aussi bien sous la république que sous la monarchie, le principe de la défense de la patrie n'est en fait qu'une complicité avec la bourgeoisie impérialiste et conquérante, une trahison envers le socialisme.*

« *Toute guerre est une violence à l'égard des nations ; cela n'empêche pas les socialistes d'être pour la guerre révolutionnaire.* Le caractère de classe de la guerre, voilà la question fondamentale qui se pose devant tout socialiste, s'il n'est pas un renégat.

« *Lorsque l'Allemand de Guillaume, ou le Français de Clemenceau dit : " J'ai le droit et le devoir, comme socialiste, de défendre ma patrie lorsque son territoire est envahi ", il raisonne non pas en socialiste, en internationaliste, en prolétaire révolutionnaire, mais en bourgeois nationaliste. Raisonner ainsi, c'est nier la lutte de classe révolutionnaire contre le capitalisme, c'est renoncer à considérer la guerre du point de vue des intérêts de classe de la bourgeoisie mondiale et du prolétariat mondial, c'est rejeter l'internationalisme pour tomber dans le nationalisme le plus aveugle et le plus étroit. Je venge mon pays outragé, le reste, je m'en moque ; voilà à quoi revient ce raisonnement et à quelle étroitesse bourgeoise et nationale il se réduit.*

« Cet homme ne voit rien en dehors de son pays, il place sa

bourgeoisie au-dessus de tout, sans penser aux liens internationaux qui rendent la guerre impérialiste et rattachent sa bourgeoisie à la chaîne du brigandage impérialiste.

« Tous les petits bourgeois, tous les paysans ignorants et bornés raisonnent exactement comme les renégats kautskistes, longuettistes, turatistes et autres : l'ennemi est dans mon pays, cela seul importe.

« Le socialiste, le prolétaire révolutionnaire, l'internationaliste, raisonne autrement. Pour déterminer le caractère d'une guerre (réactionnaire ou révolutionnaire), se dit-il, il faut examiner non pas qui a attaqué et sur quel territoire se trouve " l'ennemi ", mais par quelle classe est menée cette guerre et de quelle politique elle est le prolongement. Si la guerre est une guerre impérialiste réactionnaire, c'est-à-dire entre deux groupements mondiaux de la bourgeoisie réactionnaire, spoliatrice et impérialiste, toute bourgeoisie, même celle d'un petit pays, se rend complice d'un brigandage, et mon devoir, ma tâche de représentant du prolétariat révolutionnaire est de préparer la révolution prolétarienne mondiale, comme seule planche de salut contre les horreurs de la guerre mondiale. *Ce n'est pas au point de vue de " mon "pays que je dois raisonner* (il faut laisser cela au petit bourgeois nationaliste crétin, qui ne comprend pas qu'il est un jouet entre les mains de la bourgeoisie impérialiste), *mais au point de vue de ma participation à la préparation, à la propagande, à l'accélération de la révolution prolétarienne universelle.*

« Voilà ce que c'est que l'internationalisme, voilà quel est le devoir de l'ouvrier révolutionnaire, vraiment socialiste et internationaliste » (Lénine, *La Révolution prolétarienne*).

Etant donné l'importance capitale de cette question, nous pensons qu'il est indispensable de citer quelques passages de Staline. Ils n'ajoutent rien aux textes précédents, mais ils prouvent que la doctrine n'a pas varié. Une alliance soviétique en vue d'une guerre générale est donc un marché de dupes qui sert ultérieurement les intérêts de la révolution mondiale.

Citons Staline :

« Le léninisme a prouvé, et la guerre impérialiste et la révolution en Russie l'ont confirmé, que la question nationale ne peut être résolue qu'en liaison avec la révolution prolétarienne et sur le terrain de celle-ci ; qu'en Occident le chemin de la victoire de la révolution passe par l'alliance révolutionnaire avec le mouvement de libération des colonies et des pays dépendants contre l'impérialisme.

La question nationale est une partie de la question générale de la révolution prolétarienne, une partie de la question de la dictature du prolétariat.

« Le léninisme... reconnaît l'existence, dans le mouvement de libération nationale des pays opprimés, de possibilités révolutionnaires, et juge possible de les utiliser en vue du renversement de l'impérialisme.

« Cela ne signifie évidemment pas que le prolétariat doive soutenir tout mouvement national, toujours et partout. Il s'agit d'appuyer ceux des mouvements qui tendent à affaiblir, à renverser l'impérialisme, et non à le maintenir et à le consolider. Il est des cas où les mouvements nationaux de certains pays opprimés entrent en conflit avec les intérêts du développement du mouvement prolétarien. Il va de soi que, dans ces cas-là, il ne saurait être question de soutien. *La question des droits des nations n'est pas un problème isolé et se suffisant à lui-même ; c'est une partie de la question générale de la révolution prolétarienne, subordonnée à l'ensemble et demandant à être examinée du point de vue de l'ensemble.*

« Lénine a raison lorsqu'il dit que le mouvement national des pays opprimés doit être apprécié, non point du point de vue de la démocratie formelle, mais du point de vue de ses résultats effectifs dans la balance générale de la lutte contre l'impérialisme ; c'est-à-dire " non isolément, mais à l'échelle mondiale ".

« De là, la nécessité d'une lutte opiniâtre, incessante, résolue, contre le chauvinisme métropolitain des " socialistes " des nations dominantes (Angleterre, France, Italie, Japon, etc.) qui ne veulent pas combattre leurs gouvernements impérialistes, ne veulent pas soutenir la lutte des peuples opprimés de " leurs " colonies pour s'affranchir du joug, pour se constituer en Etats.

« De là, la nécessité de combattre la tendance à se confiner dans le cadre strictement national, l'esprit d'étroitesse, le particularisme des socialistes des pays opprimés, qui ne veulent pas voir plus haut que leur clocher national, et ne comprennent pas le lien qui rattache le mouvement de libération de leur pays au mouvement prolétarien des pays dominants. »

(Staline, *Doctrine de l'U.R.S.S.*, 1938.)

XV

POUR ACCOMPLIR SA TÂCHE IMMENSE, LE COMMUNISME PROCÈDE PAR ÉTAPES. IL ACCEPTE DES COMPROMIS À CONDITION DE NE PAS PERDRE DE VUE LE BUT FINAL. IL UTILISE LA DÉMOCRATIE, LE NATIONALISME ET LA GUERRE POUR ARRIVER À SES FINS

Citons Staline :

« *D'aucuns pensent que le léninisme est, en général, contre les réformes, contre les compromis et les accords. C'est absolument faux. Les bolcheviks savent aussi bien que les autres que, en un certain sens, " tout ce qui se donne est bon à prendre " ; que dans certaines circonstances les réformes en général, les compromis et les accords en particulier, sont nécessaires et utiles.*

« Faire la guerre, dit Lénine, pour le renversement de la bourgeoisie internationale, guerre cent fois plus difficile, plus longue, plus compliquée que la plus acharnée des guerres ordinaires entre Etats, et renoncer d'avance à louvoyer, à exploiter l'antagonisme d'intérêts (fût-il momentané) entre ses ennemis, à passer des accords et des compromis avec des alliés possibles (fussent-ils temporaires, peu sûrs, chancelants, conditionnels), n'est-ce pas d'un ridicule achevé ? N'est-ce pas quelque chose comme de renoncer d'avance, dans l'ascension difficile d'une montagne inexplorée et inaccessible jusqu'à ce jour, à marcher parfois en zigzags, à revenir parfois en arrière, à renoncer à la direction une fois choisie pour essayer des directions différentes ? »

(Lénine, *Maladie infantile du communisme.*)

« Dans certains cas, reprend Staline, dans certaines conditions, le pouvoir prolétarien peut se trouver forcé de quitter, temporairement, le chemin de la refonte révolutionnaire de l'ordre de choses existant, pour s'engager dans la voie de sa transformation graduelle, " dans la voie réformiste ", comme le dit Lénine dans son article que l'on connaît : " De l'importance de l'or ", — dans la voie des mouvements tournants, dans la voie des réformes et des concessions aux classes non prolétariennes, afin de désagréger des classes, de donner un temps de répit à la révolution, de rassembler ses forces, de préparer les conditions d'une nouvelle offensive.

« Le péché mortel de la II^e Internationale n'est pas d'avoir appliqué en son temps la tactique de l'utilisation des formes parlementaires de lutte, mais d'avoir surestimé l'importance de ces formes, qu'elle considérait comme les seules possibles, ou peut s'en faut ; et quand arriva la période des combats révolutionnaires directs, et que la question des formes de lutte extra-parlementaire vint se poser au premier plan, les partis de la II^e Internationale se détournèrent des nouvelles tâches, s'y refusèrent.

« *Pour le réformiste, la réforme est tout ;* le travail révolutionnaire, lui, n'est là que pour la forme, que pour en parler, que pour jeter de la poudre aux yeux.

« *Pour le révolutionnaire, au contraire, le principal, c'est le travail révolutionnaire,* et non la réforme ; pour lui, la réforme n'est que le produit accessoire de la révolution. C'est pourquoi avec la tactique révolutionnaire, dans les conditions d'existence du pouvoir bourgeois, une réforme devient naturellement un instrument de désagrégation de ce pouvoir, un instrument de renforcement de la révolution, un point d'appui pour le développement continu du mouvement révolutionnaire.

« *Le révolutionnaire accepte la réforme afin de l'utiliser comme une amorce pour allier l'action légale à l'action illégale, afin de s'en servir comme d'un abri pour renforcer le travail illégal en vue de la préparation révolutionnaire des masses au renversement de la bourgeoisie.*

« C'est là l'essence de l'utilisation révolutionnaire des réformes et des accords dans les conditions de l'impérialisme.

« Les réformistes, au contraire, acceptent les réformes pour renoncer à tout travail illégal, faire échec à la préparation des masses pour la révolution, et se reposer à l'ombre de la réforme octroyée.

« C'est là l'essence de la tactique réformiste. »

(Staline, *Doctrine de l'U.R.S.S.*)

Le communisme sait utiliser la démocratie pour la propagation de ses buts révolutionnaires

Dans un de ses ouvrages classiques, *Deux tactiques*, Lénine écrit :

« On croit souvent que la révolution bourgeoise est une révolution qui ne peut être profitable qu'à la bourgeoisie. Rien de plus faux... La révolution bourgeoise est absolument indispensable au prolétariat... Répondant aux objections anarchistes selon lesquelles nous retarderions [ainsi] la révolution socialiste, nous disons : nous ne la différons pas, nous faisons le premier pas vers elle par le seul chemin sûr et juste, par le chemin de la République démocratique. »

(Lénine, *Deux tactiques*.)

Le communisme sait utiliser le nationalisme pour la propagation de ses buts révolutionnaires

Voici ce que nous dit Staline dans son étude : *Le léninisme théorique et pratique* :

« La question nationale est partie de la question générale de la révolution prolétarienne, partie de la question de la dictature du prolétariat.

« *Existe-t-il dans le mouvement d'indépendance nationale des pays opprimés des possibilités révolutionnaires, et si oui, y a-t-il lieu de les utiliser pour la révolution prolétarienne, de transformer les pays coloniaux et assujettis, de réserve de la bourgeoisie impérialiste, en alliés du prolétariat révolutionnaire ? C'est ainsi que se pose la question.*

« *Le léninisme y répond affirmativement ; autrement dit, il reconnaît l'existence de ces possibilités révolutionnaires et juge nécessaire de les utiliser pour le renversement de l'ennemi commun,* l'impérialisme. Le mécanisme du développement de l'impérialisme, la guerre impérialiste et la révolution russe confirment entièrement les déductions du léninisme sur ce sujet.

« De là, pour le prolétariat, la nécessité de soutenir activement, résolument le mouvement libérateur des peuples opprimés.

« *Il ne s'ensuit pas évidemment que le prolétariat doive soutenir n'importe quel mouvement national. Il doit appuyer ceux qui tendent à l'affaiblissement, au renversement de l'impérialisme et non à son maintien et à sa consolidation. Il arrive que les mouvements nationaux de certains pays opprimés soient en conflit avec les intérêts du mouvement prolétarien. Dans ce cas, il ne saurait être question de les soutenir. La question des droits d'une nation n'est pas une question isolée, indépendante, mais une partie de la question générale de la révolution prolétarienne. Par suite, elle doit être adaptée, subordonnée à cette dernière.* Vers 1850, Marx était pour le mouvement national des Polonais et des Hongrois contre celui des Tchèques et des Slaves du Sud. Pourquoi ? Parce que ces derniers étaient alors des " peuples réactionnaires ", des avant-postes de la Russie autocratique en Europe, alors que les Polonais et les Hongrois étaient des " peuples révolutionnaires " luttant contre l'autocratie. Parce que soutenir alors le mouvement national des Tchèques et des Slaves du Sud, c'eût été soutenir indirectement le tsarisme, l'ennemi le plus dangereux du mouvement révolutionnaire en Europe.

« Ainsi donc, envisagés non pas du point de vue formel du droit abstrait, mais sous l'angle de la réalité, des intérêts du mouvement révolutionnaire, certains mouvements nationaux peuvent avoir un caractère réactionnaire.

« De même, le caractère incontestablement révolutionnaire de la plupart des mouvements nationaux est aussi relatif et particulier que le réactionnarisme de certains autres. *Pour être révolutionnaire, un mouvement national ne doit pas nécessairement être composé d'éléments prolétariens, avoir un programme révolutionnaire ou républicain, une base démocratique.* La lutte de l'émir d'Afghanistan pour l'indépendance de son pays est objectivement une lutte révolutionnaire malgré le monarchisme de l'émir et de ses lieutenants, car elle affaiblit, désagrège, sape l'impérialisme, alors que la lutte des démocrates, de " socialistes ", de " révolutionnaires " et de républicains comme Kerensky et Tsérételli, Renaudel et Scheidemann, Tchernov et Dan, Henderson et Clynes pendant la guerre impérialiste était une lutte réactionnaire, car elle avait pour résultat de garder l'impérialisme, de le consolider, d'amener sa victoire. De même, la lutte des marchands et intellectuels bourgeois égyptiens pour l'indépendance de l'Egypte est une lutte objectivement révolutionnaire, malgré l'origine et la condition bourgeoises des leaders du mouvement national, malgré leur opposition au socialisme, alors que la lutte du gouvernement ouvrier anglais pour le maintien de l'Egypte sous la tutelle de la Grande-Bretagne est une lutte

réactionnaire, malgré l'origine et la condition prolétariennes des membres de ce gouvernement, malgré leurs soi-disant convictions socialistes. De même, le mouvement national des autres grands pays coloniaux et assujettis de l'Inde et la Chine n'en est pas moins, si même il contredit les principes de la démocratie formelle, un coup direct contre l'impérialisme, partant un mouvement révolutionnaire.

« Lénine a raison de dire qu'il faut envisager le mouvement national des peuples opprimés, non pas du point de vue de la démocratie formelle, mais du point de vue de ses résultats effectifs dans la lutte générale contre l'impérialisme ; autrement dit, il faut apprécier ce mouvement " non pas isolément, mais sur l'échelle mondiale ". »

XVI

LE COMMUNISME DOIT ANÉANTIR LE PETIT PRODUCTEUR PAR LA DISCIPLINE DE FER DU PARTI

> « Nous luttons contre " l'aristocratie ouvrière " au nom de la masse ouvrière et pour mettre celle-ci de notre côté »
> (Lénine, *La Maladie infantile du communisme*).

Citons ici Lénine :

« *Nier la nécessité du Parti et de la discipline du Parti, équivaut à désarmer entièrement le prolétariat au profit de la bourgeoisie.* Cela équivaut, précisément, à introniser les défauts de la petite bourgeoisie, l'émiettement, l'instabilité, l'inaptitude à la maîtrise de soi, à l'union des efforts, à l'action organisée, défauts qui entraîneront inévitablement la ruine de tout mouvement révolutionnaire du prolétariat, si on les encourage tant soit peu...

« Les classes subsistent, et elles subsisteront partout pendant des années après la conquête du pouvoir par le prolétariat. Peut-être ce délai sera-t-il moindre en Angleterre, où il n'y a pas de paysans (mais où les petits patrons ne manquent pas) ? *Anéantir les classes ne consiste pas seulement à chasser les propriétaires fonciers et les capitalistes, ce qui nous a été relativement facile, mais aussi à anéantir les petits producteurs de marchandises,* et il est impossible de les chasser, il est impossible de les écraser, il faut faire bon ménage avec eux. On peut seulement (et on doit) les transformer, les rééduquer, par un très long travail d'organisation très lent et très prudent. Ils entourent le prolétariat de tous côtés d'une atmosphère petite-bourgeoise, ils l'en pénètrent, ils l'en corrompent, ils suscitent constamment à l'intérieur du prolétariat des récidives de tendances petites-bourgeoises : manque de caractère, émiettement, individualisme, passages de l'enthousiasme au désespoir. Le parti politique du prolétariat doit avoir une centrali-

sation et une discipline rigoureuses pour y mettre obstacle, pour permettre au prolétariat d'exercer régulièrement, heureusement et victorieusement sa fonction organisatrice (qui est d'ailleurs sa fonction principale).

« La dictature du prolétariat est une lutte acharnée, sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative contre les forces et les traditions du vieux monde. La force de l'habitude chez des millions et des dizaines de millions d'hommes, c'est la force la plus redoutable. Sans un parti, un parti de fer et endurci par la lutte, sans un parti puissant de la confiance de tous les éléments honnêtes de la classe en question, sans un parti habile à suivre la mentalité des masses et à l'influencer, il est impossible de soutenir cette lutte avec succès.

« *Il est mille fois plus facile de triompher de la grande bourgeoisie centralisée que de " vaincre " des millions et des millions de petits patrons dont l'activité corruptrice de tous les jours, invisible, insaisissable, réalise les résultats mêmes qui sont nécessaires à la bourgeoisie, qui restaurent la bourgeoisie. Relâcher tant soit peu la discipline de fer du Parti du prolétariat (et tout particulièrement à l'époque de sa dictature), c'est faire en réalité le jeu de la bourgeoisie contre le prolétariat...*

(Lénine, *La Maladie infantile du communisme.*)

Il est dangereux pour le Parti communiste de divulguer prématurément de pareilles thèses car elles risquent de lui aliéner des couches sociales dont il a besoin au début pour déclencher la révolution.

Une fois connues elles risquent de créer une scission dans le monde ouvrier ainsi que le fit fortement remarquer un ex-communiste, Arthur Rosenberg, dans son histoire du bolchevisme :

« Il est exact que des ouvriers dont le revenu est très supérieur au prix de l'existence minimum, dont la vie se distingue à peine de celle de la petite ou même de la moyenne bourgeoisie, peuvent difficilement acquérir une conscience de classe prolétarienne. C'est ce qui explique que la grosse majorité des ouvriers américains aient rejeté jusqu'ici le socialisme. Mais la doctrine de Marx nous enseigne que, dans le cadre du travail salarié, ces cas-là ne peuvent être que des exceptions.

« Or, il est absolument exagéré de prétendre que, par exemple, le standard de vie d'un ouvrier métallurgiste spécialisé en Allemagne, en Autriche, en France, vers 1913, fît de celui-ci un non-prolétaire. S'il suffit de cette humble aisance de l'ouvrier métallurgiste allemand de 1913, péniblement conquise par les syndicats, pour éloigner l'ouvrier du vrai socialisme, *alors le socialisme a fait faillite en tant que conception philosophique du monde et mouvement politique. S'il suffit d'un accroissement de salaire de quelques marks pour transformer l'ouvrier en un contre-révolutionnaire et en un bourgeois, alors le socialisme n'a plus le moindre droit à l'existence. Alors la politique quotidienne des socialistes-révolutionnaires doit être anxieusement attentive à empêcher les salaires d'augmenter, sans quoi les ouvriers passeront immédiatement dans le camp ennemi.*

« En outre, le jour où les adeptes de Lénine voudraient fonder des partis ouvriers, selon cette formule dans les pays de l'Europe centrale et occidentale, il leur faudrait commencer par soulever les ouvriers mal payés et les chômeurs contre les ouvriers qualifiés et mieux payés. Il en résulterait une hostilité et une scission profonde parmi le prolétariat, laquelle rendrait en fait tout succès de la révolution impossible. Les ouvriers ne peuvent arriver au pouvoir, en Europe, que s'ils gagnent à leur cause d'importantes fractions des classes moyennes. La conception révolutionnaire de Lénine exigeait bien qu'en temps de guerre mondiale le peuple se soulevât contre l'impérialisme sous la conduite des ouvriers. Mais si l'on admettait la thèse de l'aristocratie ouvrière, *l'ennemi de classe c'était déjà l'ouvrier tourneur ou ébéniste qualifié et, à plus forte raison, l'employé, le fonctionnaire et le paysan ; le nouveau parti socialiste-révolutionnaire n'était plus qu'une secte des ouvriers les plus pauvres, dominés par les chômeurs, — ceux-ci étant la majorité — emplie de haine contre quiconque avait eu un peu plus de bonheur dans la lutte pour la vie* et, par conséquent, absolument incapable de conquérir jamais le pouvoir.

« Cette profonde contradiction intérieure, que contenait la théorie de Lénine dès qu'on l'appliquait à l'Europe occidentale, ne devait apparaître qu'après la guerre mondiale. »

(A. Rosenberg, *Histoire du bolchevisme.*)

XVII

LES DEUX GRANDES THÈSES DU COMMUNISME

Ce sont les suivantes :

1. *Transformation de la crise économique en crise révolutionnaire de la société.*

2. *Transformation de la guerre impérialiste (nationale) en guerre civile révolutionnaire.*

Ces thèses générales ont été étudiées spécialement par le VIIe Congrès (1935) et le XVIIIe Congrès (1939) de l'Internationale communiste.

Ces deux congrès ont formulé des directives précises pour appliquer ces thèses générales à la situation internationale du monde.

Citons le VIIe Congrès de l'Internationale communiste :

D'une façon générale ce Congrès fit modifier « les méthodes d'agitation et de propagande qui, jusqu'ici, revêtaient fréquemment un caractère abstrait et peu compréhensible pour les masses afin de leur donner une orientation très concrète, conforme aux besoins et aux intérêts immédiats des masses.

« La défense des intérêts économiques et politiques immédiats de la classe ouvrière, la défense de celle-ci contre le fascisme doit être le point de départ et former le principal contenu du front unique des ouvriers dans tous les pays capitalistes. Pour mettre en mouvement les grandes masses, *il est nécessaire de mettre en avant des mots d'ordre et des formes de lutte qui découlent des besoins vitaux des masses*, du niveau de leur capacité de combat à chaque étape donnée du développement. Sans se borner aux seuls appels à la lutte pour la dictature du prolétariat, les communistes doivent indiquer aux masses ce qu'elles ont à faire aujourd'hui pour

se défendre contre le pillage capitaliste et la barbarie fasciste. Ils doivent, par l'action commune des organisations ouvrières, tendre à *mobiliser les masses autour d'un programme de revendications visant à reporter effectivement les conséquences de la crise sur le dos des classes dominantes*, des revendications telles que la lutte pour leur réalisation désorganise le fascisme, rende difficile la préparation de la guerre impérialiste, affaiblisse la bourgeoisie et renforce les positions du prolétariat.

« *Préparant la classe ouvrière à une succession rapide de formes et méthodes de lutte* pour le cas où la situation viendrait à changer, il est nécessaire, dans la mesure où le mouvement se développe, d'organiser le passage de la défensive à l'offensive contre le Capital et de s'orienter vers l'organisation de la grève politique de masse, en faisant tout, pour assurer la participation à cette organisation des principaux syndicats du pays.

« Dans les conditions d'une crise politique, lorsque les classes gouvernantes ne peuvent plus avoir raison du puissant essor du mouvement de masses, *les communistes doivent mettre en avant des mots d'ordre révolutionnaires fondamentaux* (par exemple, le contrôle de la production, des banques, licenciement de la police, son remplacement par une milice ouvrière armée, etc.) tendant à ébranler encore davantage le pouvoir économique et politique de la bourgeoisie et à augmenter les forces de la classe ouvrière, à isoler les partis conciliateurs — des mots d'ordre rapprochant de près les masses ouvrières de la prise révolutionnaire du pouvoir.

« Si, au moment d'une telle poussée du mouvement de masses, il apparaît possible et nécessaire dans l'intérêt du prolétariat de créer un *gouvernement de front unique prolétarien ou de front populaire* antifasciste, qui ne sera pas encore un gouvernement de la dictature du prolétariat, mais qui s'engagera à prendre des mesures énergiques contre le fascisme et la réaction, le Parti communiste doit tendre à la création d'un tel gouvernement.

« La condition essentielle pour qu'un tel gouvernement de front unique soit créé est la situation suivante :

« *a*) Lorsque l'appareil d'Etat de la bourgeoisie est fortement paralysé, au point que la bourgeoisie n'est pas en état d'empêcher la création d'un tel gouvernement.

« *b*) Lorsque les grandes masses de travailleurs se dressent violemment contre le fascisme et la réaction, mais ne sont pas encore prêtes à se soulever pour la lutte pour le pouvoir soviétique.

« *c*) Lorsqu'une partie considérable des organisations de la social-démocratie et des autres partis qui participent au front uni-

que réclame déjà les mesures impitoyables contre les fascistes et les autres réactionnaires, et est prête à lutter en commun avec les communistes pour l'application de ces mesures.

« Pour autant que le gouvernement de front unique prendra effectivement des mesures décisives contre les magnats contre-révolutionnaires de la finance et leurs agents fascistes, et ne gênera en aucune manière l'activité du Parti communiste et la lutte de la classe ouvrière, le Parti communiste soutiendra par tous les moyens ce gouvernement, la participation des communistes au gouvernement de front unique devant être décidée dans chaque cas particulier en tenant compte de la situation concrète.

« Le passé met en garde contre toute attitude dédaigneuse à l'égard de la question de l'indépendance nationale et des sentiments nationaux des grandes masses populaires, attitude qui facilite le développement des campagnes chauvines du fascisme (Sarre, régions allemandes de la Tchécoslovaquie, etc.) ; il insiste sur la nécessité d'une application juste et concrète de la politique nationale léniniste-staliniste.

« *Au fur et à mesure que le mouvement s'étend en largeur et et en profondeur, il faut changer les mots d'ordre de lutte, en préparant le renversement de la dictature fasciste avec l'aide des masses mêmes qui se trouvent dans les organisations fascistes.* »

XVIII

II^e ET III^e INTERNATIONALES

Socialistes et communistes se heurtent parfois avec violence et n'hésitent pas à se critiquer âprement.

C'est ainsi que Léon Blum écrit :

« L'idée que la prise du pouvoir politique contient intégralement la révolution conduit le bolchevisme à concevoir la prise du pouvoir sous l'unique aspect de l'Insurrection et de la Guerre civile.

« L'idée que la possession du pouvoir forme la condition suffisante de la transformation sociale le conduit à prolonger, jusqu'au moment indéterminé de cette transformation, la dictature et la terreur systématique.

« L'idée que la véritable préparation révolutionnaire consiste à se tenir toujours armés pour saisir le pouvoir d'un coup de main, à la première occasion favorable, le conduit à modeler la propagande et l'organisation du Parti communiste sur le type légendaire des conjurations et des sociétés secrètes.

« Le Parti communiste cherche, non pas à enrôler les masses prolétariennes, qu'il méprise, mais à trier dans leur sein une troupe de choc toujours mobilisée, une sorte d'armée de métier de l'insurrection.

« Sa propagande ouverte est au service de plans occultes dont les chefs seuls doivent détenir le secret... Elle n'instruit pas, n'élève pas, elle exalte, surexcite, surchauffe. »

(Léon Blum, *Bolchevisme et socialisme.*)

Mais c'est là uniquement une querelle entre frères ennemis.

Socialistes et communistes sont les tenants d'une même Foi : Le marxisme.

Un même esprit révolutionnaire les anime.
Ils sont également internationalistes.
Ils poursuivent un même but : le socialisme universel.

Seule les distingue et les sépare une différence de méthode :

Insurrection armée du prolétariat sous la direction d'un parti de révolutionnaires professionnels (communisme).

Evolution graduelle et pénétration lente du virus socialiste dans l'esprit et les institutions occidentales (socialisme).

Ainsi, en février 1934, on a pu entendre Léon Blum prononcer ces paroles au Congrès socialiste de Grenoble :

« *Le radicalisme n'est qu'une formule vaste et vague. Le socialisme l'absorbera après s'en être servi pour accéder au pouvoir sans effrayer la bourgeoisie.* Et quand le socialisme sera le plus fort, tous les traînards se rallieront à la victoire. *Qu'importe que l'étiquette socialiste apparaisse si nos idées, ni nos doctrines sont appliquées. Plus notre action est cachée, plus elle est sûre et efficace.* »

Et M. Paul Faure, secrétaire général du Parti socialiste :

« Nous ne voulons pas préparer la prise du pouvoir par l'insurrection. Nous voulons préparer sûrement le remplacement de la classe bourgeoise et du capitalisme par la classe prolétarienne et les organisations sociales... »

Les socialistes n'ont pas encore besoin de briser la légalité : il leur suffit d'imprégner peu à peu la législation, en particulier la législation fiscale, de leurs doctrines, et de soviétiser les services publics.

Car selon Léon Blum :

« L'Etat ne peut être lésé dans sa souveraineté par les contrats qu'il a conclus avec une catégorie quelconque de citoyens : cette souveraineté n'est limitée par rien. »

C'est la formule du socialisme intégral, et nous avons vu en France, par l'expérience du Front populaire, les ravages causés en peu de temps par les méthodes socialistes.

En résumé :

Les communistes reprochent aux socialistes d'être des doctrinaires abstraits, non des réalisateurs.

Les socialistes reprochent aux communistes de négliger la doctrine au profit de l'insurrection et du pouvoir devenant but en soi.

Les deux systèmes ont été tentés partiellement dans plusieurs pays ; le communisme a été appliqué sans entraves en Russie de même que le socialisme en Autriche. Tous deux ont également échoué en pratique parce qu'ils sont contraires aux lois naturelles.

Les partisans des IIe et IIIe Internationales se battent entre eux pour la conquête du pouvoir mais s'entendent contre l'ennemi commun chaque fois que les intérêts profonds de la Révolution sont en jeu. On pourrait en citer de nombreux exemples ; rappelons seulement l'expérience du Front populaire en France où socialistes et communistes marchèrent la main dans la main.

En fait les choses se passent comme si les deux grands partis socialistes s'étaient partagé le monde en deux sphères d'influence, chacun agissant dans sa sphère pour le bien commun de la révolution internationale.

Le socialisme attire davantage les intellectuels, le communisme s'adresse surtout au prolétariat ; le Socialisme accueille ceux que rebute le côté primaire et sanglant du communisme alors que celui-ci entraîne ceux que lasse le doctrinarisme abstrait du socialisme.

Chaque parti profite des erreurs ou des échecs de l'autre et ainsi le socialisme s'insinue peu à peu dans tous les milieux en imprégnant nos conceptions, nos coutumes et nos institutions.

Lénine a clairement résumé ces différences de tactique dans *La Maladie infantile du communisme.*

« Mais la bourgeoisie, dit-il, ne voit cependant qu'un seul aspect ou presque du bolchevisme : l'insurrection, la violence, la terreur ; elle s'efforce dès lors de se préparer surtout de ce côté à la résistance et à la riposte. Il est possible qu'elle y réussisse dans certains cas, dans certains pays, pour un laps de temps plus ou moins court ; il faut tenir compte de cette éventualité et ne la point redouter. Le communisme " pousse " littéralement par tous les pores de vie sociale, ses bourgeons existent littéralement, partout, la " *contagion " a pénétré dans l'organisme, s'y est implantée solidement et l'a envahi tout entier. Que l'on " ferme " avec un soin particulier une des issues, la " contagion " trouvera toujours une autre issue, parfois la plus inattendue...*

« Il ne nous manque qu'une chose pour marcher à la victoire avec plus de confiance et de fermeté *et c'est la conscience, mûrement étudiée et réfléchie, que doivent avoir les communistes en tous les pays de la nécessité d'arriver au maximum de souplesse*

dans leur tactique. Cette conscience et l'art de s'en inspirer dans la pratique font aujourd'hui défaut surtout au communisme, magnifiquement croissant, des pays avancés.

« Ce qui est advenu à des marxistes aussi érudits et à des chefs de la IIe Internationale aussi dévoués au socialisme que Kautsky, Otto Bauer et autres, pourrait (et devrait) être une leçon utile. Ils avaient parfaitement conscience de la nécessité d'une tactique souple, ils avaient appris eux-mêmes et ils enseignaient aux autres la dialectique marxiste (et beaucoup de ce qui a été fait par eux dans ce domaine restera à jamais parmi les acquisitions précieuses de la littérature socialiste), mais ils commirent au moment d'appliquer cette dialectique une erreur, ou se montrèrent dans l'action étrangers à la dialectique, incapables d'escompter les rapides changements de formes et la rapide entrée dans les formes anciennes d'un contenu nouveau. La cause principale de leur faillite, c'est qu'ils se sont laissé " hypnotiser " par l'une des formes de croissance du mouvement ouvrier et du socialisme en oubliant que ce n'était pas la seule...

« Efforçons-nous de faire en sorte que les communistes ne répètent pas la même erreur dans l'autre sens...

« *Les communistes doivent appliquer tous leurs efforts à diriger le mouvement ouvrier, et en général l'évolution sociale, par la voie la plus directe et la plus rapide vers la victoire universelle du pouvoir des Soviets et vers la dictature du prolétariat. C'est là une vérité indiscutable. Mais il suffit de faire le moindre pas au-delà, dans la même direction, semble-t-il, pour que cette vérité se change en erreur. Dites seulement, comme disent les communistes de gauche d'Allemagne et d'Angleterre, que vous ne reconnaissez qu'une seule voie, la voie directe, que vous n'admettrez ni louvoiements, ni accords, ni compromis, et vous voilà tombés dans une erreur qui peut porter, qui a déjà porté partiellement et qui portera encore les préjudices les plus sérieux au communisme.* »

(Lénine, *La Maladie infantile du communisme*.)

XIX

LA NOUVELLE TACTIQUE DU FRONT POPULAIRE (1935-1939)

Maître de la Russie en 1917, le communisme a essayé de bolcheviser le monde. — La grande poussée révolutionnaire d'après-guerre ayant échoué de peu, le communisme s'est trouvé devant un élément nouveau et inattendu : le fascisme. Pour y répondre, il a adopté depuis 1935 la tactique du « Front populaire », dite du « Cheval de Troie ».

A la suite de la révolution bolcheviste, un grand souffle révolutionnaire passa sur le monde, et faillit emporter définitivement l'Europe. La vague violente passée, le communisme se heurta à une résistance passive des pays démocratiques, et à une résistance agressive des pays fascistes : Italie, Allemagne, et, ultérieurement, Espagne... Ceux-ci ne se contentèrent pas d'écraser le Parti communiste à l'intérieur, mais se lièrent en politique extérieure par une alliance anticommuniste [Pacte Antikomintern]. Du coup le communisme passait à la défensive.

Citons ici l'Internationale communiste :

« En 1933, après la prise du pouvoir par Hitler en Allemagne, il sembla à beaucoup que le fascisme allait dès lors se développer triomphalement dans le monde entier. Partout, la réaction se soulevait et tentait d'instaurer par ses propres forces une domination fasciste sur les peuples. Les forces antifascistes étaient éparpillées, la classe ouvrière divisée et isolée.

« C'est alors que retentit l'appel de l'Internationale communiste en faveur du rassemblement des forces divisées, de l'union et de la résistance contre le fascisme. Et *le VIIe Congrès de l'Internationale communiste, s'appuyant sur les expériences de la lutte antifasciste de 1933 et 1934, lança le mot d'ordre général du Front*

populaire et énonça comme tâche capitale pour la classe ouvrière internationale d'unir ses propres rangs en un front unique et de rassembler les forces de tous les antifascismes en un Front populaire, afin de barrer la route au fascisme et de travailler à son renversement là où il avait déjà vaincu. »

Ce que Dimitrov écrivait en novembre 1938 au sujet des tâches politiques de la classe ouvrière dans son article « Front unique du prolétariat international et des peuples contre le fascisme » a conservé toute sa valeur :

« A la lumière de la situation internationale intervenue après Munich, des tâches politiques d'une immense portée se posent directement devant la classe ouvrière et les travailleurs de tous les pays.

« Ces tâches, on pourrait les formuler brièvement comme suit :

« *Faire échec* à la politique de brigandage et de collusion entre les agresseurs fascistes et la clique impérialiste d'Angleterre et de France ;

« *Infliger une riposte énergique*, dans les pays de démocratie bourgeoise, à la réaction qui relève la tête et vise les conquêtes sociales des travailleurs, les libertés démocratiques, le mouvement ouvrier ;

« *Assurer la victoire* des peuples d'Espagne et de Chine sur les rapaces fascistes ;

« *Défendre le peuple* tchécoslovaque et les peuples et petits pays contre l'asservissement par l'étranger ;

« *Aider par tous les moyens* la classe ouvrière et les peuples des pays fascistes dans leur lutte contre la dictature des gangsters fascistes et des fomentateurs de guerre.

« Toutes ces tâches sont indissolublement liées entre elles. Mais la question espagnole prend une signification particulière, une signification décisive. *En aucune façon, l'on ne doit tolérer un deuxième Munich.* On ne doit pas permettre que se renouvelle l'infâme procédé munichois à l'égard du peuple d'Espagne...

« Il serait difficile de trouver dans l'histoire politique d'après-guerre une moment analogue à celui d'aujourd'hui, où les intérêts de la classe ouvrière, de la paysannerie, de la petite bourgeoisie, des intellectuels, où les intérêts des petits peuples, des pays dépendants et coloniaux, où les intérêts de la culture et de la science, ceux de la paix et de la démocratie, aient concordé à ce point et convergé dans un flot unique contre le pire ennemi de l'humanité, contre le fascisme. C'est là une base parfaitement réelle pour créer le front unique de la classe ouvrière et des peuples de tous les pays contre la barbarie fasciste et les fauteurs de guerre impérialiste. »

(G. Dimitrov, *Après le complot de Munich.*)

Citons maintenant à nouveau l'Internationale communiste :

« La classe ouvrière internationale se trouve aujourd'hui de nouveau à un carrefour. Et c'est à nouveau de la voie dans laquelle elle s'engagera dans sa majorité que dépendent pour des années, son destin et le destin de l'humanité. »

La nouvelle tactique du Front populaire ne change rien aux buts révolutionnaires du communisme

Lorsque, peu avant la guerre, le communisme adopta la nouvelle tactique du Front populaire, beaucoup de personnes crurent de bonne foi que le communisme avait épuisé sa virulence et qu'il abandonnait progressivement ses théories révolutionnaires pour revenir à un état de choses plus normal.

En réalité, il s'agissait là seulement d'une habile manœuvre de propagande, et le communisme n'avait rien changé à ses buts essentiels.

Ecoutons sur ce point ce que nous dit Dimitrov, chef du Komintern et inspirateur de cette nouvelle tactique :

« *On nous reproche parfois de dévier de nos principes communistes. Quelle bêtise et quel aveuglement ! Nous ne serions pas des révolutionnaires marxistes, léninistes, ni disciples de Marx, Engels, Lénine, Staline si nous ne savions pas modifier entièrement notre tactique et notre action en conformité avec la conjoncture du moment. Mais tous les détours et tous les zigzags de notre tactique n'ont qu'un seul but : " La révolution mondiale. "*

« Camarades, ajoute-t-il, vous vous souvenez de l'antique légende de la prise de Troie. Troie, pour se mettre à l'abri de l'armée qui l'attaquait, s'était entourée de murailles inabordables. Et l'armée attaquante, après avoir perdu nombre de victimes, ne put remporter la victoire jusqu'à ce que, à l'aide du fameux Cheval de Troie, elle eût pénétré à l'intérieur, au cœur même de l'ennemi. »

La tâche essentielle actuelle du Parti communiste, nous explique Dimitrov, est de lutter contre le fascisme, contre le capitalisme et

d'empêcher une guerre contre l'Etat soviétique. Il est nécessaire pour cela de rechercher les meilleurs moyens d'y parvenir, de les étudier et de les appliquer au lieu de crier simplement : «A bas Hitler » et « A bas Mussolini ».

« C'est là une tâche difficile et compliquée. D'autant plus difficile que *notre expérience d'une lutte couronnée de succès contre la dictature fasciste est extrêmement limitée.*

« Il y a quinze ans, Lénine nous appelait à concentrer toute notre attention sur la " recherche des formes de transition ou de rapprochement conduisant à la révolution prolétarienne ", *le gouvernement de Front unique* s'avérera peut-être, dans une série de pays, une des principales formes de transition.

« Dans chaque pays il existe des questions cruciales qui agitent, à l'étape donnée, les plus grandes masses et autour desquelles doit se déployer la lutte pour l'établissement du front unique. Mettre le doigt sur ces points cruciaux, sur ces questions cruciales, c'est garantir et accélérer l'établissement du front unique.

« Les intérêts (actuels) de la lutte de classe du prolétariat, et le succès de la révolution prolétarienne, dictent la nécessité d'avoir dans chaque pays un parti unique du prolétariat. Y parvenir, évidemment, n'est pas si facile ni si simple... Les partis communistes doivent prendre avec fermeté et assurance l'initiative de cette œuvre d'unification.

« Nous, communistes, nous sommes un parti de classe, un parti prolétarien. Mais nous sommes prêts en tant qu'avant-garde du prolétariat à organiser des actions communes du prolétariat et des autres classes travailleuses intéressées à la lutte contre le fascisme. Nous, communistes, nous sommes un parti révolutionnaire. Mais nous sommes prêts aux actions communes avec les autres partis en lutte contre le fascisme.

« *Notre but final à nous, communistes, est autre que celui de ces classes et de ces partis, mais tout en luttant pour nos buts, nous sommes prêts en même temps à lutter en commun pour les tâches immédiates dont la réalisation affaiblit les positions du fascisme et fortifie les positions du prolétariat.*

En fait, le calcul n'était pas si mauvais puisque le Front populaire désorganisa la France sous la présidence de Léon Blum et prépara le désastre de 1940. En Espagne, il aboutit rapidement à la sanglante guerre civile de 1936-1938 qui laissa le pays exsangue et ruiné de fond en comble. Citons en conclusion cette citation du général Krivitsky, ancien chef des services de renseignements soviétiques pour l'Europe occidentale, qui résume bien les résultats ainsi obtenus :

« *Le Komintern envoya ses agents aux quatre coins du monde. Il fomenta des insurrections populaires et des soulèvements militaires en Extrême-Orient et en Occident. Et finalement, tous ses efforts ayant échoué, il adopta en 1935 une nouvelle tactique, celle du Front populaire. C'est dans cette dernière période, avec les armes nouvelles du camouflage et des compromis, qu'il obtint les plus grands résultats, pénétra dans les organes de l'opinion et même dans les institutions gouvernementales des grandes nations démocratiques.* »

XX

LA LETTRE A IVANOV

La lettre de Staline à Ivanov montre que, si le bolchevisme utilise momentanément d'autres méthodes, il n'abandonne pas l'idée de la révolution mondiale. La victoire du socialisme sera mondiale ou ne sera pas.

La lettre à Ivanov est très importante car elle définit la politique extérieure du communisme russe telle que la conçoit Staline ; elle éclaire et complète la tactique du Front populaire de G. Dimitrov. Pour la comprendre, rappelons brièvement la querelle Trotsky-Staline. Trotsky, juif messianique, a toujours eu en vue la révolution mondiale, qui reste son but primordial, pour ne pas dire unique. Staline, qui n'est pas juif, et qui est, par conséquent, moins visionnaire, constatant l'échec extérieur de la grande vague bolcheviste de 1919-1920, s'est dit : « Nous possédons la sixième partie du monde, avec toutes les ressources naturelles qui nous sont nécessaires, replions-nous sur la Russie et organisons-la selon les principes socialistes. »

Là-dessus, Trotsky l'attaqua en disant : « Vous trahissez la doctrine de Marx et de Lénine, ceux-ci ayant toujours dit : " La victoire du socialisme ne peut être conçue qu'à l'échelle mondiale. " Les critiques de Trotsky ayant ébranlé beaucoup de communistes, Staline lui répond dans sa fameuse lettre à Ivanov, publiée dans la *Pravda*, en février 1938. L'idée de la lettre se résume en ceci : Les circonstances nous ont forcé à nous replier momentanément sur la Russie, mais nous n'abandonnons pas pour cela l'idée de la révolution mondiale.

Citons deux ou trois passages importants de la lettre à Ivanov :

« *Lénine*, écrit Staline, *enseigne que " nous avons tout ce qui est nécessaire pour édifier la société socialiste intégrale ". Par conséquent, nous pouvons et nous devons, par nos propres forces, vaincre notre bourgeoisie et édifier la société socialiste.*

« *Trotsky, Zinoviev, Kamenev, et consorts... niaient la possibilité d'édifier le socialisme dans notre pays avant que la révolution socialiste ait vaincu dans les autres pays, dans les pays capitalistes.*

« Le cours ultérieur des événements dans notre pays a montré que le Parti avait raison et que Trotsky et Cie avaient tort. »

Ceci posé, Staline passe au problème du socialisme dans le reste du monde.

Il écrit :

« Peut-on considérer la victoire du socialisme dans notre pays comme définitive, c'est-à-dire libérée de la menace d'une agression militaire et des tentatives de restauration du capitalisme, alors que le socialisme n'a triomphé que dans un seul pays et que l'encerclement capitaliste continue d'exister ?

« Le léninisme répond à ces problèmes par la négative. Le léninisme enseigne que la " victoire définitive du socialisme dans le sens d'une garantie complète contre la restauration des rapports bourgeois n'est possible qu'à l'échelle internationale ". »

Voici ce que dit Lénine à ce sujet :

« Nous vivons non pas seulement dans un Etat, mais aussi dans un système d'Etats, et *l'existence de la République soviétique à côté d'Etats impérialistes est inconcevable pendant une longue période de temps. Finalement, c'est l'un ou l'autre qui triomphera.* Et, en attendant que cette fin arrive, les batailles les plus terribles entre la République soviétique et les Etats bourgeois sont inévitables. C'est-à-dire que la classe dominante, le prolétariat, si seulement il veut dominer et s'il domine, doit le prouver aussi par son organisation militaire. »

Et Staline dit encore, dans les *Questions du léninisme :*

« C'est pourquoi le soutien de notre révolution par les ouvriers de tous les pays et, à plus forte raison, la victoire de ces ouvriers, ne fût-ce que dans quelques pays, est la condition nécessaire d'une pleine garantie du premier pays victorieux contre les tentatives

d'intervention et de restauration, la condition nécessaire de la victoire définitive du socialisme. »

Et Staline reprend dans sa lettre à Ivanov :

« Il serait en effet ridicule et stupide de fermer les yeux sur l'existence de l'encerclement capitaliste. »

Et, plus loin :

« Nous disons ouvertement et honnêtement que la victoire du socialisme dans notre pays n'est pas encore définitive... Il est impossible de résoudre ce problème... par les seuls efforts de notre pays. On ne peut le résoudre qu'en conjuguant les sérieux efforts du prolétariat international avec ceux encore plus sérieux de notre peuple soviétique tout entier. Il faut renforcer et consolider les liens prolétariens internationaux entre la classe ouvrière des pays bourgeois ; il faut organiser l'aide politique de la classe ouvrière des pays bourgeois à la classe ouvrière de notre pays dans l'éventualité d'une agression militaire contre notre pays, de même qu'il faut organiser une aide efficace de la classe ouvrière de notre pays à la classe ouvrière des pays bourgeois ; il faut renforcer et consolider par tous les moyens notre Armée rouge, notre Flotte rouge, notre Aviation rouge, notre société d'encouragement à la défense aéro-chimique...

« Jugez maintenant si le passage du livre cité, *Les questions du léninisme,* au sujet de la victoire du socialisme dans un seul pays est vieilli. Je voudrais bien moi-même qu'il soit vieilli pour qu'il n'y ait plus au monde de ces choses désagréables comme l'encerclement capitaliste, le danger d'une agression militaire, le danger de la restauration du capitalisme et ainsi de suite. Malheureusement ces choses désagréables continuent d'exister. »

(« Lettre de Staline à Ivanov », 12 février 1938).

TROISIÈME PARTIE

POINTS IMPORTANTS DE LA DOCTRINE COMMUNISTE

I. Les 10 mesures de socialisation de Karl Marx.

II. Les 12 mesures de socialisation de F. Engels.

III. Les 10 mesures de socialisation imposées par Lénine en France.

IV. La thèse de l'Etat communiste selon Marx, Lénine, Staline.

V. La société future d'après Staline.

VI. Le plan stratégique et tactique du Komintern.

VII. L'accord germano-russe d'août 1939.

I

LES 10 MESURES DE SOCIALISATION PRÉCONISÉES PAR KARL MARX DANS « LE MANIFESTE COMMUNISTE »

Ces mesures constituent les revendications initiales de base de tout parti socialiste.

Citons le Manifeste communiste :

« La révolution communiste est la rupture la plus radicale avec le régime traditionnel de propriété ; rien d'étonnant si, dans le cours de son développement, elle rompt de la façon la plus radicale avec les idées traditionnelles.

« La première étape dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie.

« Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production dans les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter au plus vite la quantité des forces productives.

« Ceci, naturellement, ne pourra s'accomplir, au début, que par une violation despotique du droit de propriété et du régime bourgeois de production, c'est-à-dire par la prise des mesures qui sont indispensables comme moyen de bouleverser le mode de production tout entier.

« Ces mesures, bien entendu, seront fort différentes dans les différents pays.

« Cependant, pour les pays les plus avancés, les mesures suivantes pourront assez généralement être mises en application :

« 1. Expropriation de la propriété foncière et affectation de la rente foncière aux dépenses de l'Etat ;

« 2. Impôt fortement progressif ;

« 3. Abolition de l'héritage ;

« 4. Confiscation de la propriété de tous les émigrés et de tous les rebelles ;

« 5. Centralisation du crédit dans les mains de l'Etat, au moyen d'une Banque nationale dont le capital appartiendra à l'Etat, et qui jouira d'un monopole exclusif ;

« 6. Centralisation, dans les mains de l'Etat, de tous les moyens de transport ;

« 7. Multiplication des manufactures nationales et des instruments de production ; défrichement des terrains incultes et amélioration des terres cultivées, d'après un plan général ;

« 8. Travail obligatoire pour tous ; organisation d'armées industrielles, particulièrement dans l'agriculture ;

« 9. Combinaison du travail agricole et du travail industriel, mesures tendant à faire graduellement disparaître la distinction entre la ville et la campagne ;

« 10. Education publique et gratuite de tous les enfants ; abolition du travail des enfants dans les fabriques, tel qu'il est pratiqué aujourd'hui. Combinaison de l'éducation avec la production matérielle, etc. »

II

LES « PRINCIPES DU COMMUNISME » PAR FRÉDÉRIC ENGELS

F. Engels indique un certain nombre de mesures que devra prendre la révolution pour réaliser son programme de transformation sociale. Ces mesures n'ont pas un caractère absolu. Il dit lui-même « qu'elles sont dès maintenant indiquées comme découlant nécessairement de la situation présente », c'est-à-dire de la situation en 1847. *Leur caractère général est de n'être pas la réalisation du programme communiste, mais seulement la préparation à la réalisation de ce programme.* C'est, en d'autres termes, la proclamation de la nécessité, au lendemain de la révolution, de mesures laissant susbister, temporairement, une partie de l'ancienne organisation économique, en vue de préparer progressivement le passage à une organisation économique nouvelle.

L'auteur indique également que toutes ces mesures ont moins d'importance, considérées chacune en elle-même, que dans leur ensemble et dans le but auquel elles tendent et qui seul importe :

« Toutes ces mesures ne pourront naturellement pas être appliquées d'un seul coup. *Mais l'une entraîne nécessairement la suivante après elle. Une fois portée la première atteinte radicale à la propriété privée, le prolétariat se verra obligé d'aller plus avant et de concentrer de plus en plus dans les mains de l'Etat tout le capital, l'agriculture et l'industrie, les transports et les échanges.* C'est le but que poursuivent toutes ces mesures, et elles seront applicables et obtiendront leur effet centralisateur au fur et à mesure de l'accroissement des forces productives du pays réalisé grâce au travail du prolétariat. Enfin, quand tout le capital, toute la production et tous les échanges auront été concentrés dans les mains de l'Etat, la propriété privée tombera d'elle-même, l'argent deviendra superflu, la production sera augmentée et les hommes

transformés à tel point qu'on pourra également supprimer les derniers rapports de l'ancienne société. »

Les 12 mesures de socialisation préconisées par Frédéric Engels

« La suppression de la propriété privée est-elle possible d'un seul coup ?

« Non, la révolution prolétarienne ne pourra par conséquent que transformer peu à peu la société actuelle.

« Quel cours prendra cette révolution ?

« Elle établira tout d'abord une constitution démocratique et, par là, directement ou indirectement, la domination politique du prolétariat. »

« La démocratie ne serait d'aucune utilité pour le prolétariat, s'il ne l'utilisait pas immédiatement pour prendre des mesures comportant une atteinte directe à la propriété privée et assurant l'existence du prolétariat. Les plus importantes de ces mesures, telles qu'elles sont dès maintenant indiquées comme découlant nécessairement de la situation, sont les suivantes :

« 1. Réduction de la propriété privée au moyen d'impôts progressifs, de forts impôts sur les successions, suppression du droit de succession en ligne collatérale (frères, neveux, etc., etc.), emprunts forcés, etc.

« 2. Expropriation progressive des propriétaires fonciers, des industriels, des propriétaires de chemins de fer et armateurs, soit au moyen de la concurrence de l'industrie d'Etat, soit directement contre indemnité et assignats.

« 3. Confiscation des biens de tous les émigrés et rebelles à la majorité du peuple.

« 4. Organisation du travail ou occupation des ouvriers dans les domaines, les fabriques et ateliers nationaux, en supprimant la concurrence des ouvriers entre eux et en obligeant les industriels qui subsisteront encore à payer le même salaire élevé payé par l'Etat.

« 5. Obligation au travail pour tous les membres de la société, jusqu'à la suppression complète de la propriété privée ; constitution d'armées industrielles, particulièrement pour l'agriculture.

« 6. Centralisation dans les mains de l'Etat du système du crédit et du commerce de l'argent, au moyen de la création d'une banque nationale, avec un capital d'Etat, et suppression de toutes les banques privées.

« 7. Multiplication des fabriques nationales, des ateliers, chemins de fer, navires, défrichement de toutes les terres et amélioration des terres déjà cultivées au fur et à mesure de l'augmentation des capitaux et des forces ouvrières dont dispose le pays.

« 8. Education de tous les enfants, à partir du moment où ils peuvent être enlevés aux soins maternels, dans des institutions nationales et aux frais de la nation (Education et fabrication).

« 9. Construction de grands palais sur les domaines nationaux pour servir d'habitation à des communautés de citoyens occupés dans l'industrie ou l'agriculture, et unissant les avantages de la vie citadine à ceux de la vie à la campagne, sans avoir leurs inconvénients.

« 10. Destruction de toutes les habitations et quartiers insalubres et mal construits.

« 11. Droit de succession égal aux enfants légitimes et non légitimes.

« 12. Concentration de tous les moyens de transport dans les mains de l'Etat. »

(Frédéric Engels, *Principe du communisme.* Traduction et préface de Marcel Ollivier. Bureau d'éditions, 132, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris-X^e [non daté].)

III

FONDATION DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

En 1920, Lénine envoyait une « *Lettre à tous les membres du Parti socialiste français, et à tous les prolétaires conscients de France* ».

Il y critiquait en sept points les deux vices fondamentaux du socialisme, envisagés du point de vue communiste :

1. Attitude des socialistes pendant la guerre.

Socialistes et syndicalistes mirent pendant la guerre 1914-1918 la défense de leur patrie avant la solidarité internationale du prolétariat.

2. Hardiesse de paroles et lâcheté de pensée et d'action.

Dans cette lettre, Lénine posait au Parti socialiste dix conditions qui amenèrent la scission entre tenants de la IIe et de la IIIe Internationale.

Peu après, cette scission était sanctionnée officiellement par la création à Tours du Parti communiste français fondé sous les auspices de Clara Zetkin (Juive spartakiste) et d'Abramovitch (Juif) envoyés de la IIIe Internationale.

Les 10 points de Lénine

1. Le Parti socialiste français doit changer radicalement le caractère de sa propagande quotidienne dans la presse, dans le sens indiqué au paragraphe 2 de la critique en sept points.

(Vos quotidiens, y disait Lénine, ne sont pas des feuilles prolétariennes révolutionnaires... Vos organes ne savent pas et ne veulent pas être les véritables porte-parole de la colère révolutionnaire des masses prolétariennes en effervescence...)

2. Dans la question des colonies, il est nécessaire que la ligne de conduite des partis de tous les pays où la bourgeoisie domine les peuples coloniaux soit bien claire et très nette. Le Parti français doit, dévoiler sans pitié les agissements des impérialistes français dans les colonies et y aider, non seulement en parole mais en fait, tout mouvement libérateur, reprendre le mot d'ordre : Que les impérialistes abandonnent les colonies ! développer dans les masses ouvrières de France les sentiments fraternels envers la population laborieuse des colonies, mener dans l'armée française une propagande systématique contre l'oppression des colonies.

3. Dévoiler la fausseté et l'hypocrisie du social-pacifisme. Démontrer systématiquement aux ouvriers que, sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, nul arbitrage, nul projet de désarmement n'éviteront à l'humanité de nouvelles guerres impérialistes.

4. Le Parti socialiste français doit commencer l'organisation des éléments révolutionnaires communistes au sein de la Confédération Générale du Travail afin de lutter contre les social-traîtres, chefs de cette confédération.

5. Le Parti socialiste français doit obtenir, non pas en paroles mais en faits, la complète subordination de la fraction parlementaire.

6. La majorité actuelle du Parti socialiste français doit rompre radicalement avec le réformisme et débarrasser ses rangs des éléments qui ne veulent pas suivre la nouvelle voie révolutionnaire.

7. Le Parti français doit aussi changer son nom et se présenter devant le monde entier comme le Parti communiste en France.

8. A l'heure où la bourgeoisie décrète l'état de siège pour les ouvriers et leurs chefs, les camarades français doivent reconnaître la nécessité de combiner l'action légale avec l'action illégale.

9. Le Parti socialiste français, de même que tous les partis qui désirent adhérer à la IIIe Internationale, doivent considérer comme strictement obligatoires toutes les décisions de l'Internationale communiste. L'Internationale communiste se rend très bien compte des conditions diverses dans lesquelles les travailleurs des différents pays sont contraints de lutter.

10. La Constitution d'un Parti communiste monolithique en France est la première condition de la victoire de la révolution, mais le Parti ne peut remplir la tâche que lui impose l'histoire que s'il entraîne après lui des millions d'ouvriers. Lénine montre donc

la nécessité de conquérir le mouvement syndical. Il ne faut pas diviser les syndicats, mais les conduire sur un front unique à la révolution sociale :

« Nous sommes résolument opposés à quelques communistes, de “ gauche ” qui proposent de sortir sans combat des syndicats réactionnaires et de leur opposer l'organisation de nouvelles unions ouvrières.

« Les révolutionnaires et les communistes doivent être là où sont les masses ouvrières. Les communistes russes ont été pendant longtemps en minorité dans les organisations professionnelles, mais ils ont su lutter pour leurs idées au sein des organisations ouvrières, même purement réactionnaires.

« Nous demandons à nos partisans en France de n'abandonner en aucun cas les rangs des syndicats. Au contraire, s'ils veulent accomplir leur devoir devant l'Internationale communiste, ils sont obligés d'intensifier leur travail au sein des syndicats ; le dernier refuge des social-patriotes est actuellement dans les syndicats jaunes professionnels.

« Nous devons, coûte que coûte, arracher ces syndicats des mains des capitalistes et des social-traîtres. Et pour cela nous devons être dans ces syndicats, pour cela nous devons y envoyer nos meilleures forces.

« Nos partisans resteront dans les syndicats, mais ils n'y agiront pas individuellement comme des éléments épars.

« Dans chaque syndicat, dans chaque section de syndicat, nous devons organiser un groupe ou un petit groupement communiste »

(Lénine, « Lettre à tous les membres
du Parti socialiste français
et à tous les prolétaires conscients de France ».)

IV

LA THÈSE DE L'ÉTAT COMMUNISTE SELON KARL MARX, LÉNINE ET STALINE

Citons Lénine dans son livre fondamental *L'Etat et la Révolution* :

« *Selon Marx, l'Etat est un organisme de domination de classe, un organisme d'oppression d'une classe par une autre ;* c'est la création d'un “ ordre ” qui légalise et affermit cette oppression, en modérant la collision des classes. Selon les politiques petits-bourgeois, l'ordre c'est précisément la conciliation des classes et non l'oppression d'une classe par une autre.

« *La doctrine de la lutte de classes, appliquée par Marx à l'Etat et à la révolution socialiste, mène nécessairement à la reconnaissance de la domination politique du prolétariat, de sa dictature, c'est-à-dire d'un pouvoir qu'il ne partage avec personne et qui s'appuie directement sur la force armée des masses.* Le renversement de la bourgeoisie n'est réalisable que par la transformation du prolétariat en classe dominante, capable d'écraser la résistance inévitable, désespérée, de la bourgeoisie et d'organiser pour un nouveau régime économique toutes les masses travailleuses et exploitées.

« Le pouvoir centralisé de l'Etat, propre à la société bourgeoise, a surgi à l'époque de la chute de l'absolutisme. Les deux institutions les plus typiques de cette machine d'Etat sont la bureaucratie et l'armée permanente.

« Le développement, le perfectionnement et le renforcement de cet appareil bureaucratique se poursuit à travers les innombrables révolutions bourgeoises dont l'Europe a été le théâtre depuis la chute de la féodalité.

« Toutes les révolutions antérieures ont perfectionné la machine de l'Etat ; or, il faut la briser, la démolir.

« Cette déduction est le principal, l'essentiel de la doctrine marxiste sur l'Etat. »

L'essentiel dans la doctrine de Marx, c'est la lutte de classes.

Mais, selon Lénine, c'est insuffisant :

« N'est marxiste que celui qui étend la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la dictature du prolétariat.

« En 1882, Marx ne se demande pas encore concrètement par quoi remplacer cette machine d'Etat qui doit être détruite. L'expérience n'avait pas encore fourni les matériaux nécessaires pour poser cette question, que l'histoire n'a mise à l'ordre du jour que plus tard, en 1871.

« *L'unique " correction " que Marx jugea nécessaire d'apporter au Manifeste communiste, il la fit en se basant sur l'expérience révolutionnaire des Communards de Paris.*

« Dans le mouvement révolutionnaire des masses, bien qu'il n'eût pas atteint son but, Marx vit une expérience historique d'une importance énorme, un pas en avant de la révolution prolétarienne mondiale, une tentative pratique plus importante que des centaines de programmes et de raisonnements. Analyser cette expérience, y puiser des leçons de tactique, réviser sur cette base sa théorie, telle est la tâche que se fixa Marx. »

(Lénine, *L'Etat et la Révolution.*)

Par quoi remplacer la machine d'Etat une fois celle-ci brisée

Continuons à citer Lénine :

« *La civilisation capitaliste a créé la grande production,* les usines, les chemins de fer, la poste, le téléphone, etc. Or, sur cette base, la grande majorité des fonctions du vieux " pouvoir d'Etat " se sont tellement simplifiées et peuvent être réduites à des opérations si simples d'enregistrement, d'inscription, de contrôle, qu'elles deviendront pleinement accessibles à tous les citoyens pourvus d'une instruction primaire, moyennant le " salaire normal de l'ouvrier ", qu'on peut (et l'on doit) enlever à ces fonctions jusqu'à l'ombre de tout caractère privilégié et " hiérarchique ".

« Les " simples " travailleurs, accablés de travail et affamés, restent toujours soumis à la même bureaucratie bourgeoise. Mais le mécanisme de gestion sociale y est déjà tout prêt. Une fois les capitalistes renversés, une fois la résistance de ces exploiteurs brisée par la main de fer des ouvriers armés, une fois la machine bureaucratique de l'Etat actuel brisée, nous avons devant nous un mécanisme débarrassé de " parasites ", admirablement outillé au point de vue technique et que les ouvriers unis peuvent fort bien faire fonctionner eux-mêmes en embauchant des techniciens, des contremaîtres, des comptables et en rétribuant leur travail à tous, de même celui de tous les fonctionnaires " publics " en général, d'un salaire d'ouvrier.

« Un spirituel social-démocrate allemand considérait vers 1870 la poste comme un modèle d'institution socialiste. Rien n'est plus juste. Actuellement, la poste est une exploitation organisée sur le modèle du monopole capitaliste d'Etat. L'impérialisme transforme graduellement tous les trusts en organisation de ce type.

« *Toute l'économie nationale organisée comme la poste, les techniciens, les surveillants, les comptables, tous les fonctionnaires recevant un traitement ne dépassant pas le " salaire d'un ouvrier " sous le contrôle et la direction du prolétariat armé : tel est notre but immédiat. Voilà l'Etat, voilà la base économique de l'Etat qu'il nous faut.* »

(Lénine, *L'Etat et la Révolution.*)

En résumé selon Marx :

« *Le communisme procède du capitalisme, se développe historiquement du capitalisme, est le résultat de l'action d'une force sociale engendrée par le capitalisme.* »

La transition du capitalisme au communisme

« Entre la société capitaliste et la société communiste, poursuit Marx, se place la période de transformation révolutionnaire de la première en la seconde. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat.

« Or, la dictature du prolétariat, c'est-à-dire l'organisation de l'avant-garde des opprimés en classe dominante, pour opprimer les

oppresseurs, ne peut se borner purement et simplement à un élargissement de la démocratie. En même temps qu'un élargissement considérable de la démocratie, devenue pour la première fois démocratie pour les pauvres, démocratie pour le peuple et non plus démocratie pour les riches, la dictature du prolétariat apporte une série de restrictions à la liberté des oppresseurs, des exploiteurs, des capitalistes. Ceux-là, nous devons les réprimer, afin de libérer l'humanité de l'esclavage salarié, nous devons briser leur résistance par la force ; or, il est clair que là où il y a répression, là où il y a violence, il n'y a ni liberté, ni démocratie.

« Engels l'a admirablement exprimé dans sa lettre à Bebel en écrivant, comme le lecteur s'en souvient :

« Le prolétariat a besoin de l'Etat non pas dans l'intérêt de la liberté, mais bien pour avoir raison de son adversaire et, dès que l'on pourra parler de liberté, l'Etat comme tel cessera d'exister.

« Démocratie pour l'immense majorité du peuple et répression par la force des exploiteurs, des oppresseurs du peuple, c'est-à-dire leur exclusion de la démocratie : telle est la modification que subit la démocratie dans la période de transition du capitalisme au communisme.

« Ce n'est que dans la société communiste, lorsque la résistance des capitalistes aura déjà définitivement été brisée, que les capitalistes auront disparu et qu'il n'y aura plus de classes (c'est-à-dire aucune distinction entre les membres de la société selon leurs rapports aux moyens sociaux de leur production), ce n'est qu'alors que " l'Etat cessera d'exister et que l'on pourra parler de liberté ".

« En d'autres termes, nous avons, en régime capitaliste, l'Etat au sens propre du mot, c'est-à-dire une machine spéciale destinée à la répression d'une classe par une autre, de la majorité par la minorité. On comprend qu'une semblable tâche, la répression systématique d'une majorité d'exploités par une minorité d'exploiteurs, nécessite une cruauté, une férocité extrêmes ; des mers de sang à travers lesquelles l'humanité poursuit sa route dans l'esclavage, le servage et le salariat.

« Ensuite, durant la transition du capitalisme au communisme, la répression est encore nécessaire, mais c'est une majorité d'exploités qui l'exerce contre une minorité d'exploiteurs. L'appareil spécial, la machine spéciale de répression, l'Etat est encore nécessaire, mais c'est déjà un Etat transitoire, ce n'est plus l'Etat proprement dit, car la répression d'une minorité d'exploiteurs par la majorité des esclaves salariés d'hier est chose relativement si facile, si simple et si naturelle, qu'elle coûtera à l'humanité beaucoup moins de sang que la répression des révoltes d'esclaves, de serfs

et d'ouvriers salariés et qu'elle reviendra bien moins chère à l'humanité. »

« *Enfin, seul le communisme rend l'Etat complètement superflu*, car il n'y a alors personne à réprimer, " personne " au sens de classe, au sens de lutte systématique contre une partie déterminée de la population. »

Première phase de la société communiste

« C'est cette société communiste qui vient de sortir des flancs du capitalisme et porte dans tous les domaines l'empreinte de la vieille société que Marx appelle la " première " phase, la phase inférieure de la société communiste.

« Les moyens de production ont, à ce moment déjà, cessé d'être la propriété privée d'individus. Ils appartiennent à la société tout entière. Chaque membre de la société, accomplissant une certaine part du travail socialement nécessaire, reçoit de la société un certificat constatant qu'il a effectué telle quantité de travail. Avec ce certificat, il reçoit dans les magasins publics d'objets de consommation, une quantité correspondante de produits. Défalcation faite de la quantité de travail versée au fonds social, chaque ouvrier reçoit par conséquent de la société autant qu'il lui a donné.

« Or, les individus ne sont pas égaux : l'un est plus fort, l'autre plus faible ; l'un est marié, l'autre non, l'un a plus d'enfants, l'autre en a moins, etc.

« A égalité de travail, conclut Marx, et, par conséquent, à égalité de participation au fonds social de consommation, l'un reçoit donc effectivement plus que l'autre, l'un est plus riche que l'autre, etc. Pour éviter toutes ces difficultés, le droit devrait être, non pas égal, mais inégal.

« La justice et l'égalité, la première phase du communisme ne peut donc pas encore les réaliser.

« Le " droit bourgeois " reconnaît la propriété privée. Le socialisme en fait une propriété commune. C'est dans cette mesure et dans cette mesure seulement que " le droit bourgeois " est aboli.

« Mais il subsiste cependant dans une autre partie, il subsiste en qualité de régulateur (facteur déterminant) de la répartition des produits et du travail entre les membres de la société. " Qui ne travaille pas, ne mange pas. " Ce principe socialiste est déjà réalisé : " à quantité égale de travail, quantité égale de produits ".

Cet autre principe socialiste est déjà également réalisé. Cependant, ce n'est pas encore le communisme et cela n'abolit pas encore le " droit bourgeois " qui, à des hommes inégaux et pour une quantité inégale (inégale en fait) de travail, attribue une quantité égale de produits.

« C'est là " un défaut ", dit Marx, mais il est inévitable dans la première phase du communisme.

« Pour que l'Etat dépérisse complètement il faut le communisme intégral. »

Phase supérieure de la société communiste

Marx continue :

« Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'antagonisme entre le travail intellectuel et le travail manuel, quand le travail sera devenu non seulement le moyen de vivre, mais le premier besoin de l'existence; quand, avec le développement en tous sens des individus, les forces productrices iront s'accroissant, et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'étroit horizon du droit bourgeois pourra être complètement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux : " *De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins.* "

« *Tant que l'Etat existe, il n'est pas de liberté ; quand régnera la liberté, il n'y aura pas d'Etat.*

« L'expropriation des capitalistes rendra possible un développement gigantesque des forces productrices. Voyant combien, dès maintenant, le capitalisme entrave incroyablement ce développement, et combien de progrès pourraient être réalisés grâce à la technique moderne déjà acquise, *nous sommes en droit d'affirmer, avec une certitude absolue, que l'expropriation des capitalistes aura infailliblement pour résultat un développement gigantesque des forces productrices de la société humaine.*

« L'Etat pourra dépérir complètement lorsque la société aura réalisé le principe : " De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. "

« Jusqu'à l'avènement de la phase " supérieure " du communisme, les socialistes réclament de la société et de l'Etat le contrôle le plus rigoureux des normes du travail et de la consommation ; *mais ce contrôle doit commencer par l'expropriation des capitalistes, par le contrôle des ouvriers sur les capitalistes et il doit être exercé, non pas par l'Etat des fonctionnaires, mais par l'Etat des ouvriers armés.*

« La démocratie a une immense importance dans la lutte menée contre les capitalistes par la classe ouvrière pour son affranchissement. Or, *la démocratie n'est nullement une limite infranchissable mais seulement une étape sur la route de la féodalité au capitalisme et du capitalisme au communisme.*

« Ici, " la quantité se change en qualité " : arrivée à ce degré, la démocratie sort du cadre de la société bourgeoise et c'est le commencement de sa transformation en socialisme. *Si tous participent réellement à la gestion de l'Etat, le capitalisme ne peut plus se maintenir. Or, le développement du capitalisme à son tour crée les conditions nécessaires pour que réellement " tous puissent participer à la gestion de l'Etat "*. Ces conditions sont, entre autres, l'instruction générale, réalisée déjà par une série de pays capitalistes les plus avancés, puis " l'éducation et la discipline " de millions d'ouvriers par l'appareil immense, complexe et socialisé que constituent la poste, les chemins de fer, les grandes usines, le gros commerce, les banques, etc., etc.

« *Avec de telles conditions économiques, il est tout à fait possible, après le renversement des capitalistes et des fonctionnaires, de les remplacer immédiatement, du jour au lendemain, en ce qui concerne le contrôle de la production et de la répartition, en ce qui concerne le recensement du travail et des produits par les ouvriers armés, par le peuple armé tout entier.* (Il ne faut pas confondre la question du contrôle et du recensement avec celle du personnel scientifiquement instruit d'ingénieurs, agronomes, etc. ; ces messieurs qui travaillent aujourd'hui sous les ordres des capitalistes, travailleront encore mieux sous les ordres des ouvriers armés.)

« Recensement et contrôle, voilà l'essentiel pour " l'organisation ", pour le fonctionnement régulier de la société communiste dans sa première phase. Tous les citoyens se transforment en employés salariés de l'Etat que constituent les ouvriers armés. Tous les citoyens deviennent les employés et les ouvriers d'un seul " syndicat " du peuple entier, de l'Etat. Il s'agit seulement d'obtenir qu'ils travaillent dans la même mesure, observent bien la même mesure de travail et reçoivent dans la même mesure.

« *Toute la société ne sera plus qu'un grand bureau et un grand atelier avec égalité de travail et égalité de salaire.*

« Mais cette discipline d' " atelier " que le prolétariat, après

avoir vaincu les capitalistes et renversé les exploiteurs, étendra à toute la société, n'est nullement notre idéal ni notre but final, mais seulement un échelon nécessaire pour la réalisation du nettoyage radical de la société des vilenies et des ignominies de l'exploitation capitaliste et pour la marche ultérieure en avant.

« A partir du moment où tous les membres de la société, ou du moins l'immense majorité d'entre eux, ont appris à gérer eux-mêmes l'Etat, ont pris l'affaire en main, organisé leur contrôle sur l'infime minorité de capitalistes, sur les petits messieurs désireux de conserver leurs habitudes capitalistes et sur les ouvriers profondément corrompus par le capitalisme, dès ce moment *la nécessité de toute administration en général commence à disparaître. Plus la démocratie est complète et plus proche est le jour où elle deviendra superflue. Plus l' " Etat au sens propre du mot " est démocratique, et plus promptement commence à dépérir tout Etat.*

« Quand tout le monde, en effet, aura appris à administrer et administrera réellement, en toute indépendance, la production sociale, quand tous procéderont en toute indépendance à l'enregistrement et au contrôle des parasites, des fils à papa, des coquins et autres " gardiens des traditions capitalistes " ; inévitablement il deviendra si incroyablement difficile d'échapper à ce recensement et à ce contrôle, exercés par le peuple entier, les tentatives dans ce sens deviendront une exception tellement rare, elles entraîneraient vraisemblablement un châtiment si prompt et si exemplaire (car les ouvriers armés sont des gens pratiques et non de petits intellectuels sentimentaux et ils ne permettront pas qu'on plaisante avec eux), que la nécessité d'observer les règles simples et fondamentales de toute société humaine passera très vite à l'état d'habitude.

« La porte s'ouvrira alors toute grande qui permettra de passer de la première phase de la société communiste à sa phase supérieure et, par suite, au dépérissement complet de l'Etat. »

(Lénine, *L'Etat et la Révolution.*)

La théorie de l'Etat communiste dans la pratique de l'U.R.S.S.

Des conceptions aussi utopiques et extravagantes ne sont pas d'une réalisation facile et il est probable que leurs promoteurs n'y ont jamais cru sérieusement, aussi ont-ils pris soin de ne pas fixer de date quant à la durée de cette transformation socialiste. La disparition de l'Etat peut demander plusieurs milliers d'années.

Comme, en attendant sa disparition, l'Etat soviétique est plus centralisé et plus despotique qu'aucun autre et qu'il le devient chaque année un peu plus, il faut de temps en temps calmer l'impatience des adeptes naïfs. Pour cela on a trouvé deux explications catégoriques et successives : la guerre civile et l'encerclement capitaliste.

En premier lieu, Lénine justifiait la dictature du Parti et la centralisation de l'Etat par les nécessités de la guerre civile.

Au XVIII[e] Congrès du Parti communiste (mars 1939), Staline reprend une thèse analogue et met les retards apportés à la disparition de l'Etat au compte de l'encerclement capitaliste.

Citons Staline :

« Je veux parler du problème de l'Etat, en général, de notre Etat socialiste plus particulièrement, et du problème de nos intellectuels soviétiques. »

« *On demande parfois :* Les classes exploiteuses, chez nous, sont supprimées ; il n'existe plus de classes hostiles dans le pays ; il n'y a plus personne à réprimer, c'est donc que l'Etat n'est plus nécessaire, il doit disparaître. Pourquoi alors ne contribuons-nous pas à faire disparaître notre Etat socialiste ? Pourquoi ne nous appliquons-nous pas à en finir avec lui ? Ne serait-il pas temps de jeter dehors tout ce fatras étatique ?

« *Ou encore* : Les classes exploiteuses sont déjà supprimées chez nous, le socialisme est construit dans ses grandes lignes, nous allons au communisme ; or, la doctrine marxiste sur l'Etat dit qu'en société communiste, il ne doit point y avoir d'Etat. Pourquoi ne contribuons-nous pas à faire disparaître notre Etat socialiste ? Ne serait-il pas temps de reléguer l'Etat au musée des antiquités ?

« Ces questions attestent que leurs auteurs ont appris consciencieusement certaines thèses de la doctrine de Marx et Engels sur l'Etat. Mais elles montrent, d'autre part, que *ces camarades n'ont pas compris l'essence de cette doctrine* ; ils n'ont pas compris dans quelles conditions historiques se sont élaborées certaines thèses de cette doctrine ; ils n'ont surtout pas compris la situation internationale actuelle ; ils ont oublié l'encerclement capitaliste et les dangers qui en découlent pour le pays du socialisme...

« *Il ne faut pas étendre la formule générale d'Engels sur le sort de l'Etat socialiste en général au cas particulier et concret de la victoire du socialisme dans un seul pays pris à part, entouré*

de pays capitalistes, exposé à une agression militaire du dehors ; pays qui ne peut, par conséquent, faire abstraction de la situation internationale et doit disposer d'une armée bien préparée, d'organismes punitifs bien organisés et de solides services de renseignements : pays qui, par conséquent, doit avoir un Etat suffisamment fort pour pouvoir défendre les conquêtes du socialisme contre les attaques de l'extérieur...

« L'Etat est né de la division de la société en classes hostiles ; il est né pour tenir en bride la majorité exploitée, dans l'intérêt d'une minorité d'exploiteurs. Les instruments du pouvoir d'Etat étaient principalement l'armée, les organismes punitifs, les services d'espionnage, les prisons. Deux fonctions essentielles caractérisent l'activité de l'Etat ; une fonction intérieure (principale) : tenir en bride la majorité exploitée, et une fonction extérieure (non principale) : étendre le territoire de sa classe dominante aux dépens du territoire des autres Etats, ou défendre le territoire de son Etat contre les attaques des autres Etats. Il en était ainsi sous le régime de l'esclavage et le féodalisme. Il en est ainsi sous le régime capitaliste.

« Afin de renverser le capitalisme, il a fallu non seulement retirer le pouvoir à la bourgeoisie, non seulement exproprier les capitalistes, mais briser entièrement la machine d'Etat de la bourgeoisie, sa vieille armée, son corps de fonctionnaires bureaucratiques, sa police, et la remplacer, cette machine, par une nouvelle forme d'Etat prolétarien, un nouvel Etat socialiste. C'est justement ce qu'ont fait les bolcheviks, comme on le sait...

« *Depuis la révolution d'octobre, notre Etat socialiste a traversé, dans son développement, deux phases principales.*

« *La première phase*, c'est la période allant de la révolution d'octobre à la suppression des classes exploiteuses. La tâche principale de cette période consistait à écraser la résistance des classes renversées, à organiser la défense du pays contre l'agression des interventionnistes, à rétablir l'industrie et l'agriculture, à préparer les conditions nécessaires à la liquidation des éléments capitalistes.

« Aussi, notre Etat avait-il, pendant cette période, deux fonctions principales. Première fonction : écrasement, à l'intérieur du pays, des classes renversées. En cela notre Etat rappelait extérieurement les Etats précédents, dont la fonction consistait à écraser les réfractaires avec toutefois cette différence de principe que notre Etat écrasait la minorité exploiteuse au nom des intérêts de la majorité travailleuse, tandis que l'Etat précédent écrasait la majorité exploitée au nom des intérêts de la minorité exploiteuse. La deuxième fonction : défense du pays contre l'agression du dehors. En cela notre Etat rappelait aussi, extérieurement, les Etats précédents qui, eux aussi, s'occupaient de la défense armée de leurs pays. Il y avait toutefois cette différence de principe que notre Etat défendait contre l'agression du dehors, les conquêtes de la majorité travailleuse ; alors que les Etats précédents défendaient, dans ces cas-là, les richesses et les privilèges de la minorité exploiteuse.

« Il y avait encore une troisième fonction : le travail d'organisation économique, le travail culturel et éducatif des organismes de notre Etat, travail qui avait pour but de cultiver les jeunes pousses de l'économie nouvelle, socialiste et de rééduquer les hommes dans l'esprit du socialisme. Mais cette nouvelle fonction ne prit pas, à l'époque, un sérieux développement.

« *La seconde phase* a été la période allant de la liquidation des éléments capitalistes de la ville et de la campagne à la victoire complète du système socialiste de l'économie et à l'adoption de la nouvelle Constitution. La tâche essentielle de cette période a été d'organiser l'économie socialiste dans l'ensemble du pays et de faire disparaître les derniers vestiges des éléments capitalistes, d'organiser la révolution culturelle, d'organiser une armée parfaitement moderne pour la défense du pays. En conséquence, les fonctions de notre Etat socialiste se sont modifiées. La fonction de la répression militaire à l'intérieur du pays est devenue inutile, elle a disparu, puisque l'exploitation a été supprimée, que les exploiteurs n'existent plus et qu'il n'y a plus personne à réprimer.

« La fonction de la répression a été remplacée par la fonction de la protection de la propriété socialiste contre les voleurs et les dilapidateurs du bien public. La fonction de la défense militaire du pays contre l'agression du dehors s'est conservée intégralement ; par conséquent, on a conservé aussi l'Armée rouge, la Marine militaire ainsi que les organismes punitifs et les services de renseignements, nécessaires pour attraper et châtier les espions, les assassins, les saboteurs dépêchés dans notre pays par les services d'espionnage étrangers...

« Mais le développement ne peut en rester là. Nous allons plus loin, en avant, vers le communisme. *L'Etat subsistera-t-il aussi en période de communisme ?*

« *Oui, il subsistera si l'encerclement capitaliste n'est pas supprimé*, si le danger d'agressions militaires du dehors n'est pas supprimée. Et l'on conçoit que les formes de notre Etat seront de nouveau modifiées en conformité des changements survenus dans la situation intérieure et extérieure.

« *Non, il ne subsistera pas, il disparaîtra si l'encerclement capitaliste est supprimé*, s'il est remplacé par l'entourage socialiste.

« Voilà comment se pose le problème de l'Etat socialiste » (Staline, « Sur la voie du communisme ». Rapport présenté au XVIIIe Congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S., le 10 mars 1939).

Ces explications embrouillées ne changent rien aux faits et comme le dit Trotsky dans *La Révolution trahie* :

« *Quelque interprétation que l'on donne de la nature de l'Etat soviétique, une chose est incontestable ; à la fin de ses vingt premières années, il est loin d'avoir " dépéri ", il n'a même pas commencé à " dépérir ", pis, il est devenu un appareil de coercition sans précédent dans l'histoire ; la bureaucratie, loin de disparaître, est devenue une force incontrôlée dominant les masses ; l'armée, loin d'être remplacée par le peuple en armes, a formé une caste d'officiers privilégiés, au sommet de laquelle sont apparus des maréchaux, tandis que le peuple, " exerçant en armes la dictature ", s'est vu refuser en U.R.S.S. jusqu'à la possession d'une arme blanche. La fantaisie la plus exaltée concevrait difficilement contraste plus saisissant que celui qui existe entre le schéma de l'Etat ouvrier de Marx-Engels-Lénine et l'Etat à la tête duquel se trouve aujourd'hui Staline.*

V

DESCRIPTION DE LA FUTURE SOCIÉTÉ COMMUNISTE D'APRÈS STALINE

(Réponse donnée par Staline à une question posée par la délégation ouvrière américaine en septembre 1927.)

Question. — Pourriez-vous nous donner brièvement les caractéristiques de la société future que le communisme s'efforce de créer ?

Réponse. — La caractéristique générale de la société communiste est donnée dans les travaux de Marx, d'Engels et de Lénine. Pour donner, en bref, l'anatomie de la société communiste, celle-ci sera une société :

a) où il n'y aura pas de propriété privée des instruments et des moyens de production, lesquels seront propriété sociale, collective ;

b) où il n'y aura pas de classes ni de pouvoir d'Etat, mais où il y aura des travailleurs de l'industrie et de l'agriculture, s'administrant économiquement eux-mêmes, comme association libre de travailleurs ;

c) où l'économie nationale organisée d'après un plan sera basée sur une technique supérieure, tant dans le domaine de l'industrie que dans celui de l'agriculture ;

d) où il n'y aura pas de contraste entre la ville et la campagne, entre l'industrie et l'agriculture ;

e) où les produits seront répartis suivant le principe des vieux communistes français : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins » ;

f) où la science et les arts bénéficieront de conditions suffisamment favorables pour arriver à leur plein épanouissement ;

g) où l'individu, libre du souci du pain quotidien et de la nécessité de chercher à plaire aux « puissants de ce monde » deviendra réellement libre. Et ainsi de suite. Il est clair que nous sommes encore loin d'une telle société.

« En ce qui concerne les conditions internationales indispensables au triomphe complet de la société communiste, elles se formeront et croîtront au fur et à mesure de la croissance des crises révolutionnaires et des explosions révolutionnaires de la classe ouvrière dans les pays capitalistes. Il ne faut pas se représenter les choses de telle sorte que la classe ouvrière d'un ou de plusieurs pays marchera vers le socialisme et, à plus forte raison, vers le communisme, et que les capitalistes des autres pays la regarderont faire, en restant là, indifférents, les bras croisés. Encore moins faut-il se représenter que la classe ouvrière des pays capitalistes acceptera d'assister en simple spectateur au développement victorieux du socialisme dans tel ou tel pays. La vérité est que les capitalistes feront tout ce qui dépend d'eux pour étrangler ces pays. La vérité est que chaque pas sérieux accompli vers le socialisme et, à plus forte raison vers le communisme, dans tel ou tel pays, s'accompagnera nécessairement d'un élan irrésistible de la classe ouvrière des pays capitalistes vers la conquête de la dictature et du socialisme dans ces pays. *Ainsi, au cours du développement ultérieur de la révolution internationale, il se formera deux centres à l'échelle mondiale : un centre socialiste qui attirera à soi les pays tendant au socialisme, et un centre capitaliste qui attirera à soi les pays tendant au capitalisme. La lutte de ces deux centres pour la possession de l'économie mondiale décidera du sort du capitalisme et du communisme dans le monde entier.* Car la défaite définitive du capitalisme mondial est la victoire du socialisme dans l'arène de l'économie mondiale. »

(Staline, *Doctrine de l'U.R.S.S.*)

VI

PLAN STRATÉGIQUE ET TACTIQUE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE (KOMINTERN)

Tel qu'il a été formulé dans le « *Programme de l'Internationale communiste* » adopté par le VI^e^ Congrès mondial le 1^er^ septembre 1928 à Moscou.

Ce texte est si clair et si frappant dans sa froide préméditation que nous nous contentons de le reproduire sans commentaire :

Le Parti communiste

« Le communisme prolétarien mène, en plein accord avec la doctrine de Marx et d'Engels, une lutte révolutionnaire, théorique et pratique, pour la dictature prolétarienne, en utilisant toutes les formes de l'action de masse du prolétariat.

« La lutte victorieuse de l'Internationale communiste par la dictature du prolétariat suppose, dans tous les pays, l'existence d'un Parti communiste trempé dans les combats, discipliné, centralisé, étroitement attaché aux masses.

« Le Parti est l'avant-garde de la classe ouvrière, avant-garde formée des membres les meilleurs, les plus conscients, les plus actifs et les plus courageux de cette classe. Il incarne l'expérience de toute la lutte prolétarienne. Etayé par la théorie révolutionnaire marxiste, représentant les intérêts généraux et permanents de l'ensemble de la classe, le Parti incarne l'unité des principes, de la volonté et de l'action révolutionnaire du prolétariat. Il constitue une organisation révolutionnaire cimentée par une discipline de fer et par l'ordre révolutionnaire le plus strict du centralisme démocratique. »

Tactique générale du Parti

« Tout Parti communiste doit tenir compte, dans la détermination de sa tactique, de la situation concrète intérieure et extérieure, du rapport des forces sociales, du degré de stabilité et de vigueur de la bourgeoisie, du degré de préparation du prolétariat, de l'attitude des couches intermédiaires, etc. C'est en s'inspirant de ces conditions générales et de la nécessité de mobiliser, d'organiser les masses les plus étendues au moment le plus aigu de la lutte, que le Parti formule ses mots d'ordre et précise ses méthodes de combat. Lançant des mots d'ordre transitoires au début d'une situation révolutionnaire et formulant des revendications partielles déterminées par la situation concrète, le Parti doit subordonner ces revendications et ces mots d'ordre à son but révolutionnaire qui est la prise du pouvoir et le renversement de la société capitaliste-bourgeoise. Il serait également inadmissible que le Parti négligeât les besoins et la lutte quotidienne de la classe ouvrière ou se confinât au contraire dans les limites de ces besoins et de cette lutte. Sa mission est de prendre ces besoins quotidiens comme point de départ et de conduire la classe ouvrière à la bataille révolutionnaire pour le pouvoir. »

Tactique du Parti en période de poussée révolutionnaire

« Lorsqu'une poussée révolutionnaire a lieu, lorsque les classes dirigeantes sont désorganisées, les masses en état d'effervescence révolutionnaire, les couches sociales intermédiaires disposées dans leurs hésitations à se joindre au prolétariat, lorsque les masses sont prêtes au combat et aux sacrifices, le Parti du prolétariat a pour but de les mener directement à l'assaut de l'Etat bourgeois.

« Il le fait par la propagande des mots d'ordre transitoires de plus en plus accentués (soviets, contrôle ouvrier de la production, comités paysans pour l'expropriation de la grande propriété foncière, désarmement de la bourgeoisie, armement du prolétariat, etc.) et par l'organisation d'actions de masses, auxquelles doivent être subordonnées toutes les formes de l'agitation et de la propagande du Parti, y compris l'agitation parlementaire. A ces actions

de masses, se rapportent : les grèves et les manifestations armées, les grèves armées avec les manifestations combinées, enfin la grève générale liée à l'insurrection armée, contre le pouvoir d'Etat de la bourgeoisie.

« Cette dernière forme supérieure de la lutte est soumise aux règles de l'art militaire, elle suppose un plan stratégique des opérations militaires offensives, l'abnégation et l'héroïsme du prolétariat. Les actions de cette sorte sont obligatoirement conditionnées par l'organisation des grandes masses en formation de combat, dont la forme même entraîne et met en branle le plus grand nombre possible de travailleurs (soviets des députés ouvriers et paysans, soviets de soldats, etc.) et par un renforcement du travail révolutionnaire dans l'armée et dans la flotte.

« Il est nécessaire de s'inspirer, en passant à des mots d'ordre nouveaux plus accentués, de la règle fondamentale de tactique politique du léninisme. Cette règle veut que l'on sache amener les masses à des positions révolutionnaires, en leur permettant de se convaincre par leurs propres expériences de la justesse de la politique du Parti.

« L'inobservation de cette règle mène inévitablement à la rupture avec les masses, au " putschisme ", à la dégénérescence idéologique du communisme qui aboutit à un sectarisme de " gauche " et à un aventurisme " révolutionnaire " petit-bourgeois.

« Mais il n'est pas moins dangereux de ne pas mettre à profit l'apogée d'une situation révolutionnaire lorsqu'il est du devoir du Parti d'attaquer l'ennemi avec audace et décision. Manquer cette occasion, ne pas déclencher l'insurrection, c'est laisser l'initiative à l'adversaire et vouer la révolution à une défaite. »

Tactique du Parti quand la poussée révolutionnaire fait défaut

« Quand la poussée révolutionnaire fait défaut, les Partis communistes s'inspirant des besoins quotidiens des travailleurs doivent formuler des mots d'ordre et des revendications partielles en les rattachant aux objectifs fondamentaux de l'Internationale communiste. Ils se garderont cependant de donner des mots d'ordre transitoires spécialement appropriés à une situation révolutionnaire et qui, en l'absence de celle-ci, se transforment en des mots d'ordre d'intégration au système des organisations capitalistes (exemple : le contrôle ouvrier, etc.). Les mots d'ordre et les revendications par-

tielles conditionnent absolument, de façon générale, une bonne tactique ; les mots d'ordre transitoires sont inséparables d'une situation révolutionnaire. Il est, d'autre part, incompatible avec les principes tactiques du communisme de renoncer " en principe " aux revendications partielles et aux mots d'ordre transitoires, ce serait condamner en réalité le Parti à la passivité et l'isoler des masses.

« La tactique du front unique, moyen le plus efficace de lutte contre le Capital et de mobilisation des masses dans un esprit de classe, moyen de démasquer et d'isoler les chefs réformistes, est un des éléments de la tactique des Partis communistes pendant toute la période prérévolutionnaire.

« La juste application de la tactique du front unique, et plus généralement la solution du problème de la conquête des masses, suppose à son tour une action systématique et persévérante dans les syndicats et dans les autres organisations de masses du prolétariat. L'affiliation au syndicat, fût-il le plus réactionnaire pourvu qu'il soit une organisation de masses, est le devoir immédiat de tout communiste. Ce n'est que par une action constante et suivie dans les syndicats et dans les entreprises pour la défense énergique et ferme des intérêts des ouvriers — la bureaucratie réformiste étant parallèlement combattue sans merci — que l'on peut se mettre à la tête de la lutte ouvrière et rallier au Parti la masse des syndiqués.

« A l'encontre de la politique scissionniste des réformistes, les communistes défendent l'unité syndicale sur la base de la lutte des classes, dans chaque pays, et à l'échelle internationale en soutenant et en affermissant de toutes leurs forces l'action de l'Internationale syndicale rouge. »

Les mots d'ordre du Parti dans la question ouvrière

« Prenant partout la défense des intérêts immédiats, quotidiens de la masse ouvrière et des travailleurs en général, exploitant à des fins d'agitation et de propagande révolutionnaire la tribune parlementaire bourgeoise, subordonnant tous les objectifs partiels à la lutte pour la dictature du prolétariat, les Partis de l'Internationale communiste formulent des revendications partielles et donne des mots d'ordre dans les principaux domaines suivants :

« Question ouvrière. Au sens étroit du mot : questions se rapportant à la lutte économique (lutte contre l'offensive du capital trusté, salaires, journées de travail, arbitrage obligatoire, chômage) qui deviennent des questions de lutte politique générale (grands conflits industriels, droits de coalition et de grèves, etc.).

« Questions nettement politiques (impôts, cherté de la vie, fascisme, répression contre les partis révolutionnaires, terreur blanche, politique générale du gouvernement).

« Questions de politique mondiale (attitude envers l'U.R.S.S. et les révolutions coloniales, lutte contre l'impérialisme et les menaces de guerre, lutte pour l'unité du mouvement syndical international, préparation systématique à la lutte contre la guerre impérialiste). »

Les mots d'ordre du Parti dans la question paysanne

« Dans la question paysanne, le problème des impôts, des hypothèques, de la lutte contre le capital usurier, de la pénurie des terres dont souffrent les paysans pauvres, du fermage et des redevances, etc., suscite des revendications partielles du même ordre.

« Le Parti communiste, partant de là, doit accentuer et généraliser ses mots d'ordre jusqu'à réclamer la confiscation des domaines des grands propriétaires fonciers et le gouvernement ouvrier et paysan (synonyme de dictature du prolétariat dans les pays capitalistes développés et synonyme de dictature démocratique du prolétariat et des paysans dans les pays arriérés et diverses colonies). »

La lutte contre l'oppression des peuples coloniaux

« Dans la lutte contre l'oppression des peuples coloniaux, les Partis communistes formulent dans les colonies mêmes des revendications partielles dictées par la situation particulière de chaque pays : égalité complète des nationalités et des races ; abolition des privilèges des étrangers ; liberté d'association pour les ouvriers et les paysans ; diminution de la journée de travail ; interdiction du travail des enfants ; abolition des contrats spoliateurs et usuriers ; réduction et suppression du fermage ; diminution des impôts ; refus de payer les impôts, etc., etc.

« Tous ces mots d'ordre partiels doivent être subordonnés aux revendications essentielles des Partis communistes : indépendance complète du pays, expulsion des impérialistes, gouvernement ouvrier et paysan, la terre au peuple, journée de huit heures, etc.

« Dans les pays de l'impérialisme, les Partis communistes ont le devoir de soutenir cette lutte des colonies, de réclamer avec ténacité le rappel des troupes impérialistes, de défendre par la propagande dans l'armée et la flotte les pays opprimés luttant pour leur émancipation, de mobiliser les masses pour le boycottage du transport, des troupes et des armes, d'organiser, en relation avec ces actions, des grèves et d'autres formes de protestations de masses, etc. »

Les mots d'ordre du Parti en vue de la guerre impérialiste

« L'Internationale communiste doit porter une attention particulière à la préparation systématique de la lutte contre les dangers de guerre impérialiste. Démasquer impitoyablement le social-chauvinisme, le social-impérialisme, les phrases pacifistes qui dissimulent les desseins impérialistes de la bourgeoisie ; répandre les mots d'ordre essentiels de l'Internationale communiste ; poursuivre chaque jour un travail d'organisation dans ce sens et en combiner obligatoirement les formes légales et illégales ; poursuivre un travail organisé dans l'armée et la flotte, telle doit être l'activité des Partis communistes.

« Les mots d'ordre fondamentaux de l'Internationale communiste doivent être les suivants : transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, défaite de " son propre " gouvernement impérialiste, défense par tous les moyens de l'U.R.S.S. et des colonies en cas de guerre impérialiste contre elles. La propagande de ces mots d'ordre, la dénonciation des sophismes " socialistes " et du camouflage " socialiste " de la Société des Nations, le rappel constant de l'expérience de la guerre 1914-1918, sont les devoirs impératifs qui incombent à toutes les sections et à tous les membres de l'Internationale communiste. »

La discipline internationale de classe

« La coordination du travail et des actions révolutionnaires et leur bonne direction imposent au prolétariat international une discipline internationale de classe, dont la discipline internationale la plus rigoureuse dans les rangs des Partis communistes est la condition essentielle. Cette discipline communiste internationale doit se traduire par la subordination des intérêts partiels et locaux du mouvement à ses intérêts généraux et permanents, et par la stricte application de toutes les décisions des organes dirigeant de l'Internationale communiste par tous les communistes. »

Le Parti communiste mène la lutte de classe sur le front international

« A l'inverse de la IIe Internationale social-démocrate où chaque parti se soumet à la discipline de " sa propre " bourgeoisie nationale et de " sa patrie ", les sections de l'Internationale communiste ne connaissent qu'une discipline, celle du prolétariat international qui assure la lutte victorieuse des ouvriers de tous les pays pour la dictature mondiale du prolétariat. A l'inverse de la IIe Internationale qui divise les syndicats, combat les peuples coloniaux et s'unit à la bourgeoisie, l'Internationale communiste est l'organisation qui défend l'unité des prolétaires de tous les pays, des travailleurs de toutes les races et de tous les peuples en lutte contre le joug impérialiste.

« Quelle que soit la terreur sanglante de la bourgeoisie, les communistes mènent ce combat avec abnégation et courage, sur tous les secteurs du front international de la lutte de classes, fermement convaincus de l'inévitabilité et de l'inéluctabilité de la victoire du prolétariat.

« Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social traditionnel.

« Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste. Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner.

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous... »

(Programme de l'Internationale communiste.)

VII

L'ACCORD GERMANO-RUSSE D'AOÛT 1939

Les raisons de l'accord germano-russe d'août 1939 exposées par Staline dans un rapport secret du polit-bureau

Le soir de l'accord germano-russe (août 1939) Staline réunissait en séance secrète au Kremlin les membres russes du Polit-Bureau (à l'exclusion des étrangers, Dimitrov compris) et leur exposait les raisons de l'accord qu'il venait de signer.

En voici les grandes lignes :

« 1. *Il est de notre intérêt, dit-il, que la guerre éclate entre l'Allemagne et le bloc anglo-français.*

2. *Il est essentiel pour nous que cette guerre dure le plus longtemps possible.*

3. *Nous devons intensifier le travail communiste dans les pays belligérants pour être bien préparés au moment où la guerre prendra fin.*

« Voici comment sera désormais comprise l'alliance germano-soviétique. Nous aiderons les Allemands pendant la guerre européenne de manière qu'ils puissent résister longuement à la poussée franco-britannique et ainsi épuiser les pays capitalistes, mais pas au point de permettre le triomphe des armes allemandes. Nous garderons ainsi l'arbitrage entre nos mains et nous tiendrons prêts à exploiter toute chance de développer ici ou là les foyers d'agitation révolutionnaire.

« L'U.R.S.S. est ainsi parée pour tous les cas. Si l'Allemagne, contre toute attente, venait à triompher militairement de ses ennemis, nous agirions aussitôt pour noyer sa victoire sous le flot de la révolution marxiste en Europe centrale, dans les Balkans, en France et en Belgique. Si au contraire, comme il est probable, les Alliés viennent à triompher de l'Allemagne, nous déclencherions aussitôt dans ce pays la révolution communiste afin de noyer la victoire des Alliés épuisés par une longue lutte. De toute manière nous conserverons intactes nos forces militaires de façon à pouvoir soutenir la révolution internationale à la fin de la guerre et à nous opposer victorieusement à une expédition allemande ou franco-britannique sur notre territoire ou contre notre puissance. Il est clair qu'à cet égard notre installation en Pologne, Finlande et Bessarabie vaut une ligne Maginot ou Siegfried car, le cas échéant, nous transformerions en désert ces provinces... »

Exposons maintenant un résumé général du rapport Staline :

« La paix ou la guerre, cette question est entrée dans sa phase critique. Sa solution dépend entièrement de la position que prendra l'Union soviétique. Nous sommes absolument convaincus que si nous concluons un traité d'alliance avec la France et la Grande-Bretagne, l'Allemagne se verra obligée de reculer devant la Pologne et de chercher un *modus vivendi* avec les Puissances occidentales. De cette manière la guerre pourra être évitée et alors le développement ultérieur de cet état de choses prendra un caractère dangereux pour nous. D'autre part, si nous acceptons la proposition de l'Allemagne que vous connaissez, de conclure avec elle un pacte de non-agression, l'Allemagne attaquera certainement la Pologne et l'intervention dans cette guerre de l'Angleterre et de la France deviendra inévitable. L'Europe occidentale subira une destruction profonde. Dans ces circonstances nous aurons beaucoup de chances de rester à l'écart du conflit et pourrons attendre avantageusement notre tour. C'est précisément ce qu'exigent nos intérêts. L'expérience de ces vingt dernières années nous prouve péremptoirement qu'en temps de paix il est impossible d'avoir en Europe un mouvement communiste assez fort pour que le Parti communiste puisse prendre le pouvoir. Un tel mouvement — et par conséquent la dictature du Parti communiste — n'est rendu possible que par une grande guerre. Ainsi notre choix est clair : nous devons accepter la proposition allemande et renvoyer dans leur pays, avec un refus courtois, les missions anglo-françaises. Il n'est pas difficile de prévoir l'avantage que nous retirerons de cette façon

de procéder. Il est évident pour nous que la Pologne sera anéantie avant même que l'Angleterre et la France soient en mesure de venir à son aide. Dans ce cas, l'Allemagne nous cède une partie de la Pologne jusqu'aux abords de Varsovie, avec la Galicie ukrainienne y comprise. L'Allemagne nous laisse toute liberté d'action dans les trois pays baltes ; elle ne s'oppose pas au retour à la Russie de la Bessarabie ; elle est prête à nous céder, comme zone d'influence, la Roumanie, la Bulgarie et la Hongrie. Reste ouverte la question relative à la Yougoslavie, dont la solution dépend de la position prise par l'Italie. Si l'Italie reste aux côtés de l'Allemagne, celle-ci exigera que la Yougoslavie soit comprise sous sa zone d'influence, et c'est aussi par la Yougoslavie qu'elle obtiendra l'accès à la mer Adriatique, et dans ce cas la Yougoslavie passera dans notre sphère d'influence. Ceci dans l'éventualité où l'Allemagne sortirait de la guerre en vainqueur. Cependant nous devons prévoir les possibilités qui résulteront de la défaite aussi bien que de la victoire de l'Allemagne.

« Examinons le cas d'une défaite allemande. Celle-ci sera immédiatement suivie par la soviétisation de l'Allemagne et la formation d'un gouvernement communiste. Mais nous ne devons pas oublier que l'Allemagne soviétisée se trouvera devant un grand danger si cette soviétisation est la conséquence de la défaite de l'Allemagne après une guerre de courte durée : l'Angleterre et la France auront encore assez de force pour occuper Berlin et détruire l'Allemagne soviétique, et nous ne serons pas en mesure de venir efficacement en aide à celle-ci. Donc, notre but est que l'Allemagne puisse mener la guerre le plus longtemps possible, afin que l'Angleterre et la France soient fatiguées et à tel point épuisées qu'elles ne soient plus en état d'abattre l'Allemagne soviétique. De là notre position : tout en restant neutres, nous aiderons l'Allemagne économiquement en lui fournissant matières premières et denrées alimentaires. Mais il va de soi que notre aide ne doit pas dépasser une certaine limite, afin de ne pas compromettre notre situation économique et de ne pas affaiblir la puissance de notre armée. En même temps nous devons en général mener une active propagande communiste, en particulier dans le bloc anglo-français — tout spécialement en France. Nous devons nous attendre à ce que, dans ce pays, notre parti soit obligé, en temps de guerre, d'abandonner le terrain légal et de passer à l'activité clandestine. Nous savons que cette activité exige beaucoup de fonds, mais nous devons consentir sans hésitation ce sacrifice et assigner pour tâche aux camarades français de porter en premier lieu la corruption parmi les policiers. Si ce travail préparatoire est dûment

exécuté, la sécurité de l'Allemagne soviétique sera assurée. Celle-ci pourra contribuer à la soviétisation de la France. Pour tout cela, comme je l'ai dit plus haut, il faut que la guerre se prolonge le plus longtemps possible et c'est de ce côté que doivent être dirigés tous les moyens dont nous disposons.

« Examinons maintenant la deuxième hypothèse : la victoire allemande. Certains sont d'avis que cette éventualité représenterait pour nous le plus grave danger. Il y a dans cette assertion une part de vérité. Mais ce serait une erreur de penser que ce danger soit aussi proche que certains l'imaginent.

« Si l'Allemagne l'emporte, elle sortira de la guerre trop fatiguée pour songer à un conflit armé contre nous pendant les premières décades. Ses principaux soucis seront de surveiller l'Angleterre et la France vaincues pour les empêcher de se relever. D'autre part, l'Allemagne victorieuse disposera de vastes colonies. L'exploitation de celles-ci et leur adaptation aux méthodes germaniques absorberont l'Allemagne également pendant plusieurs décades. Il est évident que l'Allemagne sera trop occupée ailleurs pour se tourner contre nous.

« Mais il faut s'attendre encore à autre chose : dans la France vaincue, la révolution communiste se produira, inévitablement. Si nous sommes assez habiles pour tirer profit de cette circonstance, nous pouvons venir à l'aide de la France communiste et en faire notre alliée ; deviendront également nos alliés tous les peuples qui seront tombés sous la tutelle de l'Allemagne victorieuse et nous aurons ainsi un vaste champ d'activité.

« Camarades, je vous ai exposé — conclut-il — mes considérations ; je vous répète qu'il est dans notre intérêt que la guerre éclate entre l'Allemagne et le bloc anglo-français ; il est essentiel pour nous que cette guerre dure le plus longtemps possible pour que les deux partis aux prises s'épuisent. C'est pour cette raison que nous devons accepter le pacte proposé par l'Allemagne et travailler à ce que la guerre, une fois déclenchée, se prolonge au maximum. En même temps nous devons intensifier le travail communiste dans les pays belligérants afin que nous soyons bien préparés pour le moment où la guerre prendra fin. »

Ce document capital venu de Suisse fut publié à Paris, le 27 novembre 1939, par l'Agence Havas et, comme il était facile de le prévoir, aussitôt démenti par Moscou.

Le 11 décembre 1939, *L'Ordre National* publiait les instructions secrètes envoyées par le Komintern pour expliquer et justifier le rapport Staline malencontreusement dévoilé.

Ces deux documents émanent de la Suisse et il semble bien qu'on puisse les considérer comme authentiques, d'autant qu'ils correspondent en tous points aux thèses communistes que nous avons exposées au cours de cet ouvrage. [Se reporter entre autres aux deux documents suivants : « Lettre à Ivanov », de Staline, et A. Stoll : « Lénine et la guerre ».]

QUATRIÈME PARTIE

L'ORGANISATION DU PARTI COMMUNISTE DE 1917 A 1941

I. Les Soviets.

II. Le Komintern.

III. Le travail dans l'illégalité.

IV. Le Plan d'insurrection armée.

I

« LES SOVIETS »

Voici la définition du gouvernement des « soviets de députés ouvriers et soldats » que nous donne Lénine dans *La Pravda* du 9 avril 1917 :

« Quel est le contenu social de ce gouvernement ?
« Le prolétariat et les paysans (habillés en soldats).
« Quel en est le caractère politique ?
« *La dictature révolutionnaire, c'est-à-dire un pouvoir s'appuyant directement sur la saisie révolutionnaire, sur l'initiative immédiate d'en bas, du peuple et non sur une loi promulguée par une autorité gouvernementale centralisée.*
« *Le pouvoir est ici tout différent de ce qu'il est généralement dans le type habituel de république démocratique* bourgeoise parlementaire qui domine encore dans les pays avancés d'Europe et d'Amérique. Souvent on l'oublie, souvent on n'y réfléchit pas, et c'est pourtant l'essentiel. *Ce pouvoir est du même type que la Commune de Paris en 1871. Voici ses caractères :*

« 1. La source du pouvoir n'est pas une loi préalablement examinée et promulguée par un parlement, mais l'initiative directe et locale du peuple, la " saisie " pure et simple, pour employer le terme à la mode.

« 2. A la police et à l'armée, en tant qu'institutions séparées du peuple et opposées au peuple, se substitue l'armement de toute la nation ; l'ordre public est défendu par les ouvriers et les paysans eux-mêmes, par le peuple armé lui-même.

« 3. Les fonctionnaires, la bureaucratie, sont ou remplacés par l'autorité immédiate du peuple lui-même ou placés au moins sous un contrôle spécial ; rendus non seulement électifs, mais encore

révocables à la première demande du peuple, réduits à l'état de simples mandataires ; au lieu de former une catégorie privilégiée occupant de bonnes places bourgeoisement payées, ils deviennent des ouvriers d'une " arme " spéciale, ne touchant pas plus que le salaire ordinaire d'un bon ouvrier.

« Là, et là seulement, est la substance de la Commune de Paris, comme type particulier d'Etat » (Lénine, *Pravda*, 9 avril 1917).

Les soviets dans la pratique de la révolution russe

L'origine première des « soviets » remonte à la Commune de 1871.

Ils apparurent pour la première fois en Russie lors de la révolution de 1905, mais c'est en 1917 qu'ils entrèrent dans l'histoire.

L'écrivain communiste Rosenberg nous montre très clairement le rôle des soviets au cours des deux révolutions de 1905 et 1917 :

« La révolution russe de 1905 n'éclata pas sur l'ordre donné par le comité central d'un parti, mais, contrairement à la thèse léninienne, par un soulèvement spontané des masses. Lorsque la défaite du tsar dans la guerre du Japon eut ébranlé l'autorité du gouvernement, le peuple se révolta. Lénine était parfaitement conscient de ce caractère désordonné des événements de 1905...

« La révolution commença avec le " dimanche noir " et la démonstration des ouvriers de Saint-Pétersbourg, conduits par le pope Gapone, devant le palais du tsar. La troupe tira sur la foule. Un millier de morts restèrent sur place...

« La révolution atteignit son point culminant en décembre avec la grande insurrection des ouvriers de Moscou, qui se termina par la victoire du gouvernement... »

Lénine s'est exprimé sans ambiguïté sur la nature de la révolution russe de 1905 :

« Le caractère particulier de la révolution russe doit être cherché dans ce fait qu'elle était bourgeoise et démocratique par son contenu social, mais prolétarienne dans ses méthodes de combat... »

L'initiative de la création du fameux conseil des ouvriers de Pétersbourg, en octobre 1905, revient même aux mencheviks...

Les masses ouvrières étaient menées par une impulsion révolutionnaire générale et non point par des idéologies de partis. Ceci était encore plus vrai, en ce qui concerne les paysans, les soldats, les fonctionnaires et les universitaires.

Voici ce qu'écrit Trotsky sur la formation du conseil des ouvriers de Pétersbourg :

« L'organisation social-démocrate qui comprenait un groupe secret d'environ cent ouvriers étroitement unis et exerçait en outre une influence politique déterminante sur quelques milliers d'ouvriers pétersbourgeois, avait su donner des mots d'ordre aux masses, tout en jetant sur leur expérience intuitive la vive lumière de la théorie politique. Mais elle ne pouvait unir par un lien vivant les centaines de milliers d'ouvriers constituant le prolétariat, précisément parce que la partie essentielle de son travail avait toujours été cachée à la masse et s'était déroulée dans l'ombre des officines de conspirateurs. L'organisation des socialistes-révolutionnaires souffrait du même mal : activité souterraine, aggravée encore par l'impuissance et le manque de persévérance. Les frictions entre les deux fractions égales de la social-démocratie d'une part, la lutte de ces deux fractions contre les socialistes-révolutionnaires (narodniks) d'autre part, rendaient la création d'une organisation au-dessus des partis absolument indispensable. »

Le conseil des délégués ouvriers de Saint-Pétersbourg était composé de mandataires élus chacun par cinq cents ouvriers. C'est selon ce principe qu'on vota dans les grandes entreprises. Les petites furent réunies jusqu'à former le nombre d'ouvriers suffisants. Les syndicats obtinrent aussi le droit d'être représentés dans le soviet. *Ce conseil était un organisme de combat, ayant pour but de vaincre le tsarisme. Mais personne ne songeait alors à remplacer le futur Parlement russe par un système de soviets...*

C'est que — d'après Lénine — le conseil des ouvriers n'est « ni un parlement, ni un organisme d'administration autonome du prolétariat, ni un organisme d'administration d'aucune sorte ; c'est une organisation de combat constituée en vue d'atteindre certains buts bien définis... »

Lénine ne voulait pas croire que l'action spontanée des masses pût aboutir à un succès révolutionnaire important et durable. Pour lui un conseil ouvrier de ce genre devait représenter le comble de la confusion. Etant donné la situation révolutionnaire en 1905, les bolcheviks devaient s'accommoder de ce premier soviet, mais ils n'auraient jamais créé eux-mêmes une pareille organisation.

Dans un discours des plus intéressants, qu'il a tenu à Zurich en janvier 1917, à l'occasion du douzième anniversaire du « dimanche noir », Lénine n'a parlé qu'incidemment en quelques phrases du premier soviet. Ainsi, au début de l'année 1917, Lénine considère encore que les soviets ne jouent dans la tactique révolutionnaire qu'un rôle tout à fait secondaire. Ce sont les expériences acquises, à partir de février 1917, au cours de la nouvelle révolution russe qui ont radicalement modifié sa façon de voir...

Lorsque Lénine reçut en Suisse, en mars 1917, les premières nouvelles détaillées de la révolution russe, *il fit une découverte lourde de conséquences. Il s'aperçut que le système des soviets était la forme moderne la plus logique de la révolution socialiste.* Les soviets n'ont joué aucun rôle dans le bolchevisme léninien pendant quatorze ans, si l'on remonte à l'année 1903, où même pendant vingt-quatre ans, si l'on remonte jusqu'à l'année 1893 et à l'arrivée de Lénine à Pétersbourg. *Mais Lénine était, en théorie comme en pratique, un empirique résolu, il n'hésitait jamais à modifier sa doctrine à la lumière de faits nouveaux.* En cela il agissait tout à fait selon les vues de Marx qui, lui aussi, pensait que la révolution ne réalise pas seulement les doctrines mais en continue le développement.

Ce qui frappa surtout Lénine, dans la situation russe de mars 1917, c'est la singulière dualité du pouvoir public. D'un côté, il y avait le gouvernement provisoire des libéraux. C'était là un gouvernement impérialiste du type ordinaire. Mais il se différenciait des gouvernements impérialistes d'Angleterre et d'Allemagne en ceci qu'il ne disposait plus des organes d'exécution subalternes, police, etc. Ici un nouveau pouvoir se dressait contre le gouvernement bourgeois. C'étaient les soviets. Et Lénine y distinguait l'ébauche d'un gouvernement ouvrier d'un genre tout à fait nouveau, gouvernement qui se pouvait comparer à la Commune parisienne de 1871. Lénine constata que tout ce que Marx avait écrit, dans son célèbre essai de 1871, sur la forme du gouvernement de la Commune, s'appliquait aux soviets de 1917.

L'Etat typique de l'ère moderne c'est ce pouvoir fort et centralisé, tel qu'il existe partout sur le continent européen et qui, pendant la guerre, s'est imposé aussi à l'Angleterre et à l'Amérique. La guerre impérialiste en avait considérablement accru l'efficacité et l'autorité. *Or, on voyait maintenant en Russie comment le peuple s'y prenait pour briser cet appareil.* La machine militaire de l'impérialisme s'arrêtait dès que les soldats, au lieu d'obéir aux officiers, obéissaient aux conseils des soldats. L'appareil du pouvoir civil était annihilé dès que les ouvriers en armes prenaient la place de la police et n'obéissaient, eux aussi, qu'aux instructions de leurs soviets.

Le caractère essentiel de l'Etat féodal et bourgeois, c'est la séparation qui y est réalisée entre l'autorité supérieure et le peuple : dans la rue c'est le policier en uniforme et en armes qui commande, et le peuple désarmé doit lui obéir. La manière dont le policier commande peut varier extrêmement suivant les organisations sociales et les constitutions. Le policier de la Russie des tsars ne ressemble pas au gardien de la paix français ou au constable anglais. Cependant ils ont tous ceci de commun qu'ils appartiennent à un organisme séparé de la masse du peuple et qui représente, en face de celle-ci, le pouvoir.

Par contre, dans l'Etat du type de la Commune, peuple et police ne font qu'un. Le peuple porte lui-même les armes et fait seul régner l'ordre. De même, il n'y a plus d'armée de l'ancien type. Les travailleurs armés sont en même temps les soldats. Le travail administratif, dans les villes et les villages, est exécuté dans les bureaux par des hommes de confiance que le peuple y a installés. Ils ne se différencient pas, dans leurs revenus comme dans leur apparence, des autres habitants de la localité. Ils sont constamment contrôlés par le peuple et peuvent être révoqués par celui-ci à tout instant.

Une organisation sociale de ce genre réalise déjà l'écroulement et la dissolution de l'ancien Etat, tels que les désire Marx, en accord ici avec les anarchistes. Chaque fois que, dans l'Histoire, le peuple a voulu vaincre un pouvoir féodal ou centralisé, il s'y est essayé par ces moyens-là...

C'est ainsi que Lénine en vint à lancer son nouveau mot d'ordre : Renverser le gouvernement provisoire et confier tout le pouvoir aux soviets...

Cependant, même en 1917, Lénine n'a pas renoncé à son idée de la nécessité d'une sévère dictature et d'un pouvoir central fort. En se déclarant pour le système des soviets, Lénine n'adhère nullement à la doctrine du fédéralisme et de la spontanéité des masses. Lénine avait organisé son parti, mais les soviets n'étaient pas son œuvre. Ceux-ci étaient la création du peuple lui-même. Lénine voulait s'en servir pour écraser définitivement l'impérialisme russe parce que, telle que la situation se présentait en 1917, seuls les soviets pouvaient remplir cette tâche. Comment, après la victoire complète des démocrates, le bolchevisme autocratique et centralisateur s'accommoderait-il du principe des soviets fédéralistes et anarchiques ? C'est ce dont Lénine, pendant le printemps de l'été de 1917, ne se souciait pas...

En fait, voici comment les choses se passèrent.

De la mer Noire et de l'océan Glacial, de la Baltique et du Pacifique, les blancs envahirent la Russie avec l'aide de l'Entente. Les plus redoutables ennemis des soviets étaient, à l'est, le général Koltchak et, au sud, le général Denikine.

La guerre civile fut conduite avec la plus extrême férocité...

Après des combats à l'issue souvent incertaine, qui durèrent jusqu'en 1920, l'Armée rouge vainquit sur tous les fronts. Les soviets réoccupèrent en Asie tous les territoires qui avaient appartenu à l'empire des tsars. Ils reconquirent le Caucase et, en Europe, l'Ukraine et les côtes de la mer Noire. Toutefois, à l'ouest, la Finlande, les Etats baltes et la Pologne demeurèrent indépendants de la Russie. Les victoires militaires des années 1918 à 1920 conférèrent aux bolcheviks dans le pays une énorme autorité. Elles effaçaient l'opprobre de Brest-Litovsk. Les ouvriers et les paysans pouvaient se glorifier d'avoir repoussé victorieusement l'assaut de toutes les puissances impérialistes. Depuis lors, les mots de « bolchevisme » et de « révolution russe » ne signifient, dans l'esprit des masses, qu'une seule et même chose.

Les bolcheviks avaient remporté, les armes à la main, la victoire décisive contre les officiers tsaristes et les seigneurs. Trotsky et Lénine avaient battu Denikine et Koltchak. Tous les autres partis : libéral, mencheviste, social-révolutionnaire, etc., furent pulvérisés entre ces deux grands adversaires. Pendant la guerre civile les bolcheviks avaient proclamé que quiconque n'était pas avec eux était contre eux. Ils persuadèrent les masses que tous les partis non bolchevistes étaient pareillement contre-révolutionnaires.

Lorsque la guerre prit fin, la révolution avait, certes, triomphé de ses ennemis. Mais en même temps, le peuple russe avait perdu sa liberté démocratique toute neuve, incarnée dans les soviets ; la dictature toute-puissante du Parti bolchevique était installée en Russie, de Pétrograd au Pacifique.

En 1918, il était apparu que l'existence de la Russie soviétique dépendait de la création d'une armée apte à combattre. Un régiment ne pouvait combattre, si le colonel devait, avant de donner un ordre, prendre l'avis d'une douzaine de soldats. *Aussi Trotsky exclut-il complètement les soviets de soldats de sa nouvelle armée.* On confia en partie les commandements supérieurs à d'anciens officiers tsaristes auxquels on adjoignit, pour les contrôler, des commissaires bolchevistes. Dans les années qui suivirent on réussit aussi à constituer un corps de jeunes officiers, imbus du véritable esprit révolutionnaire. Les premières troupes rouges étaient faites de volontaires, mais bientôt on dut recourir à la conscription.

La création de l'Armée rouge était alors pour la Russie soviétique une dure nécessité. Mais, en même temps, *la première brèche était ouverte dans le système des soviets.* Selon Lénine, un des premiers mérites du régime soviétique c'est qu'il supprimait le caractère qu'avait eu l'armée, jusqu'alors, d'un corps séparé du peuple et opposé à celui-ci. Or voici que s'était de nouveau constituée, en Russie, une armée centralisée, différenciée de la population civile et formée en partie de soldats de carrière. A partir de 1918 déjà, les soviets locaux n'avaient rien à dire aux régiments de l'Armée rouge qui traversaient leurs villes ou y tenaient garnison. *Ainsi un organisme important de l'ancien Etat autoritaire se trouvait reconstitué...*

Concurremment avec la reconstitution de l'Armée s'opéra en Russie, de 1918 à 1920, le retour à l'Etat centralisé dans tous les domaines. La lutte contre les conjurations contre-révolutionnaires exigea la création d'une police politique aux pouvoirs étendus, et fortement centralisée. Ce fut la fameuse Tchéka (dénommée plus tard Guépéou)...

A côté de l'armée et de la police centralisées, qui se différenciaient du peuple, apparurent les organismes centralisés de l'économie. *Chaque branche de l'industrie fut constituée en un trust dont le pouvoir s'étendait à toute la Russie,* et qui fut chargé d'unifier la production. Il en fut de même des transports, du commerce, de la banque. L'administration, la justice et l'éducation furent également centralisées et toutes les questions importantes furent tranchées par des décrets du gouvernement ayant immédiatement force exécutoire.

Les soviets locaux avaient bien, en 1917, renversé l'ancien Etat. Mais un nouvel Etat, encore plus puissant, avait surgi à sa place qui ne leur laissait que de médiocres prérogatives communales. Ce puissant Etat centralisé était-il du moins soumis au contrôle démocratique du Congrès panrusse des soviets ? Or, *il apparut, à partir de 1918, que l'organisation « soviétique » n'était qu'une fiction et cela n'a pas changé depuis.*

II

LE KOMINTERN OU INTERNATIONALE COMMUNISTE

Les communistes, et Lénine plus spécialement, ont étudié minutieusement l'histoire des révolutions, celle de 1789 en particulier.
Lénine attribue en partie son échec au fait qu'elle a été isolée dans le monde et sans appui extérieur.

Citons Lénine :

En étudiant les révolutions françaises passées, Lénine arrête avant tout son attention sur l'histoire de la grande Révolution de 1789. Pour lui, la révolution de la bourgeoisie et celle du prolétariat ne manquent pas de traits communs :

« *Prenons la grande Révolution française*. Ce n'est pas sans motif qu'on l'appelle la grande. En faveur de la classe pour laquelle elle travaillait, la bourgeoisie, *elle a tant fait que tout le* XIX^e^ *siècle, ce siècle qui a donné la civilisation à toute l'humanité, a été marqué de son signe*. Il n'a fait autre chose dans tous les coins du monde que d'exécuter partiellement ou d'achever ce qu'avaient commencé les grands révolutionnaires de la bourgeoisie française, qui servaient les intérêts de cette bourgeoisie sans en avoir conscience, sous les mots de liberté, d'égalité et de fraternité.

« Notre révolution a fait en faveur de notre classe, en faveur du prolétariat que nous servons, plus de travail en dix-huit mois que les grands révolutionnaires français pour la leur.

« Ils ont tenu deux ans, et puis ils ont péri sous les coups de la réaction européenne coalisée, sous les coups des régiments du monde entier, qui les ont brisés, qui ont rétabli le monarque légitime, le Romanov d'alors, restauré les grands propriétaires et étouffé pour des dizaines d'années tout mouvement révolutionnaire en

France. Et, malgré tout, la grande Révolution française a triomphé.

« Tout homme comprenant l'histoire dira que *la Révolution française, même battue, a triomphé*, parce qu'elle a donné au monde des leçons de démocratie bourgeoise et de liberté bourgeoise qui étaient impérissables.

« Lorsque les grands révolutionnaires bourgeois de France ont péri dans la lutte, ils ont péri seuls, sans soutien dans les autres pays. Contre eux, se sont armés tous les Etats d'Europe, et avant tout l'Angleterre. Notre révolution, après dix-huit mois de domination bolchevique, a fait que le nouvel Etat créé par elle, l'Etat soviétique, est devenu compréhensible et familier aux ouvriers du monde entier comme leur Etat...

« *Les historiens de la bourgeoisie voient dans le jacobinisme une chute. Les historiens du prolétariat y voient un des plus hauts degrés atteints par la classe opprimée* dans sa lutte pour l'affranchissement. Les Jacobins de France sont les meilleurs exemples de la révolution démocratique et de la résistance à la coalition contre-révolutionnaire des monarques. La victoire complète ne leur était pas réservée, surtout parce que la France du XVIII^e^ siècle était entourée sur le continent de pays trop retardataires et aussi parce qu'elle-même n'avait pas la base matérielle nécessaire au socialisme, les banques, les syndicats patronaux, l'industrie mécanique, les voies ferrées.

« Le jacobinisme en Europe, sur la frontière de l'Europe et de l'Asie, au XX^e^ siècle, serait la domination de la classe révolutionnaire, c'est-à-dire du prolétariat qui, soutenu par les paysans pauvres et possédant la base matérielle du socialisme, pourrait non seulement donner les grandes choses qu'ont données les Jacobins du XVIII^e^ siècle, mais aussi conduire partout à une victoire solide des travailleurs... »

C'est dans ce but qu'a été créé le Komintern ou Internationale communiste.

Voici quelques notes annexes précisant les attributions et les relations réciproques du Parti communiste, de l'Etat soviétique et de la III^e^ Internationale ou Komintern :

1. A l'origine de tout le mouvement bolcheviste en Russie et dans le monde entier se trouve le « *Parti communiste* » de l'Union soviétique. C'est lui qui règne en maître de la Russie. Ayant pu s'emparer de l'Etat russe, l'ayant remanié à sa guise, le Parti communiste s'en sert maintenant comme de base pour la bol-

chevisation du monde. Il se sert aussi dans ce but du « *Komintern* », autre instrument qu'il a créé de toutes pièces après avoir conquis la Russie.

2. La masse du Parti communiste russe fournit les troupes disciplinées ; c'est d'en haut, des chefs, qu'émanent les décisions, les nominations, l'organisation, la forme, les directives, le programme, la volonté. Le congrès du Parti, qui soi-disant régit le Parti communiste soviétique, n'est pas en réalité le maître ; il n'est que l'émanation, l'instrument docile du secrétariat, ou plus exactement de son Bureau politique. Au sein du « *Polit-Bureau* », organisme omnipotent, c'est Staline, secrétaire général du Parti, qui règne en autocrate.

3. Le « *Polit-Bureau* » constitue donc l'organe souverain non seulement du Parti, mais encore de l'Etat et de toutes les autres institutions, administrations et organisations fonctionnant sur le territoire de l'Union soviétique, ainsi que de leurs ramifications à l'étranger. Comme l'a dit Staline lui-même : « Le Polit-Bureau est l'organe suprême non de l'Etat, mais du Parti ; mais c'est le Parti qui est la puissance dirigeant l'Etat. » Ainsi, le Parti communiste soviétique qui domine l'Etat est lui-même dominé par le Polit-Bureau. En d'autres termes, tout ce qui s'édicte, se promulgue, s'organise, s'entreprend ou est imposé au sein de l'Etat soviétique ou à son instigation, à l'étranger, reçoit la sanction du Polit-Bureau ou se fait sur ses ordres. Ceci concerne en particulier le Komintern.

4. C'est le *Komintern* qui est chargé de préparer les voies et moyens, de déclencher dans chaque pays la révolution bolchevique, suivie de la proclamation de la « République soviétique », laquelle se fédérera avec l'U.R.S.S. Le Komintern fut, dès l'origine, considéré comme le « levier principal de la révolution mondiale ». Dès l'origine aussi, il s'est établi une sorte d'interpénétration très particulière entre cet organe d'une part et le Parti communiste et l'Etat soviétique d'autre part. Au point de vue de l'organisation, le Komintern n'est qu'une ramification de ces deux autres pouvoirs, quoiqu'on cherche à le représenter comme une institution indépendante. Le Gouvernement soviétique, en tant que créature du Parti communiste, assure au Komintern les moyens d'action indispensables, et veille au développement de son activité. L'interpénétration dont nous parlions plus haut est incontestable, puisque ce sont les mêmes hommes qui tiennent partout les leviers de commande.

5. Le *Comité central du Parti communiste soviétique, le gouvernement soviétique* et *le Komintern* poursuivent les mêmes buts : révolution prolétarienne internationale, instauration de la République soviétique universelle, communisme appliqué au monde entier.

L'Etat soviétique professe une doctrine d'un « impérialisme » assez particulier : tous les pays du monde, les uns après les autres, devront se fédérer avec l'Union des Républicains socialistes soviétiques telle qu'elle existe actuellement.

L'Union soviétique comprend tous les pays déjà conquis et rattachés par la violence au communisme.

Le Komintern prépare la révolution soviétique au sein des pays non encore gagnés au bolchevisme, avec l'appui des milieux sociaux déjà acquis à sa cause.

L'Union soviétique, c'est la révolution victorieuse ; le Komintern, c'est la révolution bolcheviste en marche.

Le Komintern, en tant qu'agence mondiale d'espionnage, de propagande et d'action bolcheviste, en tant qu'instrument de la guerre civile, est indispensable à l'Union soviétique.

L'Union soviétique, elle, est indispensable au Komintern, parce qu'elle lui fournit ses moyens d'action politiques et financiers et lui sert de base d'opération.

6. *Sont donc soumis à la dictature soviétique :*

a) Le gouvernement de l'U.R.S.S. et son ministère des Affaires étrangères (Narkomindel) ;

b) L'Etat soviétique, tous les moyens d'action dont il dispose, ses finances, son armée ;

c) Le Parti communiste de l'Union soviétique et tous ses membres — par conséquent, tout le personnel, entièrement composé de communistes éprouvés, des missions diplomatiques et commerciales à l'étranger ;

d) Le Komintern et toutes ses sections, c'est-à-dire tous les Partis communistes des autres pays ;

e) Toutes les organisations auxiliaires du Komintern, y compris celles du « Front unique ».

En vertu des principes de discipline et d'obéissance qui sont à la base de tout l'édifice bolcheviste, le « Polit-Bureau » et le dictateur Staline portent tout le poids de la responsabilité de l'action subversive des communistes et des agents soviétiques dans le monde [1].

1. Ces notes sont extraites d'une brochure publiée par « l'Entente internationale contre la IIIe Internationale (Genève) » Le Komintern, le gouvernement soviétique et le Parti communiste de l'U.R.S.S., septembre 1934.
L'Entente internationale était dirigée par M. Th. Aubert.

Le Programme de l'Internationale communiste (Komintern) promulgué à Moscou en 1928 par le VI^e Congrès précise comme suit les devoirs réciproques de l'U.R.S.S. à l'égard du prolétariat international et de ce dernier à l'égard de l'U.R.S.S. :

« *L'importance de l'U.R.S.S., ses obligations révolutionnaires internationales* »

« Pays de la dictature du prolétariat et de l'édification du socialisme, pays des immenses conquêtes de la classe ouvrière, de l'union des ouvriers et des paysans et d'une nouvelle culture en marche sous le drapeau du marxisme, l'U.R.S.S. devient nécessairement la base du mouvement universel des classes opprimées, le foyer de la révolution internationale, le facteur le plus grand de l'histoire du monde.

« Le prolétariat de tous les pays trouve pour la première fois dans l'U.R.S.S. une véritable patrie, et les mouvements coloniaux un puissant centre d'attraction.

« L'U.R.S.S. est ainsi, au milieu de la crise générale du capitalisme, un facteur des plus importants, non seulement parce que, détachée du système capitaliste mondial, elle a posé les fondements d'un nouveau système économique socialiste, mais encore parce qu'elle joue un rôle révolutionnaire d'une importance exceptionnelle, énorme : moteur international de la révolution prolétarienne, incitant les prolétaires de tous les pays à la conquête du pouvoir, exemple vivant démontrant que la classe ouvrière, capable de détruire le capitalisme, sait aussi édifier le socialisme, prototype des relations fraternelles de toutes les nationalités au sein de l'Union des Républiques socialistes soviétiques de l'univers et de la réunion des travailleurs de tous les pays dans le système économique mondial unique du socialisme que le prolétariat international établira après la conquête du pouvoir.

« L'existence simultanée de deux systèmes économiques, le système socialiste de l'U.R.S.S. et le système capitaliste des autres pays, impose à l'Etat prolétarien le devoir de repousser les attaques du monde capitaliste (boycottage, blocus, etc.), de manœuvrer dans le domaine économique et de mettre à profit les relations économiques avec les pays capitalistes... Il s'agit d'abord et principalement de nouer des relations aussi larges que possible avec l'étranger, dans les limites où elles sont profitables à l'U.R.S.S. pour consolider son industrie, jeter les bases d'une industrie lourde et de l'électrification et enfin de créer une industrie socialiste de construction mécanique. Ce n'est que dans la mesure où cette indépendance économique lui est assurée malgré l'encerclement capitaliste, que l'U.R.S.S. se sent sérieusement prémunie contre la destruction éventuelle de l'œuvre d'édification socialiste et contre son inféodation au système capitaliste mondial.

« Les Etats capitalistes, quels que soient leurs intérêts en U.R.S.S., hésitent, constamment sollicités en sens contraire par leurs intérêts commerciaux et par la crainte du développement de l'U.R.S.S. qui est aussi celui de la révolution mondiale. La tendance à l'encerclement de l'U.R.S.S. et à la guerre contre-révolutionnaire en vue de restaurer un régime universel de terrorisme bourgeois, est la tendance essentielle et fondamentale de la politique des puissances capitalistes.

« Les tentatives systématiques d'encerclement politique de l'U.R.S.S. et le danger grandissant d'une agression n'empêcheront pas le P.C. de l'U.R.S.S., section de l'Internationale communiste, dirigeant la dictature du prolétariat en U.R.S.S., de remplir ses devoirs internationaux et de soutenir tous les opprimés : le mouvement ouvrier des pays capitalistes, le mouvement des peuples coloniaux contre l'impérialisme, la lutte contre toutes les formes d'oppression nationale...

« *Les obligations du prolétariat international à l'égard de l'U.R.S.S.*

« Le prolétariat international, dont l'U.R.S.S. est la seule patrie, le rempart de ses conquêtes, le facteur essentiel de son affranchissement international, a pour devoir de contribuer au succès de l'édification par tous les moyens contre les attaques des puissances capitalistes.

« Le devoir du prolétariat international est de répondre à l'agression et à la guerre des Etats impérialistes contre l'U.R.S.S., par les actions de masses les plus audacieuses et les plus résolues et par la lutte pour le renversement des gouvernements impérialistes sous les mots d'ordre de la dictature du prolétariat et de l'alliance avec l'U.R.S.S.

« Il sera nécessaire dans les colonies et plus particulièrement dans celles du pays impérialiste assaillant l'U.R.S.S. de mettre à profit ce déplacement des forces armées de l'impérialisme, pour développer au plus haut degré la lutte anti-impérialiste et pour secouer par l'action révolutionnaire le joug de l'impérialisme et conquérir l'indépendance complète.

« Le développement du socialisme dans l'U.R.S.S. et la croissance de son influence internationale, s'ils mobilisent contre elle la haine des puissances capitalistes et de leur agence social-démocrate suscitent d'autre part les plus vives sympathies des grandes masses des travailleurs du monde entier et font naître dans les classes opprimées de tous les pays la ferme volonté de se battre par tous les moyens en cas d'agression impérialiste, pour le pays de la dictature du prolétariat.

« Ainsi, le développement des contradictions de l'économie mondiale, le développement de la crise générale du capitalisme et l'agression impérialiste contre l'U.R.S.S. aboutiront infailliblement à une formidable explosion révolutionnaire qui ensevelira le capitalisme dans les pays " civilisés ", déchaînera la révolution victorieuse dans les colonies, élargira immensément la base de la dictature du prolétariat et constituera dès lors un grand pas vers la victoire définitive du socialisme dans le monde... » (Programme de l'Internationale communiste).

Trotsky, dans la Révolution trahie, reproche âprement à Staline de trahir l'esprit de la révolution internationale ; à titre d'illustration, il nous donne quelques exemples frappants de l'entraide qui a uni l'U.R.S.S. aux mouvements révolutionnaires du monde entier depuis 1917.

Citons Trotsky :

« La politique étrangère est toujours et partout la continuation de la politique intérieure, car elle est celle de la même classe dominante et poursuit les mêmes fins. La dégénérescence de la caste dirigeante de l'U.R.S.S. ne pouvait manquer de s'accompagner d'une modification correspondante des fins et des méthodes de la diplomatie soviétique. *La « théorie » du socialisme dans un seul pays,* pour la première fois énoncée au cours de l'automne 1924, signifiait le désir de délivrer la politique étrangère des soviets du programme de la révolution internationale...

« A l'heure présente, l'Internationale communiste n'est plus qu'un appareil parfaitement docile, prêt à tous les zigzags, au service de la politique étrangère soviétique.

« La bureaucratie n'a pas seulement rompu avec le passé, elle a aussi perdu la faculté d'en comprendre les leçons capitales. La principale est que *le pouvoir des soviets n'eût pas tenu douze mois sans l'appui immédiat du prolétariat mondial, européen d'abord, et sans le mouvement révolutionnaire des peuples des colonies.* Le militarisme austro-allemand ne put pousser à fond son offensive contre la Russie des soviets parce qu'il sentait sur sa nuque l'haleine brûlante de la révolution. Les révolutions d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie annulèrent au bout de neuf mois le traité de Brest-Litovsk. Les mutineries de la flotte de la mer Noire, en avril 1919, contraignirent le gouvernement de la III^{e} République à renoncer à l'extension des opérations dans le midi du pays soviétique. C'est sous la pression directe des ouvriers britanniques que le Gouvernement anglais évacua le nord en septembre 1919...

« Ces épisodes saisissants ne sont pas isolés ; ils caractérisent la première période, la plus difficile, de l'existence des soviets. Bien que la révolution n'ait vaincu nulle part ailleurs qu'en Russie, les espérances fondées sur elle n'ont pas été vaines.

« Le gouvernement des soviets signa dès lors divers traités avec des Etats bourgeois : le traité de Brest-Litovsk en mars 1918 ; le traité avec l'Esthonie en février 1920 ; le traité de Riga avec la Pologne en octobre 1920 ; le traité de Rappalo avec l'Allemagne en avril 1922 et d'autres accords diplomatiques moins importants...

« *L'idée maîtresse de la politique étrangère des soviets était que les accords commerciaux, diplomatiques, militaires de l'Etat soviétique avec les impérialistes, accords inévitables, ne devaient en aucun cas freiner ou affaiblir l'action du prolétariat des pays capitalistes intéressés, le salut de l'Etat ouvrier ne pouvant en définitive être assuré que par le développement de la révolution nationale...* »

Dans ce but, poursuit Trotsky :

« *Nous avons organisé au lendemain de notre victoire, en 1919, l'Internationale communiste. Nous avons maintes fois proclamé que le prolétariat du pays révolutionnaire victorieux est moralement tenu de venir en aide aux classes opprimées et révoltées, et ce non seulement sur le terrain des idées mais aussi, si possible, les armes à la main.* Nous ne nous sommes pas contentés de le déclarer. Nous avons soutenu par la force des armes les ouvriers

de Finlande, de Lettonie, d'Esthonie, de Géorgie. Nous avons tenté, en faisant marcher sur Varsovie les armées rouges, de donner au prolétariat polonais l'occasion d'un soulèvement. Nous avons envoyé des organisateurs et des instructeurs militaires aux révolutionnaires chinois. Nous avons, en 1926, réuni des millions de roubles pour les grévistes anglais... »

Et Trotsky conclut :

« La IIIe Internationale est née d'une protestation indignée contre le social-patriotisme. *Mais le contenu révolutionnaire que lui avait insufflé la révolution d'octobre est depuis longtemps dilapidé...* et notre malentendu (pourrait dire Staline en s'adressant aux Etats occidentaux) consiste à nous prendre pour les instaurateurs du bolchevisme dont nous sommes les fossoyeurs. »

(L. Trotsky, *La Révolution trahie.*)

Léon Blum, de son côté, dans un article de *Paris-Soir* (novembre 1939), reproche à Staline de subordonner uniquement sa conduite à ses intérêts matériels :

« Je dis intérêts matériels, car, pour ma part, *j'exclus délibérément de ses desseins l'immense ambition révolutionnaire qui fit la grandeur du communisme il y a vingt ans.* Les intérêts de Staline sont les intérêts personnels de sa domination et les intérêts impérialistes de la Russie, conçus comme le faisait le tzarisme. »

Le général Krivitsky [1], ancien chef du service d'espionnage soviétique pour l'Europe occidentale, fait à Staline un reproche analogue dans un ouvrage important paru en 1939, *Agent de Staline*, mais la question n'est pas si simple que cela et nous tenterons de la mettre au point dans la conclusion de cet ouvrage.

1. Le général Krivitsky a été assassiné le 10 février 1941 à Washington par des agents soviétiques.

III

LE TRAVAIL DANS L'ILLÉGALITÉ

Le Parti communiste a préparé de longue date le passage instantané de la légalité à l'illégalité.

L'interdiction officielle qui l'a frappé en septembre 1939, à la déclaration de la guerre, l'a trouvé prêt à continuer son action souterraine.

Citons les directives données en 1930 par O. Bewer, à l'Ecole de perfectionnement des fonctionnaires du Parti :

La méthode essentielle du travail des partis communistes sur le terrain d'organisation consiste à coordonner judicieusement les méthodes légales et illégales de ce travail.

« Il importe de discerner deux formes de coordination des méthodes légales et illégales du travail du Parti. La première, dans les Partis communistes légaux en passe de devenir clandestins ; et l'autre forme, dans les Partis communistes illégaux qui exploitent les différentes possibilités légales.

« *Pour les Partis légaux en passe de devenir clandestins,* la question se pose comme suit : les Partis se doivent de lutter, jusqu'à la dernière limite, pour sauvegarder toutes les formes existantes du mouvement ouvrier légal, pour la légalité du Parti communiste, de la littérature communiste, pour les syndicats légaux et autres organisations légales de masse.

« Néanmoins, dans cette lutte, les Partis communistes de ces pays, si grandes que soient à l'heure actuelle les " libertés démocratiques " et si facile qu'il leur soit momentanément d'obtenir l'autorisation de publier des journaux communistes légaux, d'organiser des démonstrations, etc., *se doivent, dès à présent, d'organiser et de consolider leurs appareils clandestins,* du faîte à la base.

Tous les Partis légaux portent, aujourd'hui, l'énorme responsabilité de la création et du renforcement de l'appareil illégal du Parti. Ils se doivent, dès maintenant, de prendre toutes mesures utiles pour désigner, à l'intérieur des comités du Parti fonctionnant légalement, un noyau dirigeant, clandestin, des sections clandestines de l'appareil du Parti (adresses, archives, une partie déterminée de la correspondance, etc.) qui doivent être isolés de l'appareil légal du Comité du Parti. Certains membres des comités du Parti doivent, dès à présent, passer à l'illégalité. Les grands chefs de Partis communistes légaux doivent avoir la possibilité, au moment voulu, de passer rapidement à l'action clandestine. A cet effet, les Partis doivent disposer d'appartements appropriés et de tous les autres moyens matériels.

« Il importe essentiellement d'élever dès à présent au travail de direction des militants encore inconnus de la police, mais qui ont fait leurs preuves au cours de l'action pratique de tous les jours en tant que militants dévoués indéfectiblement à la cause du communisme. Au fur et à mesure que la répression s'accentuera, il faudra former des cellules des organes dirigeants clandestins, en y faisant entrer ces militants, dans les mains desquels seront réunis les sections de l'appareil les plus exposées à la répression, les documents les plus importants du Parti, etc.

« En même temps, il importera, jusqu'à la dernière minute, de conserver l'enseigne du comité légal, d'utiliser les membres légaux du Comité central et autres Comités du Parti, susceptible d'intervenir légalement au nom du Comité du Parti, etc.

« Il faut organiser le travail de l'appareil du Parti de telle sorte que lorsque la police arrête les militants légaux du Parti et s'empare des locaux des comités du Parti, aucun papier d'importance ne tombe entre les mains de nos ennemis et qu'aucun camarade actif, détenteur des principaux rouages de l'appareil du Parti, ne soit mis hors de combat.

« Bref, *il faut que l'appareil du Parti, passant à l'action clandestine, puisse continuer son travail sans à-coups.*

« Ainsi, les Partis communistes légaux sous le couvert des comités légaux, d'enseignes légales, formeront un appareil illégal, des cadres de militants illégaux, depuis les comités du Parti jusqu'aux organisations de masse, en tenant compte que, la réaction une fois déchaînée, on se saisira non seulement des dirigeants des comités, mais aussi, des militants du Parti, se trouvant à la tête des organisations légales de masse.

« Il faut donc, à l'intérieur des syndicats révolutionnaires, du S.R.I. et des autres organisations révolutionnaires de masse, aujourd'hui encore légales, préparer des cadres et former les éléments constitutifs de l'appareil illégal et des méthodes de travail clandestines.

« *Pour les Partis illégaux, la tâche consistant à combiner le travail légal et illégal se pose d'une autre façon.* Pour les Partis illégaux, il ne s'agit pas, sous le couvert de la légalité, de construire et de consolider leur appareil illégal ; il s'agit de rompre le cadre de l'illégalité, de créer différentes sortes de couvertures légales et semi-légales, à l'aide desquelles on pourrait renforcer le travail de masse et lutter pour l'existence officielle du Parti communiste.

« *Le principal défaut de tout appareil illégal, c'est qu'il rend difficile le contact avec les masses, alors que la tâche essentielle du P.C. est précisément d'assurer le contact le plus étroit avec ces masses.*

« Il est tout à fait évident que les Partis communistes ne seront à même d'organiser aucune action de masse du prolétariat, ni grève, ni démonstration, ni à plus forte raison d'assumer la direction de ses mouvements, si les comités du Parti, dans les moments graves de la lutte, perdent la liaison avec les cellules d'usines et les organisations sans parti de masse.

« *Quelles sont les principales formes de liaison qu'il faut absolument prévoir ?*

« Ce qui importe, c'est d'avoir une liaison vivante, bien organisée, mais secrète, qui permette aux représentants des cellules, des fractions d'organisations de masses, de rapporter les événements qui ont eu lieu à l'usine, ce qu'a fait la cellule, ce qu'elle se propose d'entreprendre, etc., pour que le représentant du Comité du Parti, en prenant connaissance de ces rapports, donne des conseils aux cellules sur la conduite à tenir, leur transmette les directives des organes supérieurs du Parti.

« Même pour les Partis légaux, ce système de liaison doit être employé, tout en conservant les liaisons légales. Cela pour permettre, au cas où le siège légal du comité serait fermé, de rétablir d'urgence la liaison avec les cellules de base du Parti. Ce système double doit aussi fonctionner pour la correspondance.

« La presse du Parti doit être une de nos principales préoccupations. La réaction s'abattra, avant tout, sur la presse légale. Or, sans presse, le Parti est comme manchot. C'est pourquoi *tous les Partis doivent absolument se préparer à la publication d'une littérature illégale et à la mise sur pied d'un service de diffusion approprié.*

« Pour les éditions illégales, il importe de souligner spécialement la nécessité de les faire paraître avec des mots d'ordre absolument

précis, nets, clairs. Les ouvriers se comportent tout autrement envers la littérature illégale qu'envers les journaux légaux du Parti. Ils considèrent le journal illégal du Parti comme un document où chaque mot a une valeur spéciale. C'est pourquoi, si le Parti communiste n'assure pas la direction convenable des éditions illégales, celles-ci peuvent devenir très préjudiciables au Parti communiste.

« Un membre du Comité du Parti doit être responsable du service d'éditions et de diffusion de la littérature illégale. Cette fonction est aujourd'hui absolument obligatoire pour tous les Partis communistes, y compris les Partis communistes légaux, depuis le Comité central jusqu'aux comités locaux.

« Tous les Partis communistes sont tenus d'avoir des multiplicateurs pour publier leur littérature illégale ; imprimeries Rota Print et autres appareils de polycopie afin qu'il soit possible, au moment voulu, de publier sans délai la littérature illégale : journaux, tracts, etc.

« *En ce qui concerne la littérature illégale, il faut également en assurer la diffusion.* A cet effet, le Parti doit avoir un service de diffusion qui, en règle générale, ne doit, pas coïncider avec l'appareil du Comité du Parti. Des camarades compétents doivent être désignés à cette fin ; il faut disposer d'adresses spéciales pour déposer et transporter la littérature, de la typographie aux rayons, de ces derniers aux usines, où cette littérature sera distribuée parmi les ouvriers. Il faut prévoir spécialement un appareil de diffusion pour la littérature du Parti, dans les entreprises. A cet effet, on organisera, parallèlement aux cellules d'usines, des groupes d'amis de la presse avec un noyau de communistes à la tête ; on fera participer au travail de ces groupes des ouvriers sans parti actifs. Ces groupes, que l'on ferait bien de constituer par atelier et par service, auront pour tâche d'assurer la diffusion de la presse du Parti et la collecte des fonds en vue de le perfectionner. Ils pourront aussi grouper des correspondants ouvriers. »

(O. Bewer, *Le manuel du militant*,
Bureau d'Editions, Paris, 1931.)

Toute l'action clandestine du Parti communiste est basée sur un système de cellules dont nous allons exposer l'organisation et le fonctionnement.

L'organisation et le fonctionnement du système de cellules

Le travail des cellules d'usines

Depuis 1930, le Parti communiste français a donné beaucoup d'importance au travail des cellules d'usines.

Citons textuellement sur ce point les directives secrètes données dans une brochure d'instruction intitulée : Le Travail des cellules d'usines *(non datée).*

« Le Présidium du C.E. (Comité exécutif) de l'I.C. (Internationale communiste) a donné à tous les Partis communistes, en février 1930, la directive fondamentale " d'assurer, tout en intensifiant par tous les moyens le travail d'agitation et de propagande..., le remaniement des formes et méthodes de travail..., conformément aux tâches qui se posent pour la conduite des actions de masse du prolétariat (grèves, mouvements de chômeurs, manifestations), des ouvriers agricoles et des couches pauvres de la paysannerie (à l'intérieur du pays, comme dans les colonies), en procédant à une préparation convenable de ces actions de masse ".

« L'application pratique de cette direction a montré que tous les Partis communistes, sans exception, doivent absolument intensifier au maximum leur travail par le renforcement des cellules d'usines, car sans la reconstruction effective du Parti sur la base des cellules d'usines, cette directive ne peut être entièrement réalisée... »

Les instructions données aux cellules d'usines

« Ce qu'exigent avant tout les statuts de l'I.C. de la cellule d'usine, c'est que celle-ci soit, tout d'abord, un organe de liaison du Parti avec les masses de la classe ouvrière. En conséquence, le travail de la cellule d'usine doit être vérifié avant tout sous cet angle. Il faut absolument obtenir que la cellule se réunisse régulièrement, que tous les membres y assistent. Mais il est de même indispensable que la cellule d'usine se réunisse chaque fois, sans égard au plan et au programme, qu'un mouvement se produit dans l'usine, que les ouvriers se préparent à une action, à une grève, etc. Les comités du Parti et la direction de la cellule d'usine doivent prendre toutes les mesures qui dépendent d'eux pour que les membres du Parti et sympathisants assistent absolument à toutes les réunions d'ouvriers où il est question de

la lutte pour les revendications immédiates, de la préparation de mouvements, de grèves, etc. La cellule et le comité du Parti doivent leur indiquer exactement ce qu'ils ont à faire dans ces réunions, la ligne qu'ils doivent suivre, etc. Chaque instructeur du Parti, chaque militant de la cellule d'usine doit avant tout bien comprendre ces principes fondamentaux.

« En conséquence, la cellule d'usine doit être étroitement liée à la vie et à la lutte quotidienne des ouvriers de son entreprise : elle doit suivre attentivement ce qui se passe dans l'entreprise, le travail de l'administration, le travail des différentes organisations et groupes collectifs parmi les ouvriers, les changements dans l'état d'esprit des ouvriers, et mettre à profit la moindre des possibilités pour étendre l'influence du Parti sur les masses ouvrières et les mobiliser dans la lutte pour leurs intérêts de classe. Dans les réunions de cellules du Parti, il faut absolument discuter les questions générales du Parti ; en même temps, il faut absolument tenir compte de la façon dont ces directives doivent être concrètement et pratiquement réalisées dans l'entreprise donnée, ce qu'il faut faire à cet effet, quelles organisations auxiliaires doivent être constituées à cet effet dans l'usine, quelles tâches concrètes doivent être remplies par chaque membre de la cellule d'usine.

« D'autre part, la cellule d'usine doit aussi envisager comment on pourrait utiliser la situation donnée et l'état d'esprit des ouvriers pour étendre l'influence du Parti dans l'entreprise, ce qu'il faut faire concrètement dans ce but, quelles tâches concrètes doivent être données à chaque membre de la cellule d'usine, etc. »

La cellule d'atelier est le chaînon fondamental

« Le principal chaînon de la cellule d'usine est la cellule d'atelier.

« Chaque entreprise a des ateliers essentiels et secondaires. Les ateliers essentiels dominent les ateliers secondaires ; l'arrêt du travail dans un atelier essentiel provoquera fatalement l'arrêt du travail dans les autres ateliers. C'est pourquoi il est de toute importance d'avoir des liaisons et d'organiser des cellules d'ateliers, avant tout dans les ateliers dominants de l'entreprise.

« Certains camarades pensent que l'on ne peut organiser des cellules d'ateliers que dans les Partis qui comptent de fortes et de nombreuses cellules d'usines. C'est faux. Le travail du Parti dans l'entreprise commence toujours par l'atelier. Un membre du

Parti ne travaille pas dans l'entreprise en général : il travaille dans un atelier déterminé, dans une relève déterminée.

« Quels sont les devoirs d'un membre du Parti qui a été embauché comme ouvrier dans une entreprise, en ce qui concerne l'organisation d'une cellule ? Il doit s'orienter avant tout sur son atelier, il doit connaître les ouvriers avec lesquels il travaille, tout son entourage.

« Tout d'abord, il doit savoir s'il y a des membres du Parti ou des sympathisants. Il peut apprendre ceci de la façon suivante. Le comité du Parti peut le renseigner sur l'existence des membres du Parti dans l'atelier donné. La fraction du syndicat correspondant peut le renseigner sur l'existence d'ouvriers sans parti à état d'esprit révolutionnaire. Les fractions des autres organisations de masse (S.O.I., S.R.I., Fédération des locataires, organisations sportives, etc.) peuvent lui fournir des renseignements analogues. En premier lieu, il devra se lier avec les membres du Parti et les ouvriers révolutionnaires et, avec eux, il formera un noyau révolutionnaire dans l'atelier ayant pour base la cellule d'atelier. En s'appuyant sur ce noyau révolutionnaire, il faudra déterminer exactement la physionomie politique de tous les ouvriers de l'atelier : quels sont ceux qui sont membres du Parti social-démocrate, des organisations fascistes, etc. Il est absolument nécessaire pour chaque communiste et pour chaque cellule d'atelier, de connaître tous les ouvriers de l'atelier. En développant le travail du Parti dans l'atelier, les communistes devront évidemment se lier en premier lieu avec les ouvriers révolutionnaires sans parti. Ensuite, ils devront chercher à aborder les membres des syndicats réformistes et du Parti social-démocrate, de même que certains ouvriers fascistes ayant un état d'esprit révolutionnaire.

« En plus de leur travail dans leur atelier, les membres du Parti doivent entrer en liaison avec les ouvriers des autres ateliers. S'il n'y a des communistes que dans un seul atelier, cette cellule d'atelier doit remplir les fonctions d'une cellule d'usine et, avec l'aide du comité du Parti, prendre toutes les mesures voulues pour entrer en liaison avec tous les ateliers de l'entreprise, en s'appuyant sur les fractions des organisations de masse. En travaillant dans toute l'usine, cette cellule doit viser fermement à gagner, sous son influence, la majorité des ouvriers de son atelier, à être connue dans son atelier par tous les ouvriers, comme organe qui mène la lutte et prend la défense des intérêts de la classe ouvrière. »

La cellule d'usine est une organisation illégale

« Dans tous les pays capitalistes, la cellule d'usine ne peut fonctionner que comme organisation illégale. C'est pourqoi son travail et celui de chacun de ses membres doit être mené dans l'entreprise de façon à ce que chaque agent de la police qui existe dans l'entreprise ne sache pas, autant que possible, quel ouvrier est communiste et surtout ne sache pas le travail concret que mène le Parti communiste dans sa propagande et son agitation politiques parmi les ouvriers et dans son travail d'organisation pour consolider l'influence du Parti dans l'entreprise. C'est pourquoi, dans le travail de la cellule d'usine, il faut observer strictement les règles élémentaires de la conspiration. Ceci concerne dans la même mesure les pays où les Partis communistes sont illégaux, et les pays à Parti communiste légal. Dans les pays où les Partis communistes sont illégaux, la liaison de la cellule avec le comité du Parti est plus compliquée. Pour assurer cette liaison, il faut, en plus d'un fort appareil illégal et d'un solide appareil spécial de liaison illégale, utiliser amplement toutes les possibilités légales et semi-légales.

« En premier lieu, il faut utiliser les fractions des organisations de masse légales et semi-légales, les fractions des municipalités, etc. Mais dans les pays où les Partis sont légaux, les comités du Parti qui dirigent le travail des cellules d'usines doivent aussi donner des instructions aux membres des cellules d'usines sur *les règles de conspiration à observer dans le travail du Parti à l'usine.* On peut citer, par exemple, les règles suivantes :

« 1. Dans les séances de la cellule du Parti, dans les conversations sur les affaires du Parti et surtout en établissant des procès-verbaux et autres documents du Parti, les membres de la cellule ne doivent pas employer leurs véritables noms, mais des pseudonymes ;

« 2. En règle générale, il ne faut pas organiser des séances et parler des affaires du Parti en présence de personnes inconnues et surtout en présence de personnes au sujet desquelles on a des renseignements sur leur liaison avec la police ;

« 3. En règle générale, il ne faut pas organiser des séances de réunions du Parti en public. C'est pourquoi, pour les réunions du Parti, il faut choisir un lieu où il est possible de discuter les questions du Parti sans risque d'être entendu par de tierces personnes. En conséquence, il faut avoir en vue que l'on devra en général organiser de cette façon les réunions de cellules d'usines en dehors

de l'entreprise. Cette circonstance ne devra pas naturellement changer le caractère de leur travail en tant qu'organisme de liaison du Parti avec les ouvriers des usines et des fabriques ;

« 4. Chaque membre du Parti doit veiller attentivement à ne pas porter sur lui dans les réunions des documents du Parti permettant, au cas où la réunion serait découverte, d'établir que cette réunion est une réunion communiste ;

« 5. En général, les membres du Parti travaillant en usine ne doivent pas sans nécessité dire à qui que ce soit qu'ils sont membres du Parti.

« En expliquant ces règles nécessaires pour la conspiration des membres des cellules d'usines, les comités du Parti devront en même temps expliquer de la façon la plus catégorique que les règles de conspiration des Partis communistes ne doivent en aucun cas isoler les cellules d'usines de la masse des ouvriers de l'entreprise. Les cellules d'usines, tout en se cachant de la police et de ses agents, doivent constamment manifester leur présence aux ouvriers en publiant des tracts, des journaux d'usines, en organisant des meetings, etc. Le principal devoir des cellules d'usines est d'habituer la masse ouvrière de l'entreprise à ce que la cellule d'usine réagisse à tout événement qui se passe dans l'usine et dans le pays, en lançant au nom du Parti des mots d'ordre adéquats pour l'organisation de la lutte pour les intérêts de la classe ouvrière.

« En prenant toutes les mesures de précautions nécessaires pour ne pas attirer l'attention des agents de la police, les membres du Parti doivent en même temps, non seulement mener un travail quotidien des plus opiniâtres pour gagner de nouvelles couches d'ouvriers dans les rangs du Parti et dans la sphère d'influence du Parti, mais doivent aussi, lorsque les circonstances l'exigent (par exemple, une grande effervescence des ouvriers, à la suite d'explosion des mines), charger les membres les plus actifs de la cellule, de prendre ouvertement la parole, au nom du Parti, devant les ouvriers, sans tenir compte des risques d'arrestation et de renvoi qu'ils encourent. »

La discipline du Parti, l'autobiographie, les fiches, les « Listes noires »

Les chefs des cadres doivent s'attacher à connaître les cadres subalternes et les militants. Il convient en effet de savoir si personne ne s'écarte de la ligne tracée par le Parti.

Le militant est bientôt appelé à établir — de sa main — sa biographie.

L'autobiographie est pour le Parti le moyen de tenir tous ses adhérents.

On ne peut ni se raconter complaisamment, ni romancer sa vie, car Janin, important chef occulte du Comité central, grand maître des cadres, esprit froid et positif formé à Moscou, ne s'y laisse pas prendre.

Il constitue ses fiches et contrôle tout. Telle militante porte-t-elle habituellement chapeau et fourrure ? C'est noté. Elle est à surveiller.

Tout doit être écrit : son ascendance et ses amitiés ; sa formation et la mentalité de sa femme, ses ennuis d'argent et son activité au Parti.

Si l'homme est suspect, la surveillance de ses camarades se resserre. A la première faute, il est surpris, dénoncé, traduit devant la commission de contrôle et jugé.

S'il est radié du Parti — vidé — son martyre commence.

Il est noté, avec sa photographie, à la première « *liste noire* » à paraître, véritable Bulletin criminel du Parti, diffusé à toutes les organisations.

Aussitôt brimé sur les lieux de travail, injurié, parfois frappé, signalé à la Direction comme « dangereux pour la Défense nationale », il ne doit pas tarder à fuir.

Mais, signalé partout, comment garder son gagne-pain ?

A peine embauché, aussitôt découvert, surveillé, brimé, on peut s'imaginer son existence.

Les militants pris en faute n'attendent pas l'exclusion pour se soumettre.

Ils sont désormais la chose du Parti.

Il n'est pas étonnant que les miliciens des brigades internationales, au retour de la guerre d'Espagne, aient trouvé du travail et que les militants licenciés aient passé d'une usine dans l'autre pour finir dans les arsenaux.

On ne s'étonnera plus, après avoir vu les « listes noires » du Parti communiste, que des ouvriers réfractaires aient dû se soumettre afin de pouvoir continuer à gagner leur vie.

On ne s'étonnera plus de l'incroyable succès du mouvement d'occupation des usines lorsqu'on connaît les règles de la cadence révolutionnaire.

Dès 1937-1938, le plan de mobilisation établi dans chaque commune de banlieue avait été porté à sa perfection par les communistes, et à leur seul profit, surtout dans les localités administrées par eux.

Les divers bâtiments communaux — écoles comprises — servaient généralement de lieu de rassemblement. La liaison était assurée soit par fil direct, soit par estafettes cyclistes et motocyclistes. Les véhicules communaux étaient tenus prêts à partir. Pompiers, cantonniers, employés communaux — du Parti évidemment — étaient là. Chacun était à son poste.

Si, alors, l'ordre en avait été donné, la concentration des milliers de militants éprouvés aurait pu être réalisée en trente minutes, dans certaines cités ouvrières proches de Paris, bases de départ extrêmement fortes parce que protégées par les populations locales sympathisantes.

Pendant la même période, on a bien souvent constaté l'existence de l'état d'alerte chez les seuls communistes.

Afin de ne pas donner l'éveil, les sirènes — réservées d'ailleurs au signal antifasciste — n'avaient pas été employées mais, convoqués de cellule à cellule, les effectifs avaient discrètement gagné les lieux de rassemblement et, la mise en place contrôlée, tous attendaient en silence un ordre qui ne fut jamais donné.

IV

LE PLAN COMMUNISTE D'INSURRECTION ARMÉE

Les communistes après l'armistice

A la faveur des troubles qu'amenèrent la défaite et l'occupation, le communisme se réorganisa. Ses cadres se reconstituèrent et la propagande reprit sur une vaste échelle. Elle utilisa deux sources profondes du mécontentement

— d'une part, elle excita toute revendication contre les difficultés de plus en plus grandes d'existence ;

— d'autre part, elle poussa à la rébellion contre l'occupation allemande, lourde à supporter, et prit cyniquement figure de défenseur de l'indépendance nationale.

Pour comprendre l'hypocrisie et la duplicité de pareille attitude, nous allons montrer par des textes irréfutables et frappants que le communisme agit ainsi selon un plan longuement prémédité et mûrement établi en vue d'une nouvelle guerre mondiale.

Ce plan, nous allons le résumer en deux parties :

I. Politique générale du communisme au cas prévu et attendu d'une nouvelle guerre mondiale. Politique qui tient en une phrase : « Transformation de la guerre nationale en guerre civile. »

II. Moyen pratique d'arriver à ce but grâce à un plan mûrement préparé de guerre civile : « Le Plan communiste d'insurrection armée », de Neuberg, fruit des enseignements de Lénine et de l'expérience de quarante années de luttes révolutionnaires dans le monde.

Le Péril communiste dans la guerre actuelle

La grande thèse communiste sur la guerre est celle-ci :

La première guerre mondiale a abouti au succès du bolchevisme en Russie, c'est-à-dire sur la sixième partie du globe.

La nouvelle guerre mondiale doit aboutir au succès du bolchevisme dans le monde, selon le mot d'ordre célèbre de Lénine :

« Transformation de la guerre impérialiste (c'est-à-dire nationale) en guerre civile. »

Voici un résumé de la thèse communiste telle qu'elle ressort d'une étude très bien faite de Stoll sur les doctrines de Lénine

(A. Stoll, *Lénine et la guerre,* brochure de la « Collection syndicale internationale », 1, rue Mondétour, Paris 1er, 1932).

Nous allons citer textuellement sans aucun commentaire :

Les communistes veulent transformer la guerre mondiale en guerre civile

« La transformation de la guerre impérialiste actuelle en guerre civile, écrivait Lénine en 1914, est le seul mot d'ordre prolétarien juste, découlant de toutes les conditions de la guerre impérialiste entre les pays bourgeois évolués. Si grandes que paraissent les difficultés d'une telle transformation à tel ou tel moment, les socialistes ne renonceront jamais à faire un travail de préparation systématique, persévérant, inlassable dans ce sens, une fois que la guerre est devenue un fait.

« La révolution, c'est la lutte armée contre le gouvernement et les classes au pouvoir, et, par conséquent, c'est la guerre civile.

« On ne peut en finir avec la guerre impérialiste qu'au moyen de la guerre civile ; c'est-à-dire d'une révolution tournée contre le gouvernement " national ". Dans les pays capitalistes avancés, cette révolution ne peut être que prolétarienne, socialiste. »

La révolution ne vient pas toute seule, il faut la préparer

« La révolution ne se fait pas toute seule. Il faut un effort persévérant et durable pour la préparer. Toute la marche de la

vie économique du pays en temps de guerre contribue puissamment à préparer à la révolution les masses ouvrières et paysannes. La guerre désorganise la vie économique, elle provoque la disette, la misère des masses, une recrudescence de l'exploitation et de l'oppression politique sous tous ses aspects. Il en résulte que les masses se pénètrent d'un esprit révolutionnaire. La tâche des révolutionnaires prolétariens conscients, c'est-à-dire avant tout des communistes et des sympathisants, consiste à faire de ce processus spontané du mécontentement croissant et de la pénétration révolutionnaire des masses, un processus conscient. Il s'agit d'en assurer la cristallisation, au point de vue politique et d'organisation, de la consolider, de contribuer, au moyen de l'agitation et de la propagande, à l'accélération de ce processus. »

Le Parti communiste doit prendre la direction de cette préparation

« L'activité de toutes les organisations ouvrières révolutionnaires (syndicats, coopératives, associations sportives et culturelles, cercles de toutes espèces) doit être unifiée par le Parti communiste et orientée pendant la guerre, en fin de compte, en un but unique : transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. C'est en ce sens que doit se dérouler l'activité du prolétariat révolutionnaire pendant la guerre, dans tous les pays impérialistes. »

Lénine écrivait au début de la guerre, en 1914 :

« Nous ne pouvons pas promettre une guerre civile ni la " décréter ", mais nous avons le devoir d'œuvrer dans ce sens, travail qui pourra être long, le cas échéant. »

Les communistes utilisent tous les mécontentements

« Dans l'armée, tout comme dans les entreprises, il faut profiter de tout mécontentement, de toute revendication émanant des soldats, pour organiser la lutte révolutionnaire. La lutte pour une bonne nourriture, pour une caserne propre et bien chauffée, contre la brutalité des officiers, tout cela donne la possibilité d'éduquer, de grouper, d'organiser les éléments révolutionnaires de l'armée.

« Sans organisation illégale, il est impossible de mener le travail révolutionnaire pendant la guerre dans aucun pays capitaliste. Lénine a souligné tout spécialement la portée de l'action illégale, en général, et du travail clandestin à l'armée en particulier. »

Les communistes souhaitent la défaite militaire qui favorise la révolution

« Il est impossible de préparer une révolution contre le gouvernement et souhaiter en même temps à ce gouvernement " national " la victoire au front.

« Une victoire militaire renforce un gouvernement, consolide la situation des classes dominantes. Le prolétariat est intéressé à affaiblir les gouvernements bourgeois, et c'est pourquoi Lénine écrivait pendant la guerre mondiale de 1914 :

« " La révolution en temps de guerre est une guerre civile et la transformation de la guerre des gouvernements en guerre sociale est facilitée par les échecs militaires (' La défaite ') des gouvernements ; et d'autre part il est impossible de vouloir réellement cette transformation, sans contribuer, de ce fait, à la défaite. "

« L'ouvrier révolutionnaire doit lutter avant tout contre " son gouvernement bourgeois ".

« Ceux qui ne veulent lutter que contre les gouvernements des autres pays, ceux qui refusent de combattre avant tout " leur " gouvernement, en pays bourgeois, se sont engagés dans le chemin de la trahison envers la classe ouvrière, envers le socialisme.

« Le socialiste qui, dans un pays impérialiste, " reconnaît " le mot d'ordre de la défaite d'un autre pays et non du sien, est lui-même un impérialiste.

« Le mot d'ordre de la défaite est particulièrement évident pour le prolétariat s'il s'agit d'une intervention des armées bourgeoises contre le pays du socialisme. Dans ce cas, le prolétariat des pays capitalistes doit contribuer activement, non seulement à la défaite de " son " gouvernement, mais aussi à la victoire du Pays des soviets.

« Il est bien entendu que, d'autre part, le prolétariat de l'Etat où les travailleurs forment la classe gouvernante, comme c'est le cas actuellement dans l'U.R.S.S., doit défendre énergiquement son pays et aider son armée ; car ce pays est le pays du socialisme, la vraie patrie du prolétariat mondial. »

Le prolétariat ne doit pas boycotter la guerre, il doit se servir de la guerre pour déclencher la révolution

« Le prolétariat doit mener la lutte par tous les moyens pacifiques ou belliqueux. C'est pourquoi le prolétariat ne doit pas

boycotter la guerre, il doit prendre possession des armes et apprendre à s'en servir pour les tourner contre la bourgeoisie. »

Les communistes comptent sur la nouvelle guerre mondiale pour amener le triomphe du bolchevisme

« Alors même que le gouvernement aura réussi, au début de la guerre, à porter des coups au mouvement révolutionnaire au moment de la répression et d'une explosion du chauvinisme, la guerre ne pourra enrayer la venue de la révolution ; bien au contraire, elle va accélérer l'explosion révolutionnaire.

« Partout où une guerre aura commencée, le prolétariat va préparer la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

« La guerre mondiale suivante se terminera par la révolution prolétarienne mondiale et la victoire du prolétariat dans les pays capitalistes les plus importants.

« Tout cela prouve indubitablement que la puissance du prolétariat révolutionnaire et les conditions objectives favorables à la révolution ont tellement augmenté après 1914 que le nouveau cycle de guerres impérialistes préparées par la bourgeoisie, s'il n'est pas prévenu par la victoire du prolétariat des pays les plus importants, ne pourra aboutir qu'à une nouvelle vague de révolutions qui mettront fin au capitalisme. »

Le plan communiste d'insurrection armée

La transformation de la guerre mondiale en guerre civile étant le but du communisme, examinons maintenant les moyens pratiques d'y arriver tels qu'ils ont été établis par le « plan communiste d'insurrection armée ».

On peut en résumer le principe en cinq points :

1. La lutte de classes est l'essentiel dans la doctrine de Marx, mais le marxisme ne se borne pas à la lutte de classes : « N'est marxiste que celui qui étend l'aveu de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la dictature du prolétariat. »

2. L'insurrection armée est la forme la plus haute de la classe et, seule, elle peut finalement aboutir à la dictature du prolétariat.

3. L'insurrection est un art tout comme la guerre.

4. Si Marx fut le philosophe et le théoricien du marxisme, Lénine reste le stratège et le tacticien génial de l'insurrection armée.

5. La technique moderne de l'insurrection armée est basée sur l'enseignement de Lénine et sur l'expérience des luttes armées du prolétariat, au cours des dernières décades.

Le principe posé, arrivons maintenant à la mise en pratique du « Plan communiste d'insurrection armée » tel qu'il résulte du capital ouvrage de Neuberg [1], véritable manuel de guerre civile que nous allons résumer brièvement en deux parties :

1. Préparation de l'insurrection armée ;
2. Tactique de l'insurrection armée.

Nous suivrons pas à pas le texte de Neuberg en le résumant sans aucun commentaire. Il parle de lui-même : c'est un livre effrayant de cynisme, de cruauté, et de froide préméditation. Voici ses directives essentielles :

Préparation de l'insurrection

Nécessité de l'insurrection armée dans le marxisme

L'insurrection armée, comme une des formes de la lutte de classes du prolétariat, est au centre du système de Marx et d'Engels. La nécessité absolue, la fatalité de l'emploi par le prolétariat de cette forme, découlent immédiatement de toute la conception marxiste. Nier la nécessité et la fatalité de l'insurrection armée et en général de la lutte armée du prolétariat contre les classes dominantes, c'est obligatoirement nier la lutte de classes dans son ensemble, nier la dictature du prolétariat et en même temps altérer les fondements mêmes du marxisme révolutionnaire, le ravaler à une doctrine répugnante de non-résistance.

Ne pas reconnaître la dictature du prolétariat comme la seule transition possible du capitalisme au socialisme, c'est pratiquement ne pas admettre la révolution prolétarienne en général.

1. « Le Plan communiste d'insurrection armée ». Documents originaux résumés et commentés par Léon de Poncins, aux éditions, Les Libertés Françaises, 22, rue de Condé, Paris 6e, 1939.
Ce livre a été repris par la suite par les éditions « Mercure de France » dont « Les Libertés Françaises » étaient une sous-marque.

Lénine, le maître de l'insurrection armée

Lénine a étudié et posé pratiquement le problème de la dictature du prolétariat, en en faisant le mot d'ordre de lutte de tout le prolétariat international.

En ce qui concerne l'insurrection, déjà, en 1902, Lénine soulignait la nécessité de se préparer à l'insurrection armée imminente. En 1905, les circonstances ayant mûri, il employait toute son autorité à montrer que seule l'insurrection armée, forme la plus aiguë et la plus décisive du combat en temps de révolution, peut finalement conduire le prolétariat à la victoire.

« Dissimuler aux masses la nécessité d'une guerre acharnée, sanglante et exterminatrice, comme but immédiat de l'attaque future, c'est se tromper soi-même et tromper le peuple. »

(Lénine, *Les leçons de l'insurrection de Moscou.*)

Pendant la révolution d'octobre 1917, Lénine, comme on le sait, fut l'âme de l'insurrection, l'âme de la révolution. Lénine fournit la formule classique du problème de l'insurrection armée et des conditions de son succès :

« Pour être couronnée de succès, l'insurrection doit reposer, non sur un complot, non sur un parti, mais sur la classe avancée. C'est là le premier point.

« L'insurrection doit s'appuyer sur la poussée révolutionnaire du peuple. Voilà le deuxième point.

« L'insurrection doit éclater à l'apogée de la révolution ascendante, c'est-à-dire au moment où l'activité de l'avant-garde du peuple est la plus grande, où les hésitations des ennemis et des amis faibles, équivoques et indécis de la révolution sont les plus fortes. C'est le troisième point » (Lénine).

L'insurrection est un art qui demande une préparation systématique

L'insurrection, au sens large du mot, n'est naturellement pas une opération purement militaire ; elle est au fond et avant tout un puissant mouvement révolutionnaire, un puissant élan des masses prolétariennes contre les classes dominantes, ou du moins de la fraction active de ces masses, même si numériquement elle ne constitue que la minorité du prolétariat. « La situation révolutionnaire la plus favorable par elle-même ne suffit pas à assurer la victoire de la révolution. L'insurrection doit être organisée par un Parti. Le pouvoir ne viendra pas de lui-même, il faut le prendre. L'ancien gouvernement, même en temps de crise, ne tombera pas si on ne le fait pas tomber » (Lénine).

Si on examine que le côté militaire de l'insurrection, il est clair que, comme toute opération militaire, elle ne saurait être improvisée, mais réclame au contraire une préparation prolongée, systématique et complète, longtemps avant la date fixée. Si on ne considère pas l'insurrection comme un art, si on ne la prépare pas systématiquement et opiniâtrement sous tous les aspects, et du point de vue purement militaire, il est absolument impossible qu'elle réussisse, même si la situation politique générale est favorable à la prise du pouvoir par le prolétariat. C'est là un principe qui vaut pour tous les pays.

Préparation de l'insurrection, le travail de décomposition dans l'armée

L'armée est la partie essentielle de l'organisation d'Etat. De son degré de solidité et de son état général dépend le degré de solidité de l'Etat tout entier. Du degré de décomposition d'une armée bourgeoise dépendra dans une large mesure la possibilité pour le prolétariat de renverser la bourgeoisie et de briser l'Etat bourgeois, en présence d'une situation immédiatement révolutionnaire, lorsqu'il faudra poser la question du renversement de la classe bourgeoise sur le terrain actuel de la pratique.

Absolument dans toutes les insurrections (Shanghai, Pétrograd, Moscou, Cracovie, plusieurs insurrections d'Allemagne, Espagne, etc.) le rôle décisif a toujours été joué par l'armée. Du degré de sympathie de l'armée pour la révolution, de la mesure dans laquelle le commandement peut l'employer contre le prolétariat révolutionnaire, de la solution que reçoit le problème de la lutte pour l'armée, dépend bien souvent l'issue même de la révolution, car le passage du pouvoir d'une classe entre les mains d'une autre classe est décidé en fin de compte par la force matérielle. Or, l'armée est l'élément essentiel de cette force.

Le principe essentiel, pour tout Parti révolutionnaire, c'est qu'il doit mener un travail révolutionnaire là où des masses sont concentrées. Les armées et les marines bourgeoises groupent toujours des

dizaines et des centaines de milliers de jeunes prolétaires ou paysans, qui ne sont pas moins aptes à recevoir les mots d'ordre et les idées révolutionnaires que les ouvriers de fabriques et certaines catégories de paysans. Etant donné que l'armée, la police et la marine sont les principaux instruments de contrainte, les principaux moyens par lesquels l'Etat bourgeois (et tout autre Etat) combat le prolétariat révolutionnaire dans leurs rangs.

Le travail révolutionnaire dans l'armée doit être illégal et secret

Le travail révolutionnaire à l'intérieur des armées et des marines bourgeoises doit presque partout être strictement illégal et secret. Le parti révolutionnaire doit combiner comme il convient les méthodes secrètes à l'intérieur de l'armée avec l'action révolutionnaire de masse pour la conquête de cette dernière.

Le travail de décomposition dans les ligues nationales et dans la police

Outre le travail dans l'armée et la marine, les Partis communistes doivent se proposer de désorganiser les associations volontaires de la bourgeoisie qui se rencontrent aujourd'hui presque partout.

D'une façon générale, les Partis communistes doivent réclamer la dissolution des associations volontaires. En même temps qu'une campagne politique sera menée dans se sens, ils chercheront à les décomposer à l'intérieur.

L'armement du prolétariat

Un des objectifs du Parti du prolétariat révolutionnaire dans une situation immédiate révolutionnaire est la constitution des forces armées du prolétariat, la formation d'une organisation de combat. La nécessité de cette organisation de combat est indiscutable.

La tactique de l'insurrection et du combat de rues (toute insurrection dans une ville prend la forme de combats de rues), à cause de divers traits spécifiques dont il sera question bientôt et qui la distinguent de la tactique ordinaire des armées régulières, est extrêmement compliquée. Son étude demande des efforts prolongés et persévérants. Aussi un parti révolutionnaire restant marxiste jusqu'au bout, c'est-à-dire traitant l'insurrection comme un art et propageant dans la classe ouvrière l'idée du soulèvement armé, doit pratiquement se poser la question de l'éducation des cadres de la future insurrection et lui donner telle ou telle solution.

A côté de l'étude du marxisme-léninisme, la direction du Parti doit organiser aussi celle de l'art militaire, l'étude des leçons des diverses insurrections, principalement de Russie, d'Allemagne et de Chine. Cette étude peut se faire dans les cercles, les écoles (légales, semi-légales, ou illégales, selon les circonstances) en enregistrant les leçons de la lutte armée du prolétariat dans les publications du Parti, en étudiant l'Art militaire par la pratique (envoi de camarades à l'armée), en formant des organisations militaires légales et illégales (Front rouge en Allemagne, Association révolutionnaire des anciens combattants en France).

L'instruction militaire des masses peut aussi, jusqu'à un certain point, se faire dans diverses organisations légales : sociétés sportives, sociétés de tir, etc. Le Parti communiste, partout où la chose est possible, doit utiliser ces sociétés pour donner une éducation militaire à la jeunesse révolutionnaire.

Un problème difficile à résoudre dans la préparation de l'insurrection c'est celui des armes. Il a une grande importance politique.

En élaborant le plan d'insurrection, la direction doit accorder une sérieuse importance à cette question des armes et de l'armement des équipes non armées ou des révolutionnaires prêts au combat.

(Il est certain qu'avant-guerre le Parti communiste français disposait de très importants stocks d'armements clandestins.)

L'insurrection est conduite par le Parti ; chaque membre du Parti est un soldat de la guerre civile. Ce principe oblige chaque communiste à posséder une arme.

TACTIQUE DE L'INSURRECTION

Remarques de caractère général

La guerre civile (donc aussi l'insurrection armée), tout comme les opérations des armées régulières, est soumise aux règles de l'art militaire. Néanmoins, vu les caractères spécifiques des opérations que comporte l'insurrection, la tactique de la lutte armée du prolétariat pour le pouvoir, c'est-à-dire de la première période de la guerre civile, diffère sensiblement de celle des armées régulières.

L'insurrection armée visant à la destruction de l'appareil gouvernemental et à la prise du pouvoir par le prolétariat prend la forme d'une lutte armée implacable entre la fraction militairement organisée du prolétariat et de ses alliés et de la force militaire des classes dominantes. Dans la première période de cette guerre civile déclarée, la lutte se déroulera principalement dans les villes, c'est-à-dire revêtira la forme de combats de rues, différant d'ailleurs par leur caractère et leur durée selon les circonstances. De l'issue du combat dans cette période et de la vitesse avec laquelle le prolétariat réussira à mettre sur pied un nombre suffisant d'unités aptes au mandat de son Armée rouge, dépendra dans une très large mesure l'issue de la lutte pour la consolidation et l'extension territoriale de la révolution.

Forces armées du prolétariat

Le point le plus faible du prolétariat insurgé est le manque d'armes au début des opérations. Rares sont les cas où l'organisation militaire aura pu avant l'insurrection accumuler des réserves suffisantes.

D'autre part, les forces armées du prolétariat (organisation de combat) possèdent des qualités combatives extrêmement considérables et précieuses qui leur donnent de grands avantages sur les forces armées de la bourgeoisie.

Les insurgés, habitant en permanence la ville, la connaissent admirablement, savent s'orienter, savent les conditions d'existence, etc. Grâce à tout cela, ils ont tous les moyens de s'assurer les avantages d'une attaque subite, d'apparaître à l'improviste là où l'ennemi les attend le moins, d'exécuter des raids heureux à la faveur des ténèbres et, en cas d'échec, de disparaître sans être vus pour entreprendre une nouvelle opération dans un autre quartier avec de nouveaux objectifs.

Tout cela à la fois, plus la lutte révolutionnaire des masses, qui, dès avant l'engagement des opérations, par l'organisation de combat du prolétariat et pendant l'insurrection elle-même, ont par leur activité grandissante ébranlé et désorganisé le pouvoir gouvernemental, plus l'arrivée constante (grâce à l'enthousiasme réel des travailleurs) de nouveaux ouvriers prêts à combattre et d'unités de l'armée passant dans le champ de la révolution, compensent jusqu'à un certain point les défauts de caractère technique ou tactique dont il a été parlé plus haut et garantissent le succès des opérations.

Les objectifs de combat pendant l'insurrection

Une question toute différente, beaucoup plus difficile à résoudre, est celle du choix des objectifs à attaquer et à enlever dans le premier moment de l'entrée en action de l'organisation de combat de l'insurrection dans une ville. Il se présente alors aux dirigeants de l'insurrection une multitude d'établissements qu'il est indispensable d'enlever pour obtenir la victoire définitive : établissements gouvernementaux (ministères, commissariats de police, administrations, etc.), établissements économiques (Chambres de commerce, banques, directions d'usine et de trusts, etc.), gares, télégraphes, états-majors et corps de troupes, dépôts d'armes, organisations fascistes, organes directeurs des Partis hostiles à la révolution, rédactions de journaux et imprimeries, etc.

Naturellement, tous ces objectifs doivent être occupés et, soit détruits (police, Partis et associations contre révolutionnaires, etc.), soit utilisés par le prolétariat pour atteindre les buts qu'il se propose. Reste à savoir l'ordre dans lequel ils doivent être occupés.

Selon les circonstances, l'objectif essentiel sera différent. Dans l'ensemble ce seront : en premier lieu l'armée, en deuxième lieu la police (en l'absence d'armée ou bien si l'armée est passée avant l'insurrection du côté de la révolution), en troisième lieu les dépôts d'armes pour armer les ouvriers, en quatrième lieu la liquidation (c'est-à-dire l'assassinat) des chefs de la contre-révolution (gouvernement, états-majors, organes centraux des Partis et associations, etc.).

Entre les objectif énumérés, les dirigeants de l'insurrection doivent choisir le principal, en se guidant pour cela sur le rôle politique et militaire de chacun. Selon les circonstances et les forces des insurgés, le but principal peut être composé par tous ces objectifs ensemble ou par quelques-uns.

Assassinat des éléments de droite

Un des premiers objectifs de l'insurrection, dont l'obtention assure immédiatement de gros avantages aux insurgés, peut être la liquidation (c'est-à-dire l'assassinat) des chefs de la contre-révolution : occupation des états-majors, captures de hauts fonctionnaires (ministres, chefs de la police, etc.), mise hors d'action des commandements réactionnaires, des leaders des partis hostiles, etc. Cet objectif se présentera fréquemment dès le premier moment de

l'insurrection, comme il est arrivé à Pétrograd en 1917, et dominera tous les autres. La liquidation des autorités supérieures et les défenseurs actifs de l'ancien gouvernement au cours de l'insurrection a un importance de premier ordre.

Dans toutes les insurrections où les insurgés n'ont pas su ou n'ont pas suffisamment pu liquider à temps les chefs de la contre-révolution, ils ont été défaits ou bien obligés de combattre dans des conditions infiniment plus difficiles que s'ils avaient supprimé en temps voulu les dirigeants ennemis.

(En Espagne les partis de gauche avait dressé, dans les villes et les villages, des listes noires de tous les éléments de droite. Dans les régions où les communistes triomphèrent, ils massacrèrent leurs adversaires conformément au plan établi. Dans les premières heures ces massacres se firent en masse, depuis ils s'échelonnèrent sans jamais cesser complètement ; 6 000 prêtres ont été assassinés dans la zone rouge et l'on estime que dans la seule ville de Madrid plus de 75 000 personnes ont été exécutées. Quand la guerre civile éclata, 70 % des officiers de marine furent tués sauvagement, la plupart étant jetés vivants à la mer, bras et jambes liés.)

Dans l'établissement du plan d'insurrection, il faut avoir en vue la libération des détenus politiques. C'est là un objectif qui, comme l'a montré l'expérience, a également une grosse importance. Cette libération doit être entreprise, si la moindre possibilité en est offerte, dès le début du mouvement.

(La libération et l'armement des détenus politiques a joué un rôle important dans toutes les révolutions et particulièrement en juillet 1936, en Espagne, à Madrid et à Barcelone.)

La surprise et l'élément « temps » au début de l'insurrection

Etant militairement beaucoup plus faible que l'ennemi, l'organisation de combat du prolétariat est obligée de compenser cette infériorité par son activité et la brusquerie de ses opérations. Pour tout cela, le premier instant de l'insurrection joue un rôle décisif. Du succès ou de l'échec des opérations de la première ou des deux premières heures dépendra, en grande partie, la suite du combat.

Caractère sanglant et implacable de l'insurrection armée

Dans les conditions que nous avons en vue, les combats de rues tendant à l'extermination physique de l'ennemi, portent un caractère absolument implacable. Toute humanité manifestée par le prolétariat pendant la lutte armée à l'égard de son ennemi de classe ne fait que créer des difficultés nouvelles et peut entraîner, en cas de conditions défavorables, l'échec du mouvement.

Nécessité d'un plan détaillé d'insurrection

La nécessité d'avoir un plan est évidente. Ne pas dresser le plan et compter uniquement sur l'improvisation, c'est renoncer volontairement à exercer aucune influence consciente et rationnelle sur la marche de l'insurrection.

Le plan doit être, dans ses grands traits, un plan statrégique général embrassant tout le pays. En conformité avec ce plan d'ensemble doivent être dressés des plans détaillés (plans tactiques) pour chaque ville ou chaque centre.

Le plan d'insurrection d'une ville doit indiquer :

a) L'appréciation des circonstances et du rapport des forces dans la ville même ;

b) La date du déclenchement de l'insurrection ;

c) Les principaux objectifs où les insurgés doivent absolument réussir et dont l'occupation doit exercer le maximum d'influence sur la marche du mouvement ;

d) Les régions et objectifs secondaires, dont l'occupation viendra en second lieu (s'ils ne peuvent pas être occupés par une troupe d'ouvriers non armés) ;

e) La répartition des forces entre les divers objectifs, ne réservant les effectifs maxima aux objectifs principaux ;

f) Des indications sur la conduite à suivre en cas d'échec de tel ou tel détachement ;

g) Les missions approximatives que les détachements auront à accomplir après la bonne exécution de la première ;

h) Les mesures à prendre pour empêcher l'arrivée de troupes gouvernementales des autres villes ou régions (sabotage des voies de communications, opérations de partisans, etc., etc.) ;

i) Les mesures propres à entraîner dans la lutte armée le gros des ouvriers, et la distribution d'armes à ces derniers ;

j) La suppression des chefs de la contre-révolution ;

k) La formation d'unités régulières de l'Armée rouge au cours du combat ;

l) L'organisation de la liaison pendant l'insurrection ;

m) L'emplacement du dirigeant militaire général et des autres dirigeants militaires et politiques, entre autres des membres du Comité révolutionnaire, au début de l'insurrection ;

n) Les mesures politiques à prendre par le Comité révolutionnaire comme représentant et organisateur du nouveau régime.

Les données qui doivent être à la base du plan sont les suivantes :

a) La carte sociale de la ville, indiquant les quartiers favorables de par leur caractère social : le degré d'organisation et de disposition au combat, des quartiers qui seront le foyer du mouvement, donneront le coup initial et ensuite alimenteront l'insurrection de forces nouvelles ; les quartiers socialement ennemis, à détruire pendant l'insurrection ;

b) Le dispositif détaillé et le degré de décomposition des troupes de la police et des associations militaires contre-révolutionnaires, si ces dernières sont sur le pied de guerre (mobilisés) ;

c) Les adresses des fonctionnaires, des leaders des partis et associations hostiles à la révolution, des commandants des troupes et de la police ;

d) L'emplacement des dépôts d'armes et leur service de garde ;

e) L'appréciation tactique de la ville, avec indication des endroits, bâtiments, groupes de bâtiments, etc., propres à l'offensive et à la défensive ;

f) Les renseignements sur les garages des automobiles, camions, motocyclettes, appartenant à l'Etat ou aux particuliers et qui seront à enlever ;

g) L'utilisation, pendant l'insurrection, des voies de communications urbaines, du téléphone, etc. ;

h) L'effectif et l'armement des forces révolutionnaires, l'appréciation tactique des divers dirigeants de la garde rouge.

Il va de soi que le plan d'insurrection et tous ses éléments sont un secret et que les dirigeants doivent prendre les plus grandes précautions pour que le plan ou les divers problèmes qui y sont traités ne tombent pas entre les mains de l'ennemi (par provocation, bavardage des camarades, etc.).

(Résumé du « Plan communiste d'insurrection armée » de Neuberg, d'après les textes originaux.)

CINQUIÈME PARTIE

LE COMMUNISME EN FRANCE DE 1936 A 1941

I. Le Front populaire.

II. Puissance du Parti à la veille de la guerre.

III. Septembre 1939. Dissolution du Parti.

IV. Le communisme pendant la guerre.

V. L'activité du communisme sous le gouvernement du maréchal Pétain.

Plusieurs personnalités appartenant à des milieux très divers, mais toutes remarquablement au courant du danger communiste, ont fourni à l'auteur une abondante et précise documentation qui constitue le fonds de la Vᵉ Partie de cet ouvrage.

I

HISTORIQUE DE LA CRÉATION DU FRONT POPULAIRE

(Alliance des communistes, socialistes, Juifs et francs-maçons.)

Le Front populaire a été l'alliance des partis de gauche (communistes, socialistes, radicaux-socialistes, etc.) sous l'égide des Juifs et des francs-maçons.

Nous reproduisons ici les passages essentiels d'une brochure d'André Ribard qui nous fait l'historique du mouvement.

André Ribard a été l'un des principaux agents de liaison entre la franc-maçonnerie et les communistes. Son exposé fait ressortir, entre autres, le rôle important joué dans la création du Front populaire par la « Ligue des Droits de l'homme », organisation d'inspiration notoirement maçonnique dirigée par les Juifs Victor Basch et Emile Kahn. La plupart des noms cités par A. Ribard appartiennent à des notabilités juives et maçonniques ; mentionnons entre autres : H. Barbusse, le professeur Langevin, Albert Bayet, Jean Cassou, J. Kayser, Pierre Cot, Zyromski, J. Salomon, Jean Richard-Bloch, etc.

Le 27 août 1932 eut lieu à Amsterdam une réunion préparatoire sous les auspices de *Barbusse* et de *Romain Rolland*.

Voici ce que nous dit *André Ribard*, porte-parole du mouvement dans sa brochure *Le Chemin de la Liberté*, éditée par le *Comité « Paix et Liberté »*, 17, boulevard Poisonnière, à Paris, en janvier 1937.

« Ceux qui furent délégués à Amsterdam ont gardé le souvenir de cette marche à l'action où participaient pour la première fois tant d'intellectuels, associés à la volonté du peuple. Au cours des débats, l'objectif du congrès se précise. Tour à tour, les interventions de *Sem Katayama,* de *Marcel Cachin,* de *Nicolle,* de

Münzenberg, de *Vaillant-Couturier* et de tant d'autres vigoureux militants, mettent à nu ce que Racamond appelle " le système nerveux de la guerre ".

« Pour cet assaut contre les forces impérialistes, le congrès se sépare sur le mot d'ordre de lutte à tout prix contre le régime social qui engendre la guerre, par l'action de masse du prolétariat international. Le manifeste final, voté à l'unanimité, sauf quelques trotskystes, proclame le serment que l'on répétera dès lors dans tous les pays du monde, concluant, après avoir salué l'œuvre de paix de l'U.R.S.S. " à laquelle nous ne permettrons pas qu'on touche ", par la lutte " de toutes nos forces et avec toutes nos ressources contre le capitalisme impérialiste, pourvoyeur de charniers ".

« A leur passage à Paris, les délégués s'arrêtent. *A Bullier, le 2 septembre, meeting de masse.* Trente mille travailleurs acclament Barbusse chancelant de joie. L'œuvre est en route. Le mouvement d'Amsterdam est une victoire en marche. Plus rien ne l'arrêtera...

« ... Les Comités mondial et national contre la guerre s'organisent. En novembre 1932, il y a 400 comités locaux, dont 134 dans la région parisienne et 20 dans les entreprises...

« ... Missions d'enquêtes, congrès de Copenhague, congrès des Jeunesses, commissions d'études se succèdent, soulevant autour d'eux la spontanéité populaire... L'année 1933 commence avec 10 000 adhérents, dont la diversité constitue déjà la réussite du mouvement issu du congrès d'Amsterdam. Au cours de cette année-là, bien des régions de France où il n'y avait eu jusqu'alors aucune vie politique véritable, s'éveillèrent à l'action de masse...

« ... Devant la gravité des événements de Berlin, la C.G.T. italienne et l'Opposition syndicale révolutionnaire d'Allemagne prirent l'initiative d'un *Congrès européen qui se tint à Paris dans la salle Pleyel le 4 juin 1933.* Parmi ses 3 000 délégués, 131 Allemands apportèrent l'appel désespéré d'un pays où la hache allait trancher la liberté de pensée. Invoquant pour l'Unité la solidarité du monde du travail, ils liaient à la lutte contre la guerre, la lutte contre le fascisme. Par leur similitude, ces deux volontés d'action étaient appelées à se rejoindre. C'était l'ampleur naturelle que prenait, à la taille des événements, la première pensée de Barbusse.

« Quelques jours plus tard, une réunion accomplit *la fusion des deux mouvements d'Amsterdam et de Pleyel.* Cette épithète, en apparence singulière, servit bientôt à qualifier ce qui ne tarderait pas à devenir en France le plus vaste mouvement antifasciste. Et le 15 juin, un manifeste-programme constitua la charte de combat des milliers d'hommes qui s'enrôlèrent sous l'étoile à trois branches où Barbusse voyait le symbole des forces ouvrières, paysannes et intellectuelles.

« A vrai dire, l'union n'était encore que schématique...

« ... Grâce à ces dévouements de la première heure, le mouvement antifasciste prit racine dans le pays. Sans renoncer à convaincre les principaux éléments des classes moyennes et de la paysannerie, il réussit à coordonner les diverses tendances révolutionnaires parmi cette élite ouvrière où l'intuition sociale supplée si utilement à la connaissance politique...

« ... Lorsque éclatèrent, en France, les événements de février 1934, ce furent partout, dans les milieux libéraux du pays, stupeur et tout aussitôt effroi...

« ... Avec les partis politiques de gauche, le mouvement d'Amsterdam-Pleyel entreprit cette course de vitesse dont l'enjeu n'est pas, à l'heure actuelle, encore acquis...

« ...D'avril à octobre, un Comité de coordination entre organisations se constitua dans la région parisienne sous le titre de *Comité central d'unité d'action antifasciste.* Et le 11 novembre eut lieu, à la Bastille, avec les anciens combattants, sa première manifestation collective. Véritable préfiguration du Front populaire...

« ... Après avoir partout multiplié les rassemblements et les meetings où participèrent sans cesse de nouveaux éléments, alors que venait de se faire l'accord des deux grands partis ouvriers, notre mouvement estima l'atmosphère suffisamment favorable à l'entente pour convoquer à la Mutualité une *réunion dont la date — 17 juin 1935 — marque la naissance du Comité de rassemblement populaire.* Pour assurer le succès de cette tentative, notre mouvement prévit deux démarches capitales, sous forme de *délégations au Congrès de la Ligue des Droits de l'homme* et au Congrès *du Parti socialiste* à Mulhouse.

« Sous la présidence du *professeur Langevin,* la rencontre du 17 juin fut définitive.

« L'accord se révéla total sur la nécessité d'un programme commun où les revendications essentielles du monde du travail trouveraient satisfaction et où seraient préservées les libertés actuelles de notre démocratie. Mais on débattit principalement sur les formes de la lutte à engager pour fournir à ce programme futur ses moyens de réalisation. *Fidèle à l'action de masse, dont il est l'expression, Amsterdam-Pleyel souligna la nécessité d'appuyer cet effort sur l'immense réseau des comités antifascistes en faisant appel à des manifestations populaires, souveraines, décisives. Cette concep-*

tion fut énergiquement accentuée par Jacques Duclos, au nom du Parti communiste.

« Alors se levèrent des hommes comme *Victor Basch, Emile Kahn, pour la Ligue des Droits de l'homme ; Albert Bayet, du Parti radical ; Delmas, du Syndicat national des instituteurs.* Ils s'associèrent à ce ralliement total des forces républicaines du pays. On venait de déterminer à la fois le rassemblement populaire et *la célèbre journée du 14 juillet...* (1935 qui vit la création effective du Front populaire).

« Devant les menaces du fascisme, le socialisme soviétique trouvait à son tour dans les libertés démocratiques du monde ses alliés naturels. Dans chaque nation le conflit extérieur préludait par un conflit des forces de réaction et de liberté. Toute équivoque allait disparaître. Tandis que le fascisme international s'employait à désagréger les peuples qu'il entend asservir, les hommes serraient les poings et se tendaient la main pour mieux s'unir. Demeurer fidèles à *la formule d'Amsterdam : « L'U.R.S.S. à laquelle nous ne permettrons pas qu'on touche »*, c'était se porter chez nous au secours de ce qu'attaquait l'ennemi intérieur, avec l'aide éventuelle, comme en Espagne, du fascisme étranger...

« ... A la conquête d'une liberté future dont l'entreprise se justifiait lorsqu'elle était possible se substitua la défense des libertés acquises dont la durée apparaissait nécessaire. On s'aperçut ainsi que les premières lignes commençaient aux libertés républicaines pour lesquelles les Parisiens s'étaient déjà, en 1871, sacrifiés. Ne fallait-il point s'y jeter en masse, avec toutes les troupes dont on disposait ?...

« ... L'aventure factieuse de 1934 avait mis l'étincelle à cette conscience collective qui, reprenant l'idéal de 1793, de 1848, de 1871, était en chemin de l'affirmer — cette fois pour l'accomplir.

« Barbusse écrivait joyeusement au début de juillet : " Le Front populaire pour la Liberté et la Paix n'est plus, en France, une utopie. Il devient la grande force politique du pays. "

« *Aux Assises de Buffalo, le matin du 14 juillet*, Barbusse tremblait de tout son pauvre corps décharné. *Autour de lui, pendant la lecture du Serment*[1], *les représentants de toutes les organisations et partis de gauche matérialisaient le succès d'une tentative* à laquelle il avait cru sans défaillance...

« ... Le professeur Langevin prit alors avec Francis Jourdain, l'ami fidèle de Barbusse, la présidence du mouvement Amsterdam-Pleyel. L'œuvre engagée, animatrice du Front populaire, s'élargit avec son développement même, dissipant peu à peu les dernières inquiétudes et portant à près de 300 000 le nombre de ses adhérents individuels, et à un million environ celui de ses adhérents collectifs.

« Congrès et meetings précisèrent mieux chaque jour les thèmes de notre action. A Huyghens, le professeur Cogniot fixa définitivement nos rapports avec les innombrables comités populaires et la nature de notre mission dans le rassemblement des énergies...

« ... Nos moyens de recrutement s'appuient, au début de 1937, sur près de 3 000 comités. Le ralliement des hommes au travail prend une allure de conquête. Nous nous réjouissons d'y voir côte à côte le *professeur Wallon, Malraux, le professeur Prenant, Jean Cassou, Jacques Kayser, Pierre Cot, Zyromski, Jacques Salomon, le professeur Maublanc, Jean Richard-Bloch* et bien d'autres que je m'excuse de ne pouvoir nommer...

« ... Les pluies printanières font, en une nuit, germer un sol où le grain fut semé. La France a vu, ainsi, au lendemain des désordres de février 1934, lever la moisson de tant d'efforts et de soins. »

(André Ribard, *Le Chemin de la liberté*,
Editions du Mouvement « Paix et Liberté », Paris).

1. Le 14 juillet 1935, les principaux chefs du Front populaire, parmi lesquels : M. Thorez, A. Marty, Gitton, Racamond, J. Duclos (IIIe Internationale) ; L. Blum, P. Faure (IIe Internationale) ; Jouhaux (C.G.T.) ; E. Daladier, P. Cot, Langevin, M. Rucart (R.-S.), prononcèrent le serment suivant :

« Au nom de tous les partis et groupements de liberté et des organisations ouvrières et paysannes,

« Au nom du peuple de France rassemblé aujourd'hui sur toute l'étendue du territoire :

« Nous, représentants mandatés et membres du Rassemblement populaire du 14 juillet 1935,

« Animés par la même volonté de donner du pain aux travailleurs, du travail à la jeunesse et la paix au monde,

« Nous faisons le serment solennel de rester unis pour désarmer et dissoudre les ligues factieuses, pour défendre et développer les libertés démocratiques et pour assurer la paix humaine. »

On remarque parmi ces noms ceux de plusieurs francs-maçons notoires tels que A. Marty, Marc Rucart, etc.

II

PUISSANCE DU COMMUNISME À LA VEILLE DE LA GUERRE 1939

Le communisme reprit en mars 1939 une vigueur nouvelle en France, qui se manifesta, *en politique internationale,* par la rentrée des soviets dans le système des alliances démocratiques et, *dans le domaine intérieur*, par un nouveau Front populaire et par une préparation révolutionnaire secrète.

La méthode du Front populaire (Plan Dimitrov de 1935) a amené d'indéniables résultats : en France elle a désorganisé l'économie et en Espagne elle a conduit à la guerre civile. C'est probablement la guerre d'Espagne qui nous a sauvés. Rappelons brièvement les faits : en 1936, les élections de Front populaire avaient porté le ministère Blum au pouvoir et un grand mouvement de grèves balayait le pays (drapeau rouge — occupations d'usines — cortèges dans les rues). En juin 1936, la situation était nettement révolutionnaire et le communisme envisageait la prise du pouvoir par la force à brève échéance. Sur ce la guerre d'Espagne éclatait, drainant toutes les forces communistes : techniciens, agitateurs, armes, argent, etc.

Les méthodes extrémistes ayant finalement échoué en Espagne après trois ans de guerre sanglante, la France redevint le point stratégique, le quartier général du communisme pour les pays occidentaux et le Parti se réorganisa en conséquence.

La sensationnelle rentrée des soviets dans la politique internationale contribua à lui donner un essor nouveau.

Le communisme poursuit de front une double politique :

I. *Politique internationale à échelle mondiale* (Plan Litvinov).

II. *Politique intérieure propre à chaque pays* (Plan Dimitrov).

Cette dualité l'obligea à mener la lutte avec beaucoup de doigté

car les nécessités de politique internationale entraient parfois en conflit avec les méthodes de lutte intérieure.

Exemple : Pour renverser le pouvoir bourgeois, il faut préalablement noyauter et désorganiser l'armée (voir *Le Plan communiste d'organisation armée*, de L. de Poncins), mais pour tenir tête aux puissances fascistes qui ont écrasé le communisme chez elles et le menacent internationalement, il faut une armée forte.

L'opération devait se faire en deux temps :

I. *Pousser les pays à la guerre pour se débarrasser des pays fascistes tout en évitant de se laisser entraîner dans le conflit. L'armée française devant jouer le rôle principal.*

II. *La guerre amènera fatalement une situation révolutionnaire que le communisme sera à même d'exploiter puisqu'il aura des hommes armés partout et que la puissance révolutionnaire et militaire russe sera intacte.*

Le communisme prit ainsi un masque patriote et démocratique qui endormit la crainte des bourgeois et lui permit de pénétrer dans bien des organismes dont l'accès lui était interdit. Il en profita immédiatement pour les noyauter. C'est ce qui se passa notamment dans certaines branches militaires (défense passive, etc.).

Cependant il aurait été dangereux d'expliquer clairement ces subtilités aux masses qu'un tel programme aurait pu détourner. Le communisme tourna la difficulté de la façon suivante :

Le communisme pousse à la guerre sous prétexte de sauver la paix. Ce truc machiavélique a été découvert pour la première fois au moment des sanctions. Voici comment on opère :

On dit aux gens : Il faut sauver la paix. Naturellement tout le monde est d'accord et c'est alors que commence le tour de passe-passe. La paix dont il s'agit n'est pas la paix tout court, mais la paix telle que la conçoivent les communistes, une paix qui exige le renversement préalable des Etats fascistes d'abord, de la société actuelle ensuite.

Cette paix, seule digne du progrès et de la civilisation, il faut la défendre les armes à la main, car : la paix ne vient pas toute seule, elle se gagne par les combats.

Pour plus de sûreté on explique que la force du fascisme est exagérée et que la victoire est acquise d'avance. Au nom de la France et du patriotisme il faut en outre, comme mesure préalable, mettre hors d'état d'agir les traîtres, capitulards et défaitistes, c'est-à-dire tous les gens de droite qui pourraient gêner l'action du communisme.

III

SEPTEMBRE 1939, LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS OFFICIELLEMENT DISSOUS PASSE À L'ILLÉGALITÉ

Septembre 1939. Dissolution du Parti communiste français

A la suite du pacte germano-russe et de la déclaration de guerre le Parti communiste fut officiellement dissous en France avec accompagnement de mesures policières.

Le 13 septembre 1939, une note faisait connaître que les perquisitions opérées après la saisie des journaux *L'Humanité* et *Ce Soir* n'avaient pu donner grand résultat en Seine-et-Oise parce que l'action déclenchée à Paris, sans accord préalable entre les polices, avait permis au Parti communiste d'alerter en temps opportun toutes ses régions, sections, cellules et groupements divers, pour que les documents compromettants fussent mis en sûreté.

Cette note attirait, en outre, l'attention sur l'organisation des services de défense passive des municipalités communistes.

Le 19 septembre, les premières réactions internes à la nouvelle de l'entrée des troupes soviétiques en Pologne étaient rapportées.

On notait le départ de quelques sympathisants mais on constatait déjà l'affermissement des militants du Parti dans leur attitude de défense de l'U.R.S.S.

Le 27 septembre, une nouvelle note apprenait que les perquisitions effectuées dans les municipalités communistes, dès le décret de dissolution, avaient montré à quel point les mairies et dépendances communales étaient devenues les centres d'action du Parti.

Le 2 octobre, il était établi par l'examen des documents saisis, que, dès l'élection du maire communiste, l'administration municipale n'était plus qu'une des branches de l'activité du Parti communiste...

Le Parti communiste, organisateur de la révolution prolétarienne

en France, s'attendait depuis longtemps à la dissolution et aux poursuites. Comme nous l'avons vu, il s'y était méthodiquement préparé.

Durement touché certes, dans ses œuvres apparentes, ses bureaux dispersés, son administration détruite, il subsiste entier dans ses cellules, et c'est bien là l'essentiel puisque les cellules sont les chevilles ouvrières de l'action révolutionnaire.

On peut affirmer que les cellules n'ont pas été détruites dans les usines de guerre, ni par la mobilisation, ni par la dissolution du Parti, ni par les poursuites.

Constituées pour le travail illégal, entraînées à la lutte révolutionnaire, elles n'ont pas perdu le contact avec les ouvriers qui les entourent.

Bien des employeurs ont déjà compris, par un papillon collé en évidence, par un tract négligemment perdu, par un accident mystérieux, par l'augmentation du nombre des malades, par le fléchissement de la production, bref, par un sabotage organisé, que les cellules de leurs entreprises n'ont pas désarmé...

Dès l'interdiction de *L'Humanité* et de *Ce Soir*, dès le communiqué à la presse du groupe parlementaire, le Comité central écrit à toutes les régions, la diffusion aux militants est immédiate. L'article d'Aragon est éparpillé sur tout le territoire. Chaque section édite son *Huma*, car on sait faire un tract, un journal de cellule.

La nouvelle politique de l'U.R.S.S. est défendue et glorifiée. On en appelle dans chaque cellule aux travailleurs socialistes, aux démocrates, à tous les républicains « pour la défense des libertés publiques, de la démocratie et de la paix ».

Le pays est couvert de tracts.

Quelques jours suffisent à la reconstitution des cellules touchées par la mobilisation et l'action syndicale reprend aussitôt pour essayer de faire rejeter la motion de la C.G.T. ; les cheminots communistes défendent, en tête du Parti, la légalité des élections syndicales et l'unité des travailleurs.

Les cellules secrètes des usines continuent, plus que jamais agissantes. Elles n'ont plus l'audience de la masse ouvrière certes, mais les tracts circulent dans les trains, les autobus, les usines ; les papillons aussitôt arrachés et aussitôt remplacés, les inscriptions à la craie, les récriminations contre les prélèvements de 15 %, contre la guerre, contre le travail forcé, constituent le contact, le lien qu'il faut absolument maintenir, entre les cellules d'usine et la masse des travailleurs.

Est-il possible que les militants de base, peu nombreux par rapport à l'ensemble, aient ainsi affirmé leur attachement au Parti,

en travaillant pour lui dans des conditions aussi dangereuses, alors que la nation est tournée tout entière vers la guerre ?

La grande majorité des militants — sinon la foule des sympathisants — est restée communiste parce que ces hommes, ces ouvriers ont été triés, choisis par le Parti — qui a impitoyablement rejeté, chassé les faibles, les raisonneurs, les douteux — puis formés et entraînés dans les écoles du Parti.

Parce qu'ils sont convaincus de la valeur et de l'efficacité de leur doctrine.

Parce qu'ils ont été soumis les premiers, à la seule propagande du Parti.

Parce qu'ils sont solidement tenus en main par la discipline du Parti.

IV

ORGANISATION ET ACTION CLANDESTINE DU PARTI COMMUNISTE PENDANT LA GUERRE

Au début de la guerre, la dissolution du Parti communiste fut officiellement décrétée. Voici quels furent les résultats pratiques de cette mesure.

En dehors du groupe parlementaire de cinq militants en vue du mouvement syndical (*Raynaud, Semard, Racamond, Becker,* etc.) et de deux ou trois autres dirigeants secondaires, l'appareil central de direction et des cadres moyens de l'organisation communiste n'avait presque pas été touché par la répression.

Il est exact que des centaines de distributeurs de tracts, de propagandistes oraux avaient été arrêtés et condamnés. Cette répression a porté quelques coups qu'il ne faut pas sous-estimer.

Mais le cadre supérieur, le cadre moyen restaient à peu près intacts. Ainsi le secrétariat du Parti communiste, c'est-à-dire le noyau essentiel, subsistait entièrement, soit clandestinement en France, soit à l'étranger (sauf pour *Gitton* qui démissionna ; il fut depuis assassiné à Paris en 1941, et les auteurs de l'attentat restèrent inconnus). Avant la dissolution *il était formé par Thorez, Duclos, Marty, Ramette et Gitton* : nul doute qu'il fonctionnait encore avec les quatre membres sur cinq qui lui restaient.

Le bureau politique se composait des mêmes plus Cachin (en liberté, Billoux (député emprisonné), Raymond Guyot (député mobilisé, en liberté), Tillon (député en fuite), Dutilleul (député en fuite), trésorier général du Parti, Semard (emprisonné), Frachon (en fuite), Monmousseau (député emprisonné).

Sur ces treize membres de la direction centrale du Parti, il n'y avait donc que trois hommes mis hors d'état de nuire et un autre qui pouvait être considéré comme neutralisé.

Les principaux dirigeants, les plus néfastes, parce que les plus

habiles et les plus expérimentés, restaient donc, en fait, soit en France, soit à l'étranger, capables d'agir et de diriger.

Le cadre moyen se composait d'un certain nombre de députés, mais surtout des dirigeants d'organisations similaires, comme les Amis de l'U.R.S.S., les Jeunesses communistes, le Secours populaire, etc., et enfin des techniciens des organismes spéciaux du Parti (enseignement, école du Parti, vérification des cadres, travail militaire).

On objectait bien que le Parti avait été frappé par l'ordre de la dissolution. C'était exact, mais les hommes qui le dirigeaient n'étaient pas disparu. Ils existaient toujours et constituaient le second échelon de l'armature capitale du Parti communiste.

Il s'agit là de 120 à 130 personnes. Sur ce nombre, à peine une dizaine d'entre elles avaient été mises hors d'état de nuire. Les autres restaient en liberté agissant clandestinement comme civils ou comme mobilisés.

Le cadre moyen, armature essentielle de direction et de ramification, était donc également à peu près intact.

Restait le cadre de base. Nous entendons par là les secrétaires de cellules, d'usines, de sections locales, des ex-secrétaires des syndicats, les militants actifs et chevronnés. On pouvait les évaluer à 28 000 ou 30 000 personnes environ. Pour la clarté des explications données, si l'on peut comparer le cadre supérieur déjà cité à l'échelon officier général, le cadre moyen serait l'échelon officier, et le cadre de base l'échelon sous-officier.

C'était ce cadre de base que la répression avait le plus touché. Encore ne faut-il rien exagérer. Certains chiffres officiels avaient accusé plus de 2 000 arrestations. Mais en réalité dans ces 2 000 arrestations le plus grand nombre était constitué, non pas par les cadres de base du Parti communiste, mais surtout par de pauvres bougres qu'on chargeait de distribuer les tracts et de colporter les mots d'ordre ; même en admettant que 2 000 militants de base aient été mis hors d'état de nuire, 7 % à peine de l'effectif aurait été frappé ; c'était peu.

L'écrasante majorité de ce cadre dont chaque membre a au moins dix ans d'expérience révolutionnaire bolchevique restait libre d'agir.

Après cinq mois d'application du décret de dissolution on pouvait pratiquement dire que l'organisation des communistes était, sauf à la base, à peu près intacte.

Méthodes d'action et de propagande du Parti communiste pendant la guerre

Si l'organisation restait, ou presque, intacte, son action, par contre, devenait plus difficile qu'avant la dissolution. La répression avait tout de même intimidé un certain nombre de militants. La surveillance, la crainte du châtiment, les conditions de clandestinité, la dispersion des forces par la mobilisation, l'interdiction des journaux, etc., compliquaient et affaiblissaient la capacité d'action de toute cette armature.

Du point de vue moral, politique, idéologique, les volte-faces de la politique russe (pacte avec l'Allemagne, invasion polonaise, la guerre finlandaise, et surtout les défaites de l'Armée rouge) avaient contribué à rendre moins efficace la propagande et un peu moins ardents et moins convaincus les cadres inférieurs du Parti communiste. Devant la situation nouvelle, les chefs durent réagir en réarmant politiquement leurs militants, il s'agissait là, pour les dirigeants du Parti communiste, d'insuffler de nouveaux arguments à leurs cadres plus ou moins touchés par les événements, de combattre les répercussions de la politique par trop inadmissible des maîtres de l'U.R.S.S.

Et voici les arguments qu'ils jetèrent en pâture aux esprits inquiets.

« 1. L'art bolchevique consiste à savoir changer rapidement de tactique. La tactique du Front populaire d'alliance avec les socialistes et les radicaux n'était qu'une grande manœuvre destinée à élargir nos bases d'influence. Notre pseudo-patriotisme de 1936 à 1939 n'était également qu'un moyen tactique d'endormir la vigilance de l'Etat à notre égard. Nous revenons maintenant à la vraie tactique révolutionnaire bolchevique : utiliser la guerre, la transformer en guerre civile libératrice du prolétariat et pour cela ne pas craindre d'aider à la défaite de la France. La défaite affaiblira le régime capitaliste et son Etat. Il sera donc en moindre résistance devant les coups décisifs que nous lui porterons.

« La conclusion était la suivante : malgré la répression, malgré l'interdiction, nous devons être optimistes et confiants car nous allons à la révolution prolétarienne triomphante.

« 2. La guerre actuelle n'est qu'une guerre capitaliste impérialiste. L'U.R.S.S. l'utilise sans y participer directement pour abattre avec l'aide de l'Allemagne antidémocratique et antichrétienne les régimes démocratiques et chrétiens.

« Nous devons donc soutenir la politique de l'U.R.S.S. car elle nous aide à en finir avec le régime capitaliste en France.

« C'est pourquoi nous approuvons le pacte Hitler-Staline, car, grâce à lui, la France peut être vaincue. La défaite de la France bourgeoise, c'est la victoire pour les ouvriers.

« 3. L'U.R.S.S. a bien fait de s'emparer d'une partie de la Pologne d'abord pour empêcher une trop grande expansion allemande vers l'Est, puis pour consolider les frontières soviétiques et enfin pour libérer les Polonais, les Ukrainiens et les Blancs-Russiens de la dictature polonaise de leur bourgeoisie.

« La guerre contre la Finlande est une forme directe de l'aide soviétique dans la guerre contre la France et l'Angleterre. Ce n'est pas une guerre entre la Finlande et l'U.R.S.S. mais bien une guerre entre les capitalistes anglo-français et les Soviets.

« Il n'y a pas de défaite de l'Armée rouge en Finlande, car il n'y a jamais eu dans les intentions de Staline d'envahir totalement la Finlande. Le but de la guerre de l'U.R.S.S. c'est aider les Finlandais à se libérer du joug des militaires finlandais à la solde de l'Angleterre.

« 4. Tout le monde en France dit que la guerre sera longue, mais elle peut être plus courte si on écoute le Parti communiste. Notre mot d'ordre doit être " paix immédiate ". La guerre peut être finie tout de suite. Il vaut mieux céder à l'Allemagne que de mourir pour le capitalisme anglo-français. Il faut faire cette paix tout de suite, car dans une année toute la France se révoltera.

« 5. La situation économique et financière de la France va au désastre. La production ne marche pas. Les industriels s'enrichissent déjà fabuleusement. Seuls les ouvriers paient les frais (15 %). Les prix montent à une allure vertigineuse. Les denrées manquent déjà. Les salaires seront décalés de 30 à 50 % dans deux mois par rapport à la hausse du coût de la vie. La misère sera épouvantable. Les opérations militaires vont commencer. Les Allemands perceront quand ils voudront la ligne Maginot. Les unités françaises n'ont presque pas de munitions. Les Anglais ne seront jamais en première ligne. Les Allemands sont mieux nourris, mieux habillés, mieux armés. Leur moral est formidable, etc.

« 6. Les communistes ne trahissent pas la France des prolétaires, mais sont prêts à tout faire contre la France capitaliste. Seuls, les communistes subissent la répression parce qu'ils combattent pour la paix, pour la défense des travailleurs et pour la révolution libératrice des exploités.

« Les communistes qui sont arrêtés sont des héros et non des traîtres.

« Les chefs communistes comme Thorez, Duclos, Marty ne sont pas des déserteurs et des lâches. Ils sont à leur poste de combat pour défendre les ouvriers et diriger leur action. Ils sont courageux et quand il le faut ils n'hésitent pas à se montrer à la Chambre, comme Florimond Bonte, Grenier, Guyot.

« 7. Les socialistes, les syndicalistes, les radicaux et surtout Daladier sont de véritables traîtres. Ils ont brisé le Front Populaire, renié le serment du 14 juillet 1935. Ils font le jeu du patronat contre les ouvriers. Ils ont poussé à la guerre et l'ont déclarée. Ils sont les pires ennemis du peuple français. »

Tels sont résumés en bref les principaux arguments développés par les chefs communistes pour regrouper les hésitants et les relancer dans l'action et la propagande.

Les moyens techniques de propager toute cette matière dans les cadres ont été les suivants :

Petites réunions des familles où seuls les « chevronnés » participaient.

Petites écoles de quatre ou cinq militants dirigés par un militant supérieur transformé en professeur.

Ces petites écoles avaient lieu le soir chez l'un des militants, ou le dimanche matin.

Transmission de la main à la main de lettres ou bulletins politiques d'éducation contenant les arguments cités.

Réorganisation du travail

Toute cette besogne d'éducation et de réforme des militants s'accompagnait d'un gros effort de regroupement et de réorganisation.

Pour obvier au danger de répression sur les militants, la consigne fut de moins faire de propagande visible et trop apparente (distribution de tracts, collage de papillons, etc.) ou de n'employer pour cette besogne que des femmes, des vieux qui n'ont pas trop de responsabilités.

Tout avait été mis en œuvre pour diminuer les pertes occasionnées par les mesures répressives : les réunions clandestines de militants étaient plus espacées et ne se tenaient jamais au même endroit. Le nombre des participants ne devait pas dépasser trois. Les participants prenaient des pseudonymes et ne devaient jamais révéler leur véritable identité.

L'objectif d'organisation était le suivant : chaque militant, c'est-à-dire chacun des 28 ou 30 000 indiqués plus haut, contrôlait, influençait et actionnait au moins cinq sympathisants, que ce soit en usine, au village ou dans l'armée. Seul, lui connaissait ces cinq sympathisants. Il leur donnait verbalement les directions, les arguments à diffuser, les moyens techniques de propager les mots d'ordre. Si les cinq réussissaient à influencer d'autres gens, il fallait immédiatement que parmi ces cinq l'un d'eux devînt à son tour chef de groupe et rassemblât sous son autorité les nouveaux éléments gagnés et ainsi de suite.

Les groupes étaient séparés et s'ignoraient entre eux. La cohésion se trouvait assurée, ainsi que la transmission, par un agent de liaison qui ne pouvait avoir plus de trois chefs de groupe sous son contrôle. Et ainsi de suite jusqu'en haut de la hiérarchie communiste.

Cette organisation leur donna toute satisfaction et, comme nous le verrons plus loin, ils la conservèrent et l'amplifièrent sous le gouvernement du maréchal Pétain.

L'état d'organisation du Parti communiste illégal pendant la guerre

L'organisation territoriale du Parti communiste comprenait avant sa dissolution soixante-dix régions en France.

Toute l'activité communiste en France était dirigée par le Comité central restreint du Parti communiste français qui porte le nom de « Centre illégal d'action ». Son secrétaire général était Maurice Thorez et son secrétaire Jacques Duclos. Ce dernier se trouvait toujours en France. Quant à Thorez, il changeait souvent de résidence, se trouvant tantôt en France, tantôt en Belgique, en Luxembourg, en Suisse ou en U.R.S.S.

A) *Le directoire politique général : Thorez, Duclos, Marty, siégeait à l'étranger et possédait plusieurs centres dans différents pays.*

Il semble avoir séjourné plusieurs semaines en Suisse, plus précisément à Solar ou Soleures, petite commune à proximité de Genève. Thorez y résidait dans une villa appartenant à une parente du député suisse bolchevisant Nicolle.

A cette époque, de novembre à décembre 1939, le circuit de travail de la Direction en question semblait être le suivant :

— France-Suisse ;
— Suisse-Allemagne-Belgique ;
— Belgique-France.

Les relais de liaison avec Moscou passaient par Stockholm où fonctionnait un secrétariat du Komintern pour l'Europe occidentale.

Puis le gouvernement suisse ayant réagi dans un sens peu favorable, Thorez quitta sa résidence. Par la suite il semble que le siège de cette direction ait été transféré en Rhénanie. Le Circuit restant le même sauf pour la Suisse.

B) *Le comité illégal en France* subsistait à l'état clandestin. Il disposait d'un grand nombre d'habitations dont il changeait fréquemment et pouvait ainsi se camoufler. Chacun de ses membres vivait pour ainsi dire en reclus.

Le siège du Centre illégal d'action se trouvait en novembre et décembre 1939 à Saint-Pierre-des-Corps, près de Tours. En octobre, il se trouvait à Paris. En janvier 1940 il était à Voiron dans l'Isère ; en février, dans la région marseillaise. A la fin février, il revint à Saint-Pierre-des-Corps, où il était dirigé par *Monmousseau* qui possédait de nombreuses complicités parmi les cheminots. Monmousseau ne voyait en principe que *Jacques Duclos* et *Tréand.*

Les membres principaux du Comité illégal étaient, aux côtés de Thorez et de Jacques Duclos, Benoît Frachon, Gaston Monmousseau, Gabriel Péri [1], *Ramette, Tillon et Tréand, ancien chef des Services du Secrétariat du Parti communiste français.* Ils étaient tous en France.

Le Comité avait à sa disposition un nombreux réseau d'agents de liaison qui étaient dirigés par un chef technicien de liaison qui, seul, restait en contact avec la direction clandestine.

C) *Le centre technique de liaison.*

Ce centre était destiné d'une part à assurer le contact entre la direction politique générale (à l'étranger) et la direction clandestine en France.

1. G. Péri a été arrêté en zone occupée ainsi que L. Sampaix en 1941.

D'autre part, il devait assurer la liaison entre la direction clandestine en France et les chefs des régions qui eux-mêmes tenaient en main leurs chefs de secteur ou de groupes jusqu'au bas de l'échelle.

La direction de ce centre de liaison, élément décisif de l'action communiste, semblait être assurée d'une part par *Maurice Tréand,* député, *ancien chef du service de renseignements et du fichier du Parti communiste* et certainement d'autre part par un *spécialiste russe des questions illégales et du travail clandestin.*

Une première zone d'agents de liaison supérieure fonctionnait. Puis une seconde zone de liaison composée de femmes, de tout jeunes éléments. A cet effet, le Centre illégal créa au printemps 1940 une sous-direction féminine composée de *Marie Rabate, ancienne secrétaire du Comité des femmes contre la guerre et le fascisme,* de *Danielle Casanova, ancienne secrétaire de l'Union des jeunes filles de France,* et de *Alice Sportisse,* fille d'un agitateur colonial communiste qui était secrétaire du Comité international de l'enfance, square La Bruyère à Paris.

La création de ce département était dictée par le souci du Parti communiste de conserver la continuité de l'appareil dirigeant. En effet, un nombre important de dirigeants hommes avaient été arrêtés ou mobilisés. C'est pour parer au danger de la suppression des cadres dirigeants que le Parti communiste avait décidé de faire appel aux femmes. Dans plusieurs régions reconstituées, c'étaient des femmes qui remplissaient le rôle de « responsables politiques » (secrétaires régionales). Elles étaient choisies généralement parmi les institutrices qui avaient déjà donné des preuves dans l'action d'avant-guerre et depuis la dissolution du Parti communiste.

D'autre part, les femmes jouaient un grand rôle dans la propagande parmi la population et à l'armée (principalement parmi les permissionnaires).

Ce sont surtout les anciennes adhérentes de deux organisations dissoutes qui se livraient à ce travail : « *Le Comité des femmes contre la guerre et le fascisme* » et « *L'Union des jeunes filles de France* ».

La première comptait avant la guerre 200 000 adhérentes en France réparties dans 2 000 comités locaux. Ce nombre avait cependant diminué depuis, car *Bernadette Catteau,* secrétaire du « Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme », dont faisait partie le comité français, avait désavoué la politique de l'U.R.S.S. et entraîné avec elle un certain nombre de dirigeantes. Cependant le Centre illégal estimait que 180 000 femmes environ étaient restées fidèles et pouvaient poursuivre l'action contre la guerre.

Quant à l'Union des jeunes filles de France, avant sa dissolution, elle possédait 19 000 membres dans toute la France. Ce chiffre était resté à peu près intact. On peut donc estimer à 190 000 environ le nombre de femmes qui, au début de la guerre, suivaient les mots d'ordre du Parti communiste.

La liaison entre le Centre illégal d'action et les différentes régions se faisait par un groupe d'agents de liaison rétribués, appelés « délégués du Centre » et qui formaient une troisième zone.

Cette troisième zone était constituée par des cheminots communistes, des facteurs, des chauffeurs de transports routiers ; et, pour les unités militaires, des hommes du train des équipages, des convoyeurs, des ambulants des services postaux des chemins de fer, etc.

Ce groupe était dirigé par un certain Peyrat, fonctionnaire du Parti communiste, qui, avant sa dissolution, était à la tête des délégués à la propagande du Comité central.

Parmi les « délégués du Centre » siégeait *Cantais* [1], ancien fonctionnaire de l'Administration du Parti communiste, spécialiste du travail parmi les marins et les dockers ; Georges Poupon, ancien secrétaire de la Fédération des jeunesses communistes et fonctionnaire au secrétariat administratif du Parti communiste dont le chef était *Mourre,* arrêté en novembre 1939 ; Marzin, ancien délégué à la propagande du Comité central et plusieurs autres.

Outre les « délégués du Centre », la liaison était assurée par des volontaires recrutés principalement parmi les employés de chemin de fer et les voyageurs de commerce communistes.

Signalons la liaison qui existait entre le Centre illégal du Parti communiste en France et le Parti communiste de l'Algérie et du Maroc. Cette liaison était assurée par l'intermédiaire des marins communistes des bateaux qui font le service Alger-Marseille.

Grâce à toute cette organisation et à ce service de liaison on pouvait assurer que le réseau des organisations du Parti était supérieurement outillé.

L'action du Parti communiste illégal

Toute l'activité illégale du Parti se concentrait sur la lutte contre la guerre « impérialiste » et sa transformation en guerre civile

1. Cantais fut soupçonné lors de l'incendie criminel du « Paris ».

insurrectionnelle selon la résolution du Comité exécutif de l'Internationale communiste proclamée au début de la guerre.

La réalisation de ce but était poursuivie grâce à l'application de mots d'ordre et avec l'aide de nombreuses directives arrivant de Moscou par l'entremise du Bureau permanent du Komintern pour l'Europe occidentale dont le siège se trouvait à Bâle.

Les mots d'ordre étaient diffusés par trois moyens principaux :

1. Diffusion de tracts et journaux illégaux : *L'Humanité* et *La Vie ouvrière*. (A noter que le tirage de *L'Humanité* se faisait dans plusieurs localités à la fois, c'est ainsi qu'au moment de la découverte de l'imprimerie clandestine à Arcueil, le même numéro fut tiré à Argenteuil.)
2. Propagande de « bouche à oreille ».
3. Propagande de la « Radio Humanité » (longueur d'onde 1176).

Pendant la guerre les directives de la propagande communiste étaient les suivantes :

1. Lutter contre le gouvernement Daladier qui est représenté comme le valet de la Cité de Londres et des Banquiers de Paris.

2. Lutter contre les chefs du Parti S.F.I.O. et les chefs réformistes de la C.G.T. : « valets de l'Impérialisme français » (Jouhaux, Dumoulin, Belin, Chevaline).

3. Dénoncer tous les « traîtres » à la classe ouvrière : Gitton, Vassart, Dewez et autres dirigeants du Parti communiste qui ont rompu avec Moscou.

4. Exploiter le mécontentement de la classe ouvrière et de la population, provoqué par la hausse du coût de la vie, les restrictions et les retenues sur les salaires.

5. Dénoncer le gouvernement français comme ultra-réactionnaire, qui envoie dans les prisons et les camps de concentration des milliers de militants communistes et syndicaux et qui prépare « l'agression contre l'U.R.S.S. ».

6. Appliquer le mot d'ordre de la lutte contre la guerre sur le terrain pratique : sabotage de la production, des transports d'armes et des troupes, dresser les soldats contre les officiers.

Le mécontentement provoqué parmi les ouvriers par les retenues de 15 % et autres a été exploité par les communistes de telle façon que ces ouvriers deviennent plus facilement enclins aux actes de

sabotage. Dans certaines usines d'aviation de la région parisienne les communistes estimaient que 60 % du personnel suivraient leur mot d'ordre au moment voulu.

Quant à l'application du sabotage à la production, voici comment il fut appliqué par les communistes :

Ils commencèrent tout d'abord par profiter de l'épidémie de grippe qui a sévi en janvier 1940 et lancèrent le mot d'ordre de se déclarer malade le plus souvent possible. Ce mot d'ordre a été suivi dans de nombreuses régions et a été baptisé par la Radio-Humanité d'alors « résistance passive ».

Le sabotage était également appliqué sous forme de désorganisation du travail, de la création de la « pagaïe » que l'on incriminait ensuite à la direction de l'usine.

Le Parti communiste recommandait de recourir au sabotage du matériel de production ainsi que des produits fabriqués (obus, canons, avions, mitrailleuses, etc.), il demandait aux ouvriers de mettre en œuvre toutes les ressources d'intelligence et toutes leurs connaissances techniques pour retarder et rendre inutilisables les fabrications de guerre. Bref, de développer leur propre initiative dans l'application du sabotage [1].

Quant au sabotage des transports d'armes, le Parti communiste recommandait aux dockers de refuser le chargement des bateaux, aux marins et cheminots de refuser ou d'empêcher les transports.

L'ambassade de l'U.R.S.S. concentrait toutes ces trahisons, toutes ces directives ainsi que les fonds destinés à la propagande et au service d'informations ; elle aurait possédé un nombre considérable d'informateurs dans tous les rouages des administrations d'Etat, principalement à l'Intérieur, aux Affaires étrangères, à la Guerre, au Blocus, à la Marine. Parfois même, des fonctionnaires très hauts placés, déjà liés avec l'ambassade russe, de crainte d'être dévoilés par leurs corrupteurs, auraient été obligés de céder au chantage

1. Note de l'éditeur. Ces consignes furent scrupuleusement appliquées par les ouvriers communistes employés dans les usines qui travaillaient pour la Défense nationale. (On lira avec profit l'ouvrage de A. Rossi, *Les Communistes français pendant la drôle de guerre,* 1951, réédité en 1972 par les Editions Albatros, qui donne beaucoup de détails sur ce sujet.)

Il ressort des recherches faites que toutes les usines d'armement de quelque importance furent victimes d'actes de sabotages.

Des mesures d'enquête sévères réussirent à ralentir quelque peu cette action ; des saboteurs furent découverts et sévèrement punis, mais l'effet des consignes de saboteurs du Parti communiste fut néanmoins désastreux pour le moral de l'armée et la conduite des opérations de guerre.

de la rue de Grenelle. Une masse de gens formait ainsi un réseau d'espionnage.

L'espionnage russe était persuadé, dès cette époque, que le moment de la révolution devait venir lorsque le travail criminel mené en silence, le travail de sabotage militaire et d'économie de guerre seraient profondément exécutés et auraient atteint une proportion nécessaire.

Ce genre de travail ne se faisait pas seulement en France, mais un peu partout. Il était particulièrement actif dans les Balkans et son centre se trouvait alors en Bulgarie.

Le financement de l'action communiste

Les fonds provenaient généralement de l'ambassade soviétique à Paris qui les transmettait aux dirigeants communistes par l'entremise de différents agents dont le principal était André Ribard. C'était un nommé Birioukoff, consul général et premier conseiller de l'ambassade, qui versait l'argent soit directement, soit par l'intermédiaire de personnes interposées. D'autre part, Maurice Thorez rapportait toujours des sommes assez importantes quand il rentrait de Moscou. Enfin certains virements provenant des opérations commerciales de l'U.R.S.S. avec la France restaient à la Banque commerciale pour l'Europe du Nord, 12, avenue de l'Opéra, et servaient également la propagande communiste.

Des perquisitions dans cette banque, dans une banque anglaise de Paris et au Crédit Industriel et Commercial, avaient inquiété sérieusement les dirigeants communistes qui craignaient la découverte de certains virements secrets.

A l'ambassade russe on redoutait un scandale qui aurait pu provoquer une rupture prématurée des relations diplomatiques. Toutefois l'importance des personnalités qui se seraient trouvées mises en cause paraissait suffisante pour qu'on gardât le silence.

De toute manière, *les membres du Centre illégal d'action disposaient de sommes très importantes* pour les besoins de leur activité générale, ce qui leur permettait même d'aider les familles des mobilisés dont la situation était difficile.

Le M.O.P.R. (Secours rouge international) servait généralement d'intermédiaire à Moscou.

Il y avait pour cela un compte spécial, celui de « l'Aide internationale ». Presque tous les membres de cette organisation avaient des comptes en banque surveillés très régulièrement.

Ajoutons que *le Parti communisme de 1936-1939 avait constitué en argent liquide de puissantes réserves*, dont quelques-unes étaient en banque mais pour la plupart disséminées chez des militants peu connus, pas repérés et qui gardaient le trésor de guerre du Parti de Moscou. La découverte, en septembre 1939, de près d'un million chez des communistes de l'Isère en est une preuve. Cette réserve due à l'argent fourni par le gouvernement russe était importante. Elle était éparpillée, répartie chez un certain nombre de militants sûrs et discrets.

Telle était une première source de fonds servant à alimenter la propagande et à faire marcher l'immense réseau clandestin.

Mais cela peut s'épuiser. Aussi peut-on affirmer que l'importation des fonds venant de l'étranger se faisait régulièrement par les ambassades : Stockholm, Londres et Paris avaient des ambassades soviétiques qui utilisaient depuis longtemps la valise diplomatique pour importer des dollars, des livres et des florins.

Ajoutons les ouvriers qui passaient clandestinement ou non la frontière franco-belge — et chaque jour c'était par milliers qu'on les comptait — il leur était donc facile de transporter de l'argent...

Au printemps 1940, à la veille de notre défaite, les communistes envoyèrent des directives nouvelles dans leurs régions reconstituées, se fondèrent les « Comités pour l'Indépendance et l'Unité du Mouvement syndical ». Les chefs communistes attachaient une grande importance à la création et au bon fonctionnement de ces comités. Ils étaient destinés à lutter contre les dirigeants réformistes de la C.G.T. et en premier lieu contre :

Jouhaux, Dumoulin, Belin, Chevaline.

Les comités devaient également exiger la réintégration des communistes dans leurs postes à la tête des différents syndicats.

On recommandait aussi de renforcer par noyautage la C.G.T. actuelle ainsi que le Parti socialiste de la IIe Internationale et de s'efforcer d'y avoir la majorité.

Ces comités devaient mener la lutte pour les revendications telles que l'augmentation des salaires, la semaine de 40 heures, les congés payés, etc., en utilisant pour cela la C.G.T. bien entendu.

Mais le but principal de l'action de ces comités était : la réalisation de l'unité de la classe ouvrière « par en bas », afin d'embrigader les masses les plus larges possible sous la férule du Parti.

A quelques semaines de l'offensive allemande, parmi d'autres directives, il faut d'abord noter le renforcement de la lutte contre la guerre.

On recommande d'exploiter avec toujours plus de force les décrets de restrictions en les présentant comme des décrets de misère pour la classe ouvrière.

Les restrictions et la diminution du pouvoir d'achat des ouvriers, provenant de l'élévation du coût de la vie, seront mis en parallèle avec les « profits de guerre » réalisés par les capitalistes.

A cet effet, les dirigeants communistes demandent à leurs responsables des « groupes illégaux » d'usines de se procurer les cours d'action de chaque entreprise et d'exploiter la montée de ces cours par rapport à ceux d'avant guerre.

La différence des cours devait servir plus tard à démontrer le « profit de la guerre » des capitalistes. Ce profit de guerre servait aussi bien à la campagne contre la guerre que pour la propagande exigeant l'augmentation des salaires.

Les femmes doivent lutter contre la guerre avec une force accrue. « La sous-direction féminine » créée par le Centre illégal fonctionnait à plein. De nombreuses arrestations de femmes communistes prouvèrent alors que cette section ne chômait pas. En effet, les femmes remplaçaient les hommes aux postes dirigeants de l'appareil illégal du Parti en province.

Le centre illégal d'action comptait profiter du décret du ministère du Travail concernant le travail obligatoire des femmes. On sait que ce décret prévoit 70 % du personnel comme composé de femmes, dans les usines travaillant pour la défense nationale.

Aussi le Centre illégal invitait les responsables politiques des régions communistes à faire entrer dans ces usines le plus grand nombre possible de femmes. Ne pouvant être mobilisées comme les militants hommes, elles pouvaient rendre de grands services.

Les directives du Centre illégal d'action prescrivaient en outre de continuer le sabotage et la désorganisation de la production.

Dans ce sens les maladies et les blessures volontaires étaient toujours très recommandées. D'autre part, le Centre laissait à l'initiative des militants l'organisation du sabotage du matériel.

Notons encore (toujours en avril et mai 1940) de nouvelles directives concernant le sabotage du transport de matériel de guerre.

Les communistes avaient déjà exploité le procès des mutins du *Winnipeg*, devant le Tribunal de commerce de Bordeaux. L'acquittement des mutins avait été présenté par les communistes comme le résultat de la « peur de la bourgeoisie » devant la colère de

la classe ouvrière. On en profitait pour inciter les marins aux actes de désobéissance en leur garantissant l'impunité.

Cette propagande cherchait à provoquer les refus de transport d'armes et de troupes. Elle s'exerçait en particulier dans les régions maritimes de la Bretagne, de la Vendée et de la Normandie sous la direction de Charles Tillon, député communiste en fuite, qui se trouvait en permanence dans ces régions.

Un autre procès était encore exploité par les communistes : celui des députés du Parti devant le Tribunal militaire de Paris. Des tracts, tirés généralement des articles de *L'Œuvre* ou consacrés à ce procès, circulaient dans les usines, démontrant l'attitude « bolchevik » des communistes devant la justice capitaliste.

Lors de l'arrestation des députés communistes en France pendant la guerre, le journal américain *Daily Worker* lança en avril 1940 une pétition publique dont voici le premier paragraphe :

« Les personnalités dirigeantes dans le monde des arts et des affaires ont lancé hier un appel au gouvernement français demandant que les 44 députés communistes français arrêtés soient jugés publiquement en présence d'observateurs et de journalistes étrangers.

« Signé par 40 Américains de renom, cet appel dénonce le jugement secret des députés communistes comme un crime contre les principes fondamentaux de justice et de démocratie qui ne peuvent être violés quelque part sans qu'il s'ensuive partout les plus graves répercussions.

« Cette pétition a été publiée par le Comité de défense des députés communistes français composé de :

« Théodore Dreiser, Dashiel Hammett, Rockwell Kent et Margaret Schlauch. »

Voici la liste des quarante signataires :

Mordecai Bauman.
Joë Jones.
Prof. Alexander Sandow.
Aline Benrstein (ou Bernstein ?).
Rockwell Kent.
Prof. Margaret Schlauch.
Prof. Edwin Derry Burjum.
Louis Lozowick.
Irwin Shaw.
Lester Cohen.
Elisabeth McCansland.
Raphaël Soyer.
Prof. J. Raymond Walsh.
Mordecai Gorelid.
Prof. Kirtley F. Mather.
Prof. Eda Lon Walton.
William Gropper.
Prof. Helen Rand Miller.
Prof. Louis Weisner.
Dashiel Hammett.
Barbara Morgan.
Dr Max Jergan.
Minna Harkavy.

Prof. Ephraïm Cross.
Prof. V. J. McGill.
Dr Bernard J. Stern.
Théodore Dreiser.
Albert Maltz.
Prof. Louis Feeter.
Lehmann Engel.
Reginald Marsh.
Dr Wendell S. Philipps.
Henry Hart.
Wallingford Riegger.
Eugène C. Holmes.
Prof. Bernard F. Reiss.
Prof. Howard Selsam.
Dr Samuel Bernstein.
Jerome Klein.

Dans cette liste nous avons mis en italique les noms qui sont manifestement juifs. Certains autres tels que Th. Dreiser, A. Maltz, M. Harkavy, le sont probablement.

Notons enfin des directives concernant l'exploitation de la participation socialiste au gouvernement Paul Reynaud et le départ de Daladier, occasion d'une propagande active parmi les ouvriers communistes et socialistes.

Ces directives prescrivaient de profiter de la présence des ministres et sous-secrétaires d'Etat socialistes pour renforcer la campagne de revendication. Notamment de la présence de Blancho à l'Armement et aussi celle de Monnet.

Des revendications pour l'augmentation des salaires dans les usines de guerre et les chantiers de constructions navales devaient être présentées au nom de tous les ouvriers de la C.G.T.

En poussant les ouvriers à être toujours plus exigeants vis-à-vis des ministères socialistes, les communistes espéraient mettre ceux-ci au pied du mur.

Propagande dans l'armée

Dès le début des hostilités, sur le plan militaire, les communistes escomptaient beaucoup l'échec des opérations. Sur le plan civil ils allaient surtout se concentrer sur la hausse du coût de la vie, le décalage entre cette hausse et les salaires.

Différents tracts, reproduisant notamment la lettre de Thorez et Jacques Duclos aux militants communistes français concernant le procès des députés communistes français, étaient envoyés aux militaires mobilisés. L'envoi se faisait d'habitude par l'entremise des permissionnaires rejoignant leur corps ou encore dans les colis.

Les tracts étaient mis par exemple dans des boîtes de conserve

vidées et remplies ensuite avec du sable et des tracts, dans des boîtes d'allumettes, dans des tubes d'aspirine ou autres médicaments.

Une propagande orale s'exerçait aussi ; les thèmes les plus différents y étaient traités :

Amélioration de l'ordinaire ;
Inactivité militaire ;
Privations des familles, etc.

Noter en particulier le thème présentant l'armée allemande comme particulièrement forte et pour ainsi dire invincible.

On exaltait aussi la « puissance et la volonté de paix » de l'Armée rouge, qui l'aurait démontré dans la guerre de Finlande.

Enfin, le Centre illégal d'action recommandait de rappeler aux militants de l'arrière et du front que la France n'en était qu'au septième mois de guerre et qu'il fallait donc une très grande prudence dans le travail illégal pour déjouer les « provocations policières » afin de laisser intact l'appareil dirigeant pour les mois et les années à venir.

V

DE 1940 À 1942 :

DIRECTIVES SECRÈTES DE PROPAGANDE ET D'ACTION DU PARTI COMMUNISTE

Dès la constitution du gouvernement du maréchal Pétain, le Parti communiste reprenait son action et donnait les directives secrètes suivantes :

« *L'exploitation des courants.*

« La politique de la main tendue vis-à-vis des catholiques de notre camarade Thorez est plus actuelle que jamais. *Le bouillonnement qui agite les masses n'est pas spécifiquement communiste. Il est plutôt la résultante de divers courants* nés de facteurs très différents : soucis du ravitaillement, chômage, problème des prisonniers, armée d'occupation, dissolution d'institutions, même disparition de vieilles habitudes. Chacun juge à sa façon, chacun défend son existence. Dans les rangs des antagonistes du gouvernement se trouvent des gens qui sont aussi nos adversaires et qui jamais ne marcheront pour la bolchevisation du pays : francs-maçons, socialistes, radicaux, républicains, syndicalistes, réformistes, anciens combattants républicains, certains cléricaux, démocrates populaires, syndicats agrariens.

« Tous exigent la chute du régime actuel et l'avènement d'un gouvernement qui réponde à leur idéal particulier. *Aucun de ces groupes n'est assez puissant pour réaliser ses aspirations et chacun d'eux ne représente qu'une partie de l'armée révolutionnaire. Cependant les arracher à leur erreur ou même seulement les approcher avec des motifs raisonnables devrait être considéré comme un crime impardonnable contre le succès de notre idéal communiste.*

Nous devons plutôt les utiliser adroitement et au maximum pour nos fins, les confirmer dans leur opinion au cours d'entretiens tête à tête. Nous devons les pousser à organiser des assemblées clandestines auxquelles, de notre côté, nous assisterons d'une façon absolument anonyme en nous gardant bien de parler de communisme. *Notre tâche, en cette circonstance, se résume en ceci : que nous devons faire en sorte que leur agitation profite à la réussite de nos buts personnels.*

« *Il est indispensable qu'ils considèrent la révolution qui vient comme leur propre révolution.*

« Un point particulièrement important pour nous est que nous puissions compter sur eux comme éléments de choc et comme levier auprès de certaines parties des masses qui nous échappent encore. Cet opportunisme ne doit pas dégoûter nos camarades, car c'est ainsi que notre incomparable Lénine a assuré notre domination en Russie. Qu'eût-il fait sans l'appui des anarchistes, des francs-maçons, des socialistes ?

« A coup sûr, de nombreux camarades s'inquiètent de savoir comment on pourra se débarrasser de ces éléments une fois la révolution terminée, mais il ne s'agit là que de l'avant-dernière étape qui ne doit pas être discutée prématurément.

« Les instructions indispensables seront données en temps opportun.

« Tous se doivent de travailler en commun dans l'intérêt de la cause. Il va de soi que la conduite de ces tâches ne peut être le fait de forces qui ont été trop exposées dans nos rangs. Mais *il reste suffisamment de camarades capables de les mener bien qui sont inconnus et de la police et des autres agitateurs, et qui longtemps avant la guerre appartenaient aux cadres de l'organisation illégale.* Il est formellement déconseillé de découvrir d'anciens secrétaires de cellules comme l'ont fait les camarades de la région lyonnaise et du Dauphiné. Ce sont de graves erreurs dont il faudra rendre compte un jour aux organisations centrales du Komintern. Par contre, il est conseillé d'utiliser à ces fins de nombreux adhérents des anciennes sections des " Amis de l'Union soviétique " qui n'ont pas été découverts dans beaucoup de départements.

« *La franc-maçonnerie.*

« Il est extrêmement difficile d'entrer dans ces milieux et tout particulièrement maintenant où ils sont contraints de vivre dans la plus complète illégalité, il ne faut pas compter pouvoir assister à une assemblée clandestine, comme il s'en tient encore dans chaque département, sans y être introduit. *La franc-maçonnerie a aussi, du reste, des cadres et des organisations illégaux* (d'après notre service illégal de renseignements), *mais il est fort possible, actuellement, d'y acquérir des sympathies.* Cette association est obligée aujourd'hui comme les vieux " carbonari ", de prendre les devants, en utilisant tous les artifices possibles pour se réunir secrètement. Les camarades responsables de nos organisations communistes illégales qui sont entre-temps passés maîtres dans l'art d'égarer le gendarme, peuvent leur faciliter les réunions clandestines et même, là où c'est nécessaire, leur assurer une protection contre la police.

« De cette manière, il sera possible de se servir de ces gens et de connaître leur position.

« Mais à cette occasion, *rien de ce qui concerne le développement de notre organisation secrète ne leur sera dévoilé* : au contraire, il convient de leur laisser croire que notre Parti ne fonctionne plus qu'imparfaitement et que sa fin n'est plus qu'une question de temps. Il s'agit ici d'une mesure élémentaire de prudence vis-à-vis d'un certain nombre d'éléments corrompus qui se cachent dans ces milieux. »

Ce qui suit traite des instructions pour l'étude des moyens à employer, tel « le courant des anglophiles » qui manifestement s'accroît et qui se laisserait exploiter au profit des communistes, telles aussi les « Amicales laïques », etc. Ces mêmes méthodes sont recommandées pour les partis politiques ; les instructions de Moscou s'expriment comme suit sur ce point :

« *Les organisations adverses.*

« Parti populaire français, Progrès français, Amicales de France, Action française, Légion des Combattants, Compagnons de France, Secours national.

« Ces organisations sont maintenant connues dans le détail ; nous devons les combattre, mais pas trop violemment cependant, car elles portent en elles, comme nous l'avons déjà constaté, les éléments de leur propre désagrégation. Ces organisations répugnent aux masses ouvrières, on n'y trouve que la main de la bourgeoisie. Les rares éléments prolétariens qui s'y sont fourvoyés n'auraient d'ailleurs jamais été dans nos rangs. Ce sont en général des parasites qui ont trouvé là une mangeoire que leur incapacité ne leur eût pas permis de s'assurer ailleurs.

« ... Ces nombreux partis et organisations se déchirent entre eux. Chacun veut dominer le pays, aucun n'y arrivera jamais. Sans les sous-estimer nous ne devons pas cependant en faire l'objectif le plus important de la lutte que nous menons. Ils doivent simplement être un élément de notre propagande.

« *La répression par la police.*

« La répression devient de plus en plus sévère, mais, à quelques exceptions près, *elle porte nettement à côté. Par principe, ce sont toujours les frères d'armes subalternes : distributeurs de pamphlets, quêteurs, qui sont livrés aux tribunaux.* Leur sort est regrettable. Ils méritent notre admiration et notre soutien.

« Mais *il est formellement interdit aux compagnons des cadres illégaux de s'intéresser à eux. C'est aux cadres subalternes à s'en occuper.* De même, il est extrêmement défendu aux premiers de se mettre en relations avec la famille et les amis des détenus politiques : c'est là la tâche de l'ancien " Secours rouge international " dont les cadres sont organisés à cette fin.

« Les camarades des cadres illégaux ne doivent sous aucun prétexte entrer en rapports avec les camarades libérés ou évadés des camps ou des prisons politiques. Des arrestations qui eurent lieu récemment à Toulouse montrent qu'ils ne doivent pas davantage avoir de contacts avec les " sympathisants ". Les instructions antérieures concernant la police restent en vigueur. Nous avons à annoncer la création en France d'une " Police générale " (Groupes de protection G.P.), mais ces gens sont facilement repérables car ils manquent totalement d'expérience professionnelle.

« Dans tous les endroits importants, le " chou-blanc [1] " doit être

1. Le « chou-blanc » semble consister dans l'organisation fictive des réunions secrètes pour attirer l'attention de la police dont les éléments sont ainsi repérés.

organisé. Cette méthode donne d'excellents résultats pour la découverte des moyens de l'appareil policier.

« Dans les fabriques, au restaurant, au café, on doit répandre le bruit d'assemblées fictives, d'appels, de " tournées de papillons " , et laisser à des camarades d'autres cellules le soin d'assurer le contrôle. »

(Edition illégale des « Cahiers du bolchevisme » à l'usage des communistes français, janvier 1941.)

Copie d'une publication clandestine communiste destinée à la jeunesse communiste française (janvier 1942)

Organisons notre travail

« L'application des tâches qui incombent à notre Fédération nécessite, de la part de chaque jeune communiste, un esprit d'organisation exemplaire. " L'organisation décide de tout... " Ceci est d'autant plus vrai pour une organisation de jeunesse, car chez les jeunes la spontanéité risque parfois de l'emporter sur l'esprit d'organisation.

« Toute notre action dépend des qualités d'organisation dont saura faire preuve chaque jeune communiste.

« Faire preuve d'esprit d'organisation c'est être discipliné et sérieux dans son travail ; c'est arriver à l'heure à ses rendez-vous, ne jamais perdre le contact avec ses camarades ; c'est ne pas bavarder mais réaliser, car ce ne sont pas les discours ou les promesses qui comptent, mais les résultats ; c'est organiser méthodiquement la distribution et la répartition de notre matériel, faire rentrer les cotisations sans lesquelles il sera impossible d'en éditer de nouveau.

« Dans le groupe de trois, c'est savoir répartir les tâches et surtout contrôler l'application de tout ce qui a été décidé. C'est travailler parmi les jeunes à l'usine, à l'atelier, au camp ou au chantier de jeunesse.

« Faire preuve d'esprit d'organisation, c'est enfin : être vigilant. *Etre vigilant et respecter intégralement les conditions du travail illégal contenu dans la brochure " Comment se défendre ".*

« Particulièrement dans le moment présent, où Hitler et ses valets voudraient écraser la révolte qui gronde dans notre pays en instaurant le régime de terreur policière, en multipliant les perquisitions par quartier et les arrestations collectives.

« Nous vous rappelons ici brièvement quelques-uns de ces conseils en demandant à chacun de relire à nouveau la brochure du Parti :

« 1. Ne jamais et sous aucun prétexte établir de liste de noms et d'adresses ;

« 2. Ne pas marquer au clair ses rendez-vous et arriver à l'heure ; si vous faites attendre un camarade, il peut se faire remarquer par un policier ;

« 3. Ne pas se réunir ou se retrouver à un rendez-vous à plus de trois ;

« 4. Ne pas s'appeler par son nom véritable, prendre un faux nom ;

« 5. Ne rien avoir chez soi qui ne puisse être facilement détruit ou caché ;

« 6. Ne pas entretenir de relations avec des camarades de la J.C. ou du Parti autres que ceux avec lesquels vous travaillez ;

« 7. Ne rien raconter de votre travail qui ne doit être connu que de vous et de votre responsable ;

« 8. Ne pas attendre pour déménager et changer d'adresse si vous êtes repéré par la police ;

« 9. Dans les locaux réservés au travail de propagande, le camouflage doit être sérieusement étudié pour dépister la police. »

« N'oubliez pas que la plupart des arrestations ont pour cause la négligence des camarades. Ainsi, les camarades d'une direction de secteur se rendant à un rendez-vous pour assister à une manifestation s'aperçoivent que la police connaît le rendez-vous. Au lieu de disparaître, des camarades restent sur place, tentent d'entrer en contact avec leur responsable du sous-secteur et se font finalement tous prendre par les policiers qui ont repéré leur manège. Résultat : tout le secteur est désorganisé, sept camarades sont emprisonnés.

« Nous pourrions citer de multiples autres cas à l'image de celui-ci, montrant la négligence dont font preuve de nombreux camarades.

« Aucun camarade n'a le droit de jouer avec la vie de l'organisation et celle de ses camarades de combat. Il faut donc être vigilant et savoir organiser son travail.

« *De l'organisation, toujours de l'organisation, et nous réaliserons pleinement les tâches qui nous sont confiées.* »

RÉSUMÉ

Les oscillations politiques du Parti communiste français aux ordres de Moscou de 1920 à 1942.

1920-1933

Le Parti communiste est antimilitariste et antinational en faveur de l'Allemagne.

1933

Avec l'arrivée de Hitler au pouvoir, le Parti communiste devient antifasciste et anti-allemand mais reste antimilitariste et antinational en politique intérieure française.

1935

Le Parti communiste inaugure la nouvelle tactique du Front populaire. Il reste antifasciste et anti-allemand mais devient brusquement nationaliste et militariste en politique intérieure française.

1938

Le Parti communiste continue la même politique mais devient violemment belliqueux et attaque les accords de Munich par lesquels Daladier et Chamberlain tentaient d'éviter la guerre, il reproche au gouvernement de céder au Fascisme et de trahir le devoir national.

1939

A partir de l'accord germano-russe (fin août), le Parti communiste fait à nouveau volte-face : il est contre la guerre et provoque le sabotage et la désertion en faveur de l'Allemagne et de la Russie. Il reprend le mot d'ordre de Lénine : « Transformation de la guerre en guerre civile. »

1940

A l'armistice, le Parti communiste se déclare pour la collaboration franco-allemande contre l'Angleterre et l'Amérique « capitalistes ».

1941-1942

A partir du 22 juin 1941 (guerre germano-russe), le Parti communiste, recommençant une nouvelle volte-face, se pose en champion du nationalisme français contre le gouvernement du maréchal Pétain, en faveur du bloc anglo-saxon « démocratique ».

De 1920 à 1942, le Parti communiste français, agent de l'étranger, a donc servi uniquement les intérêts de la révolution russe et en a suivi toutes les fluctuations politiques.

SIXIÈME PARTIE

LE COMMUNISME DANS LA PRATIQUE DU POUVOIR

I. Le communisme et les paysans en Russie.

II. La famille en régime bolcheviste.

III. But du plan quinquennal et ses résultats.

IV. Bilan industriel du communisme (Trotsky).

V. Capitalisme, industrialisme et communisme.

VI. Le problème du machinisme.

I

LE COMMUNISME ET LES PAYSANS EN RUSSIE
LE RÉGIME AGRICOLE DANS L'ANCIENNE RUSSIE

Le régime de l'agriculture en Russie est important à connaître pour comprendre la politique agricole soviétique. Ni les conditions naturelles du sol et du climat, ni la mentalité du paysan ne sont comparables aux nôtres. Les termes du problème agraire en Russie sont spécifiquement russes.

Immensité du pays et rigueur du climat

Il faut tenir compte, avant tout, de l'immensité du pays, de la faible densité de la population et de la rigueur du climat.

Le climat russe pose, en effet, des problèmes particuliers qui désavantagent le cultivateur isolé.

La sécheresse en premier lieu. Dans les territoires du Sud, elle dure de 70 à 110 jours par an. Elle n'épargne même pas toujours la fameuse « terre noire » d'Ukraine, célèbre par sa fertilité. La structure du sol et le régime des eaux rendent malaisés l'exécution de travaux d'irrigation.

Une autre difficulté grave résulte de la longueur de l'hiver.

Le climat est « continental ». L'hiver est extrêmement long et rigoureux. Tout travail au-dehors est pratiquement impossible.

La période pendant laquelle le paysan peut travailler aux champs n'excède pas 130 à 150 jours par an. Dans ce court laps de temps, il faut qu'il moissonne, qu'il engrange, qu'il laboure et qu'il ensemence. Le temps dont il dispose pour ces travaux est encore réduit du fait que par suite de la rareté des points d'eau, les terres

à cultiver sont souvent situées à une grande distance des habitations.

La durée de l'hiver augmente à mesure qu'on s'enfonce au cœur de l'Asie. Les vents violents qui règnent sur ces régions contribuent à rendre plus difficile encore l'exécution des travaux par des isolés. Aussi beaucoup de terres cultivables demeurent-elles en friches dans les plaines de Sibérie, quoique la main-d'œuvre soit abondante par suite de la fécondité exceptionnelle du peuple russe qui s'accroît chaque année de 2 à 3 millions d'individus.

Utilité des grands domaines et de la mécanisation

Dans ces conditions les rendements les plus satisfaisants sont obtenus par la culture faite en de grands domaines avec un outillage perfectionné.

Ce n'est qu'avec des moyens financiers considérables que les travaux de percement des puits et de construction des canaux d'irrigation peuvent être menés à bonne fin.

Les principales cultures de l'U.R.S.S. : céréales et betteraves, se prêtent à la mécanisation.

L'utilisation des machines permet de tirer le meilleur parti de la courte saison où les travaux agricoles sont possibles.

Elle permet également de remédier dans une certaine mesure aux pertes de temps qui résultent de la médiocrité de la main-d'œuvre.

Une enquête menée dans les provinces agricoles en 1916, un an avant l'avènement du régime bolchevique, montrait déjà la supériorité des grands domaines en U.R.S.S.

Ceux-ci représentaient alors, en superficie ensemencée, le dixième environ de la superficie ensemencée globale et ils produisaient près du tiers du rendement total de la contrée.

La constitution de grands domaines est facilitée au surplus par le caractère particulier du paysan russe.

Tempérament communautaire du paysan russe

Plus de la moitié de la population vit actuellement de l'agriculture.

Cependant le paysan russe est moins qu'aucun autre attaché à sa terre, malgré sa fertilité.

Une particularité très nette de la psychologie russe est en effet sa tendance communautaire qui se reflète de bonne heure dans les modes d'exploitation du sol.

Avant la révolution bolchevique, le régime en usage fut celui du mir, « l'unique institution indigène de l'Empire, la seule spontanée, la seule qui ait ses racines dans le sol national et qui ne soit pas une création artificielle du pouvoir » (Leroy-Beaulieu, 1891).

Dans le système du « mir », le paysan ne possédait en propre que son isba et l'enclos y attenant. Les champs ainsi que le bétail et les outils agricoles appartenaient à la communauté des familles du village, ils étaient partagés à intervalles réguliers entre les intéressés.

Chacun devait cultiver, sans les épuiser, les parcelles qui lui étaient échues, pour ne pas nuire à son successeur.

La communauté des familles était responsable financièrement devant le fisc.

C'était donc un mode d'exploitation de la terre, analogue sur bien des points à celui du kolkhoze actuellement en vigueur.

On peut dire que, par sa mentalité, le peuple russe était enclin à accepter plus facilement qu'aucun autre l'application des doctrines communistes, auxquelles le prédisposent sa résignation et son fatalisme.

Tels étaient les principaux éléments qui conditionnaient la politique agricole des chefs communistes à leur avènement au pouvoir : un pays riche mais qui, par ses conditions naturelles, se prête aux procédés de la grande culture ; un peuple peu attaché à son sol, résigné de longue date à la dictature, accoutumé au régime communautaire du mir.

Les vicissitudes successives du régime agricole en U.R.S.S.

Première période : 1917-1918. — Le gouvernement proclame « la terre aux paysans ». Ceux-ci s'emparent de toutes les terres.

Deuxième période : 1918-1922. — Le gouvernement dit alors : « Pardon, vous n'avez pas compris, cette terre n'est pas à vous mais à nous, Etat socialiste », et tente un premier essai de collectivisation. Le paysan cesse de cultiver puisqu'on lui prend le produit de son travail et c'est la famine.

Troisième période : 1922-1926. — Le gouvernement est contraint

de céder et revient à une demi-liberté ; c'est la politique de la Nep. L'agriculture se relève lentement et les paysans plus travailleurs ou plus chanceux acquérant une certaine aisance deviennent des koulaks.

Quatrième période : 1926-1928. — Sans heurter de front la propriété privée, le gouvernement majore progressivement les impôts.

Cinquième période : 1928-1936. — Le gouvernement lance le plan quinquennal qui se traduit dans le domaine agricole par une industrialisation de la culture et par une collectivisation générale de la propriété sous forme de kolkhozes et de sovkhozes. Le paysan tente de résister, mais le gouvernement répond par des déportations en masse ; impuissant il se résigne mais sabote le travail et abat les animaux de ferme. C'est à nouveau la famine.

Sixième période : depuis 1936. — Le gouvernement doit céder une fois de plus. Un compromis s'établit entre la collectivisation et l'exploitation privée ; on revient en somme à un régime un peu analogue à celui de l'ancien mir.

L'histoire de toutes ces phases est celle de la lutte tantôt ouverte, tantôt sourde et déguisée, parfois pacifique, souvent sanglante, toujours âpre et sans merci, que le paysan a dû soutenir contre l'Etat pour maintenir son bien, sa vie et sa liberté.

Le communisme et les paysans

L'attitude à tenir vis-à-vis de la paysannerie a toujours été une des préoccupations dominantes et un des plus graves problèmes auquel s'est heurté le socialisme. La tactique socialiste a varié plusieurs fois sur ce point sans jamais réussir à trouver une solution définitive. Les paysans restent la pierre d'achoppement du socialisme.

Le socialisme marxiste a été élaboré par des intellectuels en majorité juifs, c'est-à-dire par les hommes les plus opposés mentalement aux conceptions terriennes et aux réalités de la vie agricole, d'où son malaise, son incertitude et ses tâtonnements à l'égard des paysans.

Le marxisme a dès le début mis tout ses espoirs révolutionnaires dans le prolétariat industriel, mais en même temps il se rendait compte que, s'il ne réussissait pas à attirer à lui une partie importante de la paysannerie, le prolétariat, à lui seul, serait impuissant à faire triompher la révolution, surtout dans un pays en majorité agricole comme l'était la Russie.

Deux citations, extraites de textes communistes officiels, nous montrent clairement le point de vue du Parti sur cette question.

Citons tout d'abord le passage suivant de *L'Histoire du Parti communiste* :

« Malgré la supériorité numérique de la paysannerie et bien que le prolétariat fût relativement peu nombreux, c'était justement sur le prolétariat, sur son accroissement que les révolutionnaires devaient fonder leur principal espoir.

« Pourquoi précisément sur le prolétariat ?

« Parce que le prolétariat, malgré sa faiblesse numérique actuelle, est la classe laborieuse liée à la forme la plus avancée de l'économie, à la grande production et parce qu'il a, de ce fait, un grand avenir.

« Parce que le prolétariat, en tant que classe, grandit d'année en année, se développe politiquement, se prête facilement à l'organisation par suite des conditions de travail dans la grande production, et qu'il est éminemment révolutionnaire en raison même de sa condition prolétarienne, puisque dans la révolution il n'a rien à perdre, que ses chaînes.

« Il en va autrement de la paysannerie.

« Cette paysannerie, malgré sa force numérique, est la classe laborieuse liée à la forme la plus arriérée de l'économie, à la petite production, et, de ce fait, elle n'a ni ne peut avoir un grand avenir.

« La paysannerie non seulement ne grandit pas en tant que classe, mais, au contraire, elle se décompose d'année en année en bourgeoisie (koulaks) et en paysannerie pauvre (prolétaires, semi-prolétaires). De plus, les paysans se prêtent plus difficilement à l'organisation par suite de leur dispersion et, en raison de leur situation de petits propriétaires, ils rejoignent moins volontiers que le prolétariat le mouvement révolutionnaire. »

De son côté, Staline expose clairement la question dans son livre de fonds : *Doctrine de l'U.R.S.S.* :

« La question fondamentale du léninisme, dit-il, son point de départ, ce n'est pas la question paysanne, mais la question de la dictature du prolétariat, des conditions de son instauration, des conditions de sa consolidation. La question paysanne, en tant

qu'elle est la question de l'allié du prolétariat dans sa lutte pour le pouvoir, ne vient qu'ensuite.

« En ce sens la question paysanne fait partie de la question générale de la dictature du prolétariat et, comme telle, est une des questions les plus vitales du léninisme.

« La dictature du prolétariat, écrit Lénine, signifie ceci : seule une classe déterminée, à savoir les ouvriers urbains et en général les ouvriers industriels des fabriques et des usines, est capable de diriger toute la masse des travailleurs et des exploités dans la lutte pour le renversement du joug capitaliste..., dans l'œuvre de fondation du régime social nouveau, socialiste, dans toute la lutte pour la suppression complète des classes. »

Telle est la théorie de la dictature du prolétariat formulée par Lénine.

La question paysanne selon les communistes

La question paysanne se pose donc ainsi aux yeux des communistes :

« Y a-t-il un espoir, écrit Staline, une raison d'utiliser les possibilités révolutionnaires cachées au sein de la paysannerie, pour la révolution prolétarienne, de transformer la paysannerie de la majorité exploitée, de réserve de la bourgeoisie qu'elle était dans les révolutions bourgeoises d'Occident — et qu'elle reste encore actuellement —, en une réserve, en une alliée du prolétariat ?

« A cette question le léninisme répond par l'affirmative, c'est-à-dire qu'il reconnaît l'existence, dans les rangs de la majorité de la paysannerie, de capacités révolutionnaires et la possibilité de les utiliser dans l'intérêt de la dictature du prolétariat. L'histoire des trois révolutions russes confirme entièrement les déductions du léninisme sur ce point.

« De là cette conclusion pratique sur la nécessité de soutenir absolument les masses travailleuses de la paysannerie dans leur lutte pour s'affranchir de l'oppression et de la misère, dans leur lutte contre l'asservissement et l'exploitation. Cela ne signifie pas assurément que le prolétariat doive soutenir tout mouvement paysan. Il s'agit ici du soutien d'un mouvement et d'une lutte de la paysannerie, qui facilitent directement ou indirectement le mouvement de libération du prolétariat, qui, d'une façon ou d'une autre, portent l'eau au moulin de la révolution prolétarienne, et contribuent à faire de la paysannerie la réserve et l'alliée de la classe ouvrière. »

La révolution de 1917 en Russie

En pratique le socialisme a beaucoup tâtonné sur les moyens pratiques d'arriver à ce résultat.

Finalement c'est Lénine qui trouva la solution grâce aux circonstances exceptionnelles de la guerre mondiale. En 1917, il lança son fameux mot d'ordre historique qui tenait en quatre phrases et amena le triomphe du bolchevisme en Russie :

« La Paix immédiate. »
« Tout le pouvoir aux Soviets. »
« Les usines aux ouvriers. »
« La terre aux paysans. »

Ces derniers, mobilisés par millions, abandonnèrent aussitôt le front, retournèrent dans leur village, se ruèrent sur les terres et s'en emparèrent avec accompagnement d'abominables massacres, contribuant ainsi puissamment au succès de la révolution.

Le communisme, négateur de la propriété, n'a donc réussi à triompher en Russie qu'en promettant la propriété à des millions de cultivateurs.

1917 : Premières mesures. — Lénine, par un décret du 26 octobre 1917, abolit, en Russie, la propriété privée, le travail salarié et la transmission par voie d'hérédité.

Ces mesures devaient être la préface de la collectivisation intégrale, c'est-à-dire de la mise en commun des instruments de travail et de la terre et de l'exploitation en commun.

Appliqués à la lettre, les textes de Lénine eussent dépossédé de leurs domaines, non seulement les seigneurs, les églises, les sociétés et les collectivités publiques, mais encore tous les paysans. Les terrains ainsi confisqués auraient été redistribués aux intéressés sur une base d'égalité.

En pratique, les choses se passèrent tout autrement. Les paysans conservèrent leurs terres. Mais ils s'emparèrent des grands domaines et arrondirent leurs biens. Le travail salarié continua. La transmission par succession fut maintenue en fait.

Le gouvernement communiste, qui n'eût pu subsister sans l'appui des populations rurales, ferma les yeux.

1918. Premières mesures de socialisation

Mais, dès mars 1918, les mesures socialistes commencèrent et elles se multiplièrent au cours des années suivantes sous forme de réquisitions des récoltes et d'expropriations armées au bénéfice de l'Etat.

Les paysans, ainsi frustrés du produit de leur travail, cessèrent de cultiver ou ne cultivèrent plus que le minimum indispensable à leur propre nourriture. Ce fut une formidable famine. Le gouvernement usa largement de méthodes policières et militaires de répression (expéditions punitives contre les villages, etc.), mais menacé de disette, il sentit le besoin d'adoucir les mesures prises.

Le système de la réquisition subsiste. Le prix de la portion versée à l'Etat est fixé au cinquième du prix du marché.

D'autre part, une série de textes sont promulgués en vue de favoriser le passage des formes d'exploitations privées aux formes d'exploitations collectives.

Les pouvoirs publics encouragent la mise en application rapide de ces textes. Ils n'usent, toutefois, que rarement de la contrainte. Les « avantages » offerts aux paysans par les nouvelles organisations doivent suffire à le séduire et à l'amener à la collectivisation.

Echec de la première tentative de socialisation

L'exploitation collective connut un insuccès total.

Le pourcentage des terres collectivisées ne dépassa pas 2 % environ de la superficie globale des terres cultivables. Le nombre des agriculteurs séduits par les méthodes nouvelles fut constamment inférieur à un demi pour cent de la population rurale totale.

Aussi le gouvernement renonça-t-il, au début de 1921, à laisser les agriculteurs se collectiviser de leur plein gré. Il prit des mesures de contrainte.

Le 27 janvier, il commence à appliquer la doctrine de « l'ensemencement obligatoire » pour pallier aux effets du découragement des cultivateurs.

L'Etat déterminait, pour chaque région, les superficies à ensemencer et fournissait les semences à l'agriculteur. Tout le blé récolté était remis à l'Etat, en dehors de la fraction laissée au paysan, et calculée suivant les barèmes officiels de consommation. Pour empêcher le cultivateur affamé de consommer les semences, il fallut prévoir qu'elles seraient entreposées obligatoirement dans des greniers communs.

En même temps, l'Etat instituait un impôt sur l'agriculture. L'impôt était payé en nature. Il frappait tous les produits et toutes les denrées agricoles.

Le résultat de cette politique contradictoire et arbitraire, ce fut une diminution importante du cheptel russe et une réduction massive des ensemencements.

Une famine épouvantable éclata. D'après un rapport de Kalinine, président du Comité central de secours, le nombre des affamés — principalement des paysans — atteignit 22 millions sur une population de 170 millions. Ce chiffre est certainement un minimum.

« La récolte globale, écrit Trotsky, tomba de 801 millions de quintaux à 503 en 1922. Ce fut une effroyable famine. La ruine des forces productives dépassa tout ce que connaissait l'histoire. Le pays et avec lui le pouvoir, se trouvèrent tout au bord de l'abîme. »

Le gouvernement fait marche arrière. — La N.E.P.

Le gouvernement dut momentanément céder. Ce fut la politique de la Nep, préconisée par Lénine, qui rétablissait, dans une certaine mesure, la liberté de la propriété et des échanges commerciaux.

Les paysans se remirent à prospérer et il se créa rapidement une classe d'agriculteurs plus aisés qui devint *ipso facto* contre-révolutionnaire ; ce fut la catégorie, depuis vilipendée, des koulaks, et aux yeux des Soviets on était vite classé koulak ; un paysan qui serait considéré chez nous comme pauvre, semblait, par comparaison, en Russie, un richard et un exploiteur abhorré.

Les mesures plus libérales prises en 1922 ont desserré l'étau qui paralysait l'activité rurale et elles portent peu à peu leurs fruits.

En 1925, Staline décrète « la dénationalisation des terres », c'est-à-dire le retour à la propriété privée.

L'espoir renaît dans les campagnes, le cheptel se reconstitue,

les surfaces ensemencées s'étendent, la vie devient moins misérable. On revoit des « koulaks », c'est-à-dire des paysans travailleurs et aisés.

En dix ans, le paysan russe avait connu successivement cinq régimes de propriété : le régime de propriété privée, existant au moment de la révolution de 1917, un régime de collectivisation volontaire (1919), un régime de collectivisation obligatoire (1921), un régime tolérant la propriété privée (1922), un régime reconnaissant la propriété privée (1925). Il avait connu des systèmes d'impôt très divers, mais toujours écrasants : l'impôt en nature, l'impôt en argent, la réquisition pure et simple. Il avait vécu, en 1917, la guerre, en 1918, l'émeute, en 1921-1922, la famine, en 1925-1927, la relative aisance.

De nouvelles vicissitudes l'attendaient.

Plan quinquennal. — Collectivisation à outrance

L'année 1928 devait marquer un tournant dans la politique agricole des dirigeants communistes.

Répudiant les conceptions libérales qui s'étaient imposées à la fin de la période précédente, le gouvernement allait pratiquer une collectivisation « à outrance », sous forme de kolkhozes et de sovkhozes.

Dans l'esprit des chefs communistes, la collectivisation des campagnes devait être progressive d'après le premier plan quinquennal (1928), elle devait embrasser au bout de la cinquième année 20 % des foyers paysans. Le gouvernement pensait avec raison qu'il n'était sage de créer des exploitations collectives que dans la mesure où il pourrait fournir le matériel nécessaire à la grande culture.

Mais il apparut bientôt que la coexistence dans une même localité de paysans collectivisés et de paysans non collectivisés donnait lieu à des comparaisons en faveur de ces derniers et arrêtait la collectivisation. Elle était plus facilement admise quand elle était totale.

Staline déclara en novembre 1929, que « par villages, par cantons, par arrondissements même, les paysans doivent entrer dans les kolkhozes ».

Les kolkhozes

Au début de 1928, il y avait en moyenne dans chaque kolkhoze : 153 travailleurs, 37 chevaux, 12 vaches, pour une superficie emblavée de 452 hectares. Mais ces kolkhozes sont très différents les uns des autres.

La plupart sont consacrés à la culture des céréales ou à l'élevage, mais certains à la culture du coton, des produits maraîchers, du lin, etc.

La superficie des kolkhozes varie de 250 à 3 000 hectares.

La densité de la population kolkhozienne n'est pas davantage uniforme.

En dépit de cette diversité, tous les kolkhozes présentent des traits communs.

Le kolkhoze est une exploitation dans laquelle les instruments de production : les terres, le bétail, les chevaux, les machines sont mis en commun.

Le travail est exécuté en commun.

La rémunération est fixée en tenant compte, en principe, du travail fourni.

Tout n'est pas collectivisé dans le domaine du kolkhoze.

Chaque foyer kolkhozien conserve la jouissance d'une maison d'habitation, d'un petit enclos attenant, d'une ou deux têtes de bétail, de volailles et d'un mince matériel agricole.

L'ensemble des kolkhoziens se réunissent en assemblée générale pour discuter des questions intéressant le domaine.

Ils élisent un Comité de direction et une Commission de contrôle qui sont chargés de diriger l'exploitation.

Une partie des travaux est effectuée avec les machines de la « station de machines » la plus proche.

Telles sont les lignes générales du système.

Biens collectivisés

« Seront soumis à la collectivisation : tout le bétail de travail, toutes les machines agricoles, toutes les réserves de semence, la quantité de fourrage qui est nécessaire pour l'entretien du bétail collectivisé, les constructions d'exploitations qui sont nécessaires pour l'exercice de l'exploitation de l'artel, ainsi que toutes les ins-

tallations pour la transformation des produits agricoles » (Loi du 17 février 1935, contenant le statut des kolkhozes, article 4).

« Toutes les bornes qui séparaient les lots de terre des membres de l'artel sont abolies et tous les champs des lots sont réunis dans un seul ensemble foncier...

« La terre occupée par l'artel, comme toute terre en U.R.S.S., est la propriété nationale de l'Etat.

« Elle est, d'après les lois de l'Etat ouvrier et paysan, attribuée à l'artel en jouissance illimitée, c'est-à-dire perpétuellement... » (Statuts, article 2).

Biens non collectivisés

Sont attribués au kolkhozien en jouissance personnelle des biens strictement limités en espèces et en nombre :

Voici la liste maximum des biens dont le kolkhozien peut avoir la jouissance :

La maison d'habitation ;

Un petit terrain attenant, dont la superficie (non compris les terres occupées par des constructions) « pourra aller de 1/4 d'hectare jusqu'à 1/2 hectare et, dans certains rayons et certaines conditions, jusqu'à 1 hectare » ;

Les petites machines agricoles indispensables pour les travaux de culture du lots d'enclos ;

Une étable ;

Une vache (2 à 3 dans les régions d'élevage) ;

Deux veaux ;

Une truie avec ses petits, deux truies avec leurs petits « si la direction du kolkhoze le juge nécessaire » ;

10 chèvres ou moutons (20 à 25 dans les régions d'élevage) ;

Des volailles et lapins en quantité non limitée ;

Des ruches jusqu'au nombre de 10.

Le kolkhozien n'a pas le droit dans la plupart des régions de posséder un cheval.

Le cheval est un instrument d'indépendance. C'est la raison de cette exclusion.

Le kolkhozien ne peut donc posséder qu'un nombre de biens restreint.

« Si les trusts industriels (écrit Trotsky dans *La Révolution trahie*) sont " en principe " des entreprises socialistes, on n'en saurait dire autant des kolkhozes. Ils reposent non sur la propriété de l'Etat, mais sur celle des groupes. Ils constituent un grand progrès par rapport à l'agriculture parcellaire. Conduiront-ils au socialisme ? Cela dépend d'une série de circonstances dont les unes sont d'ordre interne et les autres externes, concernant le système soviétique dans son ensemble.

« La propriété étatisée des moyens de production domine presque exclusivement l'industrie. Dans l'agriculture, elle n'est représentée que par les sovkhozes, qui n'embrassent pas plus de 10 % des surfaces ensemencées. Dans les kolkhozes, la propriété coopérative ou celle des associations se combine en proportions variées avec celles de l'Etat, mais donnée " en jouissance perpétuelle ", aux kolkhozes, diffère peu de la propriété des associations. Les tracteurs et les machines appartiennent à l'Etat, l'outillage de moindre importance à l'exploitation collective. Tout paysan de kolkhoze a, en outre, son entreprise privée, 10 % des cultivateurs demeurent isolés. »

Industrialisation de l'agriculture. — La politique du tracteur

Parallèlement à la collectivisation, l'Etat lançait une vaste politique d'industrialisation de l'agriculture par le plan quinquennal, et le tracteur devint l'orgueil de la Russie soviétique.

« La tâche essentielle du plan quinquennal, écrit Staline, consistait à créer dans notre pays une Industrie capable de réoutiller et de réorganiser, sur la base du socialisme, non seulement l'industrie dans son ensemble, mais aussi les transports, mais aussi l'agriculture.

« La tâche essentielle du plan quinquennal consistait à faire passer la petite économie rurale morcelée dans la voie de la grande économie collectivisée, d'assurer par la même base économique le socialisme à la campagne et de liquider ainsi la possibilité de restauration du capitalisme en U.R.S.S.

« Qu'est-ce qui dictait cette tâche essentielle du plan quinquennal, qu'est-ce qui la justifiait ?

« La nécessité de liquider le retard économique et technique de l'U.R.S.S. qui la condamnait à une existence peu enviable ; la nécessité de créer dans le pays des conditions lui permettant non seulement de rejoindre mais avec le temps de dépasser, au point de vue économique et technique, les pays capitalistes avancés.

« Cette considération que le pouvoir des soviets ne peut longtemps reposer sur une double fondation, sur la grande industrie socialiste qui anéantit les éléments capitalistes, et sur la petite économie paysanne individuelle, qui engendre les éléments capitalistes.

« Cette considération qu'aussi longtemps qu'une base de grosse production ne sera pas assignée à l'agriculture ; qu'aussi longtemps que les petites exploitations paysannes ne seront pas groupées en de grandes exploitations collectives, le danger de restauration du capitalisme en U.R.S.S. est le danger le plus réel de tous les dangers possibles. »

Lénine disait :

« La révolution a fait qu'en l'espace de quelques mois, la Russie, au point de vue de son régime politique a rejoint les pays avancés.

« Mais cela ne suffit pas. La guerre est inexorable, elle pose la question avec une âpreté implacable : ou bien périr ou bien rejoindre les pays avancés et les dépasser également au point de vue économique... Périr ou s'élancer en avant à toute vapeur. C'est ainsi que la question est posée par l'histoire. »

Lénine disait encore :

« Tant que nous vivrons dans un pays de petits paysans, le capitalisme aura en Russie une base économique plus solide que le communisme. Il ne faut pas l'oublier. Tous ceux qui observent attentivement la vie rurale en la comparant à la vie urbaine, savent que nous n'avons pas extirpé les racines du capitalisme ni sapé le fondement, la base de l'ennemi intérieur. Ce dernier se maintient sur la petite exploitation, et pour en venir à bout il n'est qu'un moyen : faire passer l'économie du pays, y compris l'agriculture, sur une nouvelle base technique, sur la base technique de la grande production moderne... Ce n'est que lorsque le pays sera électrifié, lorsqu'une base technique de grande industrie moderne sera assurée à l'industrie, à l'agriculture et aux transports, que nous vaincrons définitivement.

« C'est de ces thèses que s'est inspiré le Parti pour élaborer le plan quinquennal et déterminer la tâche essentielle de ce plan.

« Voilà ce qu'il en est de la tâche essentielle du plan quinquennal. »

Le bilan du plan quinquennal par Staline

« Passons maintenant, continue Staline, à l'examen du bilan du plan quinquennal dans le domaine de l'agriculture.

« Le plan quinquennal dans le domaine de l'agriculture est celui de la collectivisation. De quel principe le Parti s'est-il inspiré en procédant à la collectivisation ?

« Le Parti s'est inspiré du principe que, pour consolider la dictature du prolétariat et édifier la société socialiste, il est nécessaire, outre l'industrialisation, de passer encore de la petite exploitation paysanne individuelle à la grande agriculture collective, munie de tracteurs et de machines agricoles modernes, seule base solide du pouvoir des Soviets à la campagne.

« Qui peut nier que les kolkhozes sont précisément la forme d'économie socialiste qui, seule, peut permettre à des millions de petits paysans d'accéder aux machines et aux tracteurs, leviers de l'essor économique, leviers du développement socialiste de l'agriculture ?

« L'édification des kolkhozes en masse a commencé. Mais pour pouvoir entreprendre ce passage en masse aux kolkhozes, il fallait réunir certaines conditions préalables, sans lesquelles un mouvement kolkhozien de masses est en général impossible. Il fallait, en second lieu, chasser les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, leur enlever les usines et les terres et les déclarer propriété du peuple. Il fallait, en troisième lieu, maîtriser les koulaks et leur enlever les machines et les tracteurs. Il fallait, en quatrième lieu, déclarer que seuls les paysans pauvres et moyens groupés dans les kolkhozes avaient droit aux machines et aux tracteurs. Il fallait, enfin, industrialiser le pays, monter la nouvelle industrie des tracteurs, construire de nouvelles usines de machines agricoles, pour fournir en abondance la paysannerie kolkhozienne en tracteurs et en machines.

« Nous marchons à toute vapeur dans la voie de l'industrialisation, vers le socialisme, laissant derrière nous notre retard séculaire, le traditionnel retard " russe ". Nous devenons le pays du métal, le pays de l'automobile, le pays du tracteur. Et lorsque nous aurons installé l'U.R.S.S. sur l'automobile, et le moujik sur le tracteur, qu'ils essayent de nous rattraper les honorables capitalistes qui se targuent de leur " civilisation ". Et nous verrons quels

sont les pays que l'on pourra alors qualifier d'arriérés, et lesquels d'avancés. »

La collectivisation agricole dans la pratique

Tout cela c'est la théorie. En fait comment cela a-t-il marché ? Le développement du machinisme amena un accroissement de la production agricole, mais le régime de la collectivisation ne réussit jamais à s'imposer auprès des paysans.

Le témoignage de L. Trotsky

Sur tous ces événements, nous avons le témoignage de Trotsky. Il est terrible pour le régime :

« Au temps, écrit-il dans *La révolution trahie*, où la politique vis-à-vis du paysan s'orientait vers le fermier, on supposait que la transformation socialiste de l'agriculture sur les bases de la Nep, se ferait en des dizaines d'années par la coopération. Embrassant l'un après l'autre les domaines du stockage, de la vente, du crédit, la coopération devait à la fin socialiser la production. Le tout s'appelait le " plan de coopération de Lénine ". La réalité suivit, nous le savons, un chemin tout à fait différent, plutôt opposé — celui de l'expropriation par la force et de la collectivisation intégrale. Il ne fut plus question de la socialisation progressive des diverses fonctions économiques, au fur et à mesure que les ressources matérielles et culturelles la rendaient possible. La collectivisation se fit comme s'il s'était agi d'établir immédiatement le régime communiste dans l'agriculture.

« A vingt-cinq millions de foyers paysans isolés et égoïstes qui, hier encore, étaient les seuls moteurs de l'agriculture — faibles comme la rosse du moujik, mais des moteurs tout de même — la bureaucratie tenta de substituer d'un seul geste le commandement de deux cent mille conseils d'administration de kolkhozes, dépourvus de moyens techniques, de connaissances agronomiques et d'appui parmi les ruraux eux-mêmes. Les conséquences destructives de cette aventure ne tardèrent pas à se faire connaître pour durer des années. La récolte globale de céréales qui avait atteint

en 1930, 835 millions de quintaux tomba dans les deux années suivantes au-dessous de 700 millions. Cette différence ne paraît pas catastrophique en elle-même ; mais elle signifiait justement la perte de la quantité de blé nécessaire aux villes avant qu'elles ne s'habituassent à des rations de famine. Les cultures techniques étaient plus mal en point encore. A la veille de la collectivisation, la production du sucre avait atteint près de 109 millions de pouds (le pouds vaut 16,8 kg) pour tomber deux ans plus tard, en pleine collectivisation complète, par suite du manque de betteraves, à 48 millions de pouds, soit à moins de moitié. »

« La collectivisation complète — écrivait l'observateur critique que nous avons déjà cité — a plongé l'économie dans une misère comme on n'en avait pas vu depuis longtemps ; c'est comme si une guerre de trois ans avait passé par là.

« Mais l'ouragan le plus dévastateur passa sur le cheptel des campagnes. Le nombre des chevaux tomba de 55 %, de 34,6 millions en 1929 à 15,6 millions en 1934 ; les bêtes à cornes tombèrent de 30,7 millions à 19,5, soit de 40 % ; les porcs, de 55 % ; les moutons, de 66 %. Les pertes en hommes — de faim, de froid, par suite des épidémies et de la répression — n'ont malheureusement pas été enregistrées avec autant d'exactitude que les pertes de bétail ; mais elles se chiffrent aussi par millions. La responsabilité n'en incombe pas à la collectivisation mais aux méthodes aveugles, hasardeuses et violentes avec lesquelles on l'applique. La bureaucratie n'avait rien prévu. Le statut même des kolkhozes qui tentait de lier l'intérêt individuel du paysan à l'intérêt collectif, ne fut publié qu'après que les campagnes aient été cruellement ravagées.

« Jamais encore le souffle de la mort n'avait flotté si bas sur le territoire de la révolution d'octobre que pendant les années de la collectivisation complète.

« Ce qui eut pour conséquence, outre la destruction de plus de la moitié du cheptel, un fait plus grave encore : l'indifférence complète des kolkhozniki — travailleurs des kolkhozes — pour l'avoir socialisé et pour les résultats de leur propre travail. Le gouvernement opéra une retraite désordonnée. Les paysans eurent de nouveau des poules, des porcs, des moutons, des vaches, à titre privé. Ils reçurent des parcelles avoisinant les habitations. Le film de la collectivisation se déroula en sens inverse.

« Par ce rétablissement des entreprises individuelles, le gouvernement acceptait un compromis, payant en quelque sorte rançon aux tendances individualistes du paysan. Les kolkhozes subsistaient. Dès lors, cette retraite pouvait à première vue paraître secon-

daire. A la vérité, il serait malaisé d'en surestimer la portée. Si l'on néglige l'aristocratie du kolkhoze, les besoins quotidiens du paysan moyen sont pour le moment couverts dans une mesure plus grande par son travail " pour lui-même " que par sa participation au kolkhoze. Il arrive souvent que le revenu de sa parcelle individuelle, surtout s'il se livre à une culture technique, à l'horticulture ou à l'élevage, soit deux ou trois fois plus élevé que son salaire dans l'entreprise collective. Ce fait, attesté par la presse soviétique, fait ressortir avec vigueur d'une part le gaspillage tout à fait barbare de la force de travail de dizaines de millions d'hommes et, plus encore, de femmes dans les cultures naines — et, de l'autre, le rendement très bas du travail dans les kolkhozes.

« Pour relever la grande agriculture collective, il fallut de nouveau parler au paysan un langage pour lui intelligible, revenir en d'autres termes de l'impôt en nature au commerce, rouvrir les marchés, en un mot redemander au diable la Nep, mise prématurément à sa disposition. Le passage à une comptabilité monétaire plus ou moins stable devint aussi la condition nécessaire du développement ultérieur de l'agriculture. »

(L. Trotsky, *La Révolution trahie.*)

La réaction des autorités soviétiques

Devant cet échec, le gouvernement soviétique procède périodiquement à l'épuration des services des dirigeants de l'agriculture. Il se berce de l'illusion qu'il éliminera ainsi la cause des insuccès subis, alors que la cause profonde de ceux-ci est le refus du paysan de se plier aux organisations collectives.

Les exécutions

« Il ne paraît pas possible de dresser la liste des dirigeants et des techniciens de l'agriculture que le gouvernement des soviets a fait fusiller ou disparaître. Au début, tout le personnel dirigeant du Commissariat de l'agriculture, hostile à la collectivisation forcée, disparaît dans les prisons (Kondratiev, Tchaganov, Makarov...).

En 1933, l'on fusille la plupart des hauts fonctionnaires du même Commissariat (Konnor, Kovarski, Wolf). Plus tard périssent Markévitch, Rheingold, commissaires du peuple, adjoints à l'Agriculture, Skalyga, directeur des cultures de betteraves, Rosentha, directeur du sovkhoze " Le Géant ", Préobrajenski et Stambler, dirigeants de l'administration centrale des sovkhozes, Abol, directeur de l'Institut du Bois... La plupart des hommes qui dirigèrent la collectivisation forcée ont péri : Postycher, Charangovitch, Tchéboldaèv, Golostchékine, tous accusés de trahison, de sabotage, de terrorisme.... On a vu de ces hommes s'accuser eux-mêmes par ordre d'avoir provoqué des épizooties, de laisser l'ivraie envahir les champs. Quant aux paysans, ils ont péri par milliers... »

(Victor Serge, *Emancipation paysanne.*)

II

LA FAMILLE EN RÉGIME BOLCHEVISTE

Trotsky, dans *La Révolution trahie*, nous dépeint l'esprit qui inspirait la législation bolchevique de la Famille à ses débuts et il nous montre avec rage comment ces principes théoriques se sont heurtés aux lois naturelles et ont été peu à peu abrogés sous l'empire de la nécessité.

Bien entendu Trotsky n'en convient pas et attribue l'échec aux erreurs de la bureaucratie stalinienne.

Citons Trotsky :

« La révolution d'octobre tint honnêtement parole à l'égard de la femme. Le nouveau pouvoir ne se contenta pas de donner à la femme les mêmes droits juridiques et politiques qu'à l'homme, il fit — et c'est beaucoup plus — tout ce qu'il pouvait et en tout cas infiniment plus que tout autre régime pour lui ouvrir réellement l'accès de tous les domaines économiques et culturels. Mais pas plus que le " Tout-Puissant " parlement britannique, la plus puissante révolution ne peut faire de la femme un être identique à l'homme, ou pour mieux dire, partager également entre elle et son compagnon les charges de la grossesse, de l'enfantement, de l'allaitement et de l'éducation des enfants. *La révolution tenta héroïquement de détruire l'ancien " foyer familial " croupissant, institution archaïque, routinière, étouffante dans laquelle la femme des classes laborieuses est vouée aux travaux forcés de l'enfance à la mort. A la famille, considérée comme une petite entreprise fermée, devait se substituer, dans l'intention des révolutionnaires, un système achevé de services sociaux :* maternités, crèches, jardins d'enfants, restaurants, blanchisseries, dispensaires, hôpitaux, sanatoria, organisations sportives, cinés, théâtres, etc. L'absorption complète

des fonctions économiques de la famille par la société socialiste, liant toute une génération par la solidarité et l'assistance mutuelle, devait apporter à la femme, et dès lors au couple, une véritable émancipation du joug séculaire. *Tant que cette œuvre n'aura pas été accomplie, quarante millions de familles soviétiques demeureront, dans leur grande majorité, en proie aux mœurs médiévales, à l'asservissement et à l'hystérie de la femme, aux humiliations quotidiennes de l'enfant, aux superstititons de l'une et de l'autre.* A ce sujet, aucune illusion n'est permise. Et c'est justement pourquoi les modifications successives du statut de la famille en U.R.S.S. caractérisent le mieux la nature véritable de la société soviétique et l'évolution de ses couches dirigeantes.

« *On n'avait pas réussi à prendre d'assaut l'ancienne famille. Et ce n'était pas faute de bonne volonté.* Ce n'était pas non plus qu'elle eût une si ferme assise dans les cœurs. Au contraire, après une courte période de méfiance envers l'Etat, ses crèches, ses jardins d'enfants, ses divers établissements, les ouvrières et après elles les paysannes les plus avancées apprécièrent les immenses avantages de l'éducation collective et de la socialisation de l'économie familiale. Par malheur, la société se trouva trop pauvre et trop peu civilisée. Les ressources réelles de l'Etat ne correspondaient pas aux plans et aux intentions du Parti communiste. La famille ne peut pas être abolie : il faut la remplacer. L'émancipation véritable de la femme est impossible sur le terrain de la " misère socialisée ". L'expérience révéla bientôt cette dure vérité formulée par Marx quatre-vingts ans auparavant.

« Dans les années de famine, les ouvriers se nourrirent autant que possible — avec leurs familles dans certains cas — dans les réfectoires d'usines ou les établissements analogues et ce fait fut officiellement interprété comme l'avènement des mœurs socialistes. Point n'est besoin de nous arrêter ici sur les particularités des diverses périodes — communisme de guerre, Nep, premier plan quinquennal — à cet égard. *Le fait est que dès la suppression des cartes de pain, en 1935, les ouvriers les mieux payés commencèrent à revenir à la table familiale.* Il serait erroné de voir dans cette retraite une condamnation du système socialiste qui n'avait pas été mis à l'épreuve. Les ouvriers et leurs femmes n'en portaient pas moins un jugement impitoyable sur " l'alimentation sociale " organisée par la bureaucratie. La même conclusion s'impose en ce qui concerne les blanchisseries socialisées où l'on vole et abîme le linge plus qu'on ne le lessive. Retour au foyer ! Mais la cuisine et la lessive à la maison, aujourd'hui louées avec quelque gêne par les orateurs et les journalistes soviétiques, signifient

le retour des femmes aux casseroles et aux baquets, c'est-à-dire au vieil esclavage. Il est fort douteux que la motion de l'Internationale communiste sur la " victoire complète et sans retour du socialisme dans l'U.R.S.S. " soit après cela bien convaincante pour les ménagères des faubourgs !

« *La famille rurale, liée non seulement à l'économie domestique, mais encore à l'agriculture, est infiniment plus conservatrice que la famille urbaine.* De règle, seules les communes agricoles peu nombreuses établirent chez elles, au début, l'alimentation collective et les crèches. La collectivisation, affirmait-on, devait amener une transformation radicale de la famille : n'était-on pas en train d'exproprier avec les vaches du paysan, ses poules ? En tout cas, il ne manqua pas de communiqués sur la marche triomphale de l'alimentation sociale dans les campagnes. Mais quand commença la reculade, la réalité perça tout de suite les brumes du bluff...

« *Le grand nombre des enfants abandonnés est indiscutablement la preuve la plus tragique et la plus infaillible de la pénible situation de la mère. Même l'optimiste* Pravda *se voit réduite à d'amers aveux sur ce sujet :* " La naissance d'un enfant est pour beaucoup de femmes une menace sérieuse... " Et c'est justement pourquoi *le pouvoir révolutionnaire a apporté à la femme le droit à l'avortement, un de ces droits civiques, politiques et culturels essentiels tant que durent la misère et l'oppression familiale,* quoi qu'en puissent dirent les eunuques et les vieilles filles des deux sexes. Mais ce triste droit devient, de par l'inégalité sociale, un privilège. *Les renseignements fragmentaires fournis par la presse sur la pratique des avortements sont saisissants.* Ainsi, " cent quatre-vingt-quinze femmes mutilées par les faiseuses d'anges ", dont trente-trois ouvrières, vingt-huit employées, soixante-cinq paysannes de kolkhozes, cinquante-huit ménagères, passent en 1935 par un hôpital villageois de l'Oural. Cette région diffère des autres seulement en ce que les renseignements la concernant ont été publiés. Combien de femmes sont chaque année mutilées par des avortements mal faits dans l'U.R.S.S. entière ?

« Ayant démontré son incapacité à fournir aux femmes obligées de recourir à l'avortement le secours médical nécessaire et des installations hygiéniques, l'Etat change brusquement de chemin et s'engage dans la voie des prohibitions. Et, comme en d'autres cas, la bureaucratie fait de nécessité vertu. Un des membres de la Cour suprême soviétique, Soltz, spécialisé dans les questions se rapportant au mariage, justifie la prochaine interdiction de l'avortement en disant que la société socialiste n'ayant pas de chômage, etc., etc., la femme ne peut y avoir le droit de repousser les " joies de la maternité ". Philosophie de curé disposant par surcroît de la poigne du gendarme...

« Nous venons d'entendre une haute autorité soviétique constater que " la liquidation de l'enfance abandonnée et délaissée s'accomplit faiblement ", ce qui signifie certainement un accroissement de l'enfance abandonnée ; et voici qu'un haut magistrat nous annonce qu'au pays " où il est doux de vivre " les avortements doivent être punis de prison, exactement comme dans les pays capitalistes où il est triste de vivre...

« Le projet de loi sur l'avortement fut soumis à une discussion publique. Le filtre serré de la presse soviétique dut tout de même laisser passer nombre de plaintes amères et de protestations étouffées. La discussion cessa aussi brusquement qu'elle avait commencé. L'Exécutif fit le 27 juin 1936, d'un projet infâme, une loi trois fois infâme...

« *La réhabilitation solennelle de la famille* qui a lieu — coïncidence providentielle — en même temps que celle du rouble, résulte de l'insuffisance matérielle et culturelle de l'Etat. Au lieu de dire : " Nous nous sommes trouvés trop indigents et trop incultes pour établir des relations socialistes entre les hommes, nos enfants et arrière-neveux le feront ", — *les chefs du régime font recoller les pots cassés de la famille et imposent, sous la menace des pires rigueurs, le dogme de la famille, fondement sacré du socialisme triomphant. On mesure avec peine la profondeur de cette retraite...*

« Les préjugés durs et stupides des classes moyennes incultes renaissent sous le nom de morale nouvelle. Et que se passe-t-il dans la vie quotidienne des coins perdus de l'immense pays ? La presse ne reflète que dans une infime mesure la profondeur de la réaction thermidorienne dans le domaine de la famille...

« Les " amis " lyriques et académiques de l'U.R.S.S. ont des yeux pour ne rien voir. La législation du mariage instituée par la révolution d'octobre et qui fut en son temps un objet de légitime fierté pour la révolution, est cependant transformée et défigurée par de larges emprunts au trésor législatif des pays bourgeois. Et comme si l'on tenait à joindre la dérision à la trahison, *les arguments mêmes qui servirent autrefois à défendre la liberté inconditionnée de l'avortement et du divorce* — " l'émancipation de la femme ", la " défense des droits de la personnalité ", la " protection de la maternité " — *sont aujourd'hui répétés pour limiter ou interdire l'un et l'autre.*

« La reculade revêt des formes d'une écœurante hypocrisie et va beaucoup plus loin que ne l'exige la dure nécessité économique.

Aux raisons objectives du retour à des normes bourgeoises telles que le paiement des pensions alimentaires à l'enfant, s'ajoute l'intérêt social des milieux dirigeants à approfondir le droit bourgeois. *Le motif le plus impérieux du culte actuel de la famille est sans nul doute le besoin qu'éprouve la bureaucratie d'une stable hiérarchie des rapports sociaux et d'une jeunesse disciplinée par quatre millions de foyers servant de points d'appui à l'autorité et au pouvoir.*

« *Tant qu'on espéra confier à l'Etat l'éducation des jeunes générations, le pouvoir, loin de se soucier de soutenir l'autorité des aînés, du père et de la mère en particulier, s'efforça au contraire de détacher les enfants de la famille pour les prémunir contre les vieilles mœurs. Récemment encore, dans la première période quinquennale, l'école et les jeunesses communistes faisaient largement appel aux enfants pour démasquer le père ivrogne ou la mère croyante, leur faire honte, tenter de les " rééduquer ". Autre chose est de savoir avec quel succès... Cette méthode ébranlait en tout cas les bases mêmes de l'autorité familiale.* Une transformation radicale s'est accomplie dans ce domaine non dépourvue d'importance. Le cinquième commandement est remis en vigueur en même temps que le septième, sans invocation de l'autorité divine pour le moment, il est vrai ; mais l'école française se passe aussi de cet attribut, ce qui ne l'empêche pas d'inculquer la routine et le conservatisme...

« Le souci de l'autorité des aînés a d'ailleurs entraîné déjà un *changement de politique à l'égard de la religion.* La négation de Dieu, de ses auxiliaires et de ses miracles était bien l'élément de division le plus grave que le pouvoir révolutionnaire fît intervenir entre pères et enfants. Dépassant le progrès de la culture, de la propagande sérieuse et de l'éducation scientifique, la lutte contre l'Eglise, dirigée par des hommes du genre Yaroslavsky, dégénérait souvent en cocasseries et vexations. L'assaut des cieux a cessé comme l'assaut de la famille. »

(L. Trotsky, *La Révolution trahie.*)

III

LE BUT DU PLAN QUINQUENNAL D'APRÈS STALINE

Citons Staline :

« *Qu'est-ce que le plan quinquennal ?*

« La tâche essentielle du plan quinquennal consistait à faire passer notre pays, avec sa technique arriérée, parfois médiévale, dans la voie d'une technique nouvelle, moderne.

« La tâche essentielle du plan quinquennal consistait à transformer l'U.R.S.S. de pays agraire et débile, qui dépendait des caprices capitalistes, en un pays industriel et puissant, parfaitement libre et indépendant des caprices du capitalisme mondial.

« La tâche essentielle du plan quinquennal consistait, tout en transformant l'U.R.S.S. en un pays industriel, à éliminer jusqu'au bout les éléments capitalistes, à élargir le front des formes socialistes de l'économie et à créer une base économique pour la suppression des classes en U.R.S.S., pour la construction d'une société socialiste.

« La tâche essentielle du plan quinquennal consistait à créer dans notre pays une industrie capable de réoutiller et de réorganiser sur la base du socialisme, non seulement l'industrie dans son ensemble mais aussi les transports, mais aussi l'agriculture.

« La tâche essentielle du plan quinquennal consistait à faire passer la petite économie rurale morcelée dans la voie de la grande économie collectivisée, d'assurer par là même la base économique du socialisme à la campagne et de liquider ainsi la possibilité de restauration du capitalisme en U.R.S.S.

« Enfin la tâche du plan quinquennal consistait à créer dans le pays toutes les conditions techniques et économiques nécessaires pour relever au maximum la capacité de défense du pays, pour lui permettre d'organiser une riposte vigoureuse à toutes tentatives

d'intervention armée, à toutes tentatives d'agression armée de l'extérieur, d'où qu'elles viennent.

Qu'est-ce qui dictait cette tâche essentielle du plan quinquennal ? Qu'est-ce qui la justifiait ?

« La nécessité de liquider le retard économique et technique de l'U.R.S.S. qui la condamnait à une existence peu enviable ; la nécessité de créer dans le pays des conditions lui permettant non seulement de rejoindre, mais avec le temps de dépasser, au point de vue économique et technique, les pays capitalistes avancés.

« Cette considération que le pouvoir des soviets ne peut longtemps reposer sur une double fondation, sur la grande industrie socialiste qui anéantit les éléments capitalistes, et sur la petite économie paysanne individuelle, qui engendre les éléments capitalistes.

« Cette considération qu'aussi longtemps qu'une base de grosse production ne sera pas assignée à l'agriculture ; qu'aussi longtemps que les petites exploitations paysannes ne seront pas groupées en de grandes exploitations collectives, le danger de restauration du capitalisme en U.R.S.S. est le danger le plus réel de tous les dangers possibles.

« *Lénine disait :*

« La Révolution a fait qu'en l'espace de quelques mois la Russie, au point de vue de son régime politique, a rejoint les pays avancés.

« Mais cela ne suffit pas. La guerre est inexorable, elle pose la question avec une âpreté implacable : ou bien périr ou bien rejoindre les pays avancés et les dépasser également au point de vue économique... Périr ou s'élancer en avant à toute vapeur. C'est ainsi que la question est posée par l'histoire.

« *Lénine disait :*

« Tant que nous vivrons dans un pays de petits paysans, le capitalisme aura en Russie une base économique plus solide que le communisme. Il ne faut pas l'oublier. Tous ceux qui observent attentivement la vie rurale en la comparant à la vie urbaine, savent que nous n'avons pas extirpé les racines du capitalisme ni sapé le fondement, la base de l'ennemi intérieur. Ce dernier se maintient sur la petite exploitation, et pour en venir à bout il n'est qu'un moyen : faire passer l'économie du pays, y compris l'agriculture, sur une nouvelle base technique, sur la base technique de la grande production moderne. Ce n'est que lorsque le pays sera électrifié, lorsqu'une base technique de grande industrie moderne sera assurée à l'industrie, à l'agriculture et aux transports, que nous vaincrons définitivement.

« C'est de ces thèses que s'est inspiré le Parti pour élaborer le plan quinquennal et déterminer la tâche essentielle de ce plan.

« Voilà ce qu'il en est de la tâche essentielle du plan quinquennal. »

(Extrait de : Staline, *Doctrine de l'U.R.S.S.*)

Le bilan du plan quinquennal d'après Staline

Citons Staline :

« *Quel est le bilan du plan quinquennal dans le domaine de l'industrie ?*

« Avons-nous remporté la victoire dans ce domaine ?

« Oui, nous l'avons remportée. Et non seulement nous l'avons remportée mais nous avons fait plus que nous n'attendions nous-mêmes, plus que ne pouvaient attendre les têtes les plus chaudes de notre Parti. Cela nos ennemis eux-mêmes ne le nient plus maintenant. D'autant moins peuvent le nier nos amis.

« Nous n'avions pas de sidérurgie, base de l'industrialisation du pays. Nous l'avons maintenant.

« Nous n'avions pas d'industrie des tracteurs. Nous l'avons maintenant.

« Nous n'avions pas d'industrie automobile. Nous l'avons maintenant.

« Nous n'avions pas d'industrie des constructions mécaniques. Nous l'avons maintenant.

« Nous n'avions pas de véritable et sérieuse industrie pour la fabrication des machines agricoles modernes. Nous l'avons maintenant.

« Nous n'avions pas d'industrie aéronautique. Nous l'avons maintenant.

« Pour la production de l'énergie électrique nous occupions la toute dernière place. Nous sommes parvenus maintenant à une des premières places.

« Pour la production des produits du pétrole et du charbon, nous occupions la dernière place. Maintenant nous sommes parvenus à une des premières places.

« Nous ne possédions qu'une seule base houillère et métallurgique, en Ukraine, dont nous avions du mal à venir à bout. Nous sommes arrivés non seulement à mettre cette base sur pied, mais nous avons encore créé une nouvelle base houillère et métallurgique dans l'Est, qui fait l'orgueil de notre pays.

« Nous ne possédions qu'une seule base de l'industrie textile, au nord de notre pays. Mais nous avons fait en sorte que nous aurons d'ici peu de temps deux nouvelles bases de l'industrie textile, en Asie centrale et en Sibérie occidentale.

« Et non seulement nous avons créé ces nouvelles et importantes branches d'industrie, mais nous les avons créées sur une échelle et dans les proportions qui font pâlir les échelles et les proportions de l'industrie européenne.

« Or, tout cela a abouti au fait que notre pays, d'agraire est devenu industriel et par rapport à la production agricole a passé de 48 % au début de la période quinquennal (1928), à 70 % vers la fin de la quatrième année du plan quinquennal (1932).

« Enfin, tout cela a abouti au fait que de pays faible et non préparé à la défense, l'Union soviétique est devenue un pays puissant quant à sa capacité de défense, un pays prêt à toutes les éventualités, un pays capable de produire en masse tous les instruments de défense modernes et d'en munir son armée en cas d'agression du dehors.

« Tel est, dans l'ensemble, le bilan du plan quinquennal, en quatre ans dans le domaine de l'industrie. »

(Extrait de : Staline, *Doctrine de l'U.R.S.S.*)

IV

CRITIQUE DES RÉSULTATS DU PLAN QUINQUENNAL PAR L. TROTSKY DANS « LA RÉVOLUTION TRAHIE »

Citons Trotsky :

« Entré dans la révolution socialiste comme " le chaînon le plus faible de la chaîne capitaliste " (Lénine), l'ancien empire des tsars doit encore aujourd'hui, dix-neuf ans après la révolution, " rejoindre et dépasser " — ce qui veut dire rejoindre avant tout autre chose — l'Europe et l'Amérique, résoudre en d'autres termes les problèmes de la production et de la technique que le capitalisme avancé a résolus depuis longtemps.

« Concentrant en même temps la propriété des moyens de production entre les mains de l'Etat, la révolution permit d'appliquer de nouvelles méthodes économiques d'une efficacité infiniment grande.

« Les immenses résultats obtenus par l'industrie, le début plein de promesses d'un essor de l'agriculture, la croissance extraordinaire des vieilles villes industrielles, la création de nouvelles, la rapide augmentation du nombre des ouvriers, l'élévation du niveau culturel et des besoins, *tels sont les résultats incontestables de la révolution d'octobre.* »

Cependant :

« La technique moderne est loin de donner en U.R.S.S. les mêmes résultats que dans sa patrie capitaliste.

« *Le rendement individuel moyen du travail est encore très bas dans l'U.R.S.S.* Dans la meilleure usine métallurgique, la production de la fonte et de l'acier par tête d'ouvrier est, de l'aveu du directeur, trois fois inférieure à la même moyenne aux Etats-Unis.

« Dans l'industrie forestière et le bâtiment, l'état des choses est

plus fâcheux encore que dans la métallurgie. Pour un ouvrier carrier, la production est de 5 000 tommes par an aux Etats-Unis et de 500 tonnes, soit 10 fois moins, en U.R.S.S.

« Et l'agriculture est, cela va de soi, plus mal lotie encore à cet égard que l'industrie.

« Pour le moment l'objectif est, malgré la collectivisation, de se rapprocher des modèles supérieurs de l'occident capitaliste, avec ses petites fermes individuelles.

« Le régime soviétique traverse sous nos yeux une phase préparatoire dans laquelle il importe, assimile, emprunte les conquêtes techniques et culturelles de l'Occident. Les coefficients relatifs de la production et de la consommation attestent que cette phase préparatoire est loin d'être close ; même dans l'hypothèse peu probable d'un marasme complet du capitalisme, cette phase devrait encore durer toute une période historique. Telle est la première conclusion, d'une extrême importance, à laquelle nous arrivons et à laquelle nous aurons encore à revenir au cours de cette étude.

« L'expérience montra vite que l'industrie elle-même, bien que socialisée, avait besoin des méthodes de calcul monétaires, élaborées par le capitalisme. Le plan ne saurait reposer sur les seules données de l'intelligence. Le jeu de l'offre et de la demande reste pour lui et pour longtemps encore la base matérielle indispensable et le correctif sauveur.

« *Les immenses succès économiques des derniers temps, au lieu d'amener un adoucissement de l'inégalité, l'ont aggravée en accroissant encore la bureaucratie qui, d'une " déformation ", est devenue un système de gouvernement.*

« Dans la société communiste l'Etat et l'argent auront disparu. Leur dépérissement progressif doit donc commencer en régime socialiste. On ne pourra parler de victoire réelle du socialisme qu'à partir du moment historique où l'Etat ne sera plus un Etat qu'à demi et où l'argent commencera à perdre sa puissance magique.

« La nationalisation des moyens de production et du crédit, la mainmise des coopératives et de l'Etat sur le commerce intérieur, le monopole du commerce extérieur, la collectivisation de l'agriculture, la législation sur l'héritage supposent d'étroites limites à l'accumulation personnelle en argent et gênent la transformation de l'argent en capital privé (usuraire, commercial et industriel). Cette fonction de l'argent, liée à l'exploitation, n'est pourtant pas liquidée dès le début de la révolution prolétarienne, mais transférée sous un nouvel aspect à l'Etat, commerçant, banquier et industriel universel. Par ailleurs, les fonctions plus élémentaires de l'argent, mesure de valeur, moyen de circulation et de paiement sont conservées et acquièrent même un champ d'action plus large que celui qu'elles eurent en régime capitaliste.

« L'histoire du système monétaire soviétique est, en même temps que celle des difficultés économiques, des succès et des échecs, celle des zigzags de la pensée bureaucratique.

« La restauration du rouble en 1922-1924, en connexion avec le passage à la Nep, est indissolublement liée à la restauration des " normes du droit bourgeois " dans le domaine de la répartition des articles de consommation. Le tchervonietz fut l'objet des attentions du gouvernement tant que l'on s'orienta sur le fermier. Au contraire, toutes les écluses de l'inflation furent ouvertes pendant la première période quinquennale. De 0,7 milliard de roubles au début de 1925, la somme totale des émissions passe au début de 1928 au chiffre relativement modeste de 1,7 milliard, égalant à peu près la circulation de papier-monnaie de l'Empire à la veille de la guerre, mais évidemment sans l'ancienne base métallique. Plus loin, la courbe de l'inflation donne d'année en année les sautes fébriles que voici : 2 — 2,8 — 4,3 — 5,5 — 8,4. Le dernier chiffre, 8,4 milliards de roubles, est atteint au début de 1933. Ici commencent des années de réflexions et de retraite : 6,89 — 7,7 — 7,9 milliards (1935).

« Le rouble de 1924, officiellement coté à 13 francs, tombe en novembre 1935 à 3 francs, soit plus de quatre fois, presque autant que le franc français à la suite de la guerre. Les deux cotes, l'ancienne et la nouvelle, sont très conventionnelles ; la capacité d'achat du rouble, en prix mondiaux, n'atteint probablement pas 1,5 franc. Mais l'importance de la dévaluation montre pourtant quelle fut la glissade vertigineuse de la valuta soviétique jusqu'en 1935.

« Dans les milieux dirigeants, l'opinion prévalut tout à fait que l'inflation n'est pas à craindre dans une économie planifiée. C'est à peu près dire qu'une voie d'eau n'est pas dangereuse à bord du moment que l'on possède un compas. En réalité, l'inflation monétaire, conduisant inévitablement à celle du crédit, substitue des valeurs fictives aux valeurs réelles et dévore à l'intérieur l'économie planifiée.

« Inutile de dire que l'inflation signifiait le prélèvement d'un impôt extrêmement lourd sur les masses laborieuses.

« L'opposition recommandait à la Commission du plan de faire placarder chez elle que " l'inflation est la syphilis de l'économie planifiée ".

« Molotov qui — rendons-lui cette justice — s'émancipe parfois un peu plus de la phrase rituelle que les autres leaders sovié-

tiques, disait en janvier 1936 à la session de l'Exécutif : " Le niveau moyen du rendement du travail... chez nous, est encore sensiblement inférieur à ce qu'il est en Amérique et en Europe. " Il eût fallu préciser à peu près en ces termes : ce niveau est trois, cinq et jusqu'à dix fois inférieur à ce qu'il est en Europe et en Amérique, ce qui fait que le prix de revient est chez nous beaucoup plus élevé. Dans le même discours, Mototov fait cet aveu plus général : " Le niveau moyen de culture de nos ouvriers est encore inférieur à celui des ouvriers de divers pays capitalistes. " Il faudrait ajouter : leur condition matérielle moyenne l'est aussi. Il est superflu de souligner l'impitoyable rigueur avec laquelle ces paroles lucides, incidemment prononcées, réfutent les vantardises d'innombrables personnages officiels et les douceâtres digressions d' " amis " étrangers ! ! ! »

En résumé :

« Nous voyons en U.R.S.S. un matériel humain arriéré impitoyablement dressé à l'usage de la technique empruntée au capitalisme. Dans la lutte pour les normes européennes et américaines *les méthodes classiques de l'exploitation, telles que le salaire aux pièces, sont appliquées sous des formes si brutales et si nues que les syndicats réformistes eux-mêmes ne pourraient pas les tolérer dans les pays bourgeois.* La remarque que les ouvriers de l'U.R.S.S. travaillent " pour leur propre compte " n'est justifiée que dans la perspective de l'histoire et à la condition, dirons-nous, anticipant sur notre sujet, qu'ils ne se laisseront pas juguler par une bureaucratie toute-puissante. En tout cas, la propriété étatique des moyens de production ne transforme pas le fumier en or et n'entoure pas d'une auréole de sainteté le sweating system — système de la sueur — qui épuise la principale force productive : l'homme. Quant à la préparation de la " transition du socialisme au communisme ", elle commence exactement à l'opposé, c'est-à-dire non par l'introduction du travail aux pièces, mais par l'abolition de ce travail considéré comme un legs de la barbarie. »

Cette évolution consécutive au plan quinquennal s'est faite sous l'impulsion de Staline que Trotsky juge ainsi :

« *Figure de second plan devant les masses et la révolution, Staline se révéla le chef incontesté de la bureaucratie thermidorienne, le premier d'entre les thermidoriens.*

« Il apparut bientôt que la nouvelle couche dirigeante avait ses idées propres, ses sentiments et, ce qui importe davantage, ses intérêts. La très grande majorité des bureaucrates de la génération actuelle furent pendant la révolution d'octobre de l'autre côté de la barricade (c'est le cas, pour ne considérer que les diplomates soviétiques, de MM. Troyanovski, Mayski, Potemkine, Souritz, Khintchouk et autres...) ou, dans le meilleur des cas, à l'écart de la lutte. Ceux d'entre les bureaucrates d'aujourd'hui qui, aux jours d'octobre, furent avec les bolcheviks, n'eurent pas, pour la plupart, de rôle tant soit peu important. Quant aux jeunes bureaucrates, ils sont formés et sélectionnés par les vieux et souvent dans leur propre progéniture. *Ces hommes n'eussent pas fait la révolution d'octobre. Ils se trouvèrent les mieux adaptés pour l'exploiter.*

« *La bureaucratie n'a pas vaincu la seule opposition de gauche, elle a aussi vaincu le parti bolchevik.* Elle a vaincu le programme de Lénine qui voyait le danger principal dans la transformation des organes de l'Etat " de serviteurs de la société en maîtres de la société ". Elle a vaincu tous ses adversaires — l'opposition, le Parti de Lénine — non à l'aide d'arguments et d'idées, mais en les écrasant sous son propre poids social. L'arrière-train plombé s'est trouvé plus lourd que la tête de la révolution. Telle est l'explication du Thermidor soviétique.

« Le Parti bolchevik avait préparé et remporté la victoire d'octobre. Il avait bâti l'Etat soviétique en lui donnant une ferme ossature. La dégénérescence du Parti fut la cause et la conséquence de la bureaucratisation de l'Etat. Il importe de montrer tout au moins brièvement comment les choses se passèrent.

« *L'histoire du bolchevisme est en réalité celle de la lutte des fractions.* Et comment une organisation authentiquement révolutionnaire qui se donne pour but de retourner le monde et rassemble sous ses enseignes des négateurs, des révoltés et des combattants de toute témérité, pourrait-elle vivre et croître sans conflits idéologiques, sans groupements, sans formations fractionnelles temporaires ? La clairvoyance de la direction du Parti réussit maintes fois à atténuer et à abréger les luttes fractionnelles, mais ne put davantage. Le Comité central s'appuyait sur cette base effervescente, il y puisait la hardiesse de décider et d'ordonner. La justesse manifeste de ses vues à toutes les étapes critiques lui conférait une haute autorité, précieux capital moral de la centralisation.

« Le régime du Parti bolchevik, surtout avant la prise du pouvoir, était donc aux antipodes de celui de l'Internationale communiste actuellement, avec ses " chefs " nommés hiérarchiquement, ses tournants exécutés sur commande, ses bureaux incontrôlés, son dédain de la base, sa servilité envers le Kremlin.

« La rapide croissance du parti gouvernant, en présence de la nouveauté et de l'immensité des tâches, engendrait inévitablement des divergences de vues. Les courants d'opposition, sous-jacents dans le pays, exerçaient de diverses façons leurs pressions sur le seul parti légal, aggravant l'âpreté des luttes fractionnelles. *Vers la fin de la guerre civile, cette lutte revêtit des formes si vives qu'elle menaça d'ébranler le pouvoir.* En mars 1921, au moment du soulèvement de Cronstadt qui entraîna pas mal de bolcheviks, le X^e^ Congrès du Parti se vit contraint de recourir à l'interdiction des fractions, c'est-à-dire de reporter sur la vie intérieure du parti dirigeant le régime politique de l'Etat. L'interdiction des fractions était, répétons-le, conçue comme une mesure exceptionnelle appelée à tomber en désuétude dès la première amélioration sérieuse de la situation. Le Comité central se montrait d'ailleurs extrêmement circonspect dans l'application de la nouvelle loi, et surtout soucieux de ne pas étouffer la vie intérieure du Parti.

« Mais ce qui n'avait été dans les intentions du début que le tribut payé par nécessité à de pénibles circonstances, se trouva fort du goût de la bureaucratie qui se mettait à considérer la vie intérieure du Parti sous l'angle exclusif de la commodité des gouvernants. Dès 1922, sa santé s'étant momentanément améliorée, *Lénine s'effraya de la croissance menaçante de la bureaucratie et prépara une offensive contre la fraction Staline, devenue le pivot de l'appareil du Parti avant de s'emparer de celui de l'Etat.* La seconde attaque du mal, puis la mort, ne lui donnèrent pas la possibilité de mesurer ses forces à celles de la réaction.

« Tous les efforts de Staline, avec lequel marchaient à ce moment Zinoviev et Kamenev, tendirent désormais à libérer l'appareil du Parti du contrôle des membres. Staline fut, dans cette lutte pour la " stabilité " du Comité central, plus conséquent et plus ferme que ses alliés.

« *La centralisation démocratique fit place à la centralisation bureaucratique.* Les services du Parti furent radicalement remaniés du haut en bas. L'obéissance devint la principale vertu du bolchevik. Sous le drapeau de la lutte contre l'opposition, on se mit à remplacer les révolutionnaires par des fonctionnaires. L'histoire du Parti bolchevik devint celle de sa prompte dégénérescence.

« De la démocratie du Parti il ne reste que des souvenirs dans la mémoire de la vieille génération.

« La hiérarchie des secrétaires domine sur tout et sur tous. Le régime avait acquis un caractère totalitaire plusieurs années avant que le mot ne vint d'Allemagne. " A l'aide des méthodes

démoralisantes qui transforment les communistes pensants en automates, tuent la volonté, le caractère, la dignité humaine — écrivait Racovski en 1928 — *la coterie gouvernante a su devenir une oligarchie inamovible et inviolable ; et elle s'est substituée à la classe et au Parti.* " Depuis que ces lignes indignées furent écrites, la dégénérescence a fait d'immenses progrès. *Le Guépéou est devenu le facteur décisif de la vie intérieure du Parti.* Si Molotov pouvait, en mars 1936, se féliciter devant un journaliste français de ce que le parti gouvernant ne connaisse plus de luttes fractionnelles, c'est uniquement parce que les divergences de vues y sont désormais réglées par l'intervention mécanique de la police politique. *Le vieux Parti bolchevik est mort, aucune force ne le ressuscitera.*

« Parallèlement avec la dégénérescence politique du Parti *s'accentuait la corruption d'une bureaucratie échappant à tout contrôle.* Appliqué au gros fonctionnaire privilégié, le mot " sovbour " — bourgeois soviétique — entra de bonne heure dans le vocabulaire ouvrier.

« *Nous avons défini le Thermidor soviétique comme la victoire de la bureaucratie sur les masses.* Nous avons essayé de montrer les conditions historiques de cette victoire. L'avant-garde révolutionnaire du prolétariat fut en partie absorbée par les services de l'Etat et peu à peu démoralisée, en partie détruite dans la guerre civile, en partie éliminée et écrasée. Les masses fatiguées et déçues n'avaient qu'indifférence pour ce qui se passait dans les milieux dirigeants.

« Pourquoi pouvait-on en 1917-1921, quand les anciennes classes dominantes résistaient encore les armes à la main, quand les impérialistes du monde entier les soutenaient effectivement, quand les koulaks armés sabotaient la défense et le ravitaillement du pays, discuter librement, sans crainte, dans le Parti, toutes les questions les plus graves de la politique ? Pourquoi ne peut-on pas maintenant, après la fin de l'intervention, la défaite des classes d'exploiteurs, les succès incontestables de l'industrialisation, la collectivisation de la grande majorité des paysans, admettre la moindre critique à l'adresse de dirigeants inamovibles ? Pourquoi tout bolchevik qui s'aviserait, conformément aux statuts du Parti, de réclamer la convocation d'un congrès serait-il aussitôt exclu ? Tout citoyen qui émettrait tout haut des doutes sur l'infaillibilité de Staline serait aussitôt traité à peu près comme le participant d'un complot terroriste. *D'où vient cette terrible, cette monstrueuse, cette intolérable puissance de la répression et de l'appareil policier ?* »

Contrairement aux thèse socialistes :

« *L'accroissement des forces productives s'est assompagné jusqu'ici d'un développement extrême de toutes les formes de l'inégalité et des privilèges et aussi de la bureaucratie. Et ce n'est pas non plus sans raison.*

« Le régime soviétique eut incontestablement dans sa première période un caractère beaucoup plus égalitaire et moins bureaucratique qu'aujourd'hui. *Mais son égalité fut celle de la misère commune.* Les ressources du pays étaient si restreintes qu'elles ne permettaient pas de détacher des masses des milieux tant soit peu privilégiés. Le salaire " égalitaire ", en supprimant le stimulant individuel, devint un obstacle au développement des forces productives. L'économie soviétique devait sortir quelque peu de son indigence pour que l'accumulation de ces matières grasses que sont les privilèges y devint possible. L'Etat actuel de la production est encore très loin d'accorder à tous le nécessaire. Mais il permet déjà d'accorder des avantages importants à la minorité et de faire de l'inégalité un aiguillon pour la majorité. Telle est la raison première pour laquelle *l'accroissement de la production a jusqu'ici renforcé les traits bourgeois et non socialistes de l'Etat.*

« La gestion de l'industrie est devenue extrêmement bureaucratique. Les ouvriers ont perdu toute influence sur la direction des usines. *Travaillant aux pièces, vivant dans une gêne profonde, privé de la liberté de se déplacer, subissant à l'usine même un terrible régime policier, l'ouvrier pourrait malaisément se sentir un " travailleur libre ". Le fonctionnaire est pour lui un chef, l'Etat un maître.* Le travail est incompatible avec l'existence de l'Etat bureaucratique. »

Echec plus grave encore de la socialisation dans le domaine de l'agriculture :

« *Pour pacifier les campagnes, l'Etat a dû faire de grandes concessions aux tendances individualistes et à l'esprit de propriété des ruraux, à commencer par la remise solennelle de la terre aux kolkhozes en jouissance perpétuelle, c'est-à-dire par la liquidation de la nationalisation du sol.* Fiction juridique ? Selon le rapport des forces, elle peut devenir réalité et constituer prochainement un gros obstacle à l'économie planifiée. Il est cependant beaucoup plus important que l'*Etat s'est vu contraint de permettre la résurrection des entreprises paysannes individuelles, sur des parcelles naines, avec leurs vaches, leurs porcs, leur mouton, leur volaille, etc. En échange de cette atteinte à la socialisation et de cette limitation de la collectivisation, le paysan consent à travailler paisiblement, quoique sans grand zèle pour le moment, dans les kolkhozes* qui lui donnent la possibilité de remplir ses obligations envers l'Etat et de disposer de quelques biens. Ces nouvelles relations ont encore des formes tellement imprécises qu'il serait difficile de les exprimer en chiffres, même si la statistique était plus honnête. Bien des raisons permettent pourtant de supposer que, *pour le paysan, son bien minuscule, individuel, a plus d'importance à ce jour que le kolkhoze. C'est dire que la lutte entre les tendances individualistes et collectivistes imprègne encore toute la vie des campagnes et que l'issue n'en est pas décidée.* »

En ce qui concerne l'armée :

« *Le décret rétablissant le corps des officiers dans toute sa splendeur bourgeoise a porté aux principes de la révolution d'octobre un coup encore plus dur.*

« Le monde civilisé, amis et ennemis, apprit non sans stupeur, en septembre 1935, que l'Armée rouge aurait désormais une hiérarchie d'officiers commençant au lieutenant et finissant au maréchal.

« Pour résumer d'un mot, la socialisation a échoué en Russie, mais l'industrialisation du pays, favorisée par des ressources naturelles prodigieuses de richesse, s'est développée à pas de géants. »

V

CAPITALISME, INDUSTRIALISME, COMMUNISME

Les communistes proclament dans de multiples textes, de Marx à Staline en passant par Trotsky et Lénine, que le socialisme dérive du capitalisme :

« Le communisme procède du capitalisme, se développe historiquement du capitalisme, est le résultat de l'action d'une force engendrée par le capitalisme » (Karl Marx)

et la plupart de leurs adversaires sont d'accord pour admettre le fait.

« En dépit de leur orientation divergente, le matérialisme marxiste et le libéralisme économique obéissent à une commune inspiration : ce sont deux frères ennemis. L'un et l'autre se fondent plus ou moins ouvertement sur le primat de la matière et conçoivent l'économie comme un univers indépendant régi par des lois propres, source inépuisable de bonheur pour l'homme » (Etcheverry, *Archives de philosophie*).

A l'appui de cette assertion, nous allons reproduire deux textes fondamentaux de Lénine qu'on ne trouve jamais cités nulle part, mais qui éclairent cette affinité secrète du capitalisme et du socialisme.

Le socialisme procède du capitalisme

Dans un texte peu connu, mais d'une importance capitale, Lénine nous montre que le jacobinisme de la Révolution française a échoué

parce qu'il lui avait manqué la base matérielle nécessaire au socialisme : banques, les syndicats patronaux, la grande industrie.

« Les historiens de la bourgeoisie, dit-il, voient dans le jacobinisme une chute. Les historiens du prolétariat y voient un des plus hauts degrés atteints par la classe opprimée dans sa lutte pour l'affranchissement. Les Jacobins de France sont les meilleurs exemples de la révolution démocratique et de la résistance à la coalition contre-révolutionnaire des monarques. La victoire complète ne leur était pas réservée, surtout parce que la France du XVIII^e siècle était entourée sur le continent de pays trop retardataires et aussi *parce qu'elle-même n'avait pas la base matérielle nécessaire au socialisme, les banques, les syndicats patronaux, l'industrie mécanique, les voies ferrées.* »

(Extrait de la brochure : *Lénine et la France,* Librairie de *L'Humanité,* Paris, 1925.)

La marche de la révolution socialiste prévue et décrite par Lénine en 1905

Le capitalisme, étape préalable nécessaire à l'instauration du socialisme

Dans un de ses ouvrages classiques : *Deux Tactiques,* Lénine nous montre avec sa clarté et son réalisme habituel que le capitalisme moderne mène au socialisme. Il va plus loin : *il pose en principe que le capitalisme est une étape préalable nécessaire à l'instauration du socialisme.*

Dans cet ouvrage, écrit en 1905, au moment où s'ouvrit la première révolution russe, Lénine indiquait de manière prophétique la marche que devait suivre la révolution russe, et qu'elle suivit effectivement de 1905 à 1917.

Citons Lénine :

« L'issue de la révolution de 1905 dépend de ceci : la classe ouvrière jouera-t-elle le rôle d'un auxiliaire de la bourgeoisie, puissant par la pression qu'il exerce sur l'autocratie, mais politiquement impuissant, ou jouera-t-elle le rôle de guide et de chef de la révolution populaire ?

« Répondant aux objections anarchistes, selon lesquelles nous retarderions la révolution socialiste, nous dirons : *Nous ne la différons pas, nous faisons le premier pas vers elle par le seul chemin sûr et juste, par le chemin de la République démocratique. Qui veut aller vers le socialisme par une autre voie, en dehors de la démocratie politique, arrive infailliblement à des conclusions absurdes et réactionnaires, au point de vue économique comme au point de vue politique.*

« *(On croit souvent) que la révolution bourgeoise est une révolution qui ne peut être profitable qu'à la bourgeoisie. Rien de plus faux.* La révolution bourgeoise est une révolution qui ne sort pas du cadre du régime économique et social bourgeois, c'est-à-dire capitaliste. La révolution bourgeoise exprime le besoin du développement du capitalisme, sans ruiner les bases du capitalisme mais en les élargissant, au contraire, en les approfondissant... La domination de la bourgeoisie sur la classe ouvrière étant inévitable en régime capitaliste, on peut dire à bon escient que la révolution bourgeoise correspond plus aux intérêts de la bourgeoisie, qu'à ceux du prolétariat. Mais l'idée qu'elle ne correspond nullement aux intérêts du prolétariat est franchement absurde.

« Le marxisme nous apprend qu'une société fondée sur la production des marchandises et effectuant des échéances avec des pays capitalistes civilisés doit inévitablement s'engager à son tour, à un certain moment de son développement, dans la voie du capitalisme. Le marxisme a définitivement rompu avec les rêveries des narodniki et des anarchistes qui pensaient que la Russie, par exemple, pourrait éviter le développement capitaliste, sortir du capitalisme ou l'enjamber de quelque façon, autrement que par la lutte des classes sur les bases et dans le cadre même du capitalisme.

« Toutes ces thèses du marxisme ont été démontrées et ressassées dans leurs moindres détails, en général et plus particulièrement en ce qui concerne la Russie. *Il s'ensuit que l'idée de chercher le salut de la classe ouvrière ailleurs que dans le développement du capitalisme est réactionnaire.* Dans des pays tels que la Russie, la classe ouvrière souffre moins du capitalisme que de l'insuffisance du développement du capitalisme. *Elle est absolument intéressée à éliminer toutes les survivances du passé qui s'opposent au développement large, libre et rapide du capitalisme.* La révolution bourgeoise est précisément un bouleversement qui, de la manière la plus décisive, balaye ces vestiges du passé, ces vestiges du servage (qui comprennent l'autocratie et aussi la monarchie) et assure aussi complètement que possible le développement le plus large, le plus libre et le plus prompt du capitalisme.

« *Aussi la révolution bourgeoise présente-t-elle pour le prolétariat les plus grands avantages. La révolution bourgeoise est absolument indispensable au prolétariat.* Plus elle sera complète, décisive et conséquente, et plus le succès du prolétariat dans sa lutte pour le socialisme, contre la bourgeoisie, sera assurée. *Cette conclusion ne peut paraître nouvelle, étrange ou paradoxale qu'à ceux qui ne savent pas un mot du socialisme scientifique.* Il en ressort notamment que la révolution bourgeoise est, dans un certain sens, plus avantageuse au prolétariat qu'à la bourgeoisie. Voici dans quel sens cette affirmation est incontestable : la bourgeoisie trouve avantage à s'appuyer contre le prolétariat sur certains vestiges du passé, tels que la monarchie, l'armée permanente, etc. La bourgeoisie serait intéressée à ce que la révolution bourgeoise ne balayât pas trop complètement tous les vestiges du passé et en laissât subsister quelques-uns... Il lui serait plus avantageux que les transformations nécessaires, tendant à la démocratie bourgeoise, s'accomplissent avec lenteur, graduellement, prudemment, à tâtons, par des réformes et non par une révolution ; et que ces transformations fussent aussi prudentes que possible à l'égard de certaines institutions " vénérables " datant du servage (la monarchie) tandis que ces transformations contribuassent aussi peu que possible à développer l'initiative révolutionnaire et l'énergie du bas peuple, c'est-à-dire des paysans et surtout des ouvriers, car sans cela il serait facile aux ouvriers de "changer leur fusil d'épaule ", comme disent les Français, et de retourner, en d'autres termes, contre la bourgeoisie même les armes que la révolution bourgeoise leur aurait fournies, les libertés, les institutions démocratiques nées sur le terrain déblayé du servage.

« Il serait, au contraire, avantageux à la classe ouvrière que les transformations nécessaires à la démocratie bourgeoise fussent acquises par des méthodes révolutionnaires et non par des réformes, car la méthode réformiste est celle des atermoiements, des tergiversations et de la mort lente, extrêmement douloureuse, des parties pourrissantes de l'organisme national. Le prolétariat et les paysans souffrent les premiers et le plus de cette gangrène. Les méthodes révolutionnaires sont celles de la chirurgie la plus prompte et la moins douloureuse pour le prolétariat, celles de l'amputation des parties pourrissantes, celle du minimum de concessions et de prudence à l'égard de la monarchie et de ses institutions infâmes, répugnantes, gangrenées, dont la puanteur empoisonne l'atmosphère.

« Le marxisme enseigne au prolétariat la participation la plus énergique à la révolution bourgeoise, la lutte la plus résolue pour une démocratie prolétarienne conséquente, pour l'achèvement de

la révolution bourgeoise, et la lutte la plus résolue pour une démocratie prolétarienne conséquente, pour l'achèvement de la révolution bourgeoise, et l'abandon du rôle directeur à la bourgeoisie.

« La transformation bourgeoise démocratique du régime économique et politique de la Russie est inévitable. Aucune force au monde ne pourrait l'empêcher.

« La victoire " décisive de la révolution sur le tsarisme ", c'est la dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et des paysans.

« Et cette victoire revêtira précisément la forme d'une dictature. Elle devra, en d'autres termes, reposer inévitablement sur la force des armes, sur l'armement des masses, sur l'insurrection et non sur les institutions, quelles qu'elles soient, " légalement et pacifiquement " constituées. Ce ne peut être qu'une dictature, parce que la réalisation des transformations absolument et immédiatement nécessaires au prolétariat et à la paysannerie suscitera de la part des propriétaires fonciers, des grands bourgeois et de l'autocratie, une résistance désespérée. Il sera impossible de briser cette résistance et de repousser les attaques de la contre-révolution sans recourir à la dictature. Mais la dictature sera, naturellement, démocratique et non point socialiste. Elle ne pourra pas toucher (sans que la révolution ait franchi diverses étapes intermédiaires) aux assises du capitalisme. Elle pourra, dans le meilleur des cas, procéder à une nouvelle répartition radicale des terres au profit de la paysannerie, appliquer avec esprit de suite, à fond, le principe démocratique, jusqu'à fonder la République, extirper de la vie des campagnes et des fabriques les survivances du despotisme asiatique, commencer sérieusement à améliorer la condition des ouvriers et enfin, " last but not least ", souffler l'incendie révolutionnaire sur l'Europe. Cette victoire ne ferait pas encore de notre révolution bourgeoise une révolution socialiste ; la révolution démocratique ne sortirait pas encore du cadre des relations sociales et économiques du régime bourgeois ; mais cette victoire n'en aurait pas moins une immense portée pour le développement futur de la Russie et de l'univers. Rien n'élèverait davantage l'énergie révolutionnaire du prolétariat mondial, rien n'abrégerait mieux son chemin vers la victoire complète que cette victoire décisive de la Révolution commencée en Russie.

« Jamais, à aucun moment, le social-démocrate ne doit oublier l'inévitable lutte de classe du prolétariat pour le socialisme contre la bourgeoisie et la petite bourgeoisie démocrates et républicaines autant qu'elles peuvent l'être. C'est incontestable. De là, la nécessité absolue d'un parti social-démocrate distinct et indépendant, rigoureusement imprégné de l'esprit de classe. De là, le caractère provisoire de notre " entente " avec la bourgeoisie, l'obligation de surveiller rigoureusement " l'allié comme un ennemi ", etc. Tout cela est également hors de doute. Mais il serait ridicule et réactionnaire de déduire de là, l'oubli, l'ignorance, ou le dédain des tâches urgentes du présent, même transitoires, même momentanées. La lutte contre l'autocratie est pour les socialistes une tâche transitoire momentanée, mais l'ignorer ou la dédaigner ce serait trahir le socialisme et faire le jeu de la réaction. La dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et des paysans n'est incontestablement, pour les socialistes, qu'une tâche transitoire, momentanée, mais il serait nettement réactionnaire d'ignorer cette tâche à l'époque de la révolution démocratique.

« Un jour viendra où la lutte avec l'autocratie sera finie et l'époque de la révolution démocratique révolue pour la Russie ; il deviendra ridicule de parler de " l'unité de volonté " du prolétariat et du paysan, de la dictature démocratique, etc. Nous penserons alors directement à la dictature socialiste du prolétariat et nous en parlerons d'une manière détaillée. »

(Lénine, *Deux tactiques.*)

Tout ce qui précède fut écrit en 1905 lors de la première révolution russe. Voici maintenant la conclusion qu'écrivit Lénine en 1918 dans *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* :

« La démocratie bourgeoise a été un progrès par rapport au Moyen Age et il fallait en faire usage. Mais actuellement elle est insuffisante pour la classe ouvrière. Ce n'est pas en arrière qu'il faut regarder, mais en avant, et la démocratie bourgeoise doit faire place à la démocratie prolétarienne. Si, pour accomplir le travail préparatoire à la révolution prolétarienne, à l'instruction et à la formation de l'armée prolétarienne, nous avons pu et même dû nous tenir dans le cadre de l'Etat démocratique bourgeois, maintenant que nous en sommes venus aux " batailles décisives ", renfermer le prolétariat dans ce cadre, c'est trahir la cause prolétarienne, c'est agir en renégat. »

Même tactique en ce qui concerne la classe paysanne :

« Oui, notre révolution est bourgeoise, tant que nous marchons avec l'ensemble de la classe paysanne. Cela, nous l'avons compris nettement, nous l'avons répété des centaines et des milliers de fois

depuis 1905 ; jamais nous n'avons essayé de sauter cette étape nécessaire du processus historique ou de l'abolir par décret.

« Le cours de la révolution a confirmé la justesse de nos réflexions. Nous avons été d'abord avec toute la classe paysanne contre la monarchie, contre les grands propriétaires fonciers, contre la féodalité, et ç'a été la révolution démocratique bourgeoise. Ensuite, nous avons été avec la classe paysanne pauvre, avec le demi-prolétariat, avec tous les exploités contre le capitalisme, y compris les riches campagnards, les accapareurs, les spéculateurs, et dès lors la révolution est devenue socialiste. »

(Lénine, *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky.*)

Il nous faut maintenant exposer ce qu'est en réalité le capitalisme moderne qu'on identifie souvent à tort avec la propriété.

Le capitalisme

Le communisme parle tantôt de lutte contre la propriété privée, tantôt de lutte contre le capitalisme, identifiant ainsi tacitement ces deux termes. Depuis 1917, d'ailleurs, il porte l'accent sur la lutte contre le capitalisme qui constitue à l'entendre le but principal de ses efforts.

Il y a là une confusion soigneusement préméditée et entretenue qu'il est de la plus haute importance de tirer au clair en précisant les notions de capitalisme et de propriété.

Le capitalisme est une orientation économique générale du monde occidental ; elle dérive d'une certaine conception de la vie d'origine relativement récente, codifiée principalement par le Juif David Ricardo, fondateur de l'école de Manchester. L'immense développement industriel qui est la caractéristique du monde moderne est une conséquence de l'esprit capitaliste.

Loin d'être la propriété privée, le capitalisme en est l'antithèse, c'est en bref le mercantilisme et la spéculation.

Précisons brièvement ces différents points.

L'essence du capitalisme

L'esprit qui anime la vie économique peut varier et a effectivement varié au cours de notre histoire, l'esprit qui animait l'artisan médiéval est totalement différent de celui qui inspire aujourd'hui les entreprises capitalistes.

« La thèse que nous soutenons, écrit Werner Sombart, est que... la mentalité économique a subi une transformation radicale, l'esprit que nous appellerons provisoirement précapitaliste ayant cédé la place à l'esprit capitaliste. Cet esprit capitaliste moderne... constitue pour notre monde européen un phénomène tout à fait nouveau, ce qui ne veut pas dire qu'un esprit analogue n'ait pas pu exister dans les civilisations de l'ancien monde. »

(Werner Sombart, *Le Bourgeois.*)

« *Pour tous les hommes de l'aube du capitalisme, les affaires n'étaient qu'un moyen en vue d'une seule fin suprême, laquelle n'était autre que la vie.* Ce sont leurs propres intérêts vitaux et ceux des autres hommes avec lesquels et pour lesquels ils travaillaient qui déterminaient la direction et la mesure de leur activité... la richesse était appréciée, on cherchait à l'acquérir mais elle n'était pas une fin de soi : elle ne devait servir qu'à la création et à la conservation des valeurs en rapport avec la vie. »

(Werner Sombart, *Le Bourgeois.*)

A la fin du Moyen Age :

« En même temps que les conceptions, les sentiments et les mentalités, on voit se transformer le système économique du monde ; *une puissance nouvelle fait son apparition : le capital...*

Il triomphera définitivement sous l'influence des révolutions anglaises et françaises du XVIII[e] siècle et s'imposera alors au monde entier.

L'essence du capitalisme est la recherche du gain, non pour subvenir aux nécessités de la vie ou pour satisfaire aux jouissances de l'existence, mais pour le gain lui-même.

Son idéal est la masse, non la qualité.

Ses moyens d'action sont le crédit et l'agiotage.

Ce qui constitue le capitalisme :

« *C'est premièrement le caractère anonyme* et impersonnel de la propriété du travail et de la production.

« *Deuxièmement le but*, qui n'est pas la production des utilités réelles, soit directement, soit médiatement par voie d'échange, contre d'autres utilités produites dans le même but, en vue de la consommation, mais qui est l'accumulation de ce qu'on appelle les richesses.

« *Troisièmement le crédit*, c'est-à-dire la dette, valeur par définition négative, généralement impersonnelle et mobile, et par suite de cela, internationale, qui est à la base de toute production, au lieu que cette base soit la terre, valeur positive, personnelle, immobile et nationale.

« Bref, *le capitalisme c'est l'industrie de l'argent*, c'est la production de l'argent par l'argent et pour l'argent, où la terre et le travail, la production et la consommation ne sont que des moyens employés pour arriver à cette fin, seule importante en soi, sans égard et souvent au détriment de tout le reste. »

(E. Malynski, *Eléments de l'histoire contemporaine.*)

« Peu importe le produit pourvu qu'on puisse en vendre le plus possible... Si les chaussures de mauvaise qualité rapportent des bénéfices plus gros que les chaussures de bonne qualité, ce serait commettre un péché contre le Saint-Esprit du capitalisme que de fournir de bonnes chaussures. »

(Werner Sombart, *Le Bourgeois.*)

Cela explique pourquoi le capitalisme est absolument obligé de produire en masse et pourquoi il ne peut guère produire de qualité, car seule la machine produit en masse et elle exige la standardisation et l'uniformité.

« Une fois l'idée de fabrication en série et le débit massif établis, le problème se pose : comment y arriver le plus facilement ? On chercha à le résoudre pendant des décades. Vint d'abord Taylor, puis Ford, la chaîne, la normalisation et la standardisation, la rationalisation, la mécanisation. »

(Ferdinand Fried, *La fin du capitalisme.*)

« *Actuellement la richesse matérielle tient lieu presque entièrement de toute supériorité effective*, d'abord parce qu'elle correspond directement aux préoccupations et aux ambitions dominantes de l'Occidental moderne, avec son horizon purement terrestre, et ensuite parce qu'elle est bien le seul genre de supériorité (si toutefois on peut dire qu'elle en est une) dont puisse s'accommoder la médiocrité de l'esprit démocratique. Un pareil mouvement permet de mesurer toute l'étendue de la transformation qui devra s'opérer dans la civilisation occidentale, pour qu'elle redevienne normale et comparable aux autres civilisations et pour qu'elle cesse d'être dans le monde une cause de trouble et de désordre. »

(R. Guénon, *Orient et Occident.*)

Qu'il y ait un vice fondamental inhérent au système capitaliste, personne ne peut plus en douter et l'expérience des faits suffirait à le prouver. Depuis sa généralisation qui date de la Révolution française le système n'a jamais fonctionné normalement et a été marqué par une succession ininterrompue de crises survenant en moyenne tous les dix ans.

L'influence des Juifs dans l'avènement du capitalisme

a) *Avant l'avènement du capitalisme :*

« La vie économique dans toutes ses vicissitudes restait surbordonnée à la foi religieuse ou morale ; il n'était pas encore question de séparation entre la vie économique d'un côté, la religion et la morale de l'autre.

« Et pour autant que l'esprit du Moyen Age restait en vigueur, cette volonté était entièrement et rigoureusement étrangère à la conception mammoniste des choses, et, de ce fait, la vie matérielle du temps jadis se trouvait tempérée par un solide facteur moral. »

(Werner Sombart, *Les Juifs et la vie économique.*)

« La stabilité, le traditionalisme, telles étaient les caractéristiques de cette époque. Une sorte de fierté personnelle se manifeste encore dans les relations d'affaires. Pour tout dire, en un mot, le marchand a encore de la tenue. »

(Werner Sombart, *Les Juifs et la vie économique.*)

C'est à ce monde solide et stable que le capitalisme, sous l'impulsion juive, est venu donner l'assaut. La lutte qui s'engage à partir de la Renaissance entre commerçants juifs et commerçants chrétiens est en effet une lutte entre deux conceptions du monde.

« Au Moyen Age, écrit Samuel Hirsch, le judaïsme ne songea point à se faire admettre dans la société telle qu'elle existait alors, car il se sentira toujours à l'opposé de la conception que l'Eglise se fait du monde... *le judaïsme est uniquement orienté vers l'avenir de la terre,* c'est sur la terre qu'il veut voir régner la connaissance de Dieu ; c'est sur la terre qu'il veut voir se réaliser le royaume céleste de la vérité et de la vertu. C'est pourquoi le judaïsme se sent si bien en harmonie avec l'esprit de notre époque, c'est pourquoi il éprouve un si profond besoin d'être admis dans la société moderne, car les temps nouveaux réclament ce qu'il réclame : le règne terrestre de la vérité et de la vertu. »

(Ed. Fleg, *Athologie juive,* article de S. Hirsch.)

et celui, surtout des affaires, domaine où les Juifs sont rois.

Durant tout le cours de leur histoire, les Juifs n'ont jamais fait de travail productif mais ont toujours été des manieurs d'argent : courtiers, intermédiaires, banquiers, commerçants, usuriers, etc. Et avant d'aller plus loin *il est bon de faire justice d'une objection spécieuse selon laquelle ils seraient devenus des manieurs d'argent parce que toutes les autres carrières leur auraient été fermées.*

Voici ce que nous dit Werner Sombart :

« Il serait vraiment temps de renoncer une fois pour toutes à la légende d'après laquelle les Juifs auraient été obligés pendant le Moyen Age et surtout " depuis les Croisades ", de se livrer à l'usure, parce que toutes les autres professions leur auraient été interdites. L'histoire deux fois millénaire de l'usure juive, antérieurement au Moyen Age, suffit à démontrer la fausseté de cette construction historique.

« ... Et voici ce qui prouve d'une manière irréfutable la tendance naturelle des Juifs au métier de prêteurs sur gages : au Moyen Age et plus tard, nous voyons notamment les gouvernements s'efforcer d'orienter les Juifs vers d'autres carrières sans y réussir. »

(Werner Sombart, *Les Juifs et la vie économique.*)

b) *A la fin du Moyen Age :*

« En même temps que les conceptions, les sentiments et les mentalités, on voit se transformer le système économique du monde ; une puissance nouvelle fait son apparition : le capital.

« Au Moyen Age, il n'est d'industrie que la petite industrie ; le commerce est peu actif et ne peut se développer faute de crédit. Car le crédit ne peut pas exister, puisque l'Eglise interdit le prêt à intérêts ; seuls peuvent être prêteurs, usuriers, les mécréants, c'est-à-dire les Juifs ; mais leur situation étant partout précaire puisqu'ils ne sont partout que tolérés et toujours sous le coup d'expropriations et d'expulsions, le commerce ni la finance ne peuvent prendre une véritable expansion.

« *L'usure, si l'on enlève à ce mot le sens péjoratif qu'il garde toujours pour nous, c'est tout simplement dans son acception moderne, le crédit,* qui est la pierre angulaire de la finance ; et la finance, c'est l'armature de l'économie nouvelle, de ce qui est devenu pour nous l'économie moderne. Sous l'impulsion des circonstances, la finance va entrer en lutte avec l'Eglise ; elle portera le combat sur tous les terrains, et toutes les armes lui seront bonnes pour assurer sa victoire...

« La Renaissance rêvait d'un monde où le capital se mettrait au service de la culture intellectuelle et artistique, considérée comme un but ; après la Réforme, et quels que soient les arguments idéaux qu'elle puisse invoquer, *le capital n'est plus un moyen, il devient à lui tout seul un but et un idéal.* »

(Georges Batault, *Le Problème juif.*)

A partir de la Renaissance l'influence de la mentalité juive s'accroît, et sa puissance financière sort de l'ombre pour s'affirmer au grand jour avec le capitalisme naissant.

« L'influence que les Juifs ont exercée sur la formation et le développement du capitalisme moderne a été à la fois extérieure et intérieure, ou spirituelle. Extérieurement, les Juifs ont essentiellement contribué à imprimer aux relations économiques internationales, leur cachet actuel et à hâter " l'avènement de l'Etat moderne, cet abri du capitalisme ". Ils ont ensuite donné à l'organisation capitaliste elle-même une forme particulière, en créant nombre d'institutions dont la plupart régissent encore aujourd'hui le monde des affaires et en prenant une part prépondérante à la formation d'un certain nombre d'autres.

« Leur influence intérieure sur la formation du système capitaliste a été non moins grande parce que *ce sont eux qui, à proprement parler, ont infusé l'esprit moderne dans la vie économique* et développé jusqu'à ses extrêmes conséquences l'idée qui forme le noyau intime du capitalisme. »

(Werner Sombart, *Les Juifs et la vie économique.*)

« Le Juif se présente à nous comme l'homme d'affaires pur, comme l'homme qui, en affaires, ne connaît que les affaires et qui, se conformant en cela à l'esprit de la véritable économie capitaliste, proclame en présence de toutes les fins naturelles, le primat du gain, du profit, du bénéfice. »

(Werner Sombart, *Les Juifs et la vie économique.*)

« *Ainsi les Juifs*, par suite de leurs caractères ethniques, par l'effet de leur législation religieuse, par leur conception matérialiste de la sanction, par le jeu des circonstances historiques, *devinrent au sein des nations occidentales les promoteurs du capitalisme moderne.* Mais, Juifs du pape ou Juifs de cour, ils n'étaient que tolérés au sein des Etats chrétiens, comme un mal indispensable et comme les témoins de la vraie foi. Pour que les valeurs juives conquissent le monde, il fallait que le judaïsme prît figure chrétienne : ce fut l'affaire du calvinisme et plus proprement encore des sectes dérivées de lui, puritaines et non conformistes.

« *Du triomphe de l'esprit juif, universalisé par la Réforme, est sorti un monde nouveau dont l'expression la plus parfaite se trouve dans les pays où l'invasion de la mentalité puritaine a rencontré le moins de résistances historiques : aux Etats-Unis.*

« La structure de ce nouveau monde repose sur le primat des fonctions économiques que régularise le commerce de l'argent. Il semble que la vertu la plus éminente de l'homme soit de produire le plus possible en vue de consommer toujours davantage et de s'enrichir sans arrêt pour produire et pour consommer. L' " Homo Sapiens " fait délibérément place à l' " Homo Œconomicus ". Multiplier nos besoins au lieu de chercher à nous en affranchir, de façon à faciliter l'écoulement des produits fabriqués en nombre de plus en plus grand, tel est le cercle dans lequel roule la civilisation contemporaine.

« Le monde moderne repose sur cette équivoque simpliste et barbare que plus on est à même de satisfaire une grande variété de besoins matériels en un minimum de temps, plus on est en droit de se prétendre civilisé. »

(L. Rougier, *Revue de Paris.*)

Un pareil état d'esprit n'est sans doute pas sans précédent historique.

« Mais ce qui est tout à fait nouveau dans l'activité de l'homme économique moderne, c'est son ampleur pour ainsi dire illimitée. Toutes les limites naturelles qui s'opposaient jadis à l'expansion de cette activité étant supprimées, le travail n'ayant plus pour but la satisfaction des besoins de l'homme-vivant ou la production d'une quantité de biens déterminée, l'effort fourni par l'entrepreneur capitaliste de nos jours devient " démesuré ", ne connaît plus de limites... »

(Werner Sombart, *Op. cit.*)

Dans le monde moderne, profondément imbu des conceptions affairistes judéo-puritaines, les Juifs, grâce aux qualités inhérentes à leur race, devaient jouer naturellement un rôle prépondérant et, depuis la Révolution française, ils l'ont joué.

« *La Révolution française fut avant tout une révolution économique.* Si on peut la considérer comme le terme d'une lutte de classes, on doit aussi voir en elle l'aboutissant d'une lutte entre deux formes de capital : le capital immobilier et le capital mobilier ; le capital foncier et le capital industriel et agioteur. Avec la suprématie de la noblesse disparut la suprématie du capital foncier et la suprématie de la bourgeoisie assura la suprématie du capital industriel et agioteur. L'émancipation du Juif est liée à l'histoire de la prépondérance de ce capital industriel. »

(B. Lazare, *L'Antisémitisme.*)

« *Les Juifs émancipés pénétrèrent dans les nations comme des étrangers... Ils entrèrent dans les sociétés modernes, non comme des hôtes, mais comme des conquérants.* Ils étaient semblables à un troupeau parqué. Soudain les barrières tombèrent et ils se ruèrent dans le champ qui leur était ouvert. Or, ils n'étaient pas des guerriers... Ils firent la seule conquête pour laquelle ils étaient armés, cette conquête économique qu'ils s'étaient préparés à faire depuis de si longues années. »

(Bernard Lazare, *L'Antisémitisme.*)

« *En un siècle ils sont devenus les maîtres de l'argent, et, par l'argent qu'ils ont ainsi réussi à soumettre à leur domination, ils sont devenus les maîtres du monde...* » (Werner Sombart, *Les Juifs et la vie économique*).

L'alliance de la finance et de la révolution

Les Juifs ont donc joué un rôle prépondérant dans les deux grands courants du monde moderne : capitalisme et socialisme.

Comme le montre si bien l'écrivain juif Kadmi-Cohen :

« Les noms de Trotsky et de Rotschild marquent l'amplitude des oscillations de l'esprit juif ; entre ces deux bornes est enfermée toute la société, toute la civilisation du XX^{e} siècle. »

(Kadmi-Cohen, *Nomades,* F. Alcan, 1929.)

Cette antithèse apparente cache des analogies profondes.

Aujourd'hui, il n'est pas douteux que le socialisme trouve un appui inattendu dans une certaine finance internationale. La paix de Versailles a révélé au public ce fait, que certaines personnes clairvoyantes avaient signalé depuis longtemps :

« *Juifs de finance et Juifs de révolution sont accusés d'avoir dicté de connivence une paix juive.* Les sémites internationaux ont réglé, dit-on, pas mal de choses au mieux de leurs intérêts de famille. Une impression très répandue au sujet de la paix et de ses bénéficiaires est qu'on se trouve en présence d'une entente tacite entre les deux internationales, celle de l'or et celle du sang. L'internationale financière et l'internationale révolutionnaire auraient pris toutes dispositions pour exploiter l'ordre ou plus exactement le désordre, en vue non seulement de bénéfices immédiats mais encore en vue de faire triompher à la longue, au détriment des civilisations occidentales, on ne sait quel idéal oriental, obscur, inexprimé et formidable. *Or, les deux internationales de l'or et du sang, la finance et la révolution, ont à leur tête une élite de Juifs ; l'une et l'autre étendent leurs tentacules à travers le monde entier*[1]. »

1. G. Batault, *Le Problème juif*, page 38. La prépondérance des influences juives pendant le cours des délibérations du traité de Versailles a profondément frappé certains observateurs et l'historien anglais E.-J. Dillon a résumé ainsi leur opinion :
« Un nombre considérable de délégués croyaient que les vraies influences derrière les peuples anglo-saxons étaient sémitiques..., opinion que ces délégués résumaient dans la formule : *à partir de maintenant le monde sera gouverné par les peuples anglo-saxons, eux-mêmes dominés par leurs éléments juifs* » (D^{r} E.-J. Dillon, *The inside story of the Peace Conference*).

C'est un fait connu que des banques juives ont fourni des fonds à la révolution russe, non seulement à celle de Kerensky mais aussi à celle de Lénine et de Trotsky.

C'est également une affirmation assez généralement répétée qu'une certaine finance internationale, en majorité juive, subventionne un peu partout la presse socialiste.

L'article suivant du Juif travailliste américain Samuel Gompers éclaire puissamment cet état de choses :

« Je suis au courant, écrivait-il dès 1922, de la nouvelle politique du groupe bancaire américain-anglo-germanique qui constitue peut-être le plus dangereux élément dans la chaîne des efforts pro-bolcheviks d'Amérique, parce que c'est lui qui détient la plus grande puissance.

« La vérité est que la finance internationale a son appétit aiguisé et croit voir en Russie une occasion de pillage.

« Je ne connais rien de plus cynique que l'attitude des hommes d'Etat et des financiers européens à l'égard du chaos russe. Essentiellement c'est leur but, tel qu'il a été exposé à Genève, d'imposer à la Russie un servage économique en échange de la reconnaissance politique des Soviets. La finance américaine est invitée à prendre part à cette misérable et méprisable entreprise : le pillage d'un vaste domaine, et, pour faciliter ses efforts, *certains banquiers américains, occupés à hypothéquer le monde, sont prêts à semer dans leur propre pays la propagande venimeuse antidémocratique du bolchevisme*, en corrompant, achetant, intimidant ou flattant. Il y a de splendides et notables exceptions, mais les grandes puissances de la combinaison américaine-anglo-germanique se tournent vers cette proie : un peuple à genoux... *Spécialement importante est l'adhésion à la cause bolcheviste du groupe de banquiers américain-anglo-germanique qui aiment à s'intituler financiers internationaux* pour masquer leur vraie fonction. Le plus important banquier de ce groupe et parlant au nom de ce groupe, né en Allemagne, comme il se trouve, a envoyé des ordres à ses amis et associés afin que tous travaillent en faveur de la reconnaissance des soviets. »

(Samuel Gompers : article du *New York Times,* 7 mai 1922.)

Cette alliance n'est pas seulement une constatation de fait. Certains Juifs la proclament. C'est ainsi que les écrits de Walther Rathenau, qui fut un magnat de la finance et de l'industrie, ministre,

homme d'Etat, familier de la Cour, un des hommes les plus puissants de l'Allemagne et du monde, illustrent d'une façon saisissante le messianisme juif prêt à tout bouleverser :

« Walther Rathenau, relate son ami et biographe le comte Kessler, se prononçait pour l'étatisation des monopoles industriels, l'abolition de l'héritage, l'impôt progressif, la libération du prolétariat, l'abolition des classes sociales...

« Sans doute voyait-il bien lui-même tout le paradoxe de la situation où *il représentait, lui, le grand chef d'industrie, des idées plus socialistes que celles des agitateurs de ses usines.* »

Le plan de Rathenau prévoyait la destruction de la propriété au bénéfice de l'argent et la subordination de la vie au réseau invisible d'une organisation économique mondiale contrôlée par l'Etat banquier, seul capitaliste, et maître des leviers de commande.

Comme le dit le comte Kessler : les revendications de Rathenau dépassent de beaucoup les programmes socialistes et touchent au communisme.

« Il est hors de doute, dit-il, que *cette conception d'une industrie organisée (selon le plan de Rathenau)... est la source première et le modèle copié presque servilement par le plan quinquennal russe.* On peut même dire que les idées dirigeantes de la Russie de Staline sont bien plutôt celles de Rathenau que de Marx. »

Rathenau, ajoute plus loin le comte Kessler :

« Me dit peu de temps après les troubles spartakistes de février 1919, que *le bolchevisme était un système imposant à qui l'avenir appartiendrait sans doute. Dans cent ans le monde sera bolchevisé.* Mais le bolchevisme russe ressemble à une pièce admirable jouée sur des tréteaux par de mauvais baladins, et si le communisme s'introduit en Allemagne, il y sera exactement de même réalisé par de mauvais baladins. Il nous manque les hommes pour mener à bien un système si complexe qui exige des dons d'organisation très supérieurs à ce qu'on peut trouver chez nous... *La nuit je suis bolcheviste, mais au jour, lorsque j'entre à la fabrique et que je vois nos ouvriers et nos fonctionnaires, alors je ne le suis plus, ou pas encore. Il répéta plusieurs fois, pas encore.* »

(Comte Kessler, *Walther Rathenau.*)

Comment expliquer cette alliance de la finance et de la révolution ?

Certaines raisons, si elles ne l'éclairent pas entièrement, projettent cependant une lueur sur cette question :

1. Il y a similitude de mentalité entre le socialisme et le capitalisme moderne : tous deux ont à leur base une conception économique matérialiste du monde d'origine judéo-puritaine.

2. Les capitalistes sont de deux sortes : les propriétaires fonciers ou industriels et les brasseurs d'affaires qui vivent de spéculation. Le désordre social, fatal aux premiers, est pour les seconds une occasion de profit.

3. Le socialisme n'est pas toujours fin en soi. Il peut être aussi une arme, un moyen de destruction qui favorise les desseins de la finance internationale.

L'idéal suprême juif tend à transformer le monde en une société anonyme unique par actions égales ; le capital de cette société doit être la planète Terre et elle doit exploiter le travail de toutes les créatures ; Israël, aidé peut-être au début de quelques hommes de paille, doit fournir le conseil dictatorial d'administration de cette société.

Deux méthodes permettent d'atteindre ce but. La première est l'américanisation ; elle a l'inconvénient d'être relativement lente et facultative. La seconde méthode, rapide, brutale et dictatoriale, est le communisme.

La bureaucratie capitaliste gère seulement la fortune de certains hommes ; leur nombre augmente constamment mais ils ne sont pas absolument obligés de la lui confier.

Par contre la bureaucratie socialiste ou communiste gère obligatoirement la fortune de tous les hommes et obligatoirement aussi la totalité de la fortune de chacun. Le communisme, en étendant la contrainte au domaine privé, transforme ces gérants bureaucratiques en despotes omnipotents non seulement des biens mais des corps et des âmes.

Il suffit d'avoir une légère connaissance de ce que contiennent les publications bolchevistes pour se rendre compte que le vrai idéal poursuivi par le plan quinquennal est de faire une nouvelle édition des Etats-Unis d'Amérique, de perfectionner en un mot ce qu'il y a jamais eu jusqu'ici de plus foncièrement capitaliste au monde.

L'idée maîtresse, celle qui domine tout, est de faire mieux que de l'autre côté de l'Atlantique, de faire plus grand qu'en Allemagne et de le faire plus vite ; cette fois il faut le faire avec cette condition aggravante que tout ce qui vit doit être rivé à cette tâche.

Bref, « *le progrès ne consiste pas à remplacer le capitalisme bourgeois par le communisme prolétarien ; le progrès consiste à substituer au capitalisme encore limité et relativement facultatif de l'Europe et de l'Amérique, le pan-capitalisme mondial disposant d'un pouvoir politique absolu.* »

(E. Malynski.)

Le terrorisme soviétique ayant fait table rase du passé, il ne reste plus au pan-capitalisme d'Etat qu'à reconstruire à sa guise sur le terrain ainsi déblayé et qui ne lui aura coûté que quelques millions de vies humaines.

C'est à cette transformation que nous assistons en Russie par le plan quinquennal.

Américanisme et bolchevisme

En dehors des Juifs, bien des hommes d'affaires occidentaux et particulièrement anglo-saxons (fortement imprégnés par le puritanisme de mentalité judaïque) ont des affinités inconscientes d'idées avec le communisme.

« *Le lien mystérieux, l'affinité secrète, qui unissent malgré tout les mercantilistes et affairistes puritains aux bolcheviks proviennent, pour une large part, du fait qu'ils ont en commun, tout en tirant des conséquences et des conclusions différentes, une même conception et une même vision du monde.* »

(G. Batault, *Le Problème juif.*)

Citons l'un des représentants les plus typiques de la grande industrie américaine, H. Ford, qui est d'autant plus intéressant qu'il est indiscutablement sincère, et qu'on ne peut l'accuser de bolchevisme.

Henri Ford nous dit :

« La prohibition est un problème moral, *car elle est économiquement juste. Nous savons maintenant que tout ce qui est écomiquement juste est aussi moralement juste.* Il ne peut y avoir conflit entre une bonne économie et une bonne moralité. En fait, l'une ne peut exister sans l'autre. »

(Henry Ford, *Moving forward.*)

Rapprochons ce texte du passage suivant de Trotsky et nous verrons d'emblée qu'il n'y a aucune différence fondamentale :

« Le droit, nous dit Trotsky, ne peut jamais s'élever au-dessus du régime économique et du développement culturel conditionné par ce régime. »

(L. Trotsky, *La Révolution trahie.*)

On pourrait multiplier les rapprochements de ce genre.

« La conception américaine des affaires, continue Ford, est basée sur la science économique et sur la science sociale. Elle reconnaît... qu'aucune forme de l'activitité humaine n'exerce une action plus certaine et plus continue sur le bien-être commun que l'activité quotidienne de l'industrie... »

(Henry Ford, *Moving forward.*)

« La machine est le symbole de la maîtrise de l'homme sur la nature qui l'entoure...

« On n'a qu'à voyager dans d'autres pays pour se rendre compte que l'esclavage règne partout où la machine est absente. »

(H. Ford, *To-day and to-morrow.*)

« Insister sur l'américanisme n'est pas insister sur un nationalisme étroit. Les principes essentiels de l'américanisme sont le but vers lequel la civilisation tout entière s'efforce d'avancer... La mission des Etats-Unis est de démontrer au monde la réalité et la solidité de certains principes... »

(H. Ford, *To-day and to-morrow.*)

« Les Américains, nous dit Ludwell Denny, ne doutent de rien. *Ils sont sûrs d'être le peuple élu.* Nous appelons notre pays " God's Country ", le pays de Dieu. *Les affaires sont pour nous comme une religion dont nos dirigeants sont les prêtres.* »

(L. Denny, *L'Amérique conquiert l'Angleterre.*)

Dans les deux systèmes — américanisme et bolchevisme — nous voyons le même idéal de bonheur terrestre par la production, la même prépondérance de l'économique, le même culte idolâtre de la machine et les mêmes méthodes industrielles qui aboutissent au même résultat : l'écrasement de l'homme asservi aux nécessités économiques.

En Russie soviétique :

« ... l'obsession et dans une large mesure l'imitation souvent voulue, parfois instinctive, de l'Amérique, est un fait saillant incontestable. Les méthodes américaines sont expliquées, recommandées, prônées, exaltées (suit la description d'une affiche représentant une usine américaine).

« Au bas de l'image cette légende: le vrai Dieu, la machine. Tout par la machine, tout par la mécanique. C'est ici le mot d'ordre. Il était naturel dans ces conditions que les Etats-Unis vinssent à exercer une vive attraction sur les Soviets. »

L'industrialisation de la Russie s'est poursuivie par le plan quinquennal grâce à la collaboration de capitaux et de techniciens occidentaux (américains et allemands principalement), avec la main-d'œuvre russe.

« Nous avons, dit Ford, monté des usines en Russie... et nous le faisons à perte. Si nous voulions simplement vendre nos produits nous pourrions le faire sans nous donner tant de mal, mais nous pensons que la Russie a besoin d'une industrie moderne et plus particulièrement d'une industrie automobile pour que la richesse du pays puisse être exploitée, autrement elle restera l'une des régions arriérées du monde. »

(H. Ford, *Moving forward.*)

Pour les uns comme pour les autres, le but est un idéal de bonheur terrestre par le bien-être matériel ; pour les uns et les autres, tout est fait pour la masse et la collectivité au détriment de l'individu ; pour tous deux, le moyen — c'est-à-dire la machine — est devenu fin en soi, mais dans chaque branche, les Soviets dépassent largement leurs concurrents, nous faisant chaque fois descendre un peu plus bas dans l'échelle des valeurs qui nous ramène tout doucement à l'homme primitif.

Selon Ford, la machine a libéré l'homme et réussi là où la religion a échoué. Les Soviets ne disent pas autre chose. Pour

eux, elle est le symbole d'un nouveau millénaire, de la science contre la superstition, de la libération définitive de l'humanité.

« Pour les Russes, la machine est la plus extraordinaire création de l'homme... elle fera de l'homme le maître de lui-même et du monde environnant... C'est l'hymne d'éternelle génération, le chant de la vie éternelle... Il voit en elle sa propre finalité, le but suprême.

« Sans elle la vie lui paraît une éternelle damnation, une nuit incessante de ténèbres et d'horreur... La machine est pour lui une fée bienfaisante toujours prête à écarter tous les maux et tous les tourments. »

(Maurice Gershon Hindus, *Humanity uprooted.*)

On se demande comment il y a des cerveaux assez primaires pour ne pas voir les faussetés et les contradictions essentielles de pareilles conceptions, qui ne se sont d'ailleurs imposées sans contestation que dans les deux pays les moins civilisés intellectuellement : Amérique et Russie. Il est vrai qu'en Russie tous ceux qui auraient pu protester sont tués depuis longtemps ou réduits au silence, et la Russie peut se vanter de résultats que les Américains eux-mêmes n'ont pas encore obtenus. La machine y prime l'amour qui a un relent de spiritualité incompatible avec un système matérialiste économique digne de ce nom.

« Il n'y a plus d'amour parmi nous, disent les Soviets, il n'y a plus que des relations sexuelles. L'amour est un préjugé bourgeois stupide et puéril qui retarde l'avancement de la cause ; les communistes ne sont pas animés par un sentiment mais par un simple besoin physique, indispensable et naturel ; dans les relations sexuelles seul importe que la femme soit propre et en bonne santé. »

(Maurice Gershon Hindus, *Humanity uprooted.*)

« L'homme est occupé à sa machine, écrit dans la *Konsomolskaia Srovdd*, gazette des Konsomols (jeunesses communistes) l'une de ces jeunes ouvrières que fanatise le plan quinquennal. L'homme se fait travailleur de choc ; il ne peut plus regarder sa femme en face et songer aux bagatelles de la vie. Il fait cas de chaque minute de travail comme on fait cas de sa chair... Par la machine qu'il commence à chérir il prend conscience de sa parenté fraternelle avec le pays, avec la révolution et conçoit de l'amour pour eux. »

(Marc Chadourne, *L'U.R.S.S. sans passion.*)

Sur bien des points, les Soviets dépassent déjà l'Amérique. Dans *Ma philosophie de l'industrie*, Ford écrit :

« L'agriculture est la première industrie du monde, elle a besoin actuellement d'être complètement révolutionisée. Le pauvre fermier qui possède quelques hectares, une maison, une grange, quelques bâtiments, quelques chevaux, vaches, cochons et poulets, et qui cultive selon les vieilles méthodes, ne peut espérer s'élever bien haut dans l'échelle économique... il lui faut employer de nouvelles méthodes.

« De grandes corporations dont la seule affaire sera d'accomplir les opérations de labourage, semage et moissonnage, remplaceront le fermier individuel, ou encore des groupes de fermiers s'associeront pour accomplir ce travail d'une façon effective. Voilà la vraie manière de le faire et la seule façon d'atteindre la liberté économique. »

(H. Ford, *My philosophy of industry*.)

C'est la méthode de culture collective qui a été mise en pratique en Russie, dans des kolkhozes ou grandes fermes collectives de milliers d'hectares. C'est peut-être un progrès économique — ce qui est d'ailleurs loin d'être prouvé — reste à savoir si le résultat « humain » escompté par Ford est atteint :

« Dans ces nouvelles conditions, dit-il, le plaisir de vivre à la campagne reviendra et avec des moyens de transport de plus en plus rapides, la radio et la télévision de l'avenir, la solitude de la vie agricole disparaîtra pour ne laisser subsister que le côté agréable. »

Ailleurs encore, Ford écrit ces lignes effectivement stupéfiantes :

« Cela peut sembler une affirmation stupéfiante à avancer, mais nous allons bientôt trouver moyen de faire une grande partie de la cuisine au-dehors et de la distribuer chaude et appétissante au moment des repas sans que cela ne coûte guère plus cher que la cuisine faite à la maison. Il nous faudra résoudre un problème de transport, mais nous le résoudrons. »

(H. Ford, *My philosophy of industry*.)

Il a été résolu en partie en Russie.

« Pour remplacer " le foyer domestique et la soupe fumante ", douceurs odieuses à nos jeunes Konsomols qui en font l'apanage des pays capitalistes et des milieux petits-bourgeois, les Soviets ont commencé de créer de grandes usines alimentaires que l'on nomme là-bas des fabriques cuisines. Ce sont en même temps des restaurants coopératifs.

« Celle que je visitai à Léningrad... était ouverte depuis octobre 1930...

« Quarante-deux mille repas sont fabriqués par jour dans cette usine alimentaire, dix mille consommés sur place, le reste destiné aux filiales où on les réchauffe probablement...

« Le principal inconvénient du système nous apparut à la sortie. Une queue d'environ trois cents personnes défilait, fort lentement, devant un petit guichet pour retirer le ticket de repas sans lequel on ne peut être servi. Si l'on tient compte du temps fort court laissé à l'ouvrier pour son déjeuner, il peut tout juste, après pareille attente, consacrer un quart d'heure à l'absorption de ses deux plats.

« Pour abréger encore les minutes que l'exécution du plan quinquennal laisse aux travailleurs pour le repas du milieu du jour, une innovation vient d'être lancée dans certains restaurants coopératifs d'usines ou de maisons collectives : le repas à la chaîne.

« Que l'on imagine une sorte de tapis roulant défilant au milieu d'une longue table de réfectoire. Des deux côtés les consommateurs se servent puis font place aux suivants. C'est expéditif sinon agréable et permet au travailleur de se retrouver là sans avoir à changer de geste comme au banc d'usine, devant la chaîne sans fin.

« Travail à la chaîne, repas à la chaîne, vie à la chaîne. Telles sont les perspectives — tel est l'idéal — de la vie " collective " en U.R.S.S. »

(Marc Chadourne, *L'U.R.S.S. sans passion*.)

« Rien ne ressemble plus à un atelier qu'un atelier, qu'une usine à une autre usine. Le paradoxe est qu'en une société fondée sur les principes marxistes, le travail fonctionne selon les mêmes méthodes que dans les industries capitalistes. Le travail à la chaîne... réprouvé jadis par les écrivains révolutionnaires et attaqué par la presse soviétique comme une forme barbare d'esclavage, est pratiqué aujourd'hui dans presque tous les ateliers de l'U.R.S.S., comme chez Ford.

« Et comme chez Ford aussi l'ouvrier est payé à la pièce. Devant les méthodes Ford, hier honnies aujourd'hui exemplaires

(ce sont les ingénieurs de Ford qui, sur ses plans et selon son système, montent les usines d'automobiles de Nijni-Novgorod), les Soviets ont capitulé. Du moins quant à la doctrine. Mais il s'agit bien de cela. Qui veut la fin veut les moyens. La fin est de dépasser et surpasser l' " industrie capitaliste ". La production a ses lois et sa logique, ses nécessités inexorables qui sont les mêmes à Detroit ou à Stalingrad.

« Dans un vacarme d'enfer, les tours trépident, les marteaux battent, l'acier flamboie, la chaîne court... et l'homme peine. Pour l'homme, qu'y a-t-il de changé ? »

(Marc Chadourne, *L'U.R.S.S. sans passion.*)

Le plan quinquennal s'est donné à tâche de transformer la Russie en l'espace de cinq ans et de faire d'un pays agricole un pays industriel se suffisant à lui-même, capable même de lutter victorieusement contre l'industrie capitaliste.

Un tel projet n'est pas à priori irréalisable et on ne voit pas pourquoi il ne réussirait pas. La Russie est aujourd'hui dans des conditions analogues à celles de l'Amérique au début de son industrialisation : énorme pays peu peuplé et riche en ressources naturelles de toutes sortes — terres d'une extrême fertilité, forêts immenses, charbon et métaux en quantité inconnue, houille blanche, mers, rivières, etc. — Dans de telles conditions, les débuts industriels sont toujours faciles et prometteurs. Ce n'est que plus tard que les difficultés commencent.

L'Amérique a connu pendant un siècle un essor prodigieux avant d'en arriver aux difficultés dans lesquelles elle se débat depuis le gigantesque krach de 1929. Pourquoi n'en serait-il pas de même en Russie ? Celle-ci peut profiter de l'expérience des pays capitalistes, elle dispose de capitaux et de techniciens occidentaux, elle occupe le deuxième rang mondial pour la production de l'or, elle possède en outre une main-d'œuvre abondante, économique et malléable, car on ne la paye pas, ou mal, et on la fait travailler sans lui demander son avis. Il est donc fort naturel que le plan quinquennal réussisse.

Mais cette réussite ne prouverait pas grand-chose, nous savons fort bien qu'on peut industrialiser rapidement un pays riche en ressources naturelles ; l'affaire ne deviendra intéressante et significative que lorsque, l'industrialisme une fois parachevé, la Russie se heurtera aux difficultés qui confrontent aujourd'hui tous les pays industrialisés, difficultés auxquelles elle aboutira fatalement un

jour ou l'autre si elle continue dans la voie du matérialisme économique.

Comment l'un et l'autre s'en tireront-ils ? Jusque-là nous réserverons notre jugement.

Le communisme exige le sacrifice total de l'individu à un idéal de bonheur matériel exclusivement terrestre — soyez brave en face de la mort parce que la cause le demande ; il y a là une contradiction inhérente à l'essence même du socialisme, contradiction qu'on ne remarque pas encore dans l'enthousiasme du début mais qui sera un jour une pierre d'achoppement fatale.

Aucune civilisation ne peut exister et se développer sans l'esprit de sacrifice plus ou moins total à un idéal transcendant, ce que le communisme appelle la cause. Il est logique d'exiger ce sacrifice au nom d'un principe supérieur, il est absurde de l'attendre pour un idéal de bonheur matérialiste terrestre. Dans les premiers jours de la révolution russe le socialiste-révolutionnaire Kerensky visitait le front ; aux soldats paysans il promettait le bonheur terrestre sous forme du partage des terres. Dans ce but il les exhortait d'abord à se battre jusqu'à la victoire, à quoi un soldat lui répondit : « Vous dites qu'il faut me battre pour avoir la terre, mais que me servira la terre si je viens à être tué ? » Du premier coup, ce simple avait mis le doigt sur le point faible du système.

Indiscutablement pourtant des communistes sincères donnent leur vie pour la cause.

Nous voyons dans ce fait une réfutation flagrante des théories matérialistes : la vérité est que les hommes, en se sacrifiant, obéissent consciemment ou inconsciemment à des forces supérieures qui agissent pour le bien ou pour le mal ; les matérialistes ont beau les nier, indifférentes à nos négations elles n'en continuent pas moins à orienter souverainement la marche de l'humanité.

« Le sacrifice, surtout s'il est poussé jusqu'au martyre — et la subversion nous en offre de nombreux exemples —, est toujours, par définition, un acte désintéressé dont le but peut être le bien ou le mal. Dans ce dernier cas le désintéressement serait bien plus grand encore...

« Ici, nous nous trouvons devant un mystère métapsychique insondable pour l'intelligence même élevée de l'homme ordinaire. Comment concevoir qu'il y ait des hommes capables de s'immoler par amour désintéressé du mal sans rien espérer ni pour leurs âmes immortelles, ni au temporel pour leurs enfants, ou ceux qu'ils aiment, puisque, dans beaucoup de cas, ils vont jusqu'à sacrifier froidement ceux-ci, avec le sentiment d'un sinistre devoir accompli ?

« Ce sont là cependant des faits indéniables et si absolument prouvés par l'histoire de tous les pays et de tous les temps, y compris le nôtre, que nous ne pouvons pas nous refuser à les constater. Si nous voulons en donner une explication que nous chercherions vainement dans notre propre logique humaine nous ne pouvons que la chercher dans la seule des sciences qui nous la donne... la théologie.

« Nous y trouvons les deux types de désintéressement surhumain et absolu... le bien suprême et le mal suprême... et puisque tout en ce monde procède soit de l'un soit de l'autre, le désintéressement de certains hommes dans le mal est tout aussi explicable que le désintéressement des autres dans le bien. Ne faire le mal que par intérêt, par calcul et pour la satisfaction de la chair n'est que faiblesse de la chair. A peu d'exceptions près nous en sommes tous là. C'est le fait des masses, non celui de leurs véritables conducteurs spirituels qui dirigent dans l'histoire la grande offensive du mal et qui eux ne le font ni par intérêt, ni par faiblesse charnelle, ni par calcul. Ils le font par amour, par cet amour négatif qui est la haine de tout ce qui procède de Dieu.

« Les grandes poussées révolutionnaires de 1789, 1871, 1917 ont été marquées par un flot de haine irraisonnée, haine que le communisme érige en dogme fondamental et en mobile de tous ses actes.

« Cette haine mystérieuse et profonde est d'une essence différente et supérieure à celle des autres haines que nous rencontrons (généralement) à travers l'histoire. Celles-ci peuvent être féroces et coupables, mais n'en ont pas moins des mobiles strictement humains, tels que l'envie, l'orgueil, la rancune, la vengeance... Par le fait même qu'elles se rapportent à quelque chose de déterminé et de précis, à des causes tangibles... elles n'ont pas ce caractère effrayant d'un flux d'hystérie élémentaire qui fait songer involontairement, qu'on le veuille ou non, à la possession démoniaque. Haine que le Christ a définie avec ces paroles : " C'est à présent votre heure, celle de la Puissance des Ténèbres. "

« Cette haine-là a un élément en soi qui dépasse la raison et est en dehors du pondérable. Elle correspond à une crise mystérieuse dont le champ n'est pas le corps, mais l'esprit. »

(E. Malinsky, *La Grande Conspiration mondiale*.)

VI

LE PROBLÈME DU MACHINISME

Le problème du machinisme est lié étroitement à ceux du capitalisme et du socialisme. C'est peut-être le plus grave problème du monde moderne, celui en tout cas qu'il est le plus difficile de résoudre.

A un univers stable et qui fondamentalement n'avait pas varié durant des millénaires, a succédé un monde nouveau en évolution permanente qui dresse des races et des nations les unes contre les autres dans un antagonisme économique farouche. Nous vivons sur un volcan en éruption perpétuelle par suite du gigantesque développement du machinisme, fruit des découvertes du XVIII^e^ siècle.

On croit généralement que ces découvertes sont le résultat d'un progrès du cerveau humain : c'est là une erreur. Les principes essentiels du machinisme avaient été découverts dès l'Antiquité chez des peuples fort divers. Pourquoi n'ont-ils pas produit une civilisation industrielle comparable à celle d'aujourd'hui ?

Parce que les civilisations anciennes étaient orientées :

« De façon à redouter plus qu'à envier les machines dont nous sommes si fiers.

« Une conception de la vie, une orientation différente de la nôtre peut exister, ... les Romains, les Egyptiens, les Chinois, diversement orientés, avaient des aspirations, des répugnances, qui, directement ou indirectement, s'opposaient à l'utilisation de la science dans un but industriel, à la multiplication de la production, à l'augmentation du gaspillage. De même pourtant qu'avec notre orientation, il nous est impossible d'arriver au degré où Rome, la Grèce, le Moyen Age et la Chine arrivèrent comme perfection esthétique, politique, sociale et morale, perfection qui fut la conséquence logique de leur orientation, de même il ne leur était pas

possible de songer aux applications de machines dont le seul avantage est d'augmenter le luxe, les dépenses, le gâchage, l'ostentation, toutes choses qu'ils dédaignaient. »

(Gina Lombroso, *La rançon du machinisme.*)

De nos jours encore :

« La seule impression que les inventions mécaniques, par exemple, produisent sur la généralité des Orientaux, c'est une impression de profonde répulsion ; tout cela leur paraît assurément beaucoup plus gênant qu'avantageux, et, s'ils se trouvent obligés d'accepter certaines nécessités de l'époque actuelle, c'est avec l'espoir de s'en débarrasser un jour ou l'autre ; cela ne les intéresse pas et ne les intéressera jamais véritablement. »

(R. Guénon, *Orient et Occident.*)

Il y a dans l'histoire de multiples exemples d'inventions mécaniques délibérément détruites ou tenues cachées. Les motifs de cette conduite étaient divers mais se ramenaient tous à une même idée fondamentale d'ordre moral ou humain :

On n'était pas alors hypnotisé par le mercantilisme et on ne voyait pas uniquement dans une découverte la possibilité de réaliser des affaires commerciales. On en pesait longuement en pensée les avantages et les inconvénients, contrairement à ce qui se passe de nos jours où jamais plus on ne se pose de telles questions. Dans la plupart des cas on rejetait l'invention par crainte du chômage qui en résulterait, ou parce que ses conséquences étaient considérées comme inhumaines (inventions guerrières, par exemple), ou pour toute autre raison du même ordre.

Ce n'est que lorsque la mentalité capitaliste a commencé à s'imposer qu'on s'est jeté à corps perdu dans un développement industriel illimité. Au début on n'en a vu que les avantages qui sont immédiats et évidents puisque la machine rend rapide et facile un travail autrefois long et fatigant et crée ainsi, ou du moins devrait créer, une grande prospérité matérielle. Les inconvénients sont plus lointains et plus subtils, mais ils n'en sont que plus redoutables.

Le capitalisme appuyé sur le machinisme a été grisé par les découvertes industrielles et a cru que cela modifiait les lois de la vie, mais le développement trop rapide du machinisme a acculé le monde à une impasse et l'on n'est pas arrivé jusqu'ici à trouver une organisation générale adaptée aux conditions nouvelles. Le

désordre qui en résulte, à base de rivalités économiques, est le facteur immédiat des deux grandes guerres mondiales de 1914 et 1939.

Au début, des hommes de bonne foi crurent que la facilité des communications et des échanges amènerait une entente entre les peuples.

« La machine, nous dit H. Ford, accomplit aujourd'hui dans le monde ce que l'homme n'a pas réussi à faire par la prédication, par la propagande ou par l'écriture.

« L'avion et la T.S.F. ne connaissent pas de frontières. Ils les franchissent sans obstacle. Ils unissent le monde comme aucun autre système ne peut le faire. Le cinéma avec sa langue universelle, l'avion avec sa vitesse et la T.S.F. avec son programme international de l'avenir vont bientôt amener l'entente complète du monde entier. Nous pouvons ainsi avoir déjà une vision des Etats-Unis du monde. Ils viendront certainement. »

(H. Ford, *My philosophy of industry.*)

L'expérience s'est chargée de ramener à leur juste valeur ces rêveries. Elle nous montre combien il est illusoire de :

« S'imaginer que les relations établies sur le terrain des échanges commerciaux peuvent servir à un rapprochement et à une entente entre les peuples, alors que, en réalité, elles maintiennent l'effet contraire. *La matière est essentiellement multiplicité et division, donc source de luttes et de conflits ; aussi qu'il s'agisse des peuples ou des individus, le domaine économique n'est-il et ne peut-il être que celui des rivalités d'intérêt.* »

(René Guénon, *La Crise du monde moderne.*)

L'exemple de l'Angleterre et les conditions anormales qui l'ont entouré ont puissamment contribuer à engager le monde dans cette nouvelle voie en jetant au vent toute retenue et toute prudence.

« Au siècle dernier l'habileté et l'audace de l'Angleterre lui ont permis, malgré ses ressources limitées et son isolement géographique, d'atteindre à une quasi-hégémonie mondiale. Elle devint la première et la plus puissante des nations industrielles au siècle de la Révolution française. Elle devint l'industriel, le commerçant et le banquier du monde... »

L'Angleterre a joui ainsi pendant longtemps d'un monopole de

fait qui lui a permis d'accaparer une partie des richesses de la terre, c'est ce dont on n'a pas assez tenu compte dans les jugements sur le machinisme.

« Elle levait ainsi un tribut sur le reste du monde et s'enrichissait. Chaque fois qu'un concurrent sérieux surgissait, elle l'éliminait par la guerre... Mais bien longtemps avant que l'Angleterre ne combattît l'Allemagne, elle commençait à perdre sa position dominante. Elle était restée la même mais le monde avait changé... »

Et s'industrialisait à son tour.

« *A mesure que la course des impérialismes se déroulait, il parut bientôt évident que, malgré l'avance de l'Angleterre, certains de ses rivaux avaient plus d'avantages naturels...* Et l'Angleterre ne peut pas beaucoup pour rattraper sa place. Elle cesse peu à peu d'être l'usinier, le marchand et le banquier du monde, elle cesse d'être la maîtresse des mers... son empire territorial lui-même tend à se dissocier. »

(Ludwell Denny, *L'Amérique conquiert l'Angleterre.*)

Plusieurs grandes puissances industrielles forment aujourd'hui des blocs économiques qui se partagent la conquête du monde : l'Empire britannique, l'Amérique, l'Allemagne — actuellement maîtresse de l'Europe et en passe de l'organiser économiquement face à l'Amérique — le Japon et la Russie soviétique, nouvelle venue depuis le plan quinquennal.

Dans un ouvrage que nous avons déjà cité, et qui est consacré à la rivalité économique anglo-américaine, un auteur américain, Ludwell Denny, nous montre très clairement les méthodes d'impérialisme économique et les conflits qu'elles engendrent.

L'Amérique et l'Angleterre, écrivait-il en 1934, sont aujourd'hui en état de guerre économique. La question qui se joue est de savoir si cette guerre économique et le conflit politique qui en résulte, conduiront à la guerre par les armes. Les capitalistes, les politiciens, et l'opinion publique qui contrôle ou non la politique, peuvent empêcher la guerre par les armes. *Ils ne peuvent qu'amoindrir ses dangers.*

« Car cette guerre économique n'a pas pour cause des malentendus entre les peuples, ni des machinations capitalistes, ni des impérialismes gouvernementaux, qui tous intensifient le conflit, mais ne le créent pas. Ils sont bien plutôt créés par lui. *Le conflit est le résultat naturel et inévitable des conditions économiques régnant dans les deux pays et dans le monde. Ces conditions économiques sont le résultat d'une lente évolution.* Il y a peu de chances pour qu'elles se transforment rapidement. La Grande Guerre n'y a rien changé, elle n'a fait qu'accélérer l'évolution. Ces conditions économiques ne peuvent pas davantage être anéanties que les deux pays eux-mêmes. Par conséquent, *la guerre économique que ces conditions causent est permanente à notre époque.* Nous ne pouvons qu'influencer en partie la nature et les conséquences du conflit. Mais, l'intelligence aidant, cela pourrait suffire à empêcher une guerre par les armes et les conflits économiques encore plus graves qu'elle causerait. »

(Ludwell Denny, *L'Amérique conquiert l'Angleterre.*)

« *Parfois, la guerre économique s'intensifie avec une force qui entraîne malgré eux les Premiers ministres et les présidents.* Comme M. MacDonald l'a déclaré — en dehors de ses tournées d'amitié — l'Angleterre doit augmenter ses exportations afin de survivre. Comme M. Hoover l'a expliqué — quand il n'était pas un hôte d'amitié — notre prospérité ne continuera que si les marchés étrangers continuent à absorber nos 10 % de surproduction industrielle.

« Il se trouve aussi que ces marchés (Canada et Argentine entre autres)sont à nous surtout parce que nous les avons pris aux Anglais, et ils resteront à nous aussi longtemps que nous empêcherons les Anglais de nous les reprendre. Tout cela n'est qu'un petit front de la lutte économique mondiale anglo-américaine. »

(Ludwell Denny, *Op. cit.*)

Qui n'est elle-même qu'un petit front de la lutte économique mondiale.

« Les Etats-Unis, tout en franchissant les obstacles élevés par leurs concurrents, élèvent contre ceux-ci des obstacles plus grands encore. Ils voudraient non seulement conquérir le monde, mais encore le conserver. Non contents de pénétrer les marchés mondiaux et de battre fréquemment leurs concurrents étrangers malgré les barrières douanières, ils voudraient interdire aux concurrents étrangers le marché américain. »

A cela :

« *Le monde nous dit : si vous nous frappez, nous vous frapperons ; si vous ne nous laissez pas vivre et prospérer, nous ne*

vous laisserons pas vivre et prospérer. Si nous ne sommes pas assez forts pour vous résister isolément, nous nous unirons pour vous battre. Dans la mesure où les pays étrangers pourront mettre cette menace à exécution, nous perdrons notre commerce extérieur... un jour... les Américains devront bien reconnaître avec le plus grand des protectionnistes, le président McKinley, que, si nous ne voulons pas acheter, nous ne pouvons pas vendre.

« Aujourd'hui l'Europe parle d'une alliance défensive contre nous. Demain, il pourra s'agir d'une alliance offensive. M. Stéphane Lauzanne, un des hommes les mieux informés d'Europe, nous dit très franchement : " Une organisation de défense est en train de se constituer en Europe contre l'Amérique. L'expérience nous enseigne que les organisations défensives deviennent aisément des organisations offensives. Verrons-nous une guerre économique entre les deux continents ? Que ceux qui nous mènent à cette guerre réfléchissent à deux fois... "

« *C'est ainsi que commença en Europe le mouvement des cartels* qui sont devenus un facteur si important dans la situation industrielle de l'Europe et dans ses relations avec l'Angleterre et l'Amérique. Les cartels portent sur un grand nombre d'industries... ils sont en général exclusivement composés de producteurs européens et représentent avant tout l'union de l'industrie européenne contre la concurrence britannique d'une part et américaine de l'autre.

« Naturellement l'Angleterre et l'Amérique n'aiment pas beaucoup ce mouvement continental des cartels qui intensifie la concurrence. Se considérant comme les puissances économiques les plus importantes, elles refusent de partager les marchés avec qui que ce soit. »

(Ludwell Denny, *Op. cit.*)

Mais comme il n'y avait pas place dans le monde pour plusieurs empires économiques décidés chacun à accaparer le globe, ce fut la nouvelle guerre mondiale.

Entre-temps, le communisme a essayé d'apporter et d'imposer sa propre solution.

Le socialisme prétend que le problème du machinisme est le problème du capitalisme (en quoi il n'a pas tort puisque c'est la mentalité capitaliste qui a donné l'impulsion et l'organisation de l'industrialisme moderne). Mais il veut apporter sa propre solution qui ne ferait qu'aggraver irrémédiablement les maux du machinisme comme nous l'avons montré au cours de cet ouvrage.

Lorsqu'il s'est agi d'appliquer les théories en pratique, Trotsky, tout imbu de messianisme juif, a voulu organiser industriellement le monde selon une planification marxiste. Staline, plus positif, s'est contenté d'industrialiser la Russie et a peu à peu abandonné la plupart des dogmes socialistes. Aucune de ces deux solutions n'apporte une issue et le résultat est simplement qu'il y a un nouvel empire industriel et un concurrent de plus dans la course des impérialismes économiques.

Comme l'écrit P. Frederix à la suite d'une longue enquête sur l'industrialisme soviétique :

« *On voit poindre à l'horizon du " monde fini " la grande question, l'unique débat de l'avenir : comment nous organiser dans un univers dont toutes les richesses auront été mises en valeur par la machines.*

(P. Frederix, *Machines en Asie.*)

La solution reste à trouver.

a) Solution immédiate d'organisation matérielle qui permette un partage des sphères d'influence économique dans le monde et organise l'équilibre industriel selon un plan concerté. Est-ce possible ? Nous le saurons à l'issue de cette guerre, mais toutes les bonnes volontés et tous les essais se sont heurtés jusqu'ici au fait que les rivalités économiques poussent à la guerre et que d'autre part la puissance industrielle est devenue le facteur vital des guerres modernes, cercle vicieux dont on n'arrive pas à sortir.

b) Solution lointaine d'ordre moral. La vraie solution serait dans un changement de mentalité et de conception. De même que la mentalité affairiste et mercantile a donné naissance au développenent illimité du machinisme, de même un changement dans la conception de la vie pourrait limiter cet omnipotence de l'économique. Si ce changement ne se produit pas et ne se produit pas à temps, nous irons de crise en crise et de guerre en guerre.

SEPTIÈME PARTIE

JUGEMENTS SUR LE COMMUNISME

I. Le socialisme n'est pas un mouvement populaire.

II. Jugement de E. Malynski.

III. Jugement de A. Rosenberg.

IV. Jugement de l'Eglise catholique : encyclique *Divini Redemptoris.*

I

LE SOCIALISME N'EST PAS UN MOUVEMENT POPULAIRE

Un profond malaise étreint le monde occidental. Grande crise d'idées d'un côté, industrialisme, surpopulation, difficultés de vie d'un autre, suffisent à expliquer les sentiments de révolte du prolétariat et de la société en général. Cependant ces sentiments de révolte pouvaient revêtir des formes très diverses. Le fait est qu'ils ont universellement tourné au socialisme, et plus spécialement au socialisme marxiste à l'exclusion absolue de tout autre.

Ce dernier est-il donc le grand mouvement populaire, naturel et spontané que d'aucuns prétendent ?

Nous ne le croyons pas. Les confuses et abstraites doctrines de Karl Marx accessibles aux foules ? Allons donc ! Elles sont incompréhensibles pour tout le monde.

« *Le Capital,* de Karl Marx, doit prendre rang parmi la demi-douzaine de livres qui ont fait l'histoire moderne. Son influence a été plus étendue et plus profonde que celle d'aucun autre... *Qu'un traité aussi ardu et médiocre que* Le Capital *ait pendant ces deux dernières générations tenu les classes ouvrières d'Europe sous un charme magique est un mystère déconcertant... L'Evangile de Karl Marx est inaccessible au prolétariat socialiste et même à « l'intelligentsia » socialiste.* Bernard Shaw lui-même admet qu'il est le seul parmi tous ses amis socialistes qui ait eu le courage de le lire en entier... Mais, quelque difficile qu'il soit d'expliquer l'influence de Karl Marx, on ne peut douter de sa puissance ni de sa portée... Les trois dogmes fondamentaux du marxisme : Interprétation matérialiste de l'histoire, culte idolâtre de l'Etat, théorie de la guerre de classe, sont devenus partie intégrale de la mentalité de l'ouvrier. De même qu'on ne peut douter de l'influence réelle du marxisme, de même on ne peut mettre en doute la nature mal-

faisante de cette influence. Le matérialisme de Marx a démoralisé l'ouvrier, sa doctrine d'impitoyable guerre de classe l'a aigri, la croyance en une bureaucratie d'Etat l'a asservi. »

(Charles Saroléa, *Impressions of Soviet Russia.*)

Mais, direz-vous, ces doctrines ont été commentées, clairement résumées et mises ainsi à la portée des foules.

Répondent-elles pour cela aux aspirations instinctives du prolétariat ? Certainement non.

« *Ce n'est pas l'idée socialiste de remettre toute la richesse et la propriété entre les mains de l'Etat, mais le plan anarchiste d'expropriation, de gigantesque pillage au bénéfice de la classe révolutionnaire qui attire vraiment le prolétariat.* L'intellectuel socialiste peut parler des beautés de la nationalisation, de la joie de travailler pour le bien commun sans espoir de gain personnel ; le travailleur révolutionnaire ne voit rien qui l'attire dans tout cela. Questionnez-le sur son idée de transformation sociale et il s'exprimera généralement en faveur d'une méthode quelconque par laquelle il acquerra quelque chose qu'il n'a pas ; il ne veut pas voir l'auto de l'homme riche socialisée par l'Etat, il veut rouler dedans lui-même.

« *Le travailleur révolutionnaire est donc en réalité un anarchiste et non un socialiste* ; c'est du reste naturel. Ce qui ne le serait pas, ce serait de le voir renoncer de parti pris à tout espoir de jamais posséder quelque chose... Comme un vieux socialiste me le faisait souvent remarquer : " *Le socialisme n'a jamais été un mouvement populaire.* C'est toujours nous autres de la classe moyenne ou supérieure qui avons cherché à inculquer les principes du socialisme dans les cerveaux ouvriers... " A la suite d'une longue expérience les orateurs socialistes ont adopté la ligne de conduite la plus efficace qui est de faire appel aux instincts de pillage de la foule. Depuis Babœuf, *le socialisme n'a jamais progressé qu'en empruntant le langage de l'anarchie pour se frayer la route du pouvoir.* Le socialisme est donc essentiellement un système de déception établi par des théoriciens de la classe moyenne et n'est, en aucune façon, une croyance populaire. »

(N. H. Webster, *Secret societies and subversive movements,* p. 327.)

Il y a quelques années, *La Victoire* publiait un dessin représentant un couple de jeunes prolétaires étendus dans l'herbe sur un coteau de banlieue. L'homme du doigt montre une villa et dit : « Quand

tout sera en commun, j'aurai cette maison. » Il est impossible de condamner plus nettement le socialisme en tant que mouvement populaire ; il synthétise uniquement des aspirations et des haines et la plupart de ses adeptes ne comprennent rien aux théories qu'ils professent. Voici pris sur le vif un exemple entre mille :

« Quand est-ce qu'on deviendra riche, s'écrie Gustave. C'est ce qu'il attend du communisme, car il est communiste... Devenir riche, voilà ce qu'il attend du bolchevisme en France. Il est déjà propriétaire en banlieue de la petite maison qu'il habite. Mais lorsque je lui en parle, il fait la moue : il lui faut mieux que cela. Et le communisme évidemment ne pourra manquer de faire de ce petit propriétaire un gros propriétaire : les bourgeois parasites une fois exterminés, tous les gens du peuple seront riches et mêmes très riches. La naïveté de ces rêveries nous plonge dans la stupéfaction : la passion qu'elles suscitent menace, si elle est satisfaite, de nous précipiter dans un lac de sang... L'envie est le grand ressort des démocraties et la source pour la société de tous les maux. »

(J. Valdour, *Sous la griffe de Moscou,* p. 124 : scènes vécues dans les usines de la banlieue de Paris, Flammarion, 1930.)

« Il y a (en effet) un moyen invariablement efficace (de mettre les foules en mouvement) et qui a été de tout temps employé dans tous les régimes démocratiques, c'est d'y semer l'envie qui lève si naturellement et foisonne si vite contre les mieux partagés par la naissance, les qualités intellectuelles et morales, le travail et la chance. Le procédé est infaillible : le petit nombre est livré en pâture au grand nombre qui n'est repu que s'il a dévoré. Après quoi sa passion est satisfaite et sa détresse sans limite. Mais il est trop tard quand Demos s'en aperçoit, sa ruine est consommée et le mal sans remède — si ce n'est que tout est à refaire en commençant par revenir aux vrais principes de la politique qui avaient été méconnus. »

(J. Valdour, *Op. cit.,* p. 231.)

II

LE COMMUNISME DÉCOULE DE LA DÉMOCRATIE JUGEMENT DE E. MALYNSKI

« En Europe tous les Partis de gauche se solidarisent pour créer envers le bolchevisme sinon une sympathie secrète et honteuse, au moins une atmosphère de tolérance qu'ils qualifient de libérale et éclairée. En même temps chez les partis de droite, même s'il leur arrivait de dominer les autres, la crainte et la haine, du reste sincère, que le bolchevisme leur inspire se trouverait neutralisée par leur crainte ou leur haine réciproque...

« Dans un louable accès de sincérité, *le président Wilson déclara urbi et orbi que la plus grande guerre de l'histoire n'avait eu d'autre but que de créer un état de choses où la démocratie serait à son aise* dont une des plus frappantes est la prépondérancee des éléments judaïques dans les sociétés modernes démocratiques.

« Personnellement, nous lui devons une reconnaissance infinie de l'avoir dit, car c'est exactement ce que nous disons.

« Le langage des initiés est différent, comme différent est aussi ce que les badauds comprennent. Pour ces derniers — la publicité subventionnée par le capital s'emploie de son mieux à entretenir cette erreur fondamentale — le bolchevisme menace la démocratie et le capitalisme. Il en est l'antithèse et le seul moyen de s'en préserver est de former un bloc autour de ces deux prétendus antidotes.

« Par contre, pour les initiés et même pour tous ceux qui analysent les choses et réfléchissent sans besoin d'initiation aucune, le bolchevisme est une tout autre chose. Pour eux, le bolchevisme est précisément le terme de l'évolution démocratique et capitaliste de la société ; *le bolchevisme est la réalisation parfaite de tout ce que la démocratie et le capitalisme contiennent en puissance* bien que pas encore en acte, et une réalisation avec toutes ses conséquences

dont une des plus frappantes est la prépondérance des éléments judaïques dans les sociétés modernes démocratiques.

« L'esprit révolutionnaire est le levain dont parle l'Evangile, un levain qualifié alors de pharisaïque, mais qui change de nom et d'aspect bien que son essence profonde soit toujours la même.

« C'est lui qui, le premier, proposa la révolte : " Je ne servirai point. » C'est lui qui présenta le fruit défendu de la liberté et de l'égalité, deux choses mutuellement incompatibles.

« C'est ce levain aussi qui alluma la haine et l'envie homicide dans le cœur du premier frère qui se plaignait déjà d'avoir été matériellement désavantagé par la Providence. Et c'est toujours lui qui, non content de ne pas servir son maître, voulut le détrôner et s'asseoir sur son trône, en poussant les hommes à conquérir le ciel, à se l'annexer, en mobilisant la science pour construire la Tour d'où devait partir l'assaut.

« Au point de vue essentiel, le serpent tient toujours le même langage à l'homme individuel ou collectif. Les mots ont varié, mais le sens est toujours resté le même : " Je ne servirai point. " " Désobéissez et vous serez les égaux de votre maître, semblables à lui et libres ", c'est-à-dire : vous serez le Peuple-Roi de la démocratie, le Peuple-Dieu qui se confond avec l'idole de la Cité au-dessus de tout. Vint ensuite le " Suivez-moi et je vous mènerai au ciel, à la prospérité, au pouvoir ", " Tuez ou volez votre frère, si Dieu a béni son travail ou celui de ses ancêtres " ; " Il est injuste que vous possédiez moins que lui, et en conséquence l'usurpation et le meurtre sont justes, la propriété est le vol ".

« Le ciment, le ferment, ce " levain " quasi immortel de la de la subversion et de la révolution tient tout. Sans ce levain il aurait pu y avoir Rousseau, Cromwell et Robespierre, Proudhon, Mazzini et Lénine, comme il y a eu de tout temps des ambitions et des aberrations personnelles. Mais, sans ce levain, ces aberrations, ces ambitions, même lorsque le succès les a momentanément couronnées, auraient été indépendantes les unes des autres. Et il n'y aurait pas eu ce plan continu où tout se tient à travers le temps et la distance, ce plan d'ensemble de la conspiration millénaire et mondiale, plan dont les ouvriers de la cause du mal, détachés et indépendants les uns des autres, ne connaissaient que l'atelier ou le secteur où ils travaillaient...

« C'est ainsi que les hommes représentatifs de l'humanisme et de la Réforme ne préparaient pas, en connaissance de cause, la Révolution française issue directement du philosophisme et du maçonnisme des Illuminés, ni moins encore la Révolution de 1848, issue de la première par l'intermédiaire d'autres sociétés secrètes.

Les hommes représentatifs de 1789, 1793 et aussi ceux de 1848, ne préparaient pas non plus, consciemment, 1917. Et de même la grande masse des communistes actuels — et fort probablement la plupart de leurs chefs sincères et convaincus — ne sait pas davantage ce qu'elle prépare ou plutôt ce qu'on lui fait préparer.

« Dans leurs ordres d'idées respectifs, la grande majorité de ces hommes se croyaient et se croient en quelque sorte définitifs. La même chose se produit entre deux équipes qui s'ignorent réciproquement et qui travaillent, l'une à extraire du soufre et l'autre du salpêtre. Leur croyance repose dans l'ignorance où elles se trouvent que de ce soufre et de ce salpêtre, une troisième équipe en fera plus tard la poudre...

« En vérité, *s'il y a quelque chose de plus délétère encore que le bolchevisme lui-même, c'est la méthode qu'on nous suggère pour que nous nous en défendions, méthode qui consiste à faire fond sur tout ce qui le prépare et même sur tout ce qui, avant la lettre, le commence.*

« Deux choses commencent le bolchevisme et lui sont essentiellement et substantiellement identiques. Aux yeux des irresponsables badauds qui constituent la grande majorité du genre humain, ces deux choses diffèrent du bolchevisme parce qu'elles n'ont pas encore donné leur plein rendement. Ces deux choses sont la démocratie et le capitalisme surtout lorsqu'elles se trouvent en combinaison mutuelle...

« Car rien de ce qui pourrait être qualifié d'essentiel ne les distingue ni ne les sépare...

« Poussés à leurs dernières et rigoureusement logiques conséquences, la démocratie et le capitalisme confluent dans le bolchevisme aussi fatalement que deux rivières entraînées dans un sens par leur propre force de pesanteur mêlent leurs eaux et ne forment désormais qu'un seul et même fleuve...

« Personne n'ignore le fameux axiome de J.-J. Rousseau dont les démocrates du monde entier revendiquent la paternité spirituelle et qui cependant n'est classifié nulle part comme socialiste ou communiste : " La liberté consiste dans l'aliénation totale de chacun des individus associés, avec tout ce qu'il possède, à toute la communauté. "

« Alors la liberté de quelqu'un — nous ne connaissons pas de liberté cosmique mais seulement la liberté de quelqu'un, c'est-à-dire de chacun — peut consister dans l'aliénation du soi et de ce qui est à soi.

« Invraisemblable, sauf dans les cas où cette aliénation est individuellement volontaire, dans le cas où, par exemple, un être humain, homme ou femme, faisant usage de sa liberté, met de son plein gré sa personne et ses biens à la disposition d'un ordre religieux duquel il fera désormais partie.

« Dans les milieux laïques et profanes où nous vivons, personne n'a jamais entendu prononcer de vœux volontaires de ce genre...

« *La sentence de Rousseau contient non seulement en germe, comme les plus hardis critiques se hasardent parfois à le dire, mais dans leur intégrité et leur totalité doctrinale, tout le communisme, tout le bolchevisme.*

« Rousseau était un homme plein de prévoyance et de précautions. Nous oserons même dire qu'il fut le gramophone vivant d'un plan immémorial qui n'a jamais changé. Sa sentence contient même le bolchevisme tel qu'il se pratique.

« En effet, prévoyant qu'à un moment donné un quelconque " intérêt supérieur de l'humanité future " pourrait exiger que la théorie fût corrigée. *Rousseau ajouta que la " volonté générale n'est pas nécessairement la volonté du plus grand nombre ", mais celle " qui devrait être la volonté du plus grand nombre ".*

« D'aucuns supposent que les différences plus apparentes que réelles entre la démocratie et le bolchevisme créent des abîmes d'irréductibilités fondamentales entre les héritiers de la Révolution qui conduisit Louis XVI à l'échafaud et les protagonistes de l'autre révolution qui aboutit au massacre de Nicolas II et de sa famille. Ces abîmes, au dire des mêmes, séparent aussi les conquérants glorieux de la Bastille et ceux, non moins glorieux sûrement, qui montèrent à l'assaut de la forteresse de Saint-Pierre et de Saint-Paul.

« Tout cela est dit et redit jusqu'à la satiété par une propagande perfide que le capital apatride finance pour façonner l'opinion publique. Et *la mission de cette propagande est d'inculquer à notre génération que le seul réactif et le plus puissant antidote contre le bolchevisme, fruit d'une révolution régicide et sacrilège, est la démocratie, fruit aussi, ou plutôt conserve de fruit d'une autre révolution également régicide et sacrilège...*

« Dès son premier jour, la démocratie ne s'est pas trouvée en contradiction avec les lois de l'existence. Mais c'est que, dès son premier jour, la démocratie, loin d'être ce qu'elle prétend, a été le gouvernement d'une " élite " à rebours. Cette élite a régné en vertu de la dénommée volonté générale ou de la volonté du peuple, et elle a régné en vertu d'une fiction tout autant que les élites précédentes avaient régné en vertu de la grâce de Dieu. La seule différence entre ces élites consiste en ce qu'on peut appeler n'importe

quoi volonté du peuple, tandis que tout ce qui est nettement contraire au catéchisme et au décalogue ne peut pas être présenté comme volonté de Dieu.

« En vérité, il n'y a jamais eu de démocratie, il n'y a que des aristocraties interverties, dissimulées sous le pseudonyme de démocratie en vertu du changement phonétique d'un mythe : volonté du peuple au lieu de volonté de Dieu.

« Un clan, une clique, prétendant être la quintessence de la nation se substituait au pouvoir d'un autre clan, à une autre clique. Les révolutions n'ont jamais eu d'autre résultat pratique...

« *Lorsqu'on parcourt les listes des hommes qui depuis une quarantaine d'années ont occupé le pouvoir dans les démocraties classiques, on voit, partout et toujours, que les mêmes noms reviennent presque périodiquement.* Le personnel dirigeant de l'Europe dite populaire ou bourgeoise ne se renouvelle que très lentement. Les éléments nouveaux ne parviennent aux hautes places qu'avec beaucoup de peine, tout comme s'il s'agissait d'une véritable aristocratie.

« Les démocraties nouvelles, celles qui surgirent à la suite de la Conférence de Paris, suivent l'exemple de leurs aînées. Et cela prouve qu'il ne s'agit pas d'un symptôme accidentel mais d'un phénomène permanent, inséparable en quelque sorte de la nature du régime.

« Théoriquement, la démocratie est la dictature de la majorité. En pratique, elle n'est que la dictature d'un clan...

« Il n'y a donc ni recul, ni faillite, ni même évolution de la démocratie. Il n'y a que diminution d'hypocrisie et, dans la même proportion, augmentation du cynisme.

« *Depuis cent quarante années, la démocratie a toujours été le gouvernement d'un homme, d'une élite à rebours ou d'une clique qui s'arrangeait pour qu'on la définisse comme quintessence de la nation et qui gouvernait en conséquence sous le pseudonyme de " peuple ". Mais jusqu'en 1914, on faisait ces choses en ayant la pudeur de les taire.*

« De nos jours, comme la démocratie se sent plus assise, plus à l'aise, on dédaigne les artifices de langage et on avoue clairement.

« Les dictateurs démagogiques de la Révolution française et du XIXe siècle feignaient encore d'agir au nom du peuple comme les despotes des autres âges essayaient de se couvrir de la lieutenance de Dieu.

« Actuellement, pour un Lénine, pour un Trotsky, ou pour un Staline, il ne peut être question que d'une volonté dont on ne saurait préciser si c'est celle de tous les habitants de l'ancien empire russe, celle de toute la génération présente ou celle des générations futures. Tout au moins, on peut avoir la certitude que le nouveau Dieu ne démentira pas ses prophètes comme aurait pu le faire celui du siècle précédent...

« L'axiome démocratique s'éloigne de l'absolutisme de droit divin exercé au nom du Christ et tout naturellement limité par le Décalogue et par le Catéchisme. Mais il est l'absolutisme exercé au nom de la Nation ou du Peuple, par ceux qui prétendent en être la quintessence. Comme ils sont sensés représenter l'âme de la Nation ou du Peuple, leur absolutisme ne peut être ni limité ni contrôlé. »

(E. Malynski, *L'Aube rouge.*)

« Relativement à ce qui est immémorial, Marx fait un manoir à l'envers où l'on a le droit de voler lorsqu'on est deux contre un, où, plus on est bas dans la hiérarchie des valeurs sociales et intellectuelles, plus on a le droit de commander aux autres et de faire la loi, où l'absence de tradition et d'intelligence constitue un privilège, où le fait de n'être nulle part maître chez soi, pas même dans l'intimité d'un nid de famille, et d'être partout dépendant des autres, s'appelle la liberté. »

(E. Malynski, *L'Empreinte d'Israël.*)

III

JUGEMENT DU JUIF COMMUNISTE ALLEMAND A. ROSENBERG SUR LE BOLCHEVISME RUSSE DANS SON LIVRE : « HISTOIRE DU COMMUNISME » (1936)

« Ce n'est pas ici le lieu de rechercher si l'économie socialiste est meilleure que l'économie capitaliste. Mais ce qu'il est possible d'établir sans conteste, c'est si l'économie d'un pays donné est oui ou non socialiste dans le sens de Marx. *Pour que la Russie soviétique fût un Etat véritablement socialiste il eût fallu qu'elle satisfît au moins à trois conditions : l'industrie aurait dû être organisée en grandes entreprises, librement administrées par les travailleurs eux-mêmes ; l'agriculture aurait dû être organisée d'une manière analogue, et enfin la production réglée d'après les besoins réels des consommateurs et non pas d'après les intérêts du marché et du commerce.*

« *Aucune de ces trois conditions n'existe aujourd'hui en Russie.* A vrai dire, l'industrie est bien organisée selon les méthodes modernes de la grande production. Mais les travailleurs ne jouissent du droit de décider, eux-mêmes, de leur sort ni dans l'économie, ni dans la politique. Le socialisme est inconcevable sans le droit de la communauté à décider librement de son sort car le socialisme est le royaume de la liberté, où le pouvoir de l'Etat s'atrophie jusqu'à disparaître. Une administration autoritaire et superbureaucratique, à laquelle la masse doit obéir, est incompatible avec la société socialiste et ne peut être considérée que comme une institution bourgeoise.

« *Dans les fermes collectives* qui emploient des tracteurs, le paysan se donne moins de mal pour obtenir un bien meilleur rendement. Mais la ferme collective, en tant que telle, ne poursuit pas d'autre but que de travailler au meilleur compte dans l'intérêt de ses membres, d'écouler le moins possible de marchandises aux prix minima et le plus possible aux prix plus avantageux de

l'industrie privée. *C'est là une méthode de production dans le pur esprit petit-bourgeois.*

« *Une économie réglée sur les besoins n'existe pas plus dans l'industrie d'Etat que dans les kolkhozes.* Ici aussi, règnent le commerce et le marché des cours. Et nous ne tenons pas compte des fluctuations du marché capitaliste mondial qui se font sentir quotidiennement sur la Russie soviétique. Dans l'économie intérieure russe c'est pareil. Les divers monopoles d'Etat et les grandes entreprises sont des organismes autonomes. Une grande fabrique de machines, en Russie, doit se chercher des débouchés et payer ses matières premières tout comme en Europe. Elle a son crédit auprès de la banque d'Etat. La direction de l'usine doit remplir ses engagements, sinon les crédits lui sont supprimés et on ne lui livre plus d'acier. Les derniers décrets du gouvernement soviétique, datant de la fin de 1931 et du début de 1932, contraignent, précisément, les entreprises d'Etat à travailler selon des méthodes rigoureusement commerciales, à se constituer un fonds de roulement et à réaliser des bénéfices. La faillite d'une entreprise soviétique mal gérée est actuellement, du moins en théorie, parfaitement possible. Tout cela est de la pure économie commerciale, usant des procédés modernes de la finance capitaliste.

« Du point de vue économique, il importe beaucoup que la Russie puisse produire 60 millions de tonnes de charbon par an, au lieu de 20 millions, ou qu'elle cultive son sol fertile avec le tracteur au lieu de la charrue en bois. Mais le pays ne s'est pas rapproché pour cela d'un millimètre du vrai socialisme. La Russie soviétique appartient aujourd'hui au même type social qu'en 1921 : *C'est un pays d'ouvriers et de paysans, régi par le capitalisme d'Etat* et où la bureaucratie maintient la cohésion nécessaire entre les deux classes de la société.

« L'influence prolétarienne se traduit dans l'industrie par ceci que le profit personnel n'est pas admis. Mais la bureaucratie au pouvoir, qui tient son droit à l'existence de la classe paysanne, impose sa volonté aux ouvriers et crée une économie qui emploie les méthodes commerciales et financières du capitalisme...

« ... *Le capitalisme d'Etat représente pour la Russie une forme sociale et économique extrêmement moderne.* Il a son correspondant dans l'esprit avancé qui règne dans le domaine de la culture intellectuelle. C'est ce qui permet à la Russie soviétique d'exclure toute influence de l'Eglise de la vie publique, d'employer les méthodes pédagogiques les plus récentes et de réaliser en faveur de la mère et de l'enfant des réformes remarquables. Mais on ne trouve pas en Russie cette liberté spirituelle complète qui est le

propre de la vraie société socialiste, parce que la dictature au pouvoir ne pourrait s'y maintenir sans une doctrine rigide et absolue : ce qu'on appelle le léninisme...

« ... Actuellement on entrevoit qu'à la longue, les oppositions de classes ne pourront plus être voilées. La réussite même des plans quinquennaux, en améliorant les conditions de vie, fortifiera la conscience de classe aussi bien chez les ouvriers que chez les paysans. *Ainsi, dans un avenir rapproché, la Russie ne pourra pas, elle non plus, échapper aux décisifs conflits de classes,* conflits que le " socialisme " narodnik sera incapable de résoudre.

IV

ATTITUDE DE L'ÉGLISE EN FACE DU COMMUNISME

« Le Siège apostolique, qui a pour mission spéciale la défense de la vérité, de la justice, de tous les biens éternels niés et combattus par le communisme, le Siège apostolique, tout particulièrement, n'a pas manqué d'élever la voix. Depuis l'époque où des groupes intellectuels prétendirent libérer la civilisation humaine des liens de la morale et de la religion. Nos prédécesseurs attirèrent l'attention du monde, d'une façon claire et explicite, sur les conséquences de la déchristianisation de la société humaine. Quant au communisme, déjà en 1846, Notre vénéré Prédécesseur Pie IX, de sainte mémoire, portait une condamnation solennelle, confirmée plus tard dans le *Syllabus*, contre " cette doctrine néfaste qu'on nomme le communisme, radicalement contraire au droit naturel lui-même ; pareille doctrine, une fois admise, serait la ruine complète de tous les droits, des institutions, des propriétés et de la société humaine elle-même ". Plus tard, Notre prédécesseur Léon XIII, d'immortelle mémoire, dans son encyclique *Quod Apostolici muneris*, définissait le communisme : " Une peste mortelle qui s'attaque à la moelle de la société humaine et qui l'anéantirait. " Avec clairvoyance Léon XIII montrait qu'à l'origine de l'athéisme des masses, en cette époque de progrès technique, se trouve une philosophie qui, depuis des siècles, tente de séparer la science et la vie de la foi et de l'Eglise.

« ... Nous avons protesté contre le communisme, dans une allocution spéciale, qui s'adressait au monde entier. Dans Nos encycliques *Miserentissimus Redemptor, Quadragesimo anno, Caritate Christi, Acerba animi, Dilectissima Nobis,* nous avons fait entendre une solennelle protestation contre les persécutions déchaînées en Russie, au Mexique et en Espagne.

« ... Le communisme d'aujourd'hui, d'une manière plus accusée que d'autres mouvements semblables du passé, renferme une idée de fausse rédemption. Un pseudo-idéal de justice, d'égalité et de fraternité dans le travail, imprègne toute sa doctrine et toute son activité d'un certain faux mysticisme qui communique aux foules, séduites par de fallacieuses promesses, un élan et un enthousiasme contagieux, spécialement en un temps comme le nôtre, où, par suite d'une mauvaise répartition des biens de ce monde, règne une misère anormale. On vante même ce pseudo-idéal, comme s'il avait été le principe d'un certain progrès économique : quand il est réel, ce progrès s'explique par bien d'autres causes, comme l'intensification de la production industrielle dans des pays qui en étaient presque privés, la mise en valeur d'énormes richesses naturelles, l'emploi de méthodes brutales pour faire d'immenses travaux à peu de frais.

« ... La doctrine que le communisme cache sous des apparences parfois si séduisantes, a aujourd'hui pour fondement les principes du matérialisme dialectique et historique déjà prônés par Marx ; les théoriciens du bolchevisme prétendent en détenir l'unique interprétation authentique. Cette doctrine enseigne qu'il n'existe qu'une seule réalité, la matière, avec ses forces aveugles ; la plante, l'animal, l'homme sont le résultat de son évolution. De même, la société humaine n'est pas autre chose qu'une apparence ou une forme de la matière qui évolue suivant ses lois ; par une nécessité inéluctable elle tend, à travers un perpétuel conflit de forces, vers la synthèse finale : une société sans classes. Dans une telle doctrine, c'est évident, il n'y a plus de place pour l'idée de Dieu, il n'existe pas de différence entre l'esprit et la matière, ni entre l'âme et le corps : il n'y a pas de survivance de l'âme après la mort, et par conséquent nulle espérance d'une autre vie. Insistant sur l'aspect dialectique de leur matérialisme, les communistes prétendent que le conflit qui porte le monde vers la synthèse finale peut être précipité grâce aux efforts humains. C'est pourquoi ils s'efforcent de rendre plus aigus les antagonismes qui surgissent entre les diverses classes de la société ; la lutte des classes, avec ses haines et ses destructions, prend l'allure d'une croisade pour le progrès de l'humanité. Par contre, toutes les forces qui s'opposent à ces violences systématiques, quelle qu'en soit la nature, doivent être anéanties comme ennemies du genre humain. »

Le sort de la personne humaine et de la famille

« De plus, le communisme dépouille l'homme de sa liberté, principe spirituel de la conduite morale ; il enlève à la personne humaine tout ce qui constitue sa dignité, tout ce qui s'oppose moralement à l'assaut des instincts aveugles. On ne reconnaît à l'individu, en face de la collectivité, aucun des droits naturels à la personne humaine ; celle-ci, dans le communisme, n'est plus qu'un rouage du système. Dans les relations des hommes entre eux, on soutient le principe de l'égalité absolue, on rejette toute hiérarchie et toute autorité établie par Dieu, y compris l'autorité des parents. Tout ce qui existe de soi-disant autorité et subordination entre les hommes dérive de la collectivité comme de sa source première et unique. On n'accorde aux individus aucun droit de propriété sur les ressources naturelles ou sur les moyens de production, parce qu'ils sont l'origine d'autres biens, et que leur possession entraînerait la domination d'un homme sur l'autre. Voilà précisément pourquoi ce genre de propriété privée devra être radicalement détruit, comme la première source de l'esclavage économique.

« En refusant à la vie humaine tout caractère sacré et spirituel, une telle doctrine fait nécessairement du mariage et de la famille une institution purement conventionnelle et civile, fruit d'un système économique déterminé. On nie par conséquent l'existence d'un lien matrimonial de nature juridico-morale qui soit soustrait au bon plaisir des individus ou de la collectivité et, par suite, on rejette l'indissolubilité de ce lien. En particulier, le communisme n'admet aucun lien spécial de la femme avec la famille et le foyer. En proclamant le principe de l'émancipation de la femme, il l'enlève à la vie domestique et au soin des enfants pour la jeter dans la vie publique et dans les travaux de la production collective au même titre que l'homme ; le soin du foyer et des enfants est dévolu à la collectivité. Enfin on retire aux parents le droit de l'éducation, que l'on considère comme un droit exclusif de la communauté... »

Ce que deviendrait la société

« Que deviendrait donc la société humaine fondée sur de tels principes matérialistes ? Elle serait une collectivité sans autre hié-

rarchie que celle du système économique. Elle aurait pour unique mission la production des biens par le travail collectif et pour unique fin la jouissance des biens terrestres dans un paradis où chacun " donnerait selon ses forces et recevrait selon ses besoins ". C'est à la collectivité que le communisme reconnaît le droit ou plutôt le pouvoir discrétionnaire d'assujettir les individus au joug du travail collectif, sans égard à leur bien-être personnel, même contre leur propre volonté, et, quand il le faut, par la violence. L'ordre moral, aussi bien que l'ordre juridique, ne serait plus, dès lors, qu'une émanation du système économique en vigueur...

« Enfin, quand l'idéal collectiviste sera devenu pour tous une réalité, au terme utopique de cette évolution, où la société ne connaîtra plus les différences de classe, l'Etat politique, aujourd'hui instrument de domination des capitalistes sur les prolétaires, perdra toute sa raison d'être et " disparaîtra de lui-même ". Cependant, en attendant cet âge d'or, le communisme considère l'Etat et le pouvoir politique comme le moyen le plus efficace et le plus universel pour arriver à ses fins.

« ... Voilà le nouvel Evangile que le communisme bolchevique et athée prétend annoncer au monde, comme un message de salut et de rédemption ! Système rempli d'erreurs et de sophismes, opposé à la raison comme à la révélation divine ; doctrine subversive de l'ordre social puisqu'elle en détruit les fondements mêmes, système qui méconnaît la véritable origine, la nature et la fin de l'Etat, ainsi que les droits de la personne humaine, sa dignité et sa liberté. »

Le libéralisme a frayé la voie au communisme

« Pour comprendre comment le communisme a réussi à se faire accepter sans examen par les masses ouvrières, il faut se rappeler que les travailleurs étaient déjà préparés à cette propagande par l'abandon religieux et moral où ils furent laissés par l'économie libérale... »

Propagande insidieuse et étendue

« De plus, la diffusion si rapide des idées communistes, qui s'infiltrent dans tous les pays grands et petits, civilisés ou moins développés, au point qu'aucune partie du monde n'y échappe, cette diffusion s'explique par une propagande vraiment diabolique, telle que le monde n'en a peut-être jamais vue : propagande dirigée par un centre unique et qui s'adapte très habilement aux conditions des différents peuples ; propagande qui dispose de grands moyens financiers, d'organisations gigantesques, de Congrès internationaux, de forces nombreuses et bien disciplinées ; propagande qui se fait par des tracts et des revues, par le cinéma, le théâtre et la radio, dans les écoles et même dans les Universités, qui envahit peu à peu tous les milieux même les meilleurs, si bien que le poison pénètre insensiblement et toujours davantage les esprits et les cœurs. »

Conjuration du silence dans la presse

« Un troisième facteur contribue largement à la diffusion du communisme, c'est la conjuration du silence dans une grande partie de la presse mondiale non catholique. Nous disons conjuration, car on ne saurait expliquer autrement le fait qu'une presse aussi avide de commenter les menus incidents de la vie quotidienne, ait pu si longtemps garder le silence au sujet des horreurs commises en Russie, au Mexique et dans une grande partie de l'Espagne, qu'elle parle relativement peu d'une organisation mondiale aussi vaste que le communisme dirigé par Moscou. Cette conjuration est due en partie à des raisons inspirées par une politique à courte vue ; elle est favorisée par diverses organisations secrètes, qui depuis longtemps cherchent à détruire l'ordre social chrétien.

« ... Aucun particulier de jugement sain, aucun homme d'Etat, conscient de sa responsabilité, ne peut, sans frémir d'horreur, penser que les événements d'Espagne pourraient se répéter demain en d'autres nations civilisées.

« ... Or, on ne peut dire que de telles atrocités soient de ces phénomènes passagers qui accompagnent d'ordinaire toute grande révolution, des excès isolés d'exaspération comme il s'en trouve dans toutes les guerres ; non, ce sont les fruits naturels d'un système qui est dépourvu de tout frein intérieur...

« ... C'est, hélas ! le spectacle qui s'offre à nous : pour la première fois dans l'histoire nous assistons à une lutte froidement voulue et savamment préparée de l'homme contre " tout ce qui est divin "... »

(Extrait de l'encyclique *Divini Redemptoris.*
19 mars 1937.)

CONCLUSION

A. *Le communisme en tant que doctrine*

Le communisme, avons-nous dit dans la préface, n'est pas l'essence de la subversion dont il faut rechercher l'explication dans la métaphysique, mais il en est un des aspects principaux et nous permet d'arriver aux inspirateurs secrets qui sont en majorité d'origine judaïque. Dans toute l'histoire moderne de la subversion nous le trouvons associé aux deux forces secrètes de la révolution : la franc-maçonnerie et le judaïsme. S'il y a souvent divergence entre eux pour exploiter la victoire, il y a toujours accord pour faire triompher l'esprit révolutionnaire.

II

Le communisme est beaucoup plus, en effet, qu'un parti politique ; c'est un mouvement d'essence religieuse ou plutôt antireligieuse qui prétend faire triompher une nouvelle conception du monde et de la vie. Cette conception tient dans ces deux formules de Karl Marx et de Lénine : « *Le communisme est le matérialisme* » (Lénine). « *Le communisme est la rupture la plus complète avec l'esprit traditionnel* » (Karl Marx).

C'est pourquoi les chefs communistes donnent tant d'importance au côté doctrinal du mouvement.

« La théorie, nous dit Karl Marx, devient une force matérielle dès qu'elle pénètre les masses » (*Œuvres philosophiques*).

« Tout, dans la partie théorique du marxisme, ajoute Trotsky, joue un rôle important pour l'activité pratique. Si l'on va jusqu'au

bout des discordes théoriques qui semblent " abstraites " à première vue, on arrive toujours à leurs manifestations pratiques : *la réalité ne pardonne pas une seule erreur de doctrine* » *(La Révolution permanente).*

Et Staline lui-même, le moins doctrinaire des bolchevistes, conclut :

« D'aucuns pensent que le léninisme est la suprématie de la pratique sur la théorie, en ce sens que le principal dans le léninisme est la mise en œuvre des thèses marxistes, l'exécution de ces thèses ; et, quant à la théorie, le léninisme s'en soucierait assez peu.

« Je dois déclarer que cette opinion plus qu'étrange sur Lénine et le léninisme est absolument fausse et ne correspond à aucun titre à la réalité, que la tendance des praticiens à traiter pardessous la jambe la théorie est absolument contraire à l'esprit du léninisme et comporte de grands dangers pour la cause... Lénine lui-même a dit et répété des dizaines de fois cette thèse connue que : " Sans théorie révolutionnaire, il ne peut y avoir de mouvement révolutionnaire ". »

(Doctrine de l'U.R.S.S.)

Bref, comme le montre si bien Le Bon :

Les seuls changements importants, ceux dont le renouvellement des civilisations découle sont dans les conceptions et les croyances, et les grands doctrinaires sont les vrais réalistes de l'histoire.

III

Le communisme est la négation de toutes les valeurs traditionnelles sur lesquelles ont reposé jusqu'ici toutes les civilisations.

« Le communisme ne reconnaît aucun principe éternel », proclame Karl Marx dans le *Manifeste*.

Le communisme n'en est pas seulement la négation, il en est l'inversion :

Les idées et les doctrines au lieu de diriger l'action en deviennent les instruments.

Le droit et la morale dérivent de l'économique.

La légitimité vient de la masse (dictature du prolétariat).

L'homme devient un robot au service de la production planifiée.

Le communisme cherche le bonheur collectif au prix du malheur individuel.

Le communisme veut imposer la fraternité par la haine et la lutte des classes.

Le communisme veut gagner la liberté par la terreur policière.

Etc.

Plus encore que dans ses ravages et son organisation, le danger du communisme réside dans l'esprit destructeur qui l'anime.

C'est une nouvelle étape dans la marche du mouvement révolutionnaire qui a donné précédemment la démocratie et le capitalisme ; *son internationalisme est une caricature de l'universalisme médiéval.* Celui-ci était fondé sur l'idée d'un ordre supérieur qui ne s'opposait pas au principe de la nation, mais le dépassait et constituait une unité d'ordre spirituel. Il conservait précieusement à chaque pays son territoire, sa culture, sa physionomie, sa civilisation propre, fruit d'une longue tradition appropriée au tempérament de chaque race. Il reconnaissait toutefois qu'il existe des principes chrétiens, supérieurs à la race et à la nationalité, qui constituent le trésor commun de la civilisation occidentale.

L'internationalisme communiste, au contraire, est un cosmopolitisme antinational. Après avoir détruit toutes les valeurs nationales et spirituelles, il veut ramener l'humanité au stade primitif d'un troupeau grégaire d'hommes égalisés au niveau des classes les plus inférieures. Il y a là l'inversion et la dégradation d'un principe qui a donné une civilisation pleine de grandeur.

« La subversion mondiale travaille moins avec des idées à elle, et dans leur genre positives, qu'avec la perversion et la déformation de principes, d'idées et de symboles opposés, c'est-à-dire traditionnels, dont la signification a été perdue ou faussée. »

(J. Evola.)

Dans le même ordre d'idées, l'espoir chrétien en une vie future spirituelle, se transforme chez les communistes en un messianisme matérialiste qui se réduit à une utopie absurde :

« D'après laquelle des procédés techniques et économiques, une fois les différences sociales supprimées, les tendances supérieures balayées et l'humanité prolétarisée, réaliseront une époque nouvelle de bonheur et de prospérité universelle. Dostoïewski a antiticipé la vision de cet événement messianique de la contre-Eglise judéo-communiste, en parlant d'un nouvel Eden qui ressemblera entière-

ment à l'ancien, avec la seule différence que le travail y sera la loi absolue et universelle et que les hommes devront préalablement être délivrés de tout ce qui est " Moi " et volonté libre. »

(J. Evola.)

En résumé, le caractère pseudo-scientifique du socialisme ne résiste pas à l'examen et ses théoriciens n'y ont jamais cru entièrement ; c'est pourquoi ils procèdent par affirmations dogmatiques et primaires qui ont l'avantage d'éluder toute discussion.

Mais en tant que messianisme révolutionnaire international, en mysticisme de haine et en technique de la révolution, le communisme est un admirable instrument de désordre de destruction et de révolution.

B. *Bilan du communisme au début de la Deuxième Guerre mondiale*

Les théories communistes, parfaites pour détruire, ne pourront jamais être appliquées intégralement au point de vue constructif car elles sont contraires aux lois naturelles.

Mis en face de la réalité, le gouvernement soviétique a progressivement renié, en fait, la plupart des thèses officielles du Parti.

L'Etat, au lieu de disparaître, est devenu plus despotique et centralisé qu'aucun autre.

On a rétabli la hiérarchie, les grades et les décorations dans l'armée.

On a restauré la famille (à la grande fureur de Trotsky).

On a rétabli dans l'industrie l'inégalité des salaires, le travail aux pièces et instauré sous le nom de stakhanovisme les méthodes de taylorisation honnies par les communistes en régime capitaliste.

On a rétabli la propriété privée paysanne parallèlement aux kolkhozes.

On n'a nullement aboli l'argent.

Etc., etc.

En fait, la dictature du prolétariat est devenue la dictature d'un despote asiatique sur le prolétariat.

« Le pouvoir passa des masses, des soviets, du Parti, à la bureaucratie centraliste, de cette bureaucratie à un petit cercle de dirigeants, et, finalement, à un seul homme qui est l'incarnation de la bureaucratie sans contrôle. »

(L. Trotsky, *Défense du terrorisme.*)

A l'intérieur de la Russie soviétique, cette dictature a eu un double résultat.

Le Parti communiste a réussi à établir son emprise sur la population par l'élimination physique de ses « ennemis de classe », par l'établissement de la terreur permanente qui paralyse toute velléité de révolte, par la destruction des structures traditionnelles du pays et leur remplacement par des structures collectivistes.

Mais cette « réussite », payée par la mort de plusieurs millions d'êtres humains, est plus apparente que réelle, et la suite des événements va se charger de le démontrer.

Les purges de 1937-1938 ont désorganisé l'Armée rouge et celle-ci va éprouver de cuisants revers dans sa tentative d'invasion de la Finlande et dans la guerre brutale que déclenche Hitler.

Mais le plus inquiétant pour les communistes est que l'invasion allemande fait sauter le bâillon qu'ils avaient si soigneusement noué et révèle brutalement la haine que leur portent les peuples qu'ils ont réduit en esclavage : des unités entières se rendent à la Wermacht par haine de leurs commissaires politiques ; dans les nations captives, Pays baltes, Pologne, Ukraine, de nombreux patriotes se joignent aux troupes allemandes pour lutter contre les bolcheviks ; des groupes de partisans antisoviétiques commencent à se former un peu partout ; dans les villages atteints par l'avance allemande, les habitants rouvrent les églises pour y chanter des *Te Deum* ! Il faudra toute la brutalité de la politique raciste que mèneront les nazis dans les territoires occupés et à l'égard des prisonniers de guerre pour renverser ce mouvement.

A l'extérieur de la Russie soviétique, la politique du Komintern, après des succès initiaux, a éprouvé de nombreux échecs.

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, les tentatives bolcheviques de prise du pouvoir ont échoué en Prusse, en Bavière, en Hongrie, en Autriche et en Italie. L'Extrême-Orient est sous l'influence du Japon, et en Chine, les communistes n'ont pu réussir à abattre Tchang Kaï-Chek.

En 1935, la nouvelle tactique du Front populaire réussit à affaiblir la France et à y renforcer la puissance du Parti communiste, mais en Espagne la guerre civile, malgré l'action du Komintern et les atrocités sans nom (500 000 victimes) perpétrées par les Rouges, aboutit à la victoire du général Franco.

Le pacte germano-soviétique permet à Staline, par une volte-face cynique mais remarquablement efficace, d'éloigner temporairement la menace allemande et de s'emparer d'une partie de la Pologne et des Pays baltes.

Toutefois, l'été de l'année 1941 voit le communisme en grand péril ; pour qu'il survive, il faudra toute la brutalité sauvage du racisme nazi qui permettra à Staline de « récupérer » à son profit le patriotisme russe ; il faudra aussi la complicité consciente et criminelle de F. D. Roosevelt qui s'appliquera à donner à Staline les moyens de sa victoire et lui livrera à Yalta la moitié de l'Europe [1].

Ce sont ces événements et leurs catastrophiques développements dans les cinq parties du Monde qui feront l'objet du deuxième volume.

1. Voir à ce sujet l'important ouvrage de Léon de Poncins, *Top Secret*, D.P.F., 1972.

ORGANISATION DE PROPAGANDE DU PARTI COMMUNISTE STATISTIQUES

L'organisation de propagande du Parti communiste en 1936-1939

1. Pour la jeunesse :

« Fédération de l'enfance », 29, rue d'Anjou, Paris-8ᵉ.
Président : H. Wallon, professeur au Collège de France.
Edite *Le Lien,* bulletin mensuel.
Les « Editions sociales internationales », 24, rue Racine, publient pour les enfants :
a) *Mon camarade,* hebdomadaire en couleurs.
b) *Les livrets,* albums mensuels pour la jeunesse.
Ces organisations sont rattachées à la Maison de la culture.

2. Les jeunes gens :

Organisation : « Fédération des jeunesses communistes », 45, rue d'Hauteville, Paris-10ᵉ.
Publication mensuelle : *Notre Jeunesse,* 14, boulevard Montmartre, Paris-9ᵉ.
Publication hebdomadaire : *L'Avant-Garde,* 14, boulevard Montmartre, Paris-9ᵉ.

3. Les jeunes filles :

Organisation : « Union des jeunes filles de France », 9, boulevard des Capucines, Paris-2ᵉ.

Présidentes d'honneur : Mme Marcel Cachin et Andrée Viollis.
En 1937, l'organisation comptait 22 000 adhérentes.

4. Les jeunes paysans :

Organisation : « Union des jeunesses agricoles de France », 9, rue Saint-Marc, Paris-2e.
Edition : Revue mensuelle intitulée : *La jeune France agricole.*

5. Les paysans :

Organisation : « Union des paysans travailleurs », 88, rue de Richelieu, Paris-2e.
Edition : *La Terre,* hebdomadaire, 120, rue Lafayette, Paris-10e ; *La Voix paysanne,* autre hebdomadaire.

6. Les anciens combattants :

Organisation : Association républicaine des anciens combattants, 226, rue Lafayette, Paris-10e (près de 100 000 adhérents en 1937).
Publication mensuelle : *Le Réveil des combattants.*

7. Les locataires :

Organisation de province : « Union confédérale des locataires de France et des Colonies », 132, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris-10e.
Pour Paris : « Fédération des locataires de la région parisienne », 62 *bis,* boulevard Richard-Lenoir, Paris-11e.
Publication mensuelle : *Le Réveil des locataires,* 132, rue du Faubourg-Saint-Denis. Tirage : 70 000 en 1937.

8. Les femmes :

Organisation : « Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme », 2, rue de Londres, Paris.

Publication mensuelle : *Femmes,* 2, rue de Londres. Tirage : 50 000 exemplaires en 1936.

9. Les chômeurs :

Organisation : « Union des comités de chômeurs », 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris-10e.
Publication quotidienne : *Le Cri des chômeurs.*

10. Les étudiants :

Organisation : « Union fédérale des étudiants », 179, rue Saint-Jacques, Paris-5e.
Organes mensuels : *Etudiants, Relève,* 14, boulevard Montmartre, Paris-9e.

11. Les sportifs :

Organisation : « Fédération sportive et gymnique du travail », 51, rue Saint-Georges, Paris-9e, groupait, en 1937, 130 000 adhérents.
Publication hebdomadaire : *Sport.*

12. Les intellectuels :

L'organisation très étendue de la Maison de la culture, 29, rue d'Anjou, Paris-8e, groupait :
a) La « Section française de l'Association internationale des écrivains pour la défense de la culture », 8, rue d'Aboukir. Publication (revue mensuelle) : *Commune.*
b) « Union des théâtres indépendants de France (U.T.I.F. ».
c) Fédération de l'enfance.
d) Fédération musicale populaire (F.M.P.).
e) Maison de la technique.
f) Association populaire des amis des musées.
g) Alliance du cinéma indépendant (A.C.I.).
h) Camping et culture.
i) Fédération photographique du travail.
j) Association des architectes et « jeunes 37 ».
k) Association des peintres, sculpteurs, urbanistes.

l) Cercles culturels de France.
m) Cercles culturels de la jeunesse.
n) Bureau du spectacle de la Maison de la culture.

En 1938 a paru une nouvelle publication mensuelle *La Maison de la culture.*

Il existait de nombreux cercles culturels en Province ; en voici la liste :
Aix-en-Provence, Alger, Amiens, Casablanca, Châlons-sur-Marne, Chambéry, Charleville, Le Mans, Lille, Marseille, Montargis, Mulhouse, Nancy, Nice, Rabat, Rouen, Sète, Toulon, Tours, Tunis, pour la « Maison de la culture » ;

et pour les Cercles culturels :
Aix-les-Bains, Bordeaux, Chartres, Hauteville, Hyères, La Flèche, Limoges, Lyon, Mâcon, Marmande, Nîmes, Oran, Saint-Etienne, Saint-Vallier-sur-Rhône, Sfax, Sousse.

Toutes ces associations avaient peu à peu accaparé (ou circonvenu) nos élites à leur profit, et avaient en tête des hommes de valeur et de renom, qui rehaussaient le parti communiste de leur prestige.

« Radio-Liberté », 5, avenue de la République.
Publication : *Radio-Liberté* (hebdomadaire).
Association fondée sous l'inspiration communiste et directement sous l'influence du Komintern.

Les « Amis de l'Union soviétique », 20, rue du Mail, Paris-2ᵉ, qui dépendait de la Société des relations culturelles entre Moscou et l'Etranger, dont le siège est à Moscou. — Association qui groupait en 1936 70 000 adhérents.
Ils publiaient une revue mensuelle, *Russie d'Aujourd'hui,* dont le tirage atteignait 135 000 exemplaires en 1937.

« Comité mondial de la lutte contre la guerre et le fascisme », 38, boulevard Raspail, Paris-7ᵉ, publiait une revue, *Clarté,* 36, boulevard Poissonnière, Paris-2ᵉ, et qui comprenait une très brillante collaboration où les intellectuels juifs étaient nombreux.

Mouvement populaire « Paix et Liberté », 31, boulevard Poissonnière, Paris-2ᵉ, qui éditait le journal mensuel *Paix et Liberté.*

« Le Secours rouge international » se mua en « Secours rouge de France » puis en « Secours populaire de France », 97, rue Lafayette, Paris-10ᵉ, avec les mêmes personnes à la tête de ces Comités. Cette association comptait, en 1937, 145 000 membres.
Elle éditait *La Défense,* hebdomadaire, s'intitulant « Organe de la solidarité, de la justice et de la liberté », 71, rue de Chabrol, Paris-10ᵉ, et tirait à 50 000 exemplaires ; elle possédait « Les éditions universelles », 8, boulevard de Strasbourg, Paris, avec une publication, *Unité.*
Pendant la guerre d'Espagne, ces associations fonctionnèrent à plein et avaient sous leur dépendance directe :
a) La Commission de solidarité du rassemblement populaire pour l'aide au peuple espagnol ;
b) Le Comité de Bilbao ;
c) Le Comité de soutien et de défense des victimes de Clichy ;
d) Le Comité national de secours aux émigrés politiques ;
e) Le Comité d'accueil aux enfants d'Espagne ;
f) Le Comité Carlo Prestes, etc.

« Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale » dirigée par le communiste allemand Willy Munzenberg. Siège européen, 57, rue Charlot, Paris-3ᵉ.
Elle éditait les journaux :
Le Cri des nègres (mensuel) ;
Le Journal des peuples opprimés (mensuel) ;
Africa (bi-mensuel) ;
La Lutte (organe révolutionnaire indochinois),
et sortait en outre des séries de brochures sous le titre générique de « Dossiers de la colonisation ».

« Association nationale de soutien de l'enfance », 131, rue Lafayette, Paris-10ᵉ.
S'occupait de soutenir les luttes économiques, des grèves et des colonies de vacances pour les enfants des ouvriers. Elle publiait *La tribune de l'enfance.*

« Cercles des marins » : 104, quai de Bacalan, Bordeaux ; 10, rue Fauchier, à Marseille.

« Comité de libération Thaëlmann et de toutes les victimes du fascisme », 10, rue Notre-Dame-de-Lorette, Paris-9ᵉ.

« Comité de vigilance des intellectuels antifascistes », 5, place Jussieu, Paris-5ᵉ.
Edition : bulletin *Vigilance.*

« Fédération des espérantistes prolétariens », Bourse du Travail, 14, rue Pavée, Nîmes ; 27, rue Albouy, Paris-10ᵉ.

« Association pour l'étude de la culture soviétique », 4, place du Panthéon, Paris-5ᵉ.

« Amicale motocycliste de France », 80, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris-11ᵉ.
Revue mensuelle *L'Horizon motocycliste.*

« Amateurs photographes ouvriers de Paris », 17, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris-4ᵉ.
Publiait *L'Amateur photographe.*

« Confédération française et coloniale de la pêche à la ligne », 51, rue Bisson, Paris-2ᵉ.
Publication mensuelle *Pêcher*, 123, rue Montmartre, Paris-2ᵉ.

« Partir » (Fédération des Associations et Sociétés s'intéressant au tourisme populaire), 1, rue du Quatre-Septembre, Paris-2ᵉ.

« Les Auberges du monde nouveau », 237, rue Lafayette, Paris-10ᵉ.

« Confédération générale du petit commerce et de l'artisanat », 58, boulevard de Strasbourg, Paris-10ᵉ.

« Rassemblement universel pour la paix », 7 *bis,* place du Palais-Bourbon, Paris-7ᵉ.

« Ligue internationale contre l'antisémitisme », 40, rue de Paradis, Paris-10ᵉ.
Publiait l'hebdomadaire *Le droit de vivre.*

« La Ligue des travailleurs sans Dieu », 8, avenue Mathurin-Moreau, Paris, qui fusionna avec « les libres penseurs radicaux », et devint « l'Internationale des libres penseurs prolétariens unifiés ».
Les « Sans-Dieu » éditaient un journal mensuel, *La lutte antireligieuse et prolétarienne.*

Parution irrégulière :
Cahiers de contre-enseignement prolétarien, édités par le « Bureau d'Editions », 31, boulevard Magenta, Paris-10ᵉ, et destinés aux élèves-maîtres, étudiants, professeurs. Cette publication avait pour but d'opposer le point de vue prolétarien à l'enseignement des écoles capitalistes.

Le Correspondant parlementaire, édité par le C.D.L.P., 25, rue d'Alsace, Paris-10ᵉ. Cette publication était destinée à renseigner les militants sur l'activité des parlementaires du Parti (premier numéro en septembre 1936).
Le Conscrit, supplément à l'*Avant-Garde,* paraissait au départ des contingents militaires.

Journaux régionaux du Parti communiste français

Région parisienne :

L'Action municipale (organe de la région Paris-Ville du P. C.), 11, boulevard Montmartre, Paris.
L'Aube nouvelle, 2, rue Henri-Martin, Malakoff (Seine).
L'Aube sociale, 11, rue de la Gabelle, Mantes (S.-et-O.).
L'Etampois, à Saclas.
L'Etincelle, 15, rue des Quatre-Cheminées, Boulogne-sur-Seine.
L'Etincelle, 10, rue Hervet, à Rueil.
L'Eveil de Nanterre (organe de la région Paris-Ouest du P. C.), 39, rue des Amandiers, Nanterre.
Front rouge, 22, rue des Sorrières, Villejuif.
L'Observatoire du canton de Sèvres, 12, Pavés des Gardes, Sèvres.
Le Phare, 9, rue Taupinière, Achères.
Le Progrès, 72, rue A.-G.-Belin, Argenteuil.
Le Réveil, 1 bis, rue de la Marne, Alfortville.
Travail, 24, rue Etienne-Dolet, Villeneuve-Saint-Georges.
Le Travailleur, 64, rue Jean-Jaurès, Gennevilliers.
Le Travailleur (organe de la région Paris-Sud du P. C.), 100, rue de Paris, Montreuil.
La Voix populaire, 13, avenue Henri-Barbusse, Colombes.
La Voix populaire, Clos de la Chapelle, Saint-Cyr-l'Ecole.
La Voix populaire (organe de la région Paris-Nord du P.C.), 9, boulevard Félix-Faure, Saint-Denis.

Province :

Ain : *L'Eclaireur de l'Ain,* rue Franscisco-Ferrer, à Oyonnax.
Aisne : *L'Exploité,* 11, avenue Faidherbe, à Saint-Quentin.

Algérie : *La lutte sociale,* 4, rue Thuillier, à Alger.
Alpes-Maritimes : *Le Crime des Alpes-Maritimes,* 8, rue Deloye, à Nice.
Ardennes : *L'Exploité des Ardennes,* 50 *bis*, rue de la Ferronnerie, à Nouzonville.
Aube et Haute-Marne : *La Dépêche de l'Aube,* 11, rue de la Trinité, à Troyes.
Aveyron : *L'Aveyron,* 57, rue Bonald, à Rodez.
Bouches-du-Rhône : *Rouge-Midi,* 82, Canebière, à Marseille.
Cantal : *Le Cantal ouvrier et paysan,* 9, avenue J.-B.-Beyres, à Aurillac.
Charente-Maritime : *Le Prolétaire,* 16, rue de Cordouan, à La Rochelle.
Cher : *L'Emancipateur du Centre,* 73, rue Mirebeau, à Bourges.
Corrèze : *Le Travailleur de la Corrèze,* à Egleton.
Dordogne : *Le Travailleur de la Dordogne,* 29, rue des Jacobins, à Périgueux.
Drôme et Ardèche : *La Voix populaire,* 4, rue des Naix, à Bourg-de-Péage.
Finistère : *La Bretagne,* Boîte Postale, n° 4, à Guilvinec.
Gard : *Le Cri du Gard,* 30, rue Beauteville, à Alès.
Garonne (Haute-) : *La Voix du Midi,* 14, rue Saint-Georges, à Toulouse.
Gironde : *La Gironde populaire,* 1, rue Sullivan, à Bordeaux.
Hérault et Aude : *Le Travailleur du Languedoc,* 14 *bis,* rue des Balances, à Béziers.
Indre-et-Loire : *La Voix du peuple de Touraine,* 4, rue des Trois-Ecritoires, à Tours.
Isère : *Le Travailleur alpin,* 17, rue du Général-Rambaud, à Grenoble.
Loire : *Le Cri du peuple,* 9, cours Victor-Hugo, Saint-Etienne.
Loiret : *Le Travailleur du Loiret,* 5, rue du Réservoir, à Orléans.
Lot : *Notre Quercy,* Les Quatre-Rouets.
Lot-et-Garonne : *Le Travailleur du Sud-Ouest,* à Marmande.
Marne : *La Champagne,* 138, avenue Jean-Jaurès, à Reims.
Meurthe-et-Moselle : *La Voix de l'Est,* à Nancy.
Nord : *L'Enchaîné,* 258, rue de Paris, à Lille.
Orne : *La Voix du peuple de l'Orne,* 3, faubourg d'Argentan, à La Ferté-Macé.
Pas-de-Calais : *L'Enchaîné,* 34, rue de Paris, à Lens.
Puy-de-Dôme : *La Voix du peuple,* 5, rue de la Treille, à Clermont-Ferrand.

Pyrénées-Atlantique : *L'Etincelle des Pyrénées,* rue Henri-Barbusse, Le Boucau.
Pyrénées-Orientales : *Le Travailleur catalan,* 10, rue de l'Anguille, à Perpignan.
Rhône : *La Voix du peuple,* 269, rue Boileau, à Lyon.
Saône-et-Loire : *L'Etincelle,* 7, rue Jean-Bouveri, à Montceau-les-Mines.
Sarthe : *L'Unité ouvrière et paysanne,* place d'Arcole, Le Mans.
Seine-Maritime : *Le Prolétaire normand,* 2, place Saint-Marc, à Rouen ; *L'Avenir du Havre,* 57, rue Montmirail, Le Havre.
Sèvres (Deux-) : *Le Semeur,* 188, rue de Strasbourg, à Niort.
Somme et Oise : *Le Travailleur de Somme et Oise,* 13, rue Labarre, à Longueau.
Tarn : *Le Tarn,* 65, boulevard Montebello, à Albi.
Tunisie : *L'Avenir social,* 25, rue de l'Ancienne-Douane, à Tunis.
Vienne (Haute-) : *Le Travailleur de la Haute-Vienne,* 50, rue François-Chémieux, à Limoges.

Tirage et vente de L'Humanité *(d'après les chiffres du Parti communiste).*

Vente de *L'Humanité* (moyenne journalière) [1]

Années	1920	1927	1932
	140 000	172 000	113 068

A titre de comparaison, voici les chiffres du *Populaire* de la même époque [2] :

Années	1927	1932
	47 936	118 000

Tirage de *L'Humanité* (moyenne journalière) [3]

Années	1930	1931	1932	1933
Exemplaires	173 947	159 949	161 394	154 820
Abonnés	11 383	12 054	13 144	13 368

1. Brochure : « Les partis communistes à la conquête des masses » (p. 15).
2. *Le Populaire* n'est quotidien que depuis 1927.
3. Brochure : *Quatre années de luttes pour l'unité* (p. 102 et 130) et

Années	1934	1935	1936	1937 [4]
	—	—	—	—
Exemplaires	201 255	217 850	329 022	436 330
Abonnés	14 027	15 305	19 074	27 943 [5]

Abonnés au 1-1-38 .... 35 304
Abonnés au 21-5-38 .... 41 179

LE DÉTAIL DE LA PROGRESSION EN TROIS ANS

	1934 [6]	1935 [6]	1936 [6]	1937 [7]
	—	—	—	—
Janvier	188 458	191 608	240 700	341 277
Février	302 820	212 358	244 521	323 889
Mars	199 744	188 828	251 139	371 010
Avril	192 235	192 991	266 773	340 838
Mai	189 778	211 941	307 991	347 590
Juin	178 217	208 409	403 486	432 625
Juillet	195 803	228 510	352 913	392 318
Août	178 964	215 541	350 350	340 748
Septembre	177 314	224 344	364 763	336 057
Octobre	204 514	241 558	367 068	342 132
Novembre	227 178	249 518	407 087	321 455
Décembre	192 175	248 195	425 000	362 142

L'Humanité des 12-4-36, 8-8-36, 2-5-37 et 18-3-38, et *Almanach ouvrier et paysan* (1938).

4. Les chiffres pour 1937 sont ceux qui ont été donnés par *L'Humanité* du 23 mai 1938 (tirage moyen journalier pour l'année 1937).

5. Nombre des abonnés au mois de décembre 1937 (*L'Humanité,* 21 mars 1938).

6. Rapport de Marcel Gitton à la Conférence nationale du P.C.F. le 22-1-37.

7. Ces chiffres pour l'année 1937 sont ceux du procès-verbal de contrôle établi le 9-2-38 par l'Office de justification des tirages. Ils comprennent : la vente au numéro, les abonnés, les services gratuits ; ils ne représentent donc pas le tirage total du journal, mais la moyenne journalière de la diffusion par numéro. Ils ne peuvent être comparés avec ceux des années 1934-1935-1936 que nous mentionnons plus haut, et qui représentent le tirage total. Depuis le 15 novembre 1938 l'organe communiste ne donna plus les chiffres de son tirage total par mois pour 1937, mais seulement le tirage moyen pour l'année 1937 (426-330).

La vente de *L'Humanité* à Paris [1]
(moyenne journalière)

Années	1921	1928	1932 [2]
	—	—	—
	37 000	45 000	27 000

	1934	1935	1936
	—	—	—
Janvier	39 923	36 994	44 574
Février	58 361	37 931	48 431
Mars	41 519	36 332	46 737
Avril	36 346	35 194	49 753
Mai	37 430	43 263	58 201
Juin	35 418	41 394	70 803
Juillet	34 175	42 530	64 378
Août	32 264	39 090	61 990
Septembre	33 937	45 079	67 416
Octobre	42 678	49 861	71 787
Novembre	40 753	47 628	74 133
Décembre	37 139	46 814	70 752

Quelques tirages importants de l'organe communiste [3]

7 février 1934	550 000	Grèves de juin 1936 :	
8 février 1934	410 000	5 juin 1936	723 558
13 février 1934 [4]	631 185	6 juin 1936	755 025

29 novembre 1936 [5] 1 110 800
17 mars 1937 [6] 889 200
19 décembre 1937 [7] 952 000

1. Brochure : *Les P. C. à la conquête des masses* (p. 16).

2. Chiffre du quatrième trimestre de 1932.

3. D'après *L'Humanité* des 8-2-34, 29-11-36, 17-3-37, la brochure *Quatre années de luttes pour l'unité* (p. 113) et les « Cahiers documentaires des Comités de défense » de *L'Humanité* (Septembre 1936).

4. Lendemain de la grève générale.

5. Numéro de « lancement » à l'occasion d'une nouvelle présentation de *L'Humanité.*

6. Lendemain des bagarres sanglantes de Clichy (5 morts, plusieurs centaines de blessés).

7. Numéro de « lancement » pour lequel un effort spécial de propagande était demandé à tous les militants.

Pour la France entière, voici quelques chiffres qui jalonnent la progression de la vente à la criée le dimanche matin par les C.D.H. et les cellules, depuis mars 1939 :

22 mars 1936 [1]	82 180	31 octobre 1937 [3] ..	194 169
1er nov. 1936 [2] ...	169 828	19 déc. 1937 [4]	368 600
3 janvier 1937 [2] ...	190 896	2 janvier 1938 [5] ...	204 287
2 mai 1937 [2]	207 931	27 février 1938 [5] ..	219 024
4 juillet 1937 [3]	232 302	20 mars 1938 [5]	214 607

Les effectifs du Parti communiste français [6]

Année 1921	110 000	Année 1930	38 248
— 1924	88 187	— 1931	36 000
— 1925	83 326	— 1932	32 000
— 1926	75 000	— 1933	30 000
— 1927	52 375	— 1934	40 000
— 1929	46 000	— 1935 (déc.) ..	80 000

Les rapides progrès de 1936-1937 [7]

Fin janvier 1936	74 000
Fin décembre 1937	341 000
10 juillet 1936	185 650
4 octobre 1936	270 000
Fin février 1937	293 374

1. « Cahiers documentaires » (bulletin mensuel du C. D. H., avril-mai 1936).
2. *L'Humanité* des 1er novembre 1936, 3 janvier 1917 et 2 mai 1937.
3. *L'Humanité* des 4 juillet 1937 et 31 octobre 1937.
4. Numéro de lancement tiré à 952 000 exemplaires.
5. D'après *L'Humanité* des 2-1-38, 27-2-38 et 20-3-38.
6. Brochures du P. C. F. : *L'Internationale communiste et ses sections; Les Partis Communistes à la conquête des masses; L'Humanité,* 26 juin 1934 et 26 décembre 1935.
7. Compte rendu sténographique du VIIIe Congrès National du P. C. F. (Janvier 1936) et brochures : *Au service du Peuple de France; Unir; La Pause? aux trusts!* et *Quatre années de luttes pour l'unité.* Rapport de Marcel Gitton au IXe Congrès national du P. C. F. (25-29 décembre 1937).

La poussée communiste de 1924 à 1936

Nombre de sièges de députés obtenus par le Parti communiste

	1924	1928	1932	1936
Paris	16 sur 56	5 sur 39	2 sur 39	16 sur 39
Seine [1]		3 sur 20	4 sur 20	16 sur 21
Seine-et-Oise.	3 sur 12	0 sur 14	2 sur 14	9 sur 15
Seine-et-Marne	0 sur 5	0 sur 6	0 sur 6	2 sur 6
Autres départements ...	7 sur 495	6 sur 523	4 sur 536	29 sur 537 [2]
Total	26 sur 568	14 sur 602	12 sur 615	72 sur 618

Municipalités acquises aux communistes [3]

	Seine et S.-et-O.	Nord	Autres départ.	Total
Avant les élections de 1935	16	17	117	150
Après les élections de 1935	53	45	196	294

1. Paris excepté.
2. Dont 6 sièges sur 24 pour le département du Nord : et 3 sur 11 pour le département des Bouches-du-Rhône.
3. D'après la brochure : *Quatre années de luttes pour l'unité* (p. 134-136), éditée en janvier 1936 par le P. C. F.

Les élections cantonales de 1929 et 1935 dans le département de la Seine[4].

	1929	1935
Parti communiste	75 118 voix 4 sièges de Conseillers généraux	139 756 voix 25 sièges de Conseillers généraux

La répartition des suffrages aux élections municipales de 1935 à Paris

Communistes	99 877	Républ. et radicaux indép.	46 254
Pupistes[5]	28 595	Démocrates populaires	4 993
Socialistes (S.F.I.O.).	57 828	Républicains de gauche	79 268
Socialistes de France.	23 787	U.R.D.	95 534
Républicains socialistes	15 674	Conservateurs	583
Radicaux - socialistes.	28 085		

Les effectifs de l'internationale communiste [1]

Le nombre des partis adhérents à la III[e] Internationale est de 76, dont 19 partis sympathisants ; 26 sont légaux, et 50 illégaux.

En 1928, l'I. C. groupait :

1 676 000 membres, dont 445 300 dans les pays « capitalistes ».

En 1936, l'I. C. groupait :

3 141 000 membres, dont 785 000 dans les pays « capitalistes ».

4. Brochure : *Quatre années de luttes pour l'unité* (p. 131), éditée en janvier 1936 par le P. C. F.

5. Parti de l'Unité Prolétarienne (P. U. P.) fondé en 1929 par des dissidents du Parti communiste.

1. D'après les chiffres cités dans les brochures : *Quatre années de luttes pour l'unité* (p. 25) et *l'Internationale communiste et ses sections* (p. 24 et 51) éditées par le P. C.

Voici maintenant les fluctuations des effectifs des principaux Partis communistes, de 1924 à 1931 :

	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1931
ALLEMAGNE	121 394	122 755	134 248	124 729	124 499	121 413	206 000
TCHÉCOSLOVAQUIE	138 998	93 220	92 818	150 000	91 000	81 434	35 000
AMÉRIQUE .	17 000	14 000	11 990	12 000	14 000	11 500	8 000
SUÈDE	7 011	8 650	6 000	15 479	18 000	20 000	7 450
ANGLETERRE	4 000	5 000	10 849	9 000	5 565	4 500	2 555
U.R.S.S.	444 089	741 117	1 078 186	1 210 954	1 230 700	—	2 006 000

L'Internationale communiste des jeunes (I. C. J.) groupait, elle[1] :

En 1928 :

2 169 000 membres dont 127 000 en pays « capitalistes ».

En 1936 :

3 750 000 membres dont 221 000 en pays « capitalistes ».

BIBLIOGRAPHIE

BARBUSSE (Henri), *Paroles d'un combattant,* E. Flammarion, Paris, non daté.

BARDE (L.), *La Menace du communisme,* Spes, Paris, 1925.

BARMINE (Alexandre), *Vingt ans au service de l'U.R.S.S.,* Albin Michel, Paris, 1939.

BATAULT (Georges), *Le Problème juif,* Plon-Nourrit, Paris, 1921.

BERDIAEFF (Nicolas), *Problèmes du communisme,* Desclée de Brouwer, Paris, 1936. — *Un nouveau Moyen Age,* Plon-Nourrit, Paris, 1930.

BEWER (O.), *Manuel du militant,* Bureau d'Editions (B. E.), Paris, 1931.

BEY (Essad), *Histoire du Guépéou,* Payot, Paris, 1934.

BLUM (Léon), *Paris-Soir,* Article du 14 novembre 1939.

CACHIN (Marcel), *Deux discours,* Du Front unique au Front populaire, Bureau d'Edition (B. E.), Paris, 1935.

CHADOURNE (Marc), *L'U.R.S.S. sans passion,* Plon-Nourrit, Paris, 1932.

CHANTERAC (A. de), *La Condition paysanne en Russie,* Edition de l'Effort Paysan, Aurillac, 1941.

COHEN (Kadmi), *Nomades,* F. Alcan, Paris, 1929.

COPIN-ALBANCELLI, *La Conjuration juive contre les peuples,* E. Vitte, Lyon, 1909.

DANJOU (Guy), *La Révolution communiste,* Editions de Publicité et de Propagande, Paris, 1939.

DIMITROV (Georges), *La Lutte pour le front unique contre le fascisme et la guerre,* Editions sociales Internationales (E. S. I.), Paris, 1938. — *Après le complot de Munich,* Bureau d'Edition (B. E.), Paris, 1938.

La Philosophie du communisme, Archives de philosophie, Beauchesne, Paris, 1939.

DENNY (Ludwell), *L'Amérique conquiert l'Angleterre,* Gallimard, Paris, 1933. Traduit de l'anglais.

EASTMAN (Max), *La Science de la révolution,* Gallimard, Paris, 1927.

ENGELS (Frédéric), *Principes du communisme,* Bureau d'Editions, Paris, non daté.

Entente internationale contre la IIIe Internationale, *Vade Mecum antibolcheviste,* Genève, 1926.

ETCHEVERRY (A.), EVOLA (J.), *Rivolta contro il mondo moderno,* Hoepli, Milan, 1934.

FISCHER (Louis), *Les Soviets dans les affaires mondiales,* Gallimard, Paris, 1933.

FLEG (Edmond), *Anthologie juive,* G. Crès, Paris, 1923.

FORD (Henry), *My Philosophy of Industry,* G. Harrap, Londres, 1929. — *Moving Forward,* Doubleday Doran, New York, 1931.

FREDERIX (Pierre), *Machines en Asie,* Plon-Nourrit, Paris, 1934.

FRIED (Ferdinand), *La Fin du capitalisme,* Grasset, Paris, 1932. Traduit de l'allemand.

GOMPERS (Samuel), *New York Times,* Article du 7 mai 1932.

GRAHAM (Stephen), *Undiscovered Russia,* John Lane, Londres, 1912. — *Changing Russia,* John Lane, Londres, 1913.

GUÉNON (René), *La crise du monde moderne,* Bossard, Paris, 1927. — *Orient et Occident,* Didier et Richard, Grenoble, 1930. — *Autorité spirituelle et pouvoir temporel,* Didier et Richard, Grenoble, 1930.

HINDUS (Maurice-Gershon), *Humanity uprooted,* J. Cape, Londres, 1929.

KAUTSKY (Karl), *Terrorisme et communisme,* J. Povolozky, Paris, 1929. Traduit de l'allemand.

KESSLER (H.), *Walter Rathenau,* Grasset, Paris, non daté. Traduit de l'allemand.

KRIVITSKY (Général), *Agent de Staline,* Coopération, Paris, 1940. Edition française d'articles parus dans le *Saturday Evening Post,* de New York, en mars et avril 1939.

LAZARE (Bernard), *L'Antisémitisme,* Chailley, Paris, 1894. Une réédition a paru récemment en deux volumes aux Editions Crès.

LE BON (Gustave), *Psychologie des foules,* F. Alcan, Paris, 1895. — *Psychologie du socialisme,* F. Alcan, Paris.

LÉNINE, *Contre le courant.* — *Que faire* (1902). — *Un pas en avant, deux pas en arrière* (1904). — *Deux tactiques* (1905). — *La Maladie infantile du communisme* (1906). — *Matérialisme et empirio-criticisme* (1909). — *Karl Marx et sa doctrine* (1914). — *L'Impérialisme, dernière étape du capitalisme* (1916). — *L'Etat et la révolution* (1917). — *Les thèses d'avril* (1917). — *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* (1918). — *De la religion,* Recueil d'articles. « Petite bibliothèque Lénine ». Bureau d'éditions. *Du traité de Versailles,* Recueil d'articles écrits de 1918 à 1923. « Petite bibliothèque Lénine ». — Bureau d'éditions.
De multiples éditions de ces différents ouvrages ont paru en toutes sortes de langues. Nous n'avons donné dans cette liste que les principaux ouvrages de Lénine. Il faut y ajouter un grand nombre d'articles, de proclamations, de directives, de rapports, etc.

Livre Blanc (Le), *Russia, n° 1* (1919), A collection of reports on bolshevism in Russia, presented to parliament by command of His Majesty, avril 1919, Londres.

LOMBROSO (Gina), *La Rançon du machinisme,* Payot, Paris, 1935.

MALYNSKI (E.), Eléments de l'histoire contemporaine, Cervantès, Paris, 1928. — *La Grande conspiration mondiale,* Cervantès, Paris, 1928. — *L'aube rouge,* Cervantès, Paris. — *La Guerre occulte,* Beauchesne, Paris, 1936.

MARTEL (R.), *Le Mouvement antireligieux en U.R.S.S.,* Marcel Rivière, Paris, 1938.

MARTY (André), *La Révolte de la mer Noire,* Editions sociales internationales, Paris, 1939.
De nombreuses brochures de Marty ont paru aux Editions sociales internationales et au Bureau d'Editions, spécialement au moment de la guerre d'Espagne et du Front populaire. Citons entre autres :

MARTY (André), *Avec l'Espagne pour nos libertés et la paix.* — *Marty accusé.* — *Pour la paix par la défense de l'U.R.S.S.*

MARX (Karl), *Manifeste du Parti communiste* (1848), en collaboration avec F. Engels. — *Le Capital* (1867). — *La Guerre civile en France, la Commune de 1871* (1891). — *Œuvres philosophiques.*

MELGOUNOV (S. P.), *La Terreur rouge en Russie, 1918-1924,* Payot, Paris, 1927.

ODENDYKE, voir *Livre blanc.*

PONCINS (Léon de), *Le Plan communiste d'insurrection armée,* Les Libertés françaises, Paris, 1939.

RACHMANOVA (Alia), *Aube de vie, aube de mort,* Plon-Nourrit, Paris, 1935.

RAPPOPORT (Angelo-S.), *Pioneers of the Russian Revolution,* Stanley Paul, Londres, 1918.

RIBARD (A.), *Le Chemin de la liberté,* Edition « Paix et Liberté » du mouvement Amsterdam-Pleyel, Paris, 1937.

ROSENBERG (Arthur), *Histoire du bolchevisme,* Grasset, Paris, 1938. Traduit de l'allemand.

SALOMON-KOECHLIN (L.), *Le Temps de la raison,* Denoël, Paris, 1939.

SAROLÉA (Charles), *Impressions of Soviet Russia,* Nash and Gray son, Londres, 1924.

SOKOLOFF (Nicolas), *Enquête judiciaire sur l'assassinat de la famille impériale de Russie,* Payot, Paris, 1924.

SOMBART (Werner), *Les Juifs et la vie économique,* Payot, Paris, 1923. — *Le Bourgeois,* Payot, Paris, 1926. — *L'apogée du capitalisme,* Payot, Paris, 1932. Ces trois ouvrages sont traduits de l'allemand.

ROSSI (A.), *Les Communistes français pendant la drôle de guerre,* 1951. Réédition Albatros (1972).

SOUVARINE (Boris), *Staline,* Plon-Nourrit, Paris, 1935.

SPIRIDOVITCH (Général A.), *Histoire du terrorisme russe,* Payot, Paris, 1930. Traduit du russe.

STALINE, *Principes du léninisme* (1924). — *Le léninisme théorique et pratique* (1925). — *Les questions du léninisme.* — *La Lettre à Ivanov* (1938). — *Doctrine de l'U.R.S.S.,* Flammarion, Paris, 1938. Ce gros ouvrage réunit en un volume l'essentiel des écrits de Staline, livres, articles, rapports, interviews, etc.

STOLL (A.), *Lénine et la guerre,* collection syndicale internationale, Paris, non daté (vers 1933).

TROTSKY (Léon), *Ma vie,* Rieder, Paris, 1930. — *Défense du terrorisme* (Nouvelle revue critique, Paris, 1936. Il s'agit là d'une réédition, l'édition originale date de 1920). — *La Révolution permanente,* Rieder, Paris, 1932. — *La Révolution trahie,* Grasset, Paris, 1937.

THOREZ (Maurice), *L'heure de l'action,* Editions sociales internationales, Paris, 1938. — *Deux discours, du Front unique au Front populaire* (B. E.), Paris, 1935.

TORMAY (Cécile), *Le livre proscrit,* Plon-Nourrit, Paris, 1925. Traduit du hongrois.

THARAUD (J. et J.), *Quand Israël est roi,* Plon-Nourrit, Paris, 1925. — *Quand Israël n'est plus roi,* Plon-Nourrit, Paris, 1933. — *Vienne la rouge,* Plon-Nourrit, Paris, 1934.

VOLKMANN (E. O.), *La Révolution allemande,* Plon-Nourrit, Paris, 1933. Traduit de l'allemand.

VALDOUR (J.), *Sous la griffe de Moscou,* Flammarion, Paris, 1930.

WEBSTER (N. H.), *Secret societies and subversive movements,* Boswell, Londres, 1928.

X.X.X., *Programme de l'Internationale communiste,* adopté par le

VI^e Congrès mondial de septembre 1928 à Moscou. — *Le Travail des cellules d'usine,* Les Publications révolutionnaires, Paris, 1930. — *Organisation et activité de l'Internationale communiste,* Les Editions documentaires, Paris (non daté, vers 1937). — *Histoire du Parti communiste bolchevik de l'U.R.S.S.,* ouvrage rédigé en Russie par une commission du Parti bolcheviste. Bureau d'Edition, Paris, 1939. Cet ouvrage a été traduit en quinze langues et répandu à des millions d'exemplaires. 150 000 furent vendus en France, en quelques semaines, à la suite d'une intense propagande de *L'Humanité.*

INDEX DES NOMS CITÉS

A

Abol, 269.
Abramovitch, 48, 136.
Alexandrovitch (cf. Michel).
Allilouieva, 69.
Anastasia (Grande-Duchesse), 61, 62.
Anders (général W.), 70.
Antonov-Ouséienko, 68.
Arco (Comte), 49.
Arens, 68.
Arossiev, 68.
Asmus, 68.
Aubert (M.-Th.), 179.
Axelrod, 46.

B

Babœuf, 326.
Babouchkine, 80.
Bakaïev, 67.
Barbusse (H.), 84, 86, 213, 214, 215, 216, 365.
Barde (L.), 365.
Barmine (A.), 68, 365.
Basch (V.), 213, 216.
Batault (G.), 299, 302, 306, 365.
Bauer (Otto), 49, 120.
Baumann (M.), 237.
Bayet (A.), 213, 216.
Bebel (lettre à), 142.
Becker, 223.
Bekzadian, 68.
Bela-Kun, 49, 59, 65, 68.
Belin, 232, 235.
Benes, 22, 53.
Benrstein (A.), 237.
Berdaieff (N.), 365.
Beria, 69.
Bernstein (Docteur), 238.
Bewer (O.), 185, 188, 365.
Bey (E.), 365.
Bieloborodoff, 60.
Billoux, 223.
Birioukoff, 234.
Blancho, 238.
Blum (L.), 54, 117, 118, 124, 184, 217, 218, 365.
Bogomolov, 68.
Bogouslavski, 67.
Bonte (F.), 227.
Born (S.), 42, 43.
Borodine, 68.
Botkine (Docteur), 61.
Boucher (Commandant), 15.
Boukharine, 51, 54, 66.
Brejnev, 30.
Brodovski, 68.
Brugère Trélat (U.), 70.
Bubnov, 47.
Burjum (Professeur), 237.

C

Cachin (Marcel), 213, 223, 365.
Cachin (Mme Marcel), 350.
Cantais, 231.
Casanova, 230.
Cassou (J.), 213, 217.
Castro, 30.
Catteau (B.), 230.
Chadourne (M.), 309, 311, 312, 365.
Chamberlain, 246.
Chamberlin (W.H.C.), 69.
Chanterac (A. de), 365.
Charangovitch, 269.
Chevaline, 232, 235.
Clemenceau, 103.
Clynes, 109.
Cogniot, 217.

Cohen (K.), 302, 365.
Cohen (L.), 237.
Conquest (R.), 70.
Constantinovitch (Grand-Duc Dimitri), 63.
Constantinovitch (Grand-Duc Alexandrovitch), 63.
Constantinovitch (Grand-Duc Paul), 63.
Constantinovitch (Igor), 63.
Constantinovitch (Constantin), 63.
Constantinovitch (Prince Jean), 63.
Copin-Albancelli, 365.
Cot (Pierre), 213, 217.
Cromwell, 329.
Cross (Professeur), 238.

D

Daladier (E.), 217, 227, 232, 238, 246.
Dan, 109.
Danjou (G.), 365.
Davtian, 68.
Deat, 11.
De Gaulle (Charles), 14, 17.
Delmas, 216.
Demidova, 61, 62.
Denikine (Général), 48, 174.
Denny (L.), 307, 318, 319, 320, 366.
Deutsch (Julius), 49.
Dewez, 232.
Dillon (E.-J.), 302.
Dimitrov, 14, 53, 98, 122, 123, 126, 161, 218, 365.
Djerjinsky, 47, 48, 57, 59, 65, 66, 69.
Djougachvili (cf. Staline).
Djougachvili (C.), 69.
Dollfuss, 49.
Dombal, 68.
Doriot, 11.
Dostoïevski, 345.
Douhkonine (Général), 47.
Dreiser (Th.), 237, 238.
Dreitzer, 67.
Drobnis, 67.
Duclos (Jacques), 216, 223, 227, 228, 229, 238.
Dumoulin, 232, 235.
Dutilleul, 223.

E

Eastman (Max), 366.
Eberlein, 68.
Eideman (Général), 54, 68.
Eisner (K.), 49.
Ejov, 67, 69.
Elizarova (Anna), 69.
Engel (Lehmann), 238.
Engels (F.), 14, 42, 43, 82, 88, 89, 97, 123, 133, 134, 135, 142, 147, 151, 153, 201, 366.
Ercoli, 96.
Etcheverry (A.), 288, 366.
Evdokimov, 67.
Evola (J.), 345, 346, 366.

F

Faure (Paul), 118, 217.
Faure (Petrus), 16, 17.
Feeter (Professeur), 238.
Feldman (Général), 54, 68.
Feodorovna (Grande-Duchesse), 63.
Feuerbach, 89.
Fischer (Louis), 366.
Fleg (E.), 298, 366.
Ford (Henry), 296, 306, 307, 308, 310, 311, 312, 317, 366.
Frachon, 223, 229.
Franco (Général), 347.
Frederix P.), 321, 366.
Fried (F.), 296, 366.
Frounzé, 69.

G

Gallacher, 81.
Gamarnik (Général), 54, 67.
Gapone (Pope), 44, 170.
Gehlen (Général), 21, 24, 25, 29.
Gilliard, 64.
Gitton, 216, 223, 232, 358, 360.
Golostcheguine, 48, 60, 61.
Golostchékine, 269.
Gompers (S.), 303, 366.
Gorbounoff, 62.
Gorelid (M.), 237.
Gorki (Maxime), 67.
Goutchkof, 46.
Graham (S.), 366.
Grenier, 227.
Gropper (W.), 237.
Guénon (R.), 297, 316, 317, 366.
Guillaume II, 103.
Guyot (Raymond), 223, 227.

H

Hammett (D.), 237.
Harkavy (M.), 237, 238.
Hart (H.), 238.
Henderson, 109.
Hendrikova (Comtesse), 63.
Hindus (Maurice-Gershon), 309, 366.
Hirsch (S.), 298.
Hitler, 55, 121, 124, 226, 244, 246, 347.

Holmes (E.), 238.
Hölz (Max), 49.
Hoover, 319.
Huyghens, 217.

I

Iakoubovitch, 68.
Iouréniev, 68.
Ipatieff (maison), 48, 60, 62.
Isorni (Maître), 16.
Ivanov (lettre à), 126, 128.

J

Jacoulevna (V.), 63.
Jade-Amicol (réseau), 12.
Jagoda, 54, 68, 69.
Janin, 194.
Jergan (Docteur), 237.
Jones (J.), 237.
Jouhaux, 217, 232, 235.
Jourdain (F.), 216.

K

Kaganovitch, 52.
Kahn (E.), 213, 216.
Kalinine, 259.
Kamenev, 47, 49, 51, 52, 54, 67, 127, 184.
Kaplan (Dora), 57.
Karazov (Docteur), 69.
Katayama (Sem), 213.
Kautsky (K.), 46, 95, 102, 120, 293, 366.
Kayser, 213, 217.
Kente (R.), 237.
Kerensky, 46, 47, 60, 109, 303, 313.
Kessler (H.), 304, 366.
Khandjian, 67.
Kharitonoff, 61.
Khintchouk, 283.
Khrouchtchev, 30.
Kirov (Serge), 54, 66.
Klein (J.), 238.
Koltchak, 48, 61, 63, 64, 174.
Komorovski (Général), 70.
Kondratiev, 268.
Konnor, 269.
Kork (Général), 54, 68.
Kornilov (Général), 47.
Kovarski, 269.
Krassine, 69.
Krivitsky (Général), 54, 55, 68, 69, 124, 184, 366.
Kroupskaïa, 69.

L

Langevin, 213, 215, 216, 217.
Lassalle, 43, 50.
Lauzanne (S.), 320.
Laval, 11.
Lawitsky (Boris), 70.
Lazare (B.), 301, 366.
Lazis, 56, 68.
Le Bon (G.), 84, 344, 366.
Lecoze (maquis), 11, 12.
Lénine (V. I. Oulianov dit), 14, 24, 33, 34, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 56, 57, 67, 68, 69, 73, 74, 75, 76, 77, 79, 80, 81, 82, 84, 87, 88, 91, 95, 96, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 108, 110, 111, 112, 113, 119, 120, 123, 124, 126, 127, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 146, 147, 151, 165, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 196, 197, 198, 202, 203, 241, 246, 256, 257, 259, 264, 266, 276, 279, 283, 284, 288, 289, 293, 294, 303, 329, 332, 343, 366.
Léon XIII, 337.
Leroy-Beaulieu, 253.
Levine, 49.
Liebknecht, 43, 46, 49.
Liouchkov, 69.
Litvinov (plan), 218.
Litvinov (W.), 50, 53.
Livinov, 52.
Lombroso (G.), 316, 367.
Lomov, 47.
London (Arthur), 70.
Loubianka (maison), 65.
Louis XVI, 331.
Lounatcharski, 69.
Lozowick (L.), 237.
Luxembourg (Rosa), 46, 49, 96.
Lvof, 46.

M

McCansland (E.), 237.
Mac Donald, 319.
McGill (Professeur), 238.
McKinley, 320.
Makarov, 268.
Makhno, 57, 59.
Malraux, 217.
Maltz (A.), 238.
Malynski (E.), 296, 306, 314, 328, 333, 367.
Manouilsky, 31.
Marie (Grande-Duchesse), 61.
Markévitch, 269.
Marsh (R.), 238.
Martel (R.), 367.
Martov, 46.
Marty (A.), 100, 216, 217, 223, 227, 228, 367.
Marx (Karl), 8, 14, 24, 33, 34, 35, 41,

42, 43, 44, 50, 74, 77, 78, 81, 84, 89, 97, 109, 112, 123, 126, 131, 139, 140, 141, 143, 144, 147, 151, 153, 172, 173, 200, 201, 271, 288, 304, 325, 326, 333, 334, 338, 343, 344, 367.
Marzin, 231.
Mather (Professeur), 237.
Maublanc, 217.
Mayski, 283.
Mazzini, 329.
Medviedef, 61.
Melgounov (S. P.), 70, 367.
Menjinski, 69.
Messing, 68.
Michel (Grand-Duc Alexandrovitch), 46, 63.
Mikaïlovitch (Grand-Duc Georges), 63.
Mikhaïlovitch (Grand-Duc Nicolas), 63.
Mikhaïlovitch (Grand-Duc Serge), 62.
Milioukof, 46.
Miller (Professeur), 237.
Minjinski, 69.
Molotov, 281, 282, 285.
Monmousseau, 223, 229.
Monnet, 238.
Montmarin (Général de), 50.
Morgan (Professeur), 237.
Mouralov, 67.
Mourre, 231.
Mratchkouski, 67.
Münzenberg, 214, 353.
Muret (M.), 50.
Mussolini, 124.

N

Nagorny, 63.
Nepenin (Amiral), 46.
Neuberg, 14, 196, 201, 210.
Nicolas II, 60, 61, 331.
Nicolle, 213, 229.
Nieu Wen Huys, 81.

O

Olga (Grande-Duchesse), 61.
Olivier (Colonel), 12.
Ollivier (Marcel), 135.
Ordjonikidzé, 67.
Ostrovski, 68.
Ouborevitch (Général), 54, 68.
Oudendyke, 27, 28, 367.
Oulianov, cf. Lénine.
Oulianova (Marie), 69.
Ouritsky, 47, 48, 56, 57.

P

Paley (Prince Wladimir), 63.
Peri, 229.
Pétain (Maréchal) 14, 228, 240, 247.
Peters, 68.
Petrov, 69.
Peyrat, 231.
Philipps (Docteur), 238.
Piatakov, 54, 67.
Piatniski, 68.
Pie IX, 337.
Pilniak, 69.
Plekhanov, 56.
Podolski, 68.
Poncins (Léon de), 19, 201, 219, 348, 367.
Postycher, 269.
Potemkine, 44, 283.
Poupon (G.), 231.
Prenant, 217.
Préobrajenski, 269.
Primakov (Général), 54, 68.
Proudhon, 329.
Putna (Général), 54, 68.

R

Rabate (M.), 230.
Racamond, 214, 216, 223.
Rachmanova (Alia), 367.
Racovski, 285.
Radek, 54, 67.
Ramette, 223, 229.
Rappoport (Angelo-S.) 42, 367.
Rathenau (W.) 303, 304.
Raynaud, 223.
Reynaud (P.), 238.
Reingold, 67.
Reiss (Professeur), 238.
Remige (Th.), 63.
Remmelé, 68.
Renaudel, 109.
Rheingold, 269.
Ribard (A.), 213, 217, 234, 367.
Ribbentrop (Von), 55.
Ricardo (D.), 294.
Richard-Bloch, 213, 217.
Riegger (W.), 238.
Rivaud (Albert), 41.
Robespierre, 329.
Rolland (Romain), 213.
Roosevelt, 348.
Rosenberg (A.), 42, 43, 68, 112, 113, 170, 334, 368.
Rosentha, 269.
Rossi (A.), 368.
Rothschild, 302.
Rougier (L.), 300.
Rousseau, 329, 330, 331.
Rucart, 217.
Rykov, 51, 54.

S

Salazat (Général), 70.
Salomon (J.), 213, 217.
Salomon-Koechlin (L.), 368.
Sampaix, 229.
Sandow (Professeur), 237.
Saroléa (Charles), 326, 368.
Sath (R.), 70.
Scheidemann, 102, 109.
Schlauch (M.), 237.
Selsam (Professeur), 238.
Semard, 223.
Sérébriakov, 67.
Serge (U.), 269.
Shaw (B.), 326.
Shaw (I.), 237.
Skalyga, 269.
Smirnov, 67.
Sokolnikov, 47, 54, 67.
Sokoloff (N.), 63, 70, 368.
Soltz, 272.
Sombart W.), 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 368.
Souritz, 283.
Souvarine (B.), 368.
Soyer (R.), 237.
Spiridovitch (Général), 50, 368.
Sportisse, 230.
Staline, 14, 30, 36, 38, 47, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 65, 66, 67, 68, 69, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 82, 83, 84, 91, 92, 93, 104, 105, 106, 107, 108, 123, 126, 127, 128, 139, 147, 150, 151, 152, 161, 165, 178, 179, 182, 184, 226, 255, 256, 259, 260, 263, 265, 275, 277, 278, 282, 284, 288, 304, 321, 332, 344, 368.
Stambler, 269.
Starynkevitch, 63, 64.
Stassova (H.), 68.
Stern (Professeur), 238.
Stolypine, 45.
Stolypine (Arkady), 70.
Stoll (A.), 165, 197, 368.
Sun-Tse, 26.
Sverdloff, 47, 48, 60, 61, 62.

T

Tatiana (Grande-Duchesse), 61.
Taylor, 296.
Tchaganov, 268.
Tchang Kaï-Chek, 347.
Tchéboldaev, 269.
Tchernov, 109.
Tchitcherine, 69.
Ter-Vaganian, 67.
Tharaud (J. et F.), 368.
Thorez (Maurice), 15, 216, 223, 227, 228, 229, 234, 238, 240, 368.
Tikhméniev 68.
Tillon, 223, 229, 237.
Tomski, 67.
Tormay (C.), 368.
Toukhatchevski (Maréchal), 54, 68.
Tovstoukha, 69.
Treand, 229, 230.
Trilisser, 68.
Trotsky (Léon), 14, 34, 35, 36, 37, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 66, 68, 70, 94, 126, 127, 150, 171, 174, 182, 183, 184, 259, 262, 266, 268, 270, 274, 279, 282, 288, 302, 303, 307, 320, 332, 343, 346, 347, 368.
Troupp, 61.
Troyanovski, 283.
Tsérételli, 109.

V

Vaillant-Couturier, 214.
Valdour (F.), 327, 368.
Vassart, 232.
Vichy (gouvernement de), 11, 13.
Viollis (Andrée), 350.
Viren (Amiral), 46.
Volkmann (E. O.), 368.

W

Waletski, 68.
Wallon, 217, 349.
Walsh (Professeur), 237.
Walton (Professeur), 237.
Warski, 68.
Webster (N.-H.), 326, 368.
Weisner (Professeur), 237.
Welter (G.), 51.
Weygand, 15.
Wilson (Président), 328.
Wilton (R.), 64.
Wolf, 269.
Wrangel (Général), 48, 59, 65.

Y

Yacovlev, 60.
Yakir (Général), 54, 68.
Yalta (conférence de), 22.
Yaroslavsky, 274.
Youdenitch (Général), 48.
Yourovsky, 48, 60, 61, 62.

Z

Zetkin (Clara), 48, 136.
Zinoviev, 46, 47, 48, 49, 51, 52, 54, 66, 67, 127, 284.
Zoubatov, 80.
Zyromski, 213, 217.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos de la première édition (1942) 7
Note concernant la première édition 11
Avant-propos de la deuxième édition 19
Préface de la deuxième édition 21
Résumé de la doctrine socialiste 33

Ire PARTIE

HISTORIQUE

I. Histoire du communisme 41
II. Histoire de la Tchéka et du Guépéou 56

IIe PARTIE

DOCTRINE

I. Le communisme veut détruire la société actuelle pour la remplacer par la dictature du prolétariat 73
II. La dictature du prolétariat 75
III. Le communisme et la question paysanne 76
IV. Le communisme veut étendre la révolution bolcheviste au monde entier 77
V. La révolution russe n'est que le point de départ de la révolution mondiale 79
VI. Le communisme utilise tous les moyens : le mensonge, la haine, la terreur 80

VII. Le communisme contre toute tradition 84
VIII. Le communisme contre toute religion 87
IX. Le communisme contre la famille 94
X. Le communisme et la guerre 95
XI. L'U.R.S.S., patrie du prolétariat 97
XII. Le communisme soutient les soulèvements coloniaux. 99
XIII. Incompatibilité totale entre le bolchevisme et la démocratie 101
XIV. Incompatibilité totale entre le bolchevisme et le nationalisme 103
XV. Le communisme accepte toutes sortes de compromis en vue du but final ; il utilise la démocratie, le nationalisme et la guerre pour ses buts révolutionnaires .. 106
XVI. Le communisme contre l'artisan et le petit producteur en faveur des trusts d'Etat 111
XVII. Les deux thèses tactiques fondamentales du parti :
a) Transformation de toute crise économique en crise révolutionnaire 114
b) Transformation de toute guerre nationale en guerre civile ....
XVIII. IIe et IIIe Internationales 117
XIX. La nouvelle tactique du Front populaire 121
XX. La lettre à Ivanov 126

IIIe PARTIE

QUELQUES POINTS IMPORTANTS DE LA DOCTRINE COMMUNISTE

I. Les 10 mesures de socialisation préconisées par Karl Marx 131
II. Les 12 mesures de socialisation préconisées par F. Engels 133
III. Les 10 mesures de socialisation imposées par Lénine au Parti communiste français (1920) 136
IV. La thèse de l'Etat communiste selon Marx, Lénine et Staline 139

V. Description de la future société communiste d'après Staline 151
VI. Plan stratégique et tactique du Komintern 153
VII. L'accord germano-russe d'août 1939 et la guerre mondiale 161

IVe PARTIE

L'ORGANISATION DU PARTI COMMUNISME DE 1917 À 1941

I. Les soviets 169
II. Le Komintern ou Internationale communiste 176
III. Le travail dans l'illégalité. Les cellules communistes .. 185
IV. Le plan communiste d'insurrection armée 196

Ve PARTIE

LE COMMUNISME EN FRANCE DE 1936 À 1941

I. Historique de la création du Front populaire. Alliance des communistes, socialistes, Juifs et Francs-Maçons. 213
II. Puissance du communisme à la veille de la guerre 1939 218
III. Septembre 1939. Le Parti communiste français officiellement dissous passe à l'illégalité 220
IV. Organisation et activité clandestine du Parti communiste pendant la guerre 1939-1940 223
V. De 1940 à 1942 : directives secrètes de propagande et d'action du parti communisme 240

VIe PARTIE

LE COMMUNISME DANS LA PRATIQUE DU POUVOIR

I. Le communisme et les paysans en Russie de 1917 à 1940 251
II. La famille en régime bolcheviste 270

III. Le but du plan quinquennal et ses résultats d'après Staline 275
IV. Le bilan industriel du plan quinquennal d'après Trotsky 279
V. Capitalisme. Industrialisme. Communisme 288
VI. Le problème du machinisme 315

VII[e] PARTIE

JUGEMENTS SUR LE COMMUNISME

I. Le socialisme n'est pas un mouvement populaire 325
II. Jugement de E. Malynski 328
III. Jugement de A. Rosenberg 334
IV. Jugement de l'Eglise catholique (encyclique *Divini Redemptoris* 337

Conclusion 343

Statistiques 349

Bibliographie 365

Index des noms cités 371

Il a été tiré de cet ouvrage
sur Alfa Mousse des Papeteries Navarre
7 exemplaires reliés plein cuir
marqués de A à G, réservés à l'éditeur
8 exemplaires reliés plein cuir, hors commerce,
numérotés de 1 à 8
85 exemplaires reliés plein cuir,
numérotés de 9 à 93
19 exemplaires reliés toile, hors commerce
marqués de H à Z
481 exemplaires reliés toile,
numérotés de 94 à 574

Ce volume est le septième édité par Jean Auguy, éditeur,
sous la marque
« Diffusion de la Pensée Française »

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE AUBIN 86 LIGUGÉ / VIENNE
LE 25 SEPTEMBRE 1973

D. L., 3e trim. 1973. — Edit., 7 — Impr., 7292.
Imprimé en France

DIFFUSION
DE LA PENSÉE FRANÇAISE

CHIRÉ-en-MONTREUIL
86190 VOUILLÉ

Léon de PONCINS

— La Franc-Maçonnerie d'après ses documents secrets
— Christianisme et Franc-Maçonnerie
— Top Secret « secrets d'état anglo-américains »

Pierre CHATEAU-JOBERT

— Doctrine d'action contrerévolutionnaire

Jean VAQUIÉ

(Préface de Léon de Poncins)

— La Révolution liturgique

Présenté par Claude MOUTON

— La Contrerévolution en Algérie, « Le combat de Robert Martel »

Marie-Madeleine MARTIN

— Le Latin immortel (2e édition)
— Le Roi de France ou les grandes journées qui ont fait la Monarchie

Jacques PLONCARD D'ASSAC

— Doctrines du nationalisme